

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Ernst Jünger

(Suite de la première page.)

Au commencement, il y a la volonté de puissance. La technique, c'est l'instrument. Voilà pourquoi les guerres et les révolutions, loin d'affaiblir le travailleur, ont le don de le fortifier.

Cela dit, je pense, comme Nietzsche, que l'Etat universel ne peut être qu'une sorte d'agglomération de molécules destinées à se dissocier à plus ou moins brève échéance. N'est-ce pas l'Empire romain, ni le Saint-Empire n'ont été éternels. Comme il est dit dans Faust : « Tout ce qui naît meurt » rite d'être éternel. Cela tient à l'essence même du temps, et je ne pense pas que les grilles du temps puissent être brisées.

L'Allemagne oublie sa personnalité

Cet Etat universel, est-ce pour vous un progrès ?

Personnellement, je serais plutôt attiré par ce que les Allemands appellent la « Heimata » (2), ou par les populations insulaires. L'Etat universel, et avec lui la technique, et, à mon avis, fatals à l'individu.

L'idéal serait peut-être qu'un système planétaire puisse s'instaurer, dans certains domaines, comme celui des communications et de l'économie monétaire, tout en laissant subsister les différents particularismes régionaux et culturels. Ça ne paraît pas contradictoire. Regardez l'ancienne monarchie austro-hongroise. Vous avez là toutes sortes de nationalités, et cela ne les empêchait pas de coexister. Le préalable serait évidemment qu'on réussisse à dépasser le concept de l'Etat national, issu de la Révolution française. J'ai l'impression que l'Allemagne y est arrivée. Malheureusement, elle a poussé les choses un peu trop loin.

Que voulez-vous dire ?

Je crains que l'Allemagne n'ait tendance à oublier aujourd'hui, je ne dirai pas sa nationalité, mais sa personnalité. Il y a là une sorte de processus d'autocautérisation. L'égalité, celle des peuples ou celle des sexes, c'est très bien. Mais il ne faut tout de même pas en arriver à sacrifier ce que chacun a de singulier.

Lorsque je me promène, en France, je suis frappé d'apercevoir des statues de vos hommes célèbres. Chez nous, on efface jusqu'aux noms de victoires sur les plaques des rues.

Lorsqu'on lit votre œuvre (je pense, en particulier à Hétopolis, à Eumeswil, qui vient de sortir ces jours-ci), on a l'impression que le monde se présente comme un champ clos entre deux forces qui ne cessent de s'opposer.

C'est pas mal qui a inventé cela. C'est déjà dans la Bible. Dieu créa le monde de telle sorte que toutes choses aillent deux par deux.

Dans Hétopolis, la rivalité entre le bailli et le procureur se terminait sur un match nul. Dans Eumeswil, il est indiqué, de manière allusive, que les

régimes libéraux et autoritaires alternent sans cesse, un peu comme un système de poids et de contrepoids qui remonterait continuellement l'horloge politique. N'est-ce pas ainsi que cela se passe dans nos Parlements ? Chaque parti au pouvoir a besoin de l'opposition, qui, à son tour, entre, au bout d'un certain temps, dans le gouvernement.

Avant écrit Hétopolis juste après la seconde guerre, je me suis inspiré en grande partie de la réalité. Les gadgets, par exemple le phonopore, ce micro émetteur-récepteur qui relie de manière invisible tous les habitants de la cité et permet à certains d'émettre et de capter et à d'autres uniquement de capter. C'est à peine si j'ai eu besoin d'inventer.

La technique n'est, dans mes livres, qu'un écran qui me sert à projeter autre chose. Le phonopore montre l'imbrication étroite qui existe entre le système social et l'énergie. Plus un individu a d'influence, plus son rayon d'émission est étendu. On s'aperçoit ainsi aujourd'hui qu'il ne sert à rien de vouloir socialiser la radio et la télévision. Il y a toujours des individus qui décident en dernier ressort du choix des nouvelles, et de la façon dont celles-ci sont exposées. Tout au bas de la hiérarchie sociale, vous avez des gens qui ne sont plus que des récepteurs. Huxley a décrit tout cela dans le Meilleur des Mondes.

Hétopolis est plutôt centré sur une expérience historique réellement vécue, tandis que Eumeswil décrit quelque chose

qui existait dans des couches beaucoup plus profondes. Ces deux livres sont, si vous voulez, deux étapes successives d'une évolution qu'il faut se représenter, non pas comme rectiligne, mais plutôt comme la pousse d'un bambou, noué après noué, ou bien encore selon le principe de la spirale évoquée par Goethe : vous croyez vous retrouver à votre point de départ et vous êtes en réalité à l'étage supérieur.

Voilà comment il faut se représenter les relations entre Hétopolis et Eumeswil. A force d'être perfectionnée, la technique dans ce dernier livre finit par rejoindre la technologie. L'écran est devenu entièrement blanc. Des forces radicalement différentes peuvent s'y projeter.

Deux issues sont alors possibles. Ou bien c'est l'Etat-fourmillière, tel que le décrit Huxley, ou bien il se passera des choses qui n'auront plus grand-chose à voir avec la politique. Mais plutôt avec la théologie ou la théophanie. Les deux eux-mêmes feront leur apparition. C'était là l'opinion, entre autres, de Heidegger, de Nietzsche, et plus près de nous, de Heidegger. En ce qui me concerne, je m'en tiens à la stricte neutralité. Ou plutôt, je dirais, cum grano salis, que je préfère observer le cours des choses. Laissons les dieux d'abord se montrer. Ce que je ne tiens pas du tout pour une impossibilité (plus l'histoire se rétrécit, plus elle laisse de champ) lire aux événements extra-historiques. Après quoi, il sera toujours temps d'aviser.

L'occupation à Paris

Pendant la seconde guerre, vous faites partie de l'Armée allemande d'occupation à Paris. Vous étiez alors bien placé pour vous livrer à l'observation.

Il n'y avait pas que l'observation, un phénomène général, mais il me semble que dans le cas de la France, dans l'historiographie militaire française, ce sont tout particulièrement les

plus que de la haine dans le cœur. Pour faire disparaître de telles lettres, il fallait en laisser passer d'autres, moins compromettantes. Il y en avait une où il était question d'un trafic assez louche, portant sur vingt livres de café. L'individu a été condamné. En bien, des années plus tard, on me reprochait encore cette histoire de café.

Vous avez été l'un des initiés du complot des généraux. Souhaiter la mort de Hitler, tout en continuant à se battre pour la victoire de

l'Allemagne, n'était-ce pas une attitude quelque peu contradictoire ?

C'est tout simplement l'ambivalence entre la politique extérieure et intérieure que Shakespeare a décrite de façon exemplaire dans Coriolan. Celui-ci essaie de prendre les armes contre sa patrie et, finalement, il échoue.

Pour moi, il était évident que Hitler serait un phénomène passager, mais que, si nous perdions la guerre, cela aurait des conséquences énormes. Voilà pourquoi il m'était très facile de me battre dans la Wehrmacht, tout en étant contre Hitler. Mon fils a d'ailleurs démontré cela de façon exemplaire. Il a été emprisonné à Wilhelmshafen, pour atteinte au moral de l'armée. Ce qui ne l'a pas empêché de tomber un peu plus tard, en tant que volontaire, au pied des carrières de marbre de Carrare.

Je n'ai jamais estimé qu'il fût de mon devoir d'agir en sorte que nous perdions la guerre le plus rapidement possible. Je sais que c'est l'attitude qu'on attend de nos jours. Mais les Français sont particulièrement bien placés pour me comprendre. Ils peuvent se déchirer autant qu'ils le veulent entre eux. Dès qu'un étranger touche tant soit peu au mot « France », vous les retrouvez tous comme un seul homme. Il n'est pas de nation au monde qui soit plus chatouilleuse que les Français.

Ne croyez-vous pas néanmoins que prolonger la guerre ne faisait qu'aggraver le sort de l'Allemagne ?

Très certainement. Clausewitz dit d'ailleurs que, lorsque la situation stratégique se détériore, c'est à la politique de prendre le relais des armes.

Mais Hitler, étant un dictateur, n'était pas en mesure d'agir ainsi. Il aurait fallu qu'il nous rende le service de se suicider le plus vite possible, avant même l'occupation de la Tchécoslovaquie.

N'oubliez pas que tous les succès de Hitler ont eu lieu, au début, en partie avec l'approbation de l'étranger. Que voulez-vous que nous fassions ? Après la victoire sur la Pologne, sur la France, on ne pouvait tout de même pas massacrer un chef victorieux.

A Paris, en Raphaël et au Majestic, où j'étais, il y avait parmi nous deux clans : ceux qui pensaient qu'il fallait terminer la guerre à l'Ouest et la poursuivre à l'Est. Ceux qui pensaient qu'il valait mieux s'arranger avec les Russes pour se retourner contre l'Ouest. Mais il aurait fallu un arrangement

préalable avec Churchill et tous ces gens. Ils n'ont rien voulu entreprendre. Ils n'avaient qu'une idée en tête : la défaite totale de l'Allemagne. Dans ces conditions, un attentat, même réussi, aurait peut-être accéléré la fin des hostilités, mais il n'aurait pas amélioré notre situation politique.

« La démocratie, qu'est-ce que ça veut dire ? »

Entre les deux guerres, vous avez été un adversaire déterminé de la République de Weimar.

Disons plutôt du traité de Versailles. Si les gens de Weimar avaient défendu dignement nos intérêts, j'aurais marché avec eux.

Vous avez déclaré, sous Weimar, que vous haïssiez la démocratie. Est-ce toujours votre opinion ?

Non. Ce n'est pas ma façon de m'exprimer. D'abord, qu'est-ce que ça veut dire, la démocratie ? C'est une vache sacrée. En son nom, on justifie n'importe quoi. Bien sûr, que je suis pour la démocratie de Périclès. Pas pour celle de Staline. Ce qui compte, en définitive, ce n'est pas cette chose caoutchouteuse qu'est le mot démocratie, mais les démocrates qui l'appliquent.

Interrogé sur les raisons des réticences de l'Allemagne d'aujourd'hui à votre égard, certains de vos compatriotes m'ont déclaré qu'ils vous rejettent parce qu'ils étaient déçus, fatis, mais, après vous avoir lu.

Je veux bien vous croire, mais ces gens auraient mieux fait de me lire avec un peu plus d'attention et de se demander pourquoi je ne suis pas devenu nazis, moi. Il faut croire qu'il y a entre eux et moi une certaine différence. J'ai été nationaliste, dans le sens barbaïen du mot.

Est-on en danger maintenant des actes commis en son nom ? Pensez à tout ce qu'il faudrait alors mettre sur le compte de la Bible : les bûchers

de sorcières, les massacres d'Indiens...

Pensez-vous qu'un écrivain ait encore un rôle à jouer dans le monde d'aujourd'hui ?

Bien entendu. J'entends souvent dire que la télévision, l'audio-visuel, sont en train de détruire la littérature. C'est absolument faux. Chaque fois qu'apparaît une œuvre suffisamment forte, celle-ci met en déroute toute la technique.

L'Allemagne a déjà connu des périodes où la langue était en pleine décadence comme après la guerre de Trente Ans. Il y a toujours eu une renaissance.

Ce que l'écrivain doit écrire, c'est de devenir l'otage des factions politiques. La politique repose sur la notion de séparation et de civage. C'est au contraire dans l'unité que réside la force spirituelle de la littérature. Qu'un écrivain comme Zola, dans l'affaire Dreyfus, émette une opinion politique, je veux bien admettre que cela puisse avoir une importance. Mais par rapport à la véritable mission pédagogique de la littérature, qui est de faire jaillir des profondeurs les forces élémentaires, c'est secondaire.

Propos recueillis par JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

(2) Le pays natal.

Prochain article :

S'OPPOSER A L'ÉTAT N'A AUCUN SENS

Réplique à... Christian Zimmer sur la légende de Roland

M. Alain Pic, de Bursa (Algérie), nous adresse les réflexions suivantes, que lui inspire l'article de Christian Zimmer, « L'Enracinement » (Le Monde du 27 mai 1978). Il écrit à l'auteur :

« Vous notez que sous Charlemagne les annales officielles restent absolument muettes sur le grave revers de Ronoveaux... et que, d'une certaine manière en contrepartie, la tradition orale (je n'irais pas pour ma part jusqu'à la « création populaire spontanée ») donne naissance à la légende de Roland.

Il y a peut-être là, évidemment un phénomène général, mais il me semble que dans le cas de la France, dans l'historiographie militaire française, ce sont tout particulièrement les événements du Midi du Sud, qui suscitent à la fois le secret et la légende — alors qu'un consensus pour une certaine « objectivité » se produirait pour parler des luttes contre l'Angleterre (guerre de Cent Ans) ou plus récemment contre les Allemands. Avant même Eginhard, Grégoire de Tours se signale par une scandaleuse affabulation concernant les guerres dans le Midi (voir en particulier Histoire des Francs, III, 22-23, à comparer avec l'histoire de Séville, Histoire des Goths, XII, 1-2). Michèle Rouch que vous citez fort à propos a bien dépeint les déformations de l'histoire aquitaine pour le Haut-Moyen Age. Des légendes comme celle de Guillaume d'Orange ou de Huon de Bordeaux, dans cette optique, sont préliminaires.

La double mémoire

Il y aurait aussi, et surtout pour pousser plus loin votre thème de la double mémoire, le problème du troisième siècle méridional, avec au niveau « officiel », une sorte d'occultation du rôle de l'armée française dans le Sud, et au niveau « traditionnel » (local), la naissance d'une véritable légende, celle des Albigens. Peut-être même, jusqu'à un degré que j'ignore, le problème des Camisards sous Louis XIV, se rattache-t-il à cette dualité occultation/légende.

Personnellement, je pense que des « deux mémoires », c'est en réalité la mythologie qui triomphe, prouve que le pouvoir ne contrôle pas vraiment l'écriture historique — mais sur ce thème, naturellement, de nombreuses voies sont ouvertes.

Progrès et régression dans l'histoire

Le projet occidental, en son fond, est un rêve de puissance conçue par une inquiétude morale sans cesse renouée. Action et contradiction : tourné vers l'action, parfois investit par elle, l'homme d'Occident est en même temps structuré par une exigence intime qui va souvent jusqu'à le contradiction de soi. Secrètement,

par DOMINIQUE KERGALL (*)

Puissance et fragilité

Puissance est la conscience : avec le science, l'homme d'Occident a trouvé l'un des clés qui ouvre l'une des portes de l'univers. Il est d'autres clés, et il est plusieurs portes. Mais cette clé-là a fait de l'Européen, puis de l'Américain, le maître de la terre. Conjugée avec le capitalisme qui fournissait à ses œuvres un débouché immédiat et rentable, la science a été ce levier dont rêvait Archimède et qui a permis à l'Occident de soulever le monde, d'induire dans l'espace humain tout entière une vibration, une effervescence, un souffle qui montent comme un cyclone. Fantastique déploiement d'énergies qui s'est investi tout à la fois dans la recherche, dans l'économie, dans la guerre, dans l'exploration planétaire et dans la conquête interplanétaire. Sans véritable unité de commandement, ce mouvement, tendé sur l'initiative individuelle, la concurrence et le marché, a été structuré par une volonté de puissance qui s'est exercée sur la nature et sur les hommes. Étrange et ultime fruit de cet état, la société de consommation a offert ses masses de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord des biens et des services dans des conditions que les utopies des siècles antérieurs n'auraient pas osé imaginer.

Uranium, cuivre, manganèse : usines de transformation, les économies occidentales ne peuvent se passer de ce qui leur vient du reste du monde. Structures ultra-sophistiquées, il suffit pour que leur fonctionnement se bloque que l'électricité vienne à être coupée ou les transports à s'arrêter. L'accident revêt la dimension de la catastrophe, que coule un pétrolier et c'est tout une partie de la Bretagne qui est victime de la mer noire. Plus significatif encore : des éléments présumant la violence peuvent, bien que très isolés au sein de la population, défer pendant des semaines et des semaines des sociétés entières. Sentiment d'impuissance et de fragilité et qui vient de loin.

loppées paraissent comme baltées par l'instinct de mort, comme portées par une force qui les conduit au cinquième des civilisations, qui anesthésie leur instinct de conservation et d'abord sous sa forme la plus élémentaire qui est celle du renouvellement des générations.

L'histoire est parfois progrès et parfois régression. Le dire n'est pas aussi anodin qu'il pourrait sembler tant l'idéologie du progrès, bien que contestée par la réflexion, continue de fonctionner comme un réflexe. Il est des troupes où des peuples entiers ont disparu sans jamais reparaître, et notre histoire n'est qu'une longue suite de guerres et de révolutions averties par des paix réparatrices. Transposant indolument les promesses du Royaume, le philologiste du progrès nous fait vivre dans l'attente d'un ne soit qu'événement, et c'est l'événement qui surgit, éphémère ou simplement accablant : c'est l'Argentine et l'heure du Coupe du monde de football, c'est le Biafre oublié, le Cambodge englouti, le Vietnam en proie à la rééducation, l'Éthiopie livrée aux massacres. Le bonheur n'est pas une histoire, mais le mistère y est.

Sauf à se laisser fasciner par un machisme misérable et suicidaire, seul à se résigner à une mort lente traversée par des soubresauts agoniques, il faut parler qu'il y a quelque chose à dire. Quel ? Le plus urgent serait de proposer et d'entreprendre au profit du temps-morale, et en s'appuyant, enfin, sur des régimes politiquement viables, une œuvre de développement économique et de ostrage des richesses qui soit suffisamment probante pour que renaisse ce minimum de bonne conscience, de confiance en soi, hors de quoi les projets qu'ils soient sont voués à l'échec. L'action aïdéra par contre-coup le tribut occidental à partir de ce désert d'idées et de sentiments où depuis des décennies elle ne cesse d'embrancher en vain les tentatives de spaïser sa soif.

Advertisement for Mancur Olson's book 'Logique de l'action collective'. Text: 'Sous quelles conditions, un groupe prend-il ses affaires en mains ? Mancur Olson. Logique de l'action collective. Les livres des Puf questionnent le monde. puf'

مكتبة من الأصول

كندا من الاصل

étranger

LES ÉVÉNEMENTS AU PROCHE-ORIENT

EN ISRAËL

EN RÉPONDANT AUX QUESTIONS DE WASHINGTON SUR L'AVENIR DE LA CISJORDANIE

M. Begin a réussi de justesse à éviter une crise gouvernementale

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Begin a réussi de justesse à éviter une crise gouvernementale. Une majorité, apparemment confortable, a approuvé son compromis sur la réponse à donner à Washington...

M. Yadin entend rester au gouvernement, les indécis de son parti ont déclaré qu'ils attendraient les réactions américaines pour se prononcer sur une éventuelle « rupture ».

LE TEXTE DE LA RÉPONSE «Après cinq ans d'autonomie...»

Voici le texte de la réponse israélienne aux questions du gouvernement américain concernant l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza...

AU LIBAN

M. Soleimn Frangié somme les phalangistes de quitter le nord du pays

De notre correspondant

Beyrouth. — La famille Frangié et le parti des Phalanges ont engagé l'épreuve de force devant les tribunaux à la suite du massacre du 13 juin mené par des éléments phalangistes...

Le message des Phalanges dénonçait aussi vigoureusement le caractère autoritaire du chef du gouvernement, M. Selim El Hoss, a répété en substance que cette carence dénotait d'agissements de cœur-à-mains qui la dénoncent...

EN IRAK

Moscou semble souhaiter le maintien de l'alliance entre le Baas et le P.C.

De notre correspondant

Moscou. — En reprenant largement dimanche 19 juin, un article du journal du parti communiste irakien Tarik El-Chaab, la Pravda a indirectement mais pour la première fois fait connaître la position officielle de l'U.R.S.S. sur l'évolution de la situation en Irak...

Tout en affirmant que la ligne politique du P.C. irakien consiste à lutter pour « la consolidation de ce front » et à faire des efforts pour « défendre le processus révolutionnaire », les communistes irakiens laissent percer leur inquiétude sur l'attitude de leurs alliés quand ils ajoutent : « Ces efforts seront doublement positifs s'ils se concrétisent avec les efforts de nos alliés baasistes et des autres forces nationales patriotes et progressistes sous le drapeau de la fraternité ».

ger

préalable avec Churchill et ses gens. Ils n'ont rien fait d'autre que de se battre...

ie, qu'est-ce que ça veut dire ?

de sorcières, les massacres d'Israël...

« Bien entendu, j'entends souvent dire que la télévision, l'audio-visuel, sont en train de détruire la littérature... »

« L'Allemagne a déjà connu des périodes où la langue était en pleine décadence... »

« Ce que l'écrivain doit faire est de devenir l'homme de la rue... »

« L'affaire Dreyfus, c'est une opinion politique, ce n'est pas un problème littéraire... »

« Propos recueillis par JEAN-LOUIS DE RAMBURES »

« S'OPPOSER A L'ÉTAT N'A AUCUN SENS »

dans l'histoire

loppées paraissent comme si elles parvenaient à se faire entendre par une force qui les empêche de disparaître...

L'histoire est partie depuis le premier jour. Le dire n'est pas aussi simple qu'il paraît...

« L'histoire est partie depuis le premier jour. Le dire n'est pas aussi simple qu'il paraît... »

« L'histoire est partie depuis le premier jour. Le dire n'est pas aussi simple qu'il paraît... »

« L'histoire est partie depuis le premier jour. Le dire n'est pas aussi simple qu'il paraît... »

« L'histoire est partie depuis le premier jour. Le dire n'est pas aussi simple qu'il paraît... »

« L'histoire est partie depuis le premier jour. Le dire n'est pas aussi simple qu'il paraît... »

« L'histoire est partie depuis le premier jour. Le dire n'est pas aussi simple qu'il paraît... »

EN LIBYE

Un entretien avec le colonel Kadhafi

Un mélange de rouerie et de sincérité au service d'une analyse manichéenne

De notre envoyé spécial

Tripoli. — « Quand le monde entier est pris de folie, le sein d'espérance à l'air d'un jour... »

comme on a dit le contraire ; balayant au sujet de l'imprévisible colonel entre un déclin certain et le renouveau...

désespoir des humbles, le colonel Kadhafi sait ce qu'il dit. Et le dit bien. Si les grandes puissances s'arrangent pour établir entre elles un armistice...

Quelle se méfie des mariages et des désirs de l'Afrique... « A tort ou à raison, le colonel Kadhafi se dit dépositaire et garant d'une certaine dignité africaine... »

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

UNE MISSION D'ENQUÊTE composée de deux avocats français, M. Leopold Assenstien et Thierry Migon, et d'un journaliste brésilien, M. Ailton Soares...

Mauritanie

LA LOI ISLAMIQUE sera appliquée dans les domaines de Mauritanie, et la législation actuellement en vigueur sera révisée sur cette base...

Espagne

LE MOUVEMENT SEPARATISTE BASQUE (ETA) affirme, pour la première fois, qu'il est prêt à négocier avec le gouvernement de l'Etat espagnol...

République Sud-Africaine

CINQ AUTEURS DRAMATIQUES DE LAURIE AFFI-LEANS ont décidé de ne plus aller en République de l'apartheid...

Tunisie

LE SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (SNE-Sup-FEN) s'élève, dans un communiqué publié à Paris, contre la mesure d'interdiction qui vient de frapper en Tunisie le Syndicat national de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique...

Le soutien au terrorisme

NI fou, ni naïf, ni don Quichotte. On y gagne décidément à renouer plus longuement ce « coup-garou » des gouvernements d'Occident...

« Mon cher ami Moktar Ould Daddah !... »

Mais l'impression n'est pas très bonne du héros d'un pays riche, volant au secours des plus faibles, n'est pas non plus convaincante. Elle fait penser à un nouveau « héros » de ces rapports immédiats avec la France...

Le soutien au terrorisme

NI fou, ni naïf, ni don Quichotte. On y gagne décidément à renouer plus longuement ce « coup-garou » des gouvernements d'Occident...

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(1) Discours du 2 juin 1977, prononcé pour le sixième anniversaire de la bataille de Ghazdabiyah.

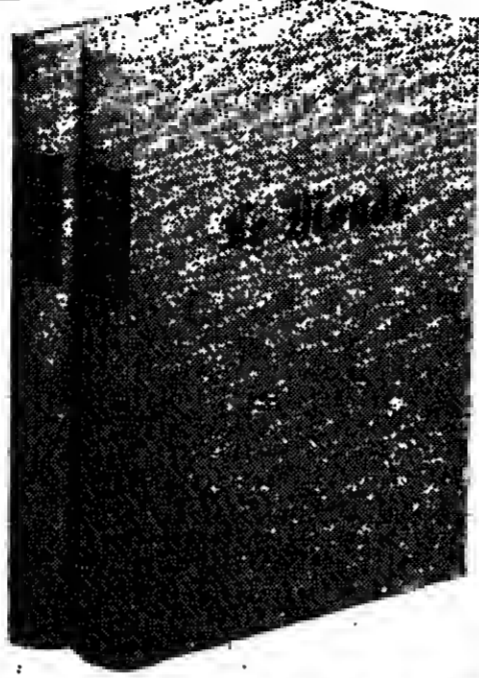
la collection complète du "Monde" rééditée en miniformat

un événement dans l'édition une pièce maîtresse pour votre bibliothèque

Grâce à l'édition en miniformat 1,80 m de rayonnage suffisent maintenant pour ranger la collection complète du "Monde" de numéros un jusqu'à celui que vous lisez actuellement.

Et avec 1,90 m de plus, vous pourriez aller jusqu'à l'an 2000.

Une année complète du "Monde" (ici l'année 1977), soit plus de 10 000 pages et de 7 millions de lignes d'information, est réimprimée en deux volumes 30,5 x 43 cm, de 4 cm d'épaisseur.



la collection complète du "Monde" pièce maîtresse de votre documentation

La politique, l'économie, la culture, les loisirs, les sciences et les techniques, l'évolution de la société, des modes ou de la publicité... Quel que soit le domaine auquel on s'intéresse, "Le Monde" constitue une source d'information irremplaçable.

La collection d'un journal de référence tel que "Le Monde" constitue, au-delà des archives du quotidien, une véritable banque de données, réunissant sous une forme particulièrement accessible une documentation sur tous les sujets, et un ensemble de références aux hommes, aux documents, aux faits permettant les recherches les plus approfondies.

Toute documentation sérieuse, qu'elle soit générale ou spécialisée, doit comporter la collection complète du "Monde". Doit, ou plutôt devrait, car paradoxalement, cette source inépuisable d'information est à peu près introuvable. Dans toute bibliothèque, privée, ou publique, se posent des problèmes de place et de conservation. Il y a maintenant une solution neuve. Une solution originale. Fût-elle la solution des problèmes de conservation des périodiques : le miniformat.

la réédition en miniformat : un pari gagné

Si elle est nouvelle en France, la réédition en miniformat a déjà fait ses preuves aux U.S.A. ainsi qu'au Japon où, chaque année, les grands journaux proposent à leurs abonnés une réédition permettant de conserver leur quotidien sous un faible volume. Choisir, pour l'introduction en France, de rééditer "Le Monde" semblait un pari difficile. C'est sans doute en effet le journal dont la typographie est la plus dense, celui qui se prête le moins à priori au miniformat.

Pourtant, aujourd'hui, ce pari est gagné. En ayant recours à des procédés techniques spécialement mis au point pour cette réédition, en utilisant un papier bible, les Editions France Expansion et F.P. Lobies ont réussi un tour de force : tous les textes demeurent lisibles, et le rendu est même souvent meilleur que celui de l'original.

Chaque page offre la reproduction de 4 pages du journal. Les titres et les sous-titres se détachent clairement, d'un seul coup d'œil vous parcourez la page. Une fois trouvé l'article qui vous intéresse, sa lecture ne vous posera aucun problème, à l'œil nu ou, mieux, à l'aide d'une loupe, qui vous apportera une lisibilité parfaite. C'est le reflet fidèle de la réalité.

1 an du "Monde" — 8 centimètres

En miniformat, une année complète du "Monde" tient actuellement en deux volumes. La réédition des 32 premières années — de 1944 à 1976 — comportera 45 volumes seulement, car chaque année jusqu'à 1962 représente un volume.

La réédition de l'année 1977, qui inclut aussi le dossier consacré à l'année économique et sociale 1977, réunit en deux volumes la reproduction de 10 500 pages, soit plus de 7 millions de lignes d'information. Et ces deux volumes occupent que 8 cm de rayonnage.

La réédition intégrale du "Monde" de 1944 à 1976 occupera que 1,80 m de rayonnage. Pour 225 000 pages, et plus de 150 millions de lignes d'information.

Tout y est, y compris les mots croisés (dont vous pouvez remplir la grille si vous le souhaitez...), les cours de la bourse et les petites annonces. "Le Monde" devient reprendre la publication de ses index analytiques, nous n'en avons pas établi, mais vous trouverez dans le deuxième tome de chaque année un index événementiel rappelant les grandes dates de l'année.

Grâce à la réédition en miniformat, vous menez votre consultation exactement comme si vous aviez l'original.

la réédition du "Monde" comment ? et à quel prix ?

La réédition du "Monde" a commencé en février dernier, avec l'année 1977. Les Editions France Expansion et F.P. Lobies, en accord avec la société éditrice du "Monde", publient désormais chaque année, le 15 février, la réédition complète de l'année précédente. Parallèlement, les 45 volumes des années 1944 à 1976 seront réédités en 5 ans, au rythme de 9 volumes par an. Les prochains volumes, qui reproduiront les années 1976 à 1977, paraîtront entre septembre 1978 et juillet 1979, et la réédition s'achèvera en juillet 1983, avec l'année 1984.

Le prix des deux volumes de l'année 1977 est de 1500 F (dont la seule reliure des numéros du "Monde" coûte plus de 2 000 F par an) que vous pouvez soit payer comptant, soit régler en 3 versements de 510 F, ou en 5 versements de 310 F. L'édition 1978 et la réédition des années 1944 à 1976 sont actuellement en souscription (nous serons heureux de vous adresser toute information à leur égard si vous le souhaitez).

sous les yeux, avec ces avantages supplémentaires que constitue la maniabilité de chaque volume semestriel, et la réduction du nombre de pages qui accélère la recherche.

toute la saveur de l'original

Autant qu'une prouesse technique, chaque volume de la réédition du "Monde" est un volume de collection. Toute la saveur de l'original, tout ce qui fait la vie, l'âme du journal est préservé. Et magnifié encore par le papier bible. C'est un reflet de la réalité, mais un reflet embellí, plus attrayant encore.

Et cela d'autant plus que chaque volume est protégé par une reliure. Une reliure artisanale de qualité, en pleine toile métis grise. Sous la toile, les coins ont été renforcés en parchemin, afin de préserver la reliure. Celle-ci comporte des gardes de couleur, des signets et un tranche-file registre.

Conçu pour supporter une consultation permanente, c'est une reliure solide qui ne se dépréciera pas avec les années, et qui peut figurer aussi bien dans un centre de consultation que dans la bibliothèque d'un amateur.

la réédition de l'année 1977 du "Monde" en miniformat : le point de vue de :

le gérant

"Dans un format à la fois peu encombrant et permettant une consultation rapide, une réédition complète du journal "Le Monde" dans votre bibliothèque personnelle. Impassable ! Eh bien, ce pari a priori insensé vient d'être superbement gagné par les Editions France Expansion et Pierre-François Lobies".

"Chacun pourra bientôt s'offrir sous son toit cette véritable institution qu'est "Le Monde". Une initiative originale et intéressante qui séduira, entre autres, les inconditionnels du "Monde".

"De quoi réjouir bibliothécaires et archivistes (le tout occupera un mètre quatre-vingts d'étagère au lieu de dix-huit mètres) et tous ceux qui s'intéressent à l'histoire contemporaine." Nouvel Observateur

"Ce ouvrage constitue une excellente source de référence." Paris-Match

un bibliothécaire

"La micro-impression va permettre de diffuser et de conserver, dans des espaces réduits, le texte même du journal complet tel qu'il a été publié... Nous pourrions de nouveau tourner les feuillets de papier comme nous en avons l'habitude depuis trois cents ans. Les volumes micro-imprimés sont plus légers, moins nombreux, rien n'y manque."

un universitaire

"L'ouvrage est une parfaite réussite technique et l'on s'étonne un peu que les spécialistes de l'impression n'aient pas mieux saisi l'exploit qu'il représente. Toutes les bibliothèques universitaires mais aussi celles des collèges et des lycées qui s'ouvrent aujourd'hui si heureusement à la fréquentation de la presse devraient acheter ces volumes, ainsi que les innombrables centres de documentation des entreprises, de collectivités ou d'institutions les plus diverses, qui souvent utilisent "Le Monde" au jour le jour, mais qui déçoivent ses exemplaires ou les déposent et privent ainsi leurs archives d'une irremplaçable source documentaire rétrospectivement complète et homogène."

P. Albert

Directeur des Etudes / Institut Français de Presse et des Sciences de l'Information.

ses lecteurs

"Permettez-moi de vous féliciter pour l'achèvement extraordinaire. Selon ce que je puis voir du tome 1, c'est un ouvrage formidable.

"J'ai bien reçu les deux exemplaires de la réédition du journal "Le Monde" et j'en suis très satisfait. Je vous félicite encore pour cette belle réussite et cette excellente initiative."

Dr M.M.C. France

"Je vous félicite à la fois pour votre tâche de réimpression et pour la clarté de sa réalisation."

J.B.P. France

J'ai déjà reçu gratuitement et sans engagement 8 pages spécimens de la réédition au format miniformat et une documentation sur les conditions de souscription aux différents volumes.

Nom

Adresse

535, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

336, rue de Valenciennes, 75011 Paris

EUROPE

LA YOUGOSLAVIE SUR DES SABLES MOUVANTS

I. — Le léninisme ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?

De notre envoyé spécial
JACQUES DECORNOY

Belgrade — Voici quelques mois, un paysan serbe vint mourir. Il était, sur ses vieux jours, à ce point épris de la télévision qu'il demanda à être inhumé en compagnie de son poste. Ainsi pourrait-il depuis l'au-delà continuer de suivre des images animées et rencontrer de football, de déclarations ministérielles et publicitaires pour délasser son cœur. Qui fut dit fut fait (mais notre cher défunt doit avoir des problèmes de réception : un amateur — vivant — avait vu cette croix des temps modernes, l'antenne, qui était placée sur le tombeau).

Anecdote sur un excentrique ? Pas autant qu'on pourrait le croire. Le Yougoslave se veut membre des « 77 » — les pays en voie de développement, — mais fait-elle bien partie de ce groupe ? « Nous sommes en tête du peloton des nations sous-développées, et dans le peloton de queue des nations industrialisées », concluent les officieux. Un no man's land, embouteillé : chaque famille, ou presque, belgradoise ou zagrebina, possède sa voiture. Comment se rendre au travail sans être coincé par le flux motorisé ? Ne parlons pas des retours de week-end, des résidences secondaires dont la construction semble être épargnée par le manque chronique de ciment. Les marchés croient sous les fruits, légumes et viandes livrés d'abondance par un paysan dans son immense majorité hors du circuit socialiste et qui (de ce fait ?) produit beaucoup et de bonne qualité. Les terrasses de café ne désemplissent pas, ni les « Lauréats ». Les agences de placement plient sous les commandes (chartes dans toutes les directions). Nuisances de taille au tableau : il existe encore un fossé entre les régions enrichies (Serbie, Croatie) et le Sud. Et, au sein des républiques les plus développées, les différenciations sociales sont accentuées : il y a, entre les beaux quartiers d'un côté et les bidonvilles de l'autre, un fossé qui ne se referme pas.

La Yougoslavie vit sans doute au-dessus de ses moyens ; do moins fait-elle écartage de ses richesses. Elle ne semble pas en retard de l'Occident. Elle se veut non alignée, marxiste, autogestionnaire. On y parle volontiers de Zaire et de la Namibie. Mais on connaît le piège de la Namibie : quelque part, surtout lorsque la géopolitique a placé ce pays de vieilles cultures (au pluriel) à un carrefour dangereux, ainsi que l'Indonésie, le Liban, le Turcs et Autrichiens, sur le rappel ? On jeter l'ancre sans pour autant perdre son indépendance ? Commentaire d'un observateur occidental : « La Yougoslavie peut être inquiète. La C.E.E. et le Comecon négocient ; l'Espagne, le Portugal, la Grèce, entendent entrer dans le Marché commun. La Yougoslavie demeurera-t-elle isolée en Europe ?

La question d'autant plus d'importance que la fédération veut poursuivre son expérience originale, celle de la Ligue des communistes yougoslaves (du 20 au 23 juin) sera l'occasion de le rappeler. La session a été préparée par des congrès dans les divers républiques et régions autonomes : elle se constituera pas un tournant mais réaffirmera une volonté d'approfondir une ligne d'action commune.

Cette Ligue (autrefois dit, le P.C.), forte maintenant de quelque 1,7 million de membres, se veut à la fois omniprésente, inspiratrice et efficace. Gageure ? Réviser de discussion dans une autogestion généralisée ? Elle ne

doit pas prendre la place, dit-on, de cette autogestion, ni du « système de délégations » qui concerne tout le monde, commun ou pas. Or, déclare un responsable de la Ligue de Croatie, nous sommes confrontés à deux périls : d'une part, les rapports sociaux restent entachés d'étatisme et de bureaucratisme ; d'autre, l'épousage du groupe écrit et cette organisation du pouvoir collectif au sein d'une entreprise peut aller contre l'intérêt général. On va supprimer la direction de la Ligue au sein des entreprises pour lutter contre la tendance à la conjugaison d'un tel pouvoir et de celui de la direction proprement dite de l'établissement ; cette mesure fera sauter un frein à la démocratisation dans l'entreprise et dans la Ligue elle-même.

Sur les plans fédéral, républicain et provincial, les instances dirigeantes sont modifiées. La présidence de la Ligue est, aux divers niveaux, considérablement allégée. Pour prendre l'exemple croate, on passe de vingt-quatre à quinze membres. L'ancienne présidence élisait un comité exécutif (neuf personnes) ; il est supprimé. L'idée est de renforcer le rôle du comité central, d'ailleurs bien modifié : sur cent trente membres, en Croatie, 65 environ sont de nouveaux élus ; on veut empêcher la justification croate que les dirigeants à dire : la parti, c'est moi ».

Les modifications statutaires peuvent aider à prévenir des évolutions dangereuses ; elles ne constituent pas des garde-fous infranchissables. On le sait en Yougoslavie, où, par exemple, les débats au sein du P.C. espagnols ont été suivis avec attention par les dirigeants à dire : la parti, c'est moi ».

Reste le problème, capital, du développement économique et politique de la Yougoslavie dans le monde et de l'état de ses relations avec l'extérieur.

Prochain article :

EUROPÉENS

ENCORE UN EFFORT !

ESCP ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
79 avenue de la République 75011 PARIS
Tél. 355.39.08

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris - C.P.M.

concours d'entrée
8, 11 et 12 septembre 1978
(inscriptions : 1er au 31 juillet)
réservé aux
DIPLOMÉS DU 1^{er} CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Croisière autour de l'Amérique du Sud.

Voilà que croisière qui vous amène à visiter les civilisations de l'Amérique Latine. Le 1^{er} janvier vous embarquez à Cannes, sur l'Achille Lauro et pendant 2 mois, sous l'égide austral, vous visiterez le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Pérou, la Bolivie, le Venezuela... Nous vous repropoisons également nos croisières de 12 jours en Méditerranée à bord du prestigieux "Thalys".

Après de votre agence de voyages

5, boulevard des Capucines
75002 Paris Tél: 266.46.50
16, avenue de Verdun
06049 Nice, Tél: 87.61.69
9, boulevard de la Croisette
06400 Cannes, Tél: 39.47.82
18, place du Général de Gaulle
13001 Marseille Tél: 33.66.00

Une nouvelle formule de cours du soir

UN SAMEOI
TOUS LES 15 JOURS
UN SOIR PAR SEMAINE
PENDANT 3 MOIS

COURS DISPENSES
COMPRENDRE ET VIVRE LE MARKETING
GESTION FINANCIERE ACTUELLE, ECONOMIQUE
FONCTION PERSONNEL RELATIONS HUMAINES
LA PRISE DE DECISION

2 sessions par an : inscriptions reçues dès maintenant.

Attention de fin d'Etudes Possibilité de prise en charge

Nom : Prénom : Adresse :

CNOF-CSSE
1, rue Ménilmontant 75013 Paris
75009 Paris (Métro Oberkampf) Tél: 325.70.50

Croisière autour de l'Amérique du Sud.

Voilà que croisière qui vous amène à visiter les civilisations de l'Amérique Latine. Le 1^{er} janvier vous embarquez à Cannes, sur l'Achille Lauro et pendant 2 mois, sous l'égide austral, vous visiterez le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Pérou, la Bolivie, le Venezuela... Nous vous repropoisons également nos croisières de 12 jours en Méditerranée à bord du prestigieux "Thalys".

Après de votre agence de voyages

5, boulevard des Capucines
75002 Paris Tél: 266.46.50
16, avenue de Verdun
06049 Nice, Tél: 87.61.69
9, boulevard de la Croisette
06400 Cannes, Tél: 39.47.82
18, place du Général de Gaulle
13001 Marseille Tél: 33.66.00

مكتبة من الأصل

مگذا من الاصل

EUROPE

SABLES MOUVANTS

Si l'on accorde la pratique aux discours, comment penser à Commentaire de jouer un rôle ? Comment faire en sorte qu'il ne soient pas cantonnés dans des questions marginales, celles de l'organisation d'associations ?

République fédérale d'Allemagne Les libéraux du land de Hesse décident de maintenir leur alliance avec les socialistes

Bonn. — Au cours d'un congrès tenu samedi à Fribourg, près de Francfort, le parti libéral du Land de Hesse a décidé de maintenir son alliance avec le S.P.D. au lendemain des élections provinciales qui auront lieu le 30 octobre.

Les sociaux-démocrates, à Wiesbaden comme à Bonn, ne peuvent toutefois trouver qu'un réconfort assez modeste dans la décision des libéraux hessois.

D'autre part, les citoyens, qui attendent de voir le troisième parti jouer dans la vie politique du pays un rôle correcteur et modérateur, seront sans doute un peu moins enclins à lui accorder ses suffrages.

Trois militants espagnols d'extrême gauche risquent d'être expulsés de France

Le tribunal correctionnel de Bordeaux devrait décider le 6 juillet du sort de quatre militants espagnols d'extrême gauche (l'un d'eux possède la nationalité française), accusés d'appartenir à une association interdite en France.

Bordeaux. — Quatre militants espagnols d'extrême gauche résidant à Bordeaux, MM. Juan Maria Arsalus, Jose-Luis Sesian, Miguel Gonzalez et Manuel Iglesias, ont comparu, le jeudi 15 juin, devant le tribunal correctionnel de cette ville.

La charge la plus sérieuse a été retenue à l'encontre de Iglesias. On a retrouvé chez lui un paquet de cinq cents cartouches et cinq bâtons de dynamite.

Italie « LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DOIT ÊTRE MORALISÉ ET POLITIQUEMENT INDISPUTABLE », déclare M. Berlinguer.

Gorizia (A.F.P.). — Le nouveau président de la République italienne devra être une « personne moralement et politiquement indiscutable », a affirmé le 18 juin M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien (P.C.I.).

Grande-Bretagne

Le prince Michael de Kent ne pourra pas se marier à l'église

Londres. — Le prince Michael de Kent a buté sur le dernier obstacle érigé par le pouvoir royal et les Eglises sur le parcours essentiel qu'il avait entrepris pour épouser religieusement la baronne Marie-Christine von Reibnitz, catholique et divorcée.

Telle est la conséquence du refus opposé par le pape à la requête de la baronne qui lui avait demandé une dispense pour épouser le prince dans une église catholique.

Le prince, cousin de la reine, avait obtenu le consentement de la souveraine, après avoir renoncé à ses droits très hypothétiques (il était sixième dans l'ordre de succession) pour pouvoir épouser une catholique.

DIPLOMATIE

Les relations entre la Chine et l'Europe occidentale sont au centre des débats de l'Assemblée de l'U.E.O.

Les relations entre la Chine et l'Europe occidentale en matière de défense, tel sera le thème majeur de la session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) qui se réunit ce lundi 19 juin à Paris.

Le président de l'Assemblée, M. von Hassel (chrétien-démocrate allemand) a invité l'ambassadeur de Chine à Paris à assister au débat de mardi après-midi.

SAINT LAURENT rive gauche SOLDES Femmes : 21 rue de Tournon, Paris 6° Hommes : 12 place Saint-Sulpice, Paris 6°

Ecole des Attachés de Direction Ecole supérieure de gestion. E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise.

Ecole Pigier L'école Pigier prépare aux Bac B, G1, G2, G3 et aux diplômes du B.T.S. Ecole Pigier Institution d'enseignement privé 53 rue de Rivoli 75001 PARIS 233.44.88

EUROPÉENS ENCORE UN EFFORT !

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS 19 avenue de la République 75011 PARIS Tél. 355.39.03

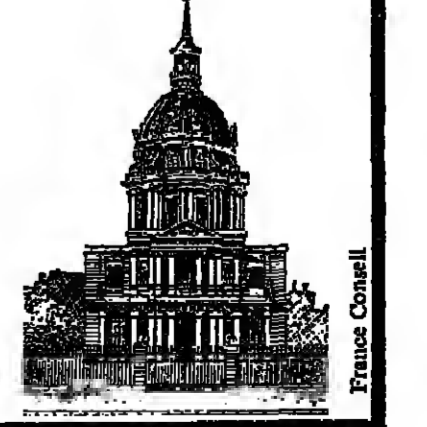
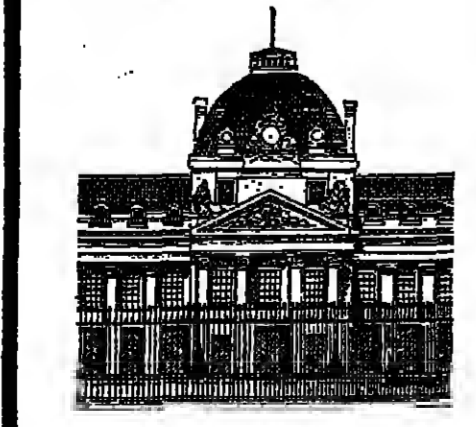
oisière pour l'Amérique Sud. Voici une traversée de votre époque... les civilisations de l'Amérique du Sud.

Turquie Les combats entre Kurdes s'étendent à l'est du pays

Pour la première fois, le problème des régions orientales semble perdre le caractère tabou qui avait en Turquie. Considérant que les séparatistes kurdes ne peuvent compter que sur une infime minorité des habitants de la région — selon le point de vue général des Turcs — M. Ecevit a prononcé un important discours promettant qu'Ankara augmenterait l'investissement public dans la région et y apporterait « les bienfaits de la civilisation », sans se borner à accélérer la construction de routes.

entre l'Ecole Militaire et les Invalides 6, Av. de LOWENDAL

Dans l'une des avenues les plus calmes de Paris, au centre d'un quartier à la fois prestigieux et charmant, le 6 Avenue de Lowendal offre des appartements d'exception.



AFRIQUE

Zaire

UN MILLIER DE REBELLES SE SERAIENT REGROUPÉS A LA FRONTIÈRE ANGOLAISE

Le gouvernement zairois a alerté les pays occidentaux devant l'éventualité d'une nouvelle attaque des « Katangais » contre le Shaba. Selon des sources diplomatiques à Kinshasa, le régime zairois a demandé aux gouvernements de ces pays d'accroître leur aide militaire. L'armée zairoise leur a transmis une liste de demandes de matériel.

Kinshasa aurait fourni aux capitales occidentales des informations faisant état de la concentration de plus d'un millier de rebelles près de Lanahi, peut-être centre d'extraction de manganèse situé sur la frontière zairo-angolaise, au sud-ouest de Kniwezi.

D'autre part, une équipe d'inspecteurs militaires chinois est arrivée samedi à Kinshasa pour y assurer l'entraînement d'unités de la marine, conformément à un accord conclu il y a deux ans. Leur présence au Zaire, une semaine avant l'arrivée d'une délégation chinoise de haut rang, renforce les présomptions concernant un accroissement de l'assistance militaire de Pékin à Kinshasa. Une première équipe d'instructeurs chinois avait passé quelques mois au Zaire en 1976. — (U.P.I., Reuter.)

DANS UNE INTERVIEW A UN QUOTIDIEN DE DAMAS

M. Chirac estime que la politique française au Tchad et en Mauritanie n'aboutira pas sans la coopération d'Algérie et de Tripoli

Damas. — Dans une interview, publiée par le quotidien syrien Tachraa le samedi 17 juin, M. Jacques Chirac, maire de Paris, se solidarise avec l'action française au Shaba qui, dit-il, « a un caractère purement humanitaire ». Mais il s'oppose vivement aux interventions militaires françaises au Tchad et en Mauritanie, « qui n'aboutiront à aucune solution sans la coopération de l'Algérie et de la Libye ». M. Chirac invite donc le gouvernement à « mettre fin au climat d'hostilité » qui règne à propos des rapports de la France avec les deux Etats arabes d'Afrique.

L'ancien premier ministre ne dissimule pas, par ailleurs, son inquiétude quant à la politique étrangère « otanisée » du président de la République française.

Il critique vivement la conférence européenne sur l'Afrique : « Cette conférence, souligne-t-il, a été dominée par l'esprit de l'OTAN » que nous rejetons car il s'agit pour nous un instrument de destruction de l'unité européenne ». Enfin, le président du R.P.R. souligne que son parti est soucieux d'avoir d'excellents rapports avec tous les pays arabes sans distinction. « La France, affirme-t-il, ne peut se passer des Arabes et vice versa ».

Il estime que l'unité arabe et l'unité européenne « constituent la voie idéale, voire unique, pour parvenir à une stratégie capable de procurer la paix au bassin méditerranéen et un nouvel équilibre sur la scène internationale ».

M. Jacques Chirac réserve par ailleurs : « Seules les consultations fondées sur une confiance mutuelle, entre la France et les capitales arabes concernées, peuvent faire progresser la situation qu'est bien au Liban où ailleurs au Proche-Orient ». Cette confiance, dit-il, « n'existe malheureusement pas à l'heure actuelle ».

A propos de la récente visite à Paris de M. Teddy Kenek, maire de Jérusalem, M. Chirac estime qu'elle ne revêtait aucun caractère politique. « Notre position est claire : Jérusalem n'est pas la capitale d'Israël et fait tenu à montrer que cette visite avait une signification exclusivement religieuse. » « J'ai même demandé à mes hôtes de ne pas participer aux festivités marquant la trentième anniversaire de la création d'Israël, organisées par la communauté juive en France », ajoute-t-il.

A LA TÉLÉVISION AMÉRICAINE

M. Fidel Castro laisse entendre que les Cubains sont en Afrique pour longtemps

De notre envoyé spécial

Washington. — M. Fidel Castro a tenté une fois de plus, au cours d'une interview aux grandes chaînes de télévision américaines, le dimanche 18 juin, de persuader les Américains que La Havane n'était pour rien dans l'expédition lancée contre la province zairoise du Shaba par des rebelles « katangais ». Répondant dans son bureau à une question de Mme Barbara Walters de la chaîne A.B.C. Il a rejeté la responsabilité du déclenchement des rapports entre Washington et La Havane sur M. Zbigniew Brzezinski, conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale.

Il a affirmé que celui-ci était « cynique, irresponsable, menteur et incapable de faire face aux problèmes internationaux ». Selon M. Fidel Castro, M. Brzezinski est à la tête d'une campagne anti-cubaine dont il aurait donné le signal à la fin de l'année dernière, « à un moment où les relations américano-cubaines étaient à leur plus bas ». Il a raconté la tension entre les deux pays. Autres exemples des « pratiques très dangereuses » pratiquées, selon M. Castro, par le conseiller du président Carter : la volonté de lier les négociations SALT à la situation en Afrique ; l'utilisation de la Chine « comme un instrument de pression contre l'U.R.S.S. », la Chine étant « un pays aventuriste et irresponsable, comme tout le monde le sait ».

Les Cubains détiennent « beaucoup de documents »

Pour le reste, le premier ministre a maintenu sa version des événements sans apporter d'éléments nouveaux, se contentant d'affirmer que les Cubains détenaient « beaucoup de documents ». A l'appui de leurs affirmations, mais que ce n'était ni le lieu ni le moment de les produire. « Ni les Cubains, ni les Russes, ni les Anglais, a-t-il affirmé, n'ont eu l'intention d'intervenir au Zaire (...). Nous sommes de très bonne source que la C.I.A. a établi des contacts avec l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, mouvement de guérilla soutenu par les Occidentaux) et lui a promis l'aide du gouvernement américain. » Il a demandé que Washington s'explique sur ce qu'il considère comme « une très grave infraction dans les affaires intérieures de l'Angola ».

M. Castro n'a pas nié la présence militaire cubaine en Angola. Il a simplement déclaré que les estimations de la C.I.A. quant aux effectifs — quarante mille hommes — étaient « un peu exagérées ». Il a laissé entendre que les Cubains étaient en Angola pour longtemps, dressant une liste très longue — « Namibie, Afrique du Sud, fascisme, racisme » — des raisons qui lui justifiaient la présence de l'assistance cubaine aux pays africains qui la sollicitent. « Nous n'avons pas d'intérêt permanent en Afrique, a-t-il conclu, nous préférons y envoyer des médecins que des soldats. » A tout moment, M. Castro s'est montré un acteur consommé, passant de la bonne foi dénuotamment surprise par les accusations américaines à la tristesse profonde devant la perspective de voir le rapprochement américano-cubain remis à plus tard.

Ces derniers jours, le premier ministre cubain a fait des efforts exceptionnels pour expliquer ces thèses aux Américains, répondant presque coup par coup aux déclarations de la Maison Blanche. De nombreux journalistes qui accompagnaient le président Carter à Panama ont reçu, là-bas, une invitation à se rendre directement à La Havane, où l'on cherche violemment à exploiter les différences d'interprétation qui sont apparues dans les propos des responsables de la politique étrangère américaine. Le plus conséquent de ce point de vue, est M. Ford, qui a plusieurs fois affirmé que ce serait une erreur d'accorder une attention particulière à ce que font les Cubains en Afrique, au point de déléguer au continent ou le département d'Etat à fondé sa politique et son crédit sur l'acceptation par les dirigeants blancs de la règle de la majorité.

Mardi 20 juin, le secrétaire d'Etat M. Cyrus Vance, dans un discours à Atlantic-City, préconiser la politique africaine de l'administration Carter. Plusieurs commentateurs américains estiment que M. Carter se serait attiré moins de succès s'il avait commencé par là. Définir les limites de ce que Washington estime acceptable et inacceptable en Afrique plus tôt que de chercher à marquer des points sur un conflit à propos d'un déclinement, ni Washington ni La Havane ne veulent ou ne peuvent apporter de preuves convaincantes de la pureté de leurs intentions.

ALAIN-MARIE CARRON.

QUE FAIRE DE SON BAC ?

LE NOUVEL OBSERVATEUR ROMPT LE SILENCE SUR L'UNIVERSITE

Oui, ce grand silence qui règne sur l'Université, que le patronat continue à ignorer et que les étudiants tentent de lever en luttant contre la sélection et la dévalorisation des diplômes.

Et pourtant... 100.000 candidats au BAC seront recalés cette année, tandis que 165.000 jeunes Français entreront à l'Université.

IL FALLAIT ALLER VOIR DE PLUS PRES. L'EQUIPE DU NOUVEL OBSERVATEUR L'A FAIT, ET VOUS LIVRE UN DOSSIER SPECIAL AVEC LE MODE D'EMPLOI DE L'UNIVERSITE EN 1978.

- Peut-on réussir sans les maths?
- Où la sélection est-elle la plus dure?
- Qui va jusqu'au bout de ses études?
- Avec quel diplôme peut-on s'en sortir?
- Combien de temps pour trouver son premier job?
- Quelle université choisir?
- Pourquoi le BAC C?
- Que peut-on gagner avec son premier emploi?



CETTE SEMAINE DANS LE NOUVEL **observateur** UN DOSSIER A NE PAS MANQUER

Algérie

Il y a treize ans, le « redressement révolutionnaire »

Treize années ont passé depuis ce jour du 18 juin 1965 qui vit le colonel Boumedienne, alors ministre de la défense, accéder au pouvoir en Algérie au terme d'une opération de « redressement révolutionnaire » réalisée sans effusion de sang. Fort du ralliement de très nombreux responsables politiques et du soutien inconditionnel des militaires, seule force véritablement organisée du pays, le président du Conseil de la révolution, nouvelle instance suprême, devait avec la ténacité et la discrétion qui le caractérisent lancer une triple action : organiser l'Etat administrativement et politiquement, récupérer les richesses nationales, mettre en œuvre un programme de développement sur la base d'une industrialisation massive et rapide.

La mise en place d'institutions aux niveaux, la constitution d'un vaste réseau d'organismes nationaux dans les différents secteurs de l'économie, la nationalisation des firmes étrangères et des richesses du sous-sol, l'implantation de centaines d'usines, la généralisation de l'instruction publique, la construction d'une dizaine d'universités, tout cela témoignait, aujourd'hui, de l'ampleur du travail accompli. Les défilances, parfois graves — bureaucratisme, insuffisance du secteur agricole, faiblesse de la productivité, pour ne citer qu'elles, — pouvaient hypothéquer l'avenir. Elles restent au second plan lorsqu'on apprécie globalement le bilan de la décennie écoulée. Sa stabilité politique a permis à l'Algérie d'acquiescer une large audience internationale et de jouer, notamment aux Nations unies et dans le mouvement des non-alignés, un rôle de tout premier plan.

Une ombre plane cependant sur ce tableau largement positif, celle d'un homme qui entame, ce 19 juin 1978, ses quatorzième années de détention dans une Algérie dont il a voulu passionnément la libération. Ahmed Ben Bella n'est pas payé cher aujourd'hui le privilège d'avoir été le premier chef d'Etat de l'Algérie indépendante. Cet honneur il l'avait durement acquis après sept années de prison de Bida d'Alger, de la Santé à l'île d'Abd. de Turquani à Aunoy. A soixante-deux ans, cet homme, qui fut l'un des chefs historiques de la rébellion (dès 1949 il était passé à l'action en attaquant la poste

d'Oran pour fournir des fonds aux nationalistes), a vécu le tiers de son existence derrière les barreaux.

Au lendemain de son arrestation, en 1966, le général de Gaulle, Nasser, M. Fidel Castro, étaient intervenus en sa faveur. Beaucoup craignaient alors qu'il ne fût « liquidé ». Il n'en fut rien, c'est tout à l'honneur de ceux qui ont ainsi refusé d'écarter la révolution algérienne d'une lache de sang.

La démission, même si le président bénéficie d'un minimum de confort, pourrait bien devenir un sort pire que la mort si elle se prolongeait sans espoir. Depuis le 10 décembre 1976, la République algérienne est pourtant sortie de la « légalité révolutionnaire » pour entrer dans la légalité constitutionnelle.

M. Boumedienne a été élu chef de l'Etat. Le mise entre parenthèses des institutions étant terminée, on pouvait s'attendre que le régime fit preuve de clémence envers son illustre prisonnier. Il n'en a rien été.

L'Algérie, en treize ans, s'est profondément transformée. Elle a entrepris d'occuper sa place dans le monde moderne. Plus de la moitié de sa population n'a pas connu la colonisation. Si l'écho de ces mutations est parvenu jusqu'à l'ancien chef de l'Etat, il n'a certainement pas pu en mesurer l'ampleur. Cette Algérie nouvelle qu'il avait engagée sur la voie du socialisme et du non-alignement n'est cependant pas oubliée. Des voix autorisées laissent entendre qu'il pourrait être libéré après le prochain congrès du F.L.N., dans quelques mois. Mais rien de sûr, rien de certain, ont couru déjà ce sujet défilés ne sont plus guère crédibles.

Ignoré par un régime qui a interdit que son nom soit prononcé et son action évoquée, délaissé par la plupart des organisations humanitaires internationales, Ahmed Ben Bella n'est interrogé régulièrement en sa faveur. En Algérie même, des voix s'élèvent discrètement pour demander sa libération. La révolution algérienne continue sans aucun doute grandie d'une mesure de clémence à l'égard d'un homme dont on a peine à imaginer que le raison d'Etat exige sa détention perpétuelle.

DANIEL JUNQUA.

Moscou

MOSCOU A LIVRE 120 000 TONNES DE MATERIEL MILITAIRE A L'AFRIQUE DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE

Washington (A.F.P.). — L'Union soviétique a livré, par air et par mer, 120 000 tonnes de matériel militaire à une dizaine de pays africains depuis le début de l'année, affirme un rapport des services secrets américains.

Le principal bénéficiaire de cette aide militaire a été l'Ethiopie, qui a reçu, à elle seule, 61 000 tonnes de matériel divers, ce qui n'est pas en soi remarquable. Des hélicoptères, des armes et des véhicules. Viennent ensuite la Libye avec 30 000 tonnes et l'Angola avec 18 000 tonnes.

Selon les services secrets américains, l'Union soviétique espère que l'Ethiopie accordera à sa marine de guerre le droit d'utiliser comme l'Algérie, le Bénin, le Tchad, la Guinée, la Gambie, le Mali, la Tanzanie, le Zaïre et le Mozambique ont également bénéficié de l'aide militaire soviétique, mais dans une moindre mesure.

Tunisie

« L'ACTION » RACISTE ?

« L'Action » de Tunis a publié le 13 juin, au cartelle, si l'on peut dire, consacré à Daniel Jouqua, qualifié de « délinquant de service », qui « s'enrichit dans les canaux de quoi alimentent sa haine », pour cette bonne raison que la Tunisie, elle, a été payée pas. Comme si cette calomnie se suffisait pas, l'auteur anonyme transcrit à plusieurs reprises l'orthographe du nom de notre collaborateur de Jouqua en Joukka, ce qui lui permet de le suspecter de « n'être par réellement français », et l'assonance « n'ayant » rien de français. Qui aurait cru qu'un jour le quotidien du parti socialiste destourien s'achèverait à recourir aux méthodes d'insinuation sèches à l'extrême droite raciste et dont les Nord-Africains ont été si souvent l'objet et les victimes ?

[Les Tunisiens qui auront eu connaissance de l'agression de l'Action ignorent cette réplique, puisque le Monde n'en a plus eu vent en Tunisie depuis le 9 mars.]

Tokyo s'incorpore un dispositif militaire

LE LITIGE SINO

Un bachelier à bus... connaître les déb... qui s'offrent à

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

ASIE AMÉRIQUES

AMÉRICAIN

dire que les Cubains ir longtemps

moment, M. Castro s'est montré un acteur consommé, passant à la surprise par les accusations américaines à la tristesse profonde devant la perspective de voir rapprochement américain-cubain remis à plus tard.

Ces derniers jours le premier ministre cubain a fait des affirmations exceptionnelles pour espérer que ces Américains, respectueux de la maison, qui accompagnent le président Carter, Panama ont reçu, la semaine dernière, à la Havane, où l'on cherchait à se rendre compte des différences d'interprétation et de sensibilité qui existent entre les deux cultures. Le plus remarquable de ce point de vue est l'affirmation que le président Carter a accordé une attention particulière à ce que font les Cubains en Afrique, au point de dire que ce qui se passe dans le sud-ouest de l'Afrique, c'est la répétition d'un processus qui a été initié par les Américains.

Mardi 20 juin, le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, dans un discours à l'Assemblée nationale, a déclaré que le processus de rapprochement américain-cubain ne sera pas initié tant que les Américains ne seront pas convaincus que les Cubains ne sont pas des agents de la politique étrangère américaine. Le plus remarquable de ce point de vue est l'affirmation que le président Carter a accordé une attention particulière à ce que font les Cubains en Afrique, au point de dire que ce qui se passe dans le sud-ouest de l'Afrique, c'est la répétition d'un processus qui a été initié par les Américains.

ALAIN-MARIE CARP

MOSCOU

A LIVRE 120 000 TONNES DE MATÉRIEL MILITAIRE A L'AFRIQUE DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNEE

Washington (A.F.P.) — L'Union soviétique a livré pendant l'année 1977, 120 000 tonnes de matériel militaire à l'Afrique, depuis le début de l'année.

Le principal bénéficiaire de ce matériel est l'Égypte, qui a reçu 40 000 tonnes. Les autres grands bénéficiaires sont l'Algérie (20 000 tonnes), le Liban (10 000 tonnes), le Mali (10 000 tonnes), le Nigeria (10 000 tonnes), le Sénégal (10 000 tonnes), le Tchad (10 000 tonnes), le Zaïre (10 000 tonnes) et le Zimbabwe (10 000 tonnes).

Tunisie

L'ACTION RACISTE ?

« L'Action raciste » est un journal qui se consacre à l'étude et à la dénonciation du racisme sous toutes ses formes.

Le journal a été créé par un groupe de jeunes Tunisiens qui ont voulu donner une voix à ceux qui souffrent de la discrimination raciale.

Le journal traite de tous les aspects du racisme, de la violence raciale à la discrimination sociale.

Japon Tokyo s'inquiète du renforcement du dispositif militaire soviétique dans le Pacifique

De notre correspondant

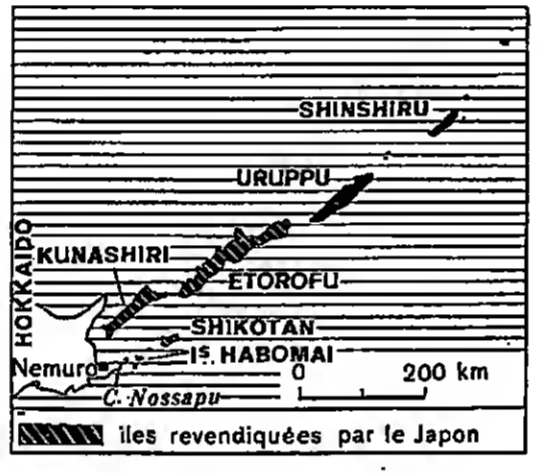
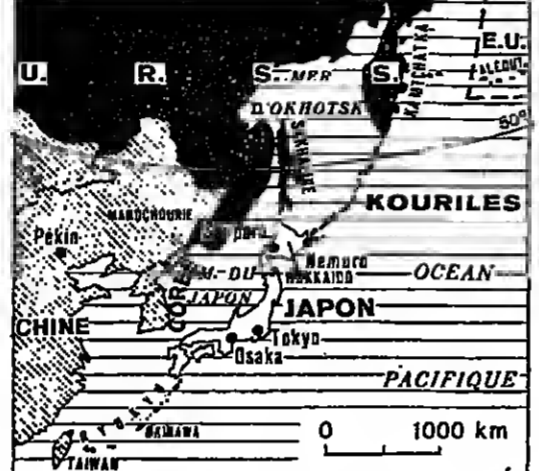
Tokyo. — Selon l'agence de défense japonaise, les Soviétiques sont en train de construire une nouvelle base militaire à Etorofu, l'une des quatre îles du sud des Kouriles revendiquées par le Japon, et de renforcer le système de défense du port de Korsakov, dans la partie sud de Sakhaline.

Il y a une dizaine de jours, les Japonais avaient vivement protesté auprès de Moscou lorsque d'importantes manœuvres commencent au large des Kouriles du Sud (le 10 juin). Ils sont apparemment convaincus que l'envoi de troupes à Etorofu ne s'inscrit pas dans le cadre de ces manœuvres, mais vise en fait à renforcer une garnison qui compte quelques centaines d'hommes (il y en a eu jusqu'à douze mille dans les années 60). Selon Tokyo, les Soviétiques, qui, dès le début de leur occupation des quatre îles en 1945, ont modernisé l'ancien port de la marine impériale à Etorofu, ont relâché désormais leurs sous-marins nucléaires, sont actuellement en train de construire une seconde base aérienne ou d'agrandir celle qui existe déjà.

La plupart des unités de la flotte soviétique du Pacifique (près de sept cents navires) sont basées à Vladivostok. Les sous-marins se trouvent à Petropavlovsk, sur la côte Est de la presqu'île du Kamtchatka. Tous ces ports, et

notamment Vladivostok, sont actuellement, selon les Japonais, en cours de modernisation.

La flotte soviétique du Pacifique était jusqu'à ces dernières années moins forte que celle de la mer du Nord, de la Baltique



iles revendiquées par le Japon

et de la mer Noire. Elle est actuellement en train de rattraper son retard, mais n'en est pas moins désavantagée par la géographie de la région. Non seulement la plupart des ports sont, en hiver, tributaires des brises glacées, mais, en outre, les navires qui quittent Vladivostok, par exemple, doivent longer les côtes chinoises et ne peuvent atteindre la haute mer qu'en empruntant des détroits (entre le Japon et la Corée du Sud, Hokkaido et Honshu, ou Hokkaido et Sakhaline).

Tous ces détroits sont truffés de radars et d'engins détecteurs américains : il est pratiquement impossible d'y passer, en surface ou sous l'eau, sans être repéré. Les Soviétiques ont donc un intérêt majeur à « contrôler » le passage par les Kouriles du Sud. De toute façon, il leur faudrait faire passer la majorité de leur flotte en haute mer avant le déclenchement d'hostilités sous peine de risquer la voir bloquer (le détroit de Tsushima, entre le Japon et la Corée, est pour eux de sinistre mémoire : c'est là qu'en 1905 la flotte japonaise coula en moins d'une heure huit des principaux bâtiments de la marine russe).

Pour donner une grande mobilité à sa flotte du Pacifique, l'U.R.S.S. a doté d'un nombre important de navires de ravitaillement (240) et de sous-marins (50 sur 125), qui peuvent rester longtemps en opérations sans avoir à retourner à leur port d'attache.

Selon la Far Eastern Economic Review de Hongkong, l'U.R.S.S. est d'entre part, en train de renforcer sa 8^e division aéroportée stationnée à Khar'kov. Celle-ci a certes pour objectif la Mandchourie, mais elle pourrait aussi constituer une « menace » pour le Japon. La revue de Hongkong écrit d'ailleurs que ce sont une partie des hommes de cette division (qui en compte au total 7 200) qui ont été envoyés à Etorofu la semaine dernière.

PHILIPPE PONS.

Panama

M. CARTER AFFIRME QUE LES DROITS DES AMÉRICAINS DE LA ZONE DU CANAL SERONT RESPECTÉS

Panama (A.F.P., Reuters). — La visite du président Carter à Panama s'est achevée samedi 17 juin sans incident, après l'échange, vendredi, des instruments de ratification des traités sur le canal (le Monde date 18-19 juin). Les opposants aux traités ne se sont pas manifestés pendant le séjour de M. Carter.

Prenant la parole samedi à Fort Clayton, une des bases américaines de la zone du canal, devant des civils et des militaires américains, M. Carter a reçu un accueil assez froid. De nombreux « sonneurs » portant des chemises sur lesquelles était imprimé « Nous voulons garder notre canal » Le président américain a assuré ses compatriotes qu'il avait pris les mesures nécessaires pour que leurs droits soient respectés au fur et à mesure que Panama recouvrerait le contrôle de la zone du canal (celui-ci doit en principe être total en l'an 2000). Carter a reconnu que de nombreux emplois actuellement tenus par des Américains seront désormais occupés par des Panaméens.

Les chefs d'Etat et de gouvernement qui avaient assisté vendredi aux cérémonies de ratification, M. Jimmy Carter (Etats-Unis), Omar Torrijos (Panama), Alfonso Lopez Michelsen (Colombie), Rodrigo Carazo (Costa-Rica), Carlos Andres Perez (Venezuela) et Michael Manley (Jamaïque), ont fait publiquement communiqué conjoint dans lequel ils affirment leur soutien aux nouveaux traités et recommandent la création d'une cour interaméricaine des droits de l'homme dont le siège serait à Costa-Rica.

Le président mexicain, M. Jose Lopez Portillo, qui assistait aux cérémonies de vendredi, n'a pas participé à l'élaboration de ce communiqué. Ce geste pourrait s'expliquer par le désaccord du Mexique avec certains amendements introduits par le Sénat américain qui limitent considérablement la portée des traités au profit d'un droit d'intervention des Etats-Unis.

Etats-Unis

M. Y A VINGT-CINQ ANS LES ROSENBERG ÉTAIENT EXÉCUTÉS

Le 19 juin 1953, Julius et Ethel Rosenberg, condamnés pour avoir livré des secrets atomiques à l'Union soviétique, étaient conduits l'un après l'autre sur la chaise électrique de la prison de Sing-Sing, dans l'Etat de New-York. Cette exécution, qui souleva l'émotion du monde entier, n'a pas fini d'agiter les esprits aux Etats-Unis mêmes. Le procès, le verdict et l'application de la sentence, en dépit d'une vague de manifestations et d'interventions, ont connu un regain d'actualité depuis que le Freedom of Information Act de 1966 (très libéralement amendé en 1974) procure à tout citoyen, sous un minimum de réserves, l'accès aux archives publiques les plus confidentielles. C'est ainsi que plusieurs centaines de pages du dossier Rosenberg sont tombées dans le domaine public.

La seule certitude qui s'en dégage pour l'instant (leur dépeintement et leur analyse sont loin d'être achevés) est que les Rosenberg sont morts pour être refusés à « donner » leurs complots réels ou imaginaires. C'est ce que vient de confirmer l'agence U.P.I. M. Robert Lamphers, l'inspecteur principal du F.B.I. qui dirigeait l'enquête sur les activités des Rosenberg, un des rares acteurs du drame dans le camp de l'accusation qui ait accepté d'apporter son témoignage. « Nous ne voulions pas qu'ils périssent, a-t-il déclaré, mais qu'ils parlent et nous révélent les noms d'autres membres de leur réseau... Je pensais que nous aurions pu en obtenir six ou huit. Il y a des documents sur l'affaire à l'appui de mes soupçons, mais ils sont trop graves pour être mis aujourd'hui en circulation. » M. Lamphers a pris sa retraite du F.B.I. et dirige un bureau d'assurances à Boston.

Le 19 juin 1978, la chaîne de télévision n. n. commerciale P.B.S. (Public Broadcasting Service) devait projeter un documentaire sur « la révision de l'affaire Rosenberg-Sobell », exposant largement les Rosenberg des faits qui leur coûtèrent la vie. — A. C.

Une « menace » directe

Pour les Japonais, ce renforcement d'Etorofu fait partie du programme de développement du dispositif militaire soviétique dans le Pacifique. C'est ainsi, affirme-t-on à Tokyo, que Korsakov pourrait rapidement devenir la quatrième base navale soviétique en Extrême-Orient : située à 200 kilomètres de Hokkaido, l'île septentrionale de l'archipel nippon, la nouvelle base navale russe représentera une « menace » directe pour le Japon.

Les Soviétiques possèdent actuellement trois ports d'importance stratégique sur la côte Pacifique : Vladivostok, Sovietskaya-Gavan et Petropavlovsk.

LE LITIGE SINO-VIETNAMIEN

Hanoi autorise Pékin à ouvrir un consulat-général à Ho Chi Minh-Ville

Hanoi a autorisé le 16 juin, la Chine à ouvrir un consulat-général à Ho-Chi-Minh-Ville (Saigon) au début du quatrième semestre de 1978, a annoncé, dimanche 18 juin, l'Agence vietnamienne d'Informations (AVI), assurant même que l'ambassade vietnamienne à Pékin en aurait informé les Chinois dès décembre 1976. Jusqu'à présent, seule la France a un consulat-général à Ho-Chi-Minh-Ville.

De notre correspondant

Pékin. — Paris jeudi 15 juin de Canton, les premiers bateaux chargés de rapatrier les ressortissants chinois au Vietnam devaient partir mardi 20 juin à Haiphong et à Ho-Chi-Minh-Ville. Les autorités vietnamiennes ont apparemment accepté le principe de leur accostage, mais on s'interroge beaucoup à Pékin sur les conditions dans lesquelles ils pourront accomplir leur mission. Or se présentera sur les quais d'embarquement et, en l'absence d'autorités consulaires chinoises, qui prendra en charge l'organisation des départs ?

Entre-temps, le conflit des communiqués et des commentaires se développe et prend d'importance proportionnelle. C'est ainsi qu'il y a eu, à peine qu'à Pékin on faisait pour la première fois allusion publiquement à un différend avec le Vietnam. Les choses ont été vite en quelques semaines, et le dossier des accusations réciproques s'est encore épaissi au cours des derniers jours.

Samedi 17 juin, la Chine dénonçait l'U.R.S.S. comme l'instigateur de la politique « onychinoise » du Vietnam. Dimanche, le ministère vietnamien des Affaires étrangères publiait les diverses notes échangées entre les deux pays, y compris celle qui lui-même « valait adressée à Pékin la veille pour protester vigoureusement contre la décision de la Chine de suspendre la quasi-totalité de ses projets d'assistance économique et technique au Vietnam. L'Agence C.I. nouvelle à son tour, dénonçait dimanche soir « une attaque générale » de la part du Vietnam.

« contre la politique extérieure de la Chine ». Le quotidien Nhan Dan, enfin, organe du P.C. vietnamien, répliquait ce lundi par un éditorial soulignant le fléau et la « moralité » du peuple du Vietnam.

Les experts trouveront dans ces multiples documents matière à étude et recherche sur les origines du conflit. Quelques points apparaissent à assez clairement qui permettent de mieux comprendre la nature du différend.

Il est peu douteux, en premier lieu, que les autorités vietnamiennes ont pris dès 1976 l'initiative d'ouvrir sans leur demander leur avis les ressortissants chinois demeurant au Vietnam du Sud.

Pékin n'a apparemment guère cherché à régler le problème par voie de négociations, se bornant à « conseiller » à Hanoi de revenir sur les décisions litigieuses.

Une confrontation stratégique

Le différend ne s'est réellement envenimé qu'avec l'intervention de facteurs extérieurs, en particulier avec le conflit khméro-vietnamien dans lequel le Vietnam accuse formellement la Chine de soutenir politiquement et matériellement « la guerre d'agression » menée par le Cambodge.

Enfin, la Chine désigne expressément l'U.R.S.S. comme principale responsable de la situation. Vietnamiens et Soviétiques, écrit

le Quotidien du peuple, marchent la main dans la main et Moscou profite des circonstances pour faire entrer le Vietnam dans son « plan stratégique de domination mondiale ». De multiples témoignages incitent à croire qu'il ne s'agit pas là d'une accusation gratuite et qu'au cours des deux dernières années la traditionnelle politique d'équilibre du Vietnam entre ses deux grands alliés communistes s'est fortement infléchi en faveur de l'Union soviétique.

Tels sont les faits que l'on peut considérer à peu près comme acquis sur le fond de tableau d'un contexte géopolitique plus ancien dans lequel le Vietnam concède comme étant une zone d'influence s'étendant à l'ensemble de l'Indochine, sinon au-delà en Asie du Sud-Est, alors que la Chine refuse l'établissement sur ses marches méridionales d'une « puissance moyenne » de cette importance.

De jour en jour, à travers les accusations et dénégations lancées de part et d'autre, les véritables dimensions du conflit se définissent plus nettement. Si pénible soit le sort des groupes ethniques mis en cause et des réfugiés vietnamiens en général, on voit bien que leur cas ne constitue qu'un aspect d'une confrontation stratégique majeure.

L'importance de l'enjeu explique peut-être le contraste entre l'impressionnante escalade de l'agression verbale à laquelle on assiste et la relative modération dont chacun a fait preuve jusqu'à présent dans les actes.

ALAIN JACOB.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

Quand la prudence joue doublement.

Notre prudence est fondée sur des prêts garantis par la " pierre construite " et par le sérieux d'emprunteurs désireux accéder à la propriété de leur habitation. Elle repose aussi sur des dépôts de longue durée qui permettent des prêts de longue durée.

La prudence de nos déposants c'est la recherche de revenus sûrs, réguliers, fréquents et d'une rémunération adaptée à la durée du placement.

C'est ainsi que depuis 20 ans nous travaillons.

Actuellement, 5 formules de placement sont à votre disposition vous offrant de

8,25 à 11,60%

Taux annuel actuariel brut

Adressez-nous cette carte de visite complétée, vous recevrez sans engagement le dossier Epargne SOBI.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, boulevard d'Italie, 802 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7.
Affiliée à la Société bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.

Un bachelier a besoin de connaître les débouchés qui s'offrent à lui.

Quelles sont les carrières du commerce et de la gestion ? Venez vous informer à l'école Figier.

Ecole Pigier

Institution d'enseignement privé
53 rue de Rivoli 75001 PARIS
233.44.88

AMÉRIQUES

Répression en Uruguay

A côté des méthodes de torture « classiques », des techniques pharmacologiques sont de plus en plus souvent employées

Alors que les informations sont nombreuses sur la situation en Argentine, c'est le quasi-silence, depuis le coup d'Etat militaire de 1973, sur l'Uruguay. Or la torture y est aussi un moyen de gouvernement. Ce silence est douloureusement ressenti par les Uruguayens réfugiés en France, d'autant que la frontière entre l'Uruguay et l'Argentine est, à bien des égards,

une fiction : les deux polices agissent de façon souvent conjointe. Les modes de torture utilisés en Uruguay sont, d'autre part, selon toute apparence, plus « scientifiques », plus « progressifs » que dans le pays voisin. Dans une large mesure, en effet, la torture utilisée par le régime uruguayen est pratiquée par des médecins, psychiatres et psychologues, tant pour atteindre

une plus grande efficacité que pour laisser moins de traces. C'est cela que dénoncent à la fois Amnesty International (1) et le Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay (2), dont la commission santé, a réuni un accablant dossier intitulé « Psychiatrie, médecine et répression ».

D'autre part, l'Organisation des Etats américains, dont l'Assemblée générale d'ouverture le 21 juin à Washington, dénoncera la torture de prisonniers politiques en Uruguay. La Commission interaméricaine des droits de l'homme présentera à cette occasion un rapport qui fait notamment état de « tortures sexuelles » pratiquées dans ce pays.

Il y a quelques années, le tableau ressemblait en tous points à celui de l'Argentine d'aujourd'hui : disparitions, enlèvements, tortures « classiques », morts inexplicables, assassinats non « revendiqués ». Il fallait, en effet, venir à bout de la guérilla urbaine des Tupamaros, et par tous les moyens. Aujourd'hui, explique M. Michel Puechavy, membre du bureau exécutif de la section française d'Amnesty International « plus rien ne s'élève, depuis des mois. La répression est devenue si efficace, le pays est à la fois si petit (2,8 millions d'habitants), et si centralisé, à la différence de l'Argentine, que plus sans code ne peut se faire entendre. Il existe même un organisme officiel qui a charge de répondre aux lettres adressées de l'étranger, par exemple, celles qu'écrivent les membres d'Amnesty International. L'organisation militaire contrôlée d'autant mieux la population que celle-ci se trouve concentrée à Montevideo. En outre, l'ancien tribunal est doté d'une compétence légale : la loi sur l'état d'urgence, qui permet d'arrêter sur le champ et sans aucune procédure, quiconque paraît « dangereux », la notion de « danger » étant laissée à l'appréciation des militaires.

Ce système fournit aujourd'hui les preuves de son efficacité. Selon les chiffres fournis par le comité de défense des prisonniers politiques, depuis 1973, plus de quarante mille personnes sont passées par les prisons, les casernes et les camps de concentration uruguayens. Un habitant sur cent a été torturé. Actuellement, on compte plus de sept mille prisonniers politiques, soit un pourcentage plus élevé qu'au Chili. Enfin, quelque cinq cent mille Uruguayens ont été contraints à prendre le chemin de l'exil — un mouvement que rien n'a pu enrayer.

Le Comité de défense et Amnesty International rappellent d'abord les modes de torture « classiques » auxquels sont soumis systématiquement les militaires uruguayens. Parmi eux, citons :

— Le planton : le prisonnier — ou la prisonnière — doit rester debout, sans boire, manger ni bouger, pendant des heures, même des jours. Lorsque les forces lui

manquent, il tombe. Il est alors soulevé par les cheveux et frappé. Ce « traitement » produit notamment des infirmités et des cadavres aux jambes, des pertes de connaissance, parfois des délirés.

● **Le « téléphone »** : on applique sur chaque oreille du prisonnier un fil électrique. Le tortionnaire fait alors passer le courant, accompagné de coups de matrasque sur les oreilles. Le résultat le plus fréquent est la perforation du tympan.

● **L'électrochoc** : les prisonniers sont attachés sur une table de fer, nus et mouillés. On leur applique alors un courant qui peut atteindre 200 volts, de préférence sur les parties les plus sensibles : genoux, coudes, poignets, lèvres, yeux, organes génitaux. Cette torture peut produire, outre de graves brûlures, des arrêts cardiaques.

● **Le sous-marin** : on plonge la tête du prisonnier dans un réservoir rempli d'eau, de sang et d'exercices de tortures. Lorsque le prisonnier a vu trop d'eau, le médecin ou l'officier militaire le ramène afin d'éviter qu'il ne meure. Deux variantes de cette méthode — qui peut provoquer notamment des infarctus et des asphyxies — le « sub-marino dit électrochoc » (eau du réservoir est électrolysée) et le « sub-marino dit électrochoc » (la tête du torturé est connectée à un sac de polyéthylène rempli de ce qu'il s'appelle. Parfois aussi, on introduit du gaz dans la cagoule).

● **Le cheval** : le prisonnier est placé, nu, assis sur une barre de fer sans pouvoir toucher le sol, ses bras attachés l'un à l'autre. Le cheval est violemment agité pendant des heures, ce qui produit le déchirement de la zone génitale et donne la sensation d'être scié en deux.

● **Le « draps »** : on attache le prisonnier par les poignets, par les poignets ou par les chevilles, sans qu'il puisse toucher le sol. On le frappe. Ce supplice peut durer plusieurs jours.

● **Le « pain de ar »** : le prisonnier est suspendu par les poignets à une barre de fer, mains et chevilles attachées, la tête pendante. Son corps prend peu à peu une teinte violacée. Au bout de quel-

ques heures, il perdra connaissance.

● **Le « parilla »** : le prisonnier est attaché sur un grill sur lequel ont été placés des charbons ardents.

Les « services » de médecins et de psychologues

Mais l'originalité des militaires uruguayens consiste à ne pas se contenter de procédés classiques. Ils tiennent en effet à maintenir, pour les torturés, une certaine image « démocratique » de l'Uruguay. On a donc de plus en plus recouru aux « services » de médecins et de psychologues et les Uruguayens sont aujourd'hui passés maîtres dans l'art de la torture psychologique. « Toutes les attitudes que doit prendre le tortionnaire vis-à-vis de sa victime, lit-on à cet égard dans le rapport du comité de défense, sont indiquées par des psychologues et des psychiatres ».

Les tortionnaires « courent » d'abord à quelques techniques éprouvées de « démoralisation » : ils imposent systématiquement aux prisonniers le port de la cagoule, dès les heures qui suivent l'arrestation, ce qui prolonge l'état d'insécurité. Ils rasent le crâne de tous les détenus, ce qui augmente la sensation de dépersonnalisation. Ils insistent sur le « numérotage » — le prisonnier perd son identité. Le système des sanctions est la règle : des séances de cinéma, de sport sont punies par la déqualification du détenu. Celui-ci ne peut en effet voir sa famille — une seule personne à la fois — qu'à travers une vitre. Il ne peut lui parler que par téléphone. Les conversations sont enregistrées, et parfois soumises aux psychiatres de la prison qui peuvent « suivre » ainsi l'état psychologique du détenu. Une technique classique consiste aussi en la diffusion massive d'informations mensongères sur la situation nationale ou internationale.

A tout cela ont été ajoutées des méthodes plus sophistiquées telles que l'écoite imposée des cris de torture. Il s'agit soit de faire révéler les secrets du torturé, soit de lui faire prendre conscience à l'avance du martyre auquel il sera soumis. Certains médecins ont également mis au point des techniques perfectionnées de privation sensorielle ; des chambres d'isolement ont été construites, totale-

ment closes, sans fenêtres ni aération. Les détenus peuvent y rester de six à dix-huit heures. Jusqu'à ce qu'ils perdent la notion du temps. En outre, les prisonniers peuvent être privés de sommeil, réveillés chaque fois qu'ils s'endorment, de façon à provoquer des hallucinations.

Mais les procédés les plus « raffinés » consistent en l'utilisation de drogues pendant les séances de torture elles-mêmes ou à l'importe quel moment de la réclusion (les drogues sont en effet parfois mêlées à la nourriture ou aux boissons). Les produits psychotropes les plus couramment utilisés sont :

● **Le curare et ses dérivés**, comme le taquiflaxil. L'utilisation du curare provoque une paralysie progressive des muscles, y compris du système respiratoire. Lorsque le prisonnier est menacé d'asphyxie, le médecin présente le rampe pour que la séance puisse se poursuivre. Le taquiflaxil déclenche une paralysie de même type ; sous son effet, il est dans le rapport du Comité de défense, le détenu « devient le spectateur pleinement conscient de sa propre agonie. Totalemment insensible à la douleur, et voit ses membres se figer. Ses doigts, ses mains, ses jambes, ses yeux, ses lèvres, sa langue se paralysent. Il se réveille, se réveille, se réveille de violents maux de tête. Lorsque les poumons sont touchés à leur tour, le médecin intervient en lui passant le masque à oxygène ».

● **Le penthotal**. Il est précisément utilisé en combinaison avec le curare et le taquiflaxil. Son administration provoque en effet une détente euphorique qui suit la sensation d'asphyxie. Le détenu ne contrôle plus ce qu'il dit. Cependant, les résultats de ce « sérum de vérité » ont été décevants, car il est de moins en moins employé.

● **L'halopéridol** en revanche est très fréquemment utilisé. A hautes doses, il provoque l'apparition de troubles de type paranoïen.

● **Le L.S.D.** est employé pour provoquer des hallucinations et renforcer l'angoisse.

La torture « propre »

Enfin, les tortionnaires uruguayens recourent au viol, procédé classique utilisé sur les hommes comme sur les femmes. Ils pratiquent également la torture des proches parents (père, mère, enfants, frères et sœurs), en présence du détenu, en l'en rendant responsable. Les médecins, psychiatres et psychologues favorisent l'emploi de tortures multiples et simultanées, afin d'éviter la mort du détenu. En effet, ils ont encore dans le rapport du comité, « en provoquant plusieurs types de douleurs différentes, on parvient à distraire l'attention de la victime de ce qui lui permet de résister davantage, alors qu'une même douleur, ressentie de façon continue, peut entraîner la mort ».

D'une manière générale, les techniciens de la « contre-guérilla » en Uruguay se sont beaucoup intéressés aux ressources de la psychiatrie, de la neurophysiologie et de la pharmacologie. Parallèlement, ils s'attachent à démanteler des services de santé qui, organisés de façon très précise sous le régime démocratique antérieur, avaient des tendances « populaires » qui ne pouvaient leur convenir. Les membres des professions de santé ont donc fourni aux militaires, dès leur prise de pouvoir, de forts contingents de victimes. La situation sanitaire s'est ainsi progressivement dégradée depuis plusieurs années, sur le modèle actuellement suivi par l'Argentine. Mais un certain nombre d'« experts », médecins et psychologues collaborateurs, ont été recrutés par les autorités, ce qui a permis un certain développement de la « torture propre ».

Le comité public en somme de son dossier une liste — incomplète — de médecins et d'autres travailleurs de la santé aujourd'hui incarcérés ou disparus. Suit

une liste de médecins tortionnaires, chaque unité devant en inclure un — au moins — dans son équipe qui participera au transfert aux séances de torture afin d'éviter les accidents ».

Pourquoi l'intégration de médecins au corps des tortionnaires a-t-elle pris de telles proportions ? Le professeur S. Tomkiewicz, de l'INSERM (3), souligne à cet égard (4) que « la participation de experts, des techniciens, des praticiens, elle fournit des armes idéologiques au pouvoir ». Ainsi, des chercheurs qui priment des théories biologiques de la déviance permettent de « biologiser » la lutte politique contre le pouvoir ; ils permettent d'affirmer que toute personne qui s'oppose à l'Etat est malade, biologiquement anormale ou intrinsèquement perverse... ».

CLAIRE BRISSET.
(1) 18, rue de Valenciennes, Paris (7^e).
(2) 67, rue de Valenciennes, Paris (7^e).
(3) Institut national de la santé et de la recherche médicale.
(4) Conférence prononcée à l'OMADE sur la torture en Amérique latine.

L'ENFER

Amnesty International publie un document intitulé El Inferno (l'Enfer) décrivant la vie dans un centre de torture uruguayen : Qu'est-ce que El Inferno ? Tout d'abord un endroit qui n'est pas encore dit localisé. En comparant nos notes et d'autres des conversations avec d'autres camarades, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il doit y avoir au moins trois ou quatre « enfers ». La torture est pratiquée dans des maisons privées, ainsi que dans des prisons et des bureaux, mais El Inferno est un endroit conçu uniquement en tant que centre de tortures (...). J'avais le n° 100 à quelque. Un jour, je fus horrifié d'entendre appeler le n° 345 (...). A l'instant, ils commencèrent à appeler certains numéros. Le n° 39 était une femme, comme je devais l'apprendre plus tard, et je l'entendis hurler ce métrilâ. La « machina à torture » (la pièce de torture) était à côté. Elle cria toujours, à chaque séance.

Ils assirent quelqu'un à mes côtés. Je voulais voir quelque chose au visage, n'importe quel. Aussil, je commençai à m'attaquer à mon bandeau (...). Ma voisine tomba. Quelqu'un fit un geste pour lui porter secours. « Reste assis, merdeux ». Elle resta évanouie par terre. Dieu seul sait combien de temps. Ensuite elle demanda un peu d'eau et quelqu'un qui me sembla très jeune, l'arrosa d'un sésu d'eau. Elle s'évanouit de nouveau (...).

Le troisième jour, ils m'arrachèrent de ma chaise et, sans avoir hurlé mon numéro, me firent grimper un escalier à côté du mur. Les marches de tuiles jaunes étaient très usées. Ce fut mon premier interrogatoire dans la pièce à tortures. Ils devaient « m'interroger » un homme et je devais assister au tout le sol ou, si le prisonnier était en trop mauvais état, sur un matelas. Beaucoup ne gelaient même plus, ils étaient inconscients. Ceux d'entre nous (dont moi) qui n'y étaient pas encore passés mouraient de peur. Da-temps un temps, quel qu'un poussait un faible cri. La camarade restait à sangloter un jour entier. Ils l'enlèvement de la à la tombée de la nuit. Je pus l'entendre crier au loin. Ses cris devinrent de plus en plus forts. Elle hurlait de terreur, et l'agonia. C'était une femme et une mère. Je la connaissais bien. Elle est maintenant à la prison Punta de Rieles. Brusquement tout s'arrêta. Ils cessèrent de torturer. Un silence mortel d'Inetalia. Quelqu'un courut. Il y eut des chuchotements. La torture avait cessé. Jusqu'à que les cris. Quelques instants passèrent. On entendit le bruit d'un moteur que l'on « mettait en marche, il s'éloigna dans le lointain. Quelqu'un était mort (...).

Je savais qui était le prisonnier et ce qu'ils voulaient de lui. Je savais aussi qu'il ne dirait rien. Il restait, gémissant, par terre. La nuit d'avant, il avait été suspendu par les bras et « brisé ». « Briser » pouvait être n'importe quel. Cela pouvait être les chocs électriques appliqués sur les endroits sensibles, ou autres coups. Lorsque vous

vous évanouissiez, vous subissiez le traitement du « secou-marin », ce qui signifie qu'on vous immerge le tête dans un seau de métal rempli d'excréments, d'urine et d'eau. L'odeur est intolérable. Il me raconta tout ça, et d'autres choses encore, quelques mois plus tard quand on l'autorisa à s'asseoir sur le sol et à parler de temps en temps. En fait, il n'a pas tout raconté, comme nous tous. Nous n'avions pas le courage de dévoiler les pires des choses, les plus humiliantes et les plus douloureuses. Jour après jour, et nuit après nuit, ils l'ont torturé de cette manière, et ce pendant soixante-trois jours. Sa force morale et physique lut telle que, après qu'il eut quitté El Inferno pour les barreaux, il s'efforçait de continuer à vivre. L'officier commençait par désigner les parties les plus sensibles du corps pour les décharges électriques. (Ils partaient généralement, les figures et les épaulettes). Les ébriés devaient alors s'exercer et ils apprennent ainsi leur leçon convenablement en dépit du fait qu'El Flaco pouvait crever à chaque instant (...).

Ils nous torturaient toute la journée. Ils prenaient les gans par groupes de trois ou quatre. Ils les ramenaient au les traitant, ils les jetaient littéralement sur le sol ou, si le prisonnier était en trop mauvais état, sur un matelas. Beaucoup ne gelaient même plus, ils étaient inconscients. Ceux d'entre nous (dont moi) qui n'y étaient pas encore passés mouraient de peur. Da-temps un temps, quel qu'un poussait un faible cri. La camarade restait à sangloter un jour entier. Ils l'enlèvement de la à la tombée de la nuit. Je pus l'entendre crier au loin. Ses cris devinrent de plus en plus forts. Elle hurlait de terreur, et l'agonia. C'était une femme et une mère. Je la connaissais bien. Elle est maintenant à la prison Punta de Rieles. Brusquement tout s'arrêta. Ils cessèrent de torturer. Un silence mortel d'Inetalia. Quelqu'un courut. Il y eut des chuchotements. La torture avait cessé. Jusqu'à que les cris. Quelques instants passèrent. On entendit le bruit d'un moteur que l'on « mettait en marche, il s'éloigna dans le lointain. Quelqu'un était mort (...).

Le troisième jour, ils m'arrachèrent de ma chaise et, sans avoir hurlé mon numéro, me firent grimper un escalier à côté du mur. Les marches de tuiles jaunes étaient très usées. Ce fut mon premier interrogatoire dans la pièce à tortures. Ils devaient « m'interroger » un homme et je devais assister au tout le sol ou, si le prisonnier était en trop mauvais état, sur un matelas. Beaucoup ne gelaient même plus, ils étaient inconscients. Ceux d'entre nous (dont moi) qui n'y étaient pas encore passés mouraient de peur. Da-temps un temps, quel qu'un poussait un faible cri. La camarade restait à sangloter un jour entier. Ils l'enlèvement de la à la tombée de la nuit. Je pus l'entendre crier au loin. Ses cris devinrent de plus en plus forts. Elle hurlait de terreur, et l'agonia. C'était une femme et une mère. Je la connaissais bien. Elle est maintenant à la prison Punta de Rieles. Brusquement tout s'arrêta. Ils cessèrent de torturer. Un silence mortel d'Inetalia. Quelqu'un courut. Il y eut des chuchotements. La torture avait cessé. Jusqu'à que les cris. Quelques instants passèrent. On entendit le bruit d'un moteur que l'on « mettait en marche, il s'éloigna dans le lointain. Quelqu'un était mort (...).

VACANCES EN IRLANDE

VOLS SPECIAUX PARIS - DUBLIN

Aller simple : 275 F
Aller - retour : 550 F

- 1 semaine à l'hôtel .. 680 F
- 1 semaine de voile .. 745 F
- 2 sem. de randonnée à bicyclette .. 960 F

Séjours en famille :

- 2 semaines .. 800 F
- 3 semaines .. 1050 F
- 4 semaines .. 1300 F

et aussi : la ferme, équitation, chasse, pêche, location de roulotte, bateau etc. Nous consulter.

Conditions spéciales pour groupes et étudiants.

U.S.I.T. VOYAGES
6, rue de Valenciennes, 75006 Paris
Tél : 033-79-11 et 633-13-80
Lic. A. 989

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nos télégrammes vos messages. Nous les télégrammes. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télégrammes.

Service Télex
345.2152 + 348.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

PREPAREZ LES DIPLOMES D'ETAT DE COMPTABILITÉ

Aucune limite d'âge
Aucun diplôme exigé
Début des cours à votre convenance
Possibilité de séminaires de regroupement
Demandes et nouveaux gués gratuits numéro 698

SCOLAS PREPARATOIRES D'ADMINISTRATION
Etablissement privé fondé en 1873 d'enseignement à distance et de formation permanente et de formation continue
4, rue des Petits-Champs
75006 PARIS CEDEX 02

OFFREZ-LEUR AUTRECHOSE!

AVEC LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, DES VACANCES AU GRAND AIR, AU SOLEIL...

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de juin

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT

LA PRESSE QUOTIDIENNE EN MUTATION

Le numéro : 3 F
Abonnement un an (12 numéros) : 30 F

Comité de Livre du Secours Populaire Français
94, boulevard Auguste-Blanqui
75013 Paris
C.C.P. 31.711-09 Y La Source

ECOPLAN Marque déposée

LOCATION LONGUE DURÉE

J'AIME SORTIR DES SENTIERS BATTUS

2CV SPECIAL

La voiture passe-partout

428 F par mois (48 mensualités fixes).

Pour **428 F** par mois (48 mensualités fixes). Sans aucun dépôt de garantie, jusqu'au 30 Juin 1978.

● Sous réserve d'acceptation de votre dossier Carte grise en sus + Tarif n° 132 du 13.2.78.

CITROËN TOTAL CITROËN

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez ce que vous recherchez.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez ce que vous recherchez.

مكتبة من الأصول

مكنا من الاصل

LES ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

La commémoration de l'appel du 18 juin 1940

M. Michel Debré : il va nous falloir ouvrir les yeux des aveugles face au projet et dénoncer les supercheries

Chau mont. — Nombre de ceux qui, le matin du 18 juin, avaient assisté aux cérémonies commémoratives de Colombey-les-Deux-Églises...

Marne du R.P.R. Un millier de militants, environ, étaient là. La direction nationale du parti gaulliste ne s'était pas associée à cette initiative...

pour l'indépendance et l'unité de la France. En outre, le débat sur l'Europe est en cours au sein du R.P.R. qui n'a pas encore établi définitivement sa doctrine...

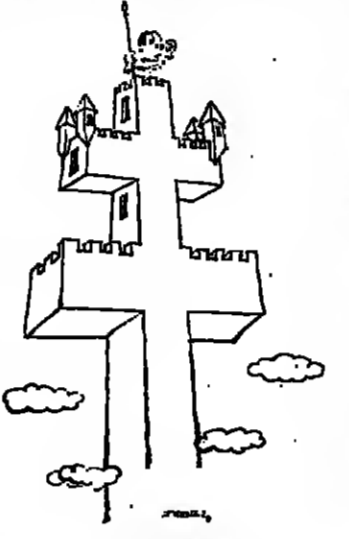
A l'occasion du trente-huitième anniversaire de l'appel à la résistance lancé de Londres le 18 juin 1940 par le général de Gaulle, M. Valéry Giscard d'Estaing...

M. Michel Debré, avant de présider un meeting à Champourcy (lire ci-contre), près de Colombey, avait fleuri la tombe du général...

L'ancien premier ministre de Gaulle a notamment déclaré : « Si nous devons approuver certaines des affirmations...

De notre correspondant

des sociétés multinationales, sans accords du gouvernement. Nul n'ose, si ce n'est moi, et le dois dire aussi les plus hauts...



(Dessin de CHENEZ.)

« La richesse de nos rapports passés avec les Américains, la reconnaissance que nous leur devons ne doivent en aucun cas nous inciter à nous conduire comme des protégés dont la soumission garantirait sécurité et prospérité. La solidité de l'alliance est fonction de notre capacité d'agir comme un État responsable de sa sécurité et de sa prospérité. »

« Le projet d'Assemblée européenne est déjà décrié. Par son nom, ce projet n'est pas prévu par le traité; que la future Assemblée sera maîtresse de ses sessions; qu'elle sera maîtresse de son ordre du jour, c'est-à-dire quelle vote sur tout ce qu'il lui plaira de voter; qu'enfin n'a pas été abrogée la disposition qui permet à l'Assemblée de mettre en cause la responsabilité de la Commission de qui donne à celle-ci le caractère d'un gouvernement de super-État. On ne fera croire à personne, je le dis bien à personne, qu'une Assemblée, après l'ère de Hitler, respectera les limites juridiques qu'affirme notre gouvernement. »

Libres opinions

Se « gaulliser »

par PIERRE LEFRANC (*)

M. CHIRAC a tenu sa dernière conférence de presse en déclarant : « Le groupe (R.P.R. de l'Assemblée nationale) a un problème, c'est de se gaulliser. C'est une grande ambition. Le reste ne compte pas. »

Ceux qui ont suivi la récente campagne électorale sont en droit de s'étonner de ce propos. Le R.P.R. est, en effet, constamment présenté comme le défenseur des choix du général de Gaulle et...

Voilà donc la possibilité, M. Chirac de démontrer l'attachement de vos élus du R.P.R. aux principaux points de la politique gaullienne.

Les députés R.P.R. constituant le groupe le plus important de l'Assemblée nationale et, sans leur appui, M. Barre ne pourrait plus gouverner à la tête de l'État ni disposer plus de la majorité indispensable au bon fonctionnement de la République, on peut, dès lors, penser que leur opinion sera déterminante.

« Nous appuierons tantôt le R.P.R., tantôt le P.R. Nouveau nous ne pouvons que l'approuver lorsqu'il envoie nos parachutistes au Zaïre. »

Enfin, M. Gaucher a précisé que le P.F.N. n'a « aucune espèce de rivalité » avec les socialistes, mais qu'il soutient le P.F.N. « sur les votes légaux ».

Plusieurs personnalités ont pris la parole à l'occasion de ce congrès, notamment MM. Romualdo Pino, député (M.S.I.) de Rome, Camille Tawil, représentant des forces libanaises unifiées, Servando Balaguer, membre du bureau politique de Fuerza Nueva, et Joseph Ortíz.

D'autre part, le bureau politique sortant a été reconduit et élargi. Il comprend, outre MM. Roland Gaucher, Pascal Guichon et Alain Robert, M. Ghislaine Lauret-Dessus et M. Joël Dupuy, président du Comité de soutien à l'Armée.

Un congrès extraordinaire du M.R.G. décidera en novembre de l'attitude du Mouvement

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, qui a réuni samedi 17 juin à Gâtignol les membres des instances de direction du Mouvement. Ont été désignés vice-présidents : MM. Jean-Michel Baylet, député du Tarn-et-Garonne ; Auguste Billimoz, sénateur de l'Ain ; Jean-Denis Brédin et Roger Gérard Schwartzberg.

M. Michel Grossman, président de la fédération de la Loire, membre de la majorité du M.R.G., qui s'était présenté à la vice-présidence, n'a recueilli que 40 voix. Alors que chacun des quatre élus en a rassemblé plus de 100.

Les huit secrétaires nationaux, qui appartiennent tous à la majorité du M.R.G., sont : M. Michel Alfonsi, ancien député de la Corse ; Mme Catherine Barbaroux (Yvelines) ; MM. Jacques Bonnacosa, ancien secrétaire national dans l'équipe sortante ; François Dohin (Paris) ; Thierry Jeantet (Paris) ; François Louche, ancien secrétaire national ; François Luchaire, ancien membre du Conseil constitutionnel ; et Mme Marie-Thérèse Frevet (Yvelines).

Le bureau national est composé de dix-huit membres. Ont été élus : MM. André Dubosec (Charente-Maritime) ; Philippe Lamiel (Côte-d'Or) ; Pierre Charlet (Côte-d'Or) ; Dominique Pomont (Bouches-du-Rhône) ; Michel Soule (Isère) ; Michel Sebarochi (Seine-et-Marne) ; Jacques Bordanell (Pyrénées-Orientales) ; Jean-Pierre Girardon (Seine-et-Loire) ; Auguste Finton, ancien sénateur du Rhône ; Robert Genest (Haute-Marne) ; Goudibel (Fuy-de-Dôme) ; Râteau (commission « Europe ») ; Mme Lucienne Tanelle (Gard) ; M. Dominique Vasté (Yvelines) ; Mme Hélène de Felice (Loiret) ; MM. Edmond Maillet (Rhône) ; Jean-Pierre Mangin (Hauts-de-Seine) ; Alain Dutoya (Landes).

Les candidatures au bureau national étaient libres, la majorité ne présentant pas une liste de candidats. Quatre ou cinq de ceux qui apparaissent minoritaires ont été élus parmi lesquels MM. Soulié et Dutoya.

Rejoignant MM. Billères et Maurice Faure, M. Robert Faure a été désigné président d'honneur du mouvement.

A l'issue de la réunion, le président du M.R.G., M. Michel Crépeau, a souhaité que sa formation soit « un parti bouillonnant ». Il faut, a-t-il dit, sortir des structures sclérosantes, mais écarter ceux qui se complaisent dans le maquillage et qui doivent aller ailleurs. Le président du M.R.G., faisant allusion aux trois membres exclus du mouvement du mois de leur participation aux

Le P.F.N. présentera une liste conduite par M. Tixier-Vignancour

Le Parti des forces nouvelles (P.F.N.) a tenu, samedi 17 et dimanche 18 juin, à Paris, son troisième congrès. Quelque deux cents délégués représentant cinq mille militants y ont pris part. Ils ont consacré l'essentiel de leurs réflexions à la préparation des prochaines échéances électorales.

Le principe de la participation du P.F.N. à toutes les élections a été adopté à l'unanimité. Ainsi, une commission permanente chargée des élections cantonales va être mise sur pied. De plus, le P.F.N. choisira « le meilleur candidat possible de la droite » en vue de l'élection présidentielle de 1981.

De leur côté, les minoritaires du mouvement insistent sur l'impérieuse nécessité de présenter une liste avec M. Robert Faure à sa tête. Ils soulignent qu'il importe que le congrès extraordinaire prévu pour novembre se tienne au plus tard en octobre pour régler le problème européen en « se donnant tous les moyens pour réussir ».

M. Genesseeux, conseiller de Paris, propose que cette liste soit celle du « radicalisme d'opposition », c'est-à-dire que la liste du M.R.G. aux élections européennes pourrait comprendre de nombreuses personnalités qui, tout en se réclamant du radicalisme, ne souhaitent pas rejoindre les « voleurs ».

Plusieurs députés ont été nommés dans des organismes publics. MM. Guy Ducloux (P.C.), Raymond Guilloit (R.P.R.), Gérard Longuet (P.S.), André Vivien (R.P.R.) ont été respectivement nommés au conseil d'administration de l'établissement public de diffusion, programmes pour les DOM-TOM, six conseils d'administration des sociétés nationales de télévision, MM. Roger Combisson (P.C.) et Pierre Ribes (R.P.R.) ont été désignés à la commission supérieure des caisses d'épargne ; M.M. Paul Alby (U.D.F.), Jean Bardol (P.C.), René Galliard (P.S.), Jean-Louis Gosduff (R.P.R.), Pierre Lataillade (R.P.R.) et Charles Revet (U.D.F.) à celle du Crédit maritime national ; M. Paul Chapel (U.D.F.) à celle de la Caisse nationale de prévoyance ; MM. Roland Nungesser (R.P.R.) et Étienne Pinte (R.P.R.) à la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture ; MM. Maurice Andrieu (P.S.) et François d'Aubert (U.D.F.) à celle des opérations immobilières et de l'architecture ; MM. Christian Pierret (P.S.) et Pierre Cornet (U.D.F.) au Conseil national de la statistique ; MM. Olivier Guichard (R.P.R.) et Pierre Weissenborn (R.P.R.) au Comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie.

Empruntez les dernières expressions néologiques.

Notre langue est vivante. Pour vous permettre de mieux vivre avec elle, les mots nouveaux, les expressions du laboratoire ou celles de la rue, les termes de l'information quotidienne figurent aussi dans le Larousse de la langue française.

Avec plus de 76.000 mots, c'est le plus complet des dictionnaires de la langue en un seul volume. Sa grande originalité : la construction des articles.

Avec dégroupement des homonymes, regroupement des dérivés et composés. Classement systématique des sens, synonymes et contraires. Et de nombreuses citations littéraires. Autre spécificité : une grammaire. A part et complète. Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique. Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un minimum de place.

129 F chez votre libraire.



Larousse de la langue française : Le nouveau code de la langue.

Chancelier de l'ordre de la Libération

M. HETTER DE BOISLAMBERT NE SOLLICITERA PAS LE RENOUVELLEMENT DE SON MANDAT

M. Claude Hettier de Bois-lambert, chancelier de l'ordre de la Libération depuis 1962, ne demandera pas le renouvellement de son mandat, qui expire le 31 septembre. M. Hettier de Bois-lambert, âgé de soixante et onze ans.

« Le conseil de l'ordre de la Libération, réuni le 2 juin 1978, a été informé par M. Hettier de Bois-lambert, chancelier de l'ordre de la Libération, de sa décision irrévocable de ne pas envisager le renouvellement de son mandat après le 31 septembre 1978 », déclare le communiqué publié samedi 17 juin.

« Le conseil de l'ordre unanime tient à remercier le chancelier de tout ce qu'il a fait pour la dignité de l'ordre, sa place et sa sauvegarde, et rend hommage à l'œuvre qu'il a accomplie durant seize années. Il exprime ses regrets et l'intention unanime qu'auraient eue les membres du conseil de lui demander de continuer la mission que le général de Gaulle lui avait confiée. Le conseil a décidé d'attribuer à M. de Bois-lambert, comme il l'avait fait pour l'amiral Thierry d'Argenlieu, le titre de chancelier honoraire de l'ordre de la Libération. »

Il appartiendra au président de la République de nommer un nouveau chancelier, sur proposition du conseil de l'ordre.

SCIENCES-PO

ENTRÉE en A.P. Préparation annuelle. Stage intensif gratuit. Ou en 2 ANNÉES Préparation au cours du soir. IPSUP, 15, rue du Cloître Notre-Dame, 75004, 925.63.30

Advertisement for 'LE MONDE' magazine, featuring the text 'LE MONDE' and 'LES BUREAUX'.

pharmacologiques

autre part, l'Organisation des États américains, dont l'Assemblée générale s'ouvrira le 15 à Washington, dénoncera la torture de mœurs politiques en Uruguay. La Commission interaméricaine des droits de l'homme s'occupera à cette occasion un rapport qui fait état de « tortures sexuelles » pratiquées dans ce pays.

ENFER

publie dans un... que signifie qu'on vous immerge la tête dans unseau de mégal rempli d'excréments, d'urine et d'eau. L'odeur est insupportable. Il me raconta tout ça, et d'autres choses encore, quelques mois plus tard quand on l'autorisait à s'asseoir sur le sol et à parler de temps en temps. En fait, il n'a pas tout raconté, comme nous tous. Nous n'avions pas le courage de dévoiler les pires des choses, les plus humiliantes et les plus douloureuses. Jour après jour, et nuit après nuit, les tortures de cette manière, et ce pendant cinquante-trois jours. Sa force morale et physique diminuait, après quoi il se faisait l'informé pour les médecins, et se reposait comme un patient, comme un handicapé. Un officier, alors capturé d'êtres à qui on avait donné des coups de bâton, racontait qu'il avait été torturé par un officier communiste par designer les parties les plus sensibles du corps pour les déshabiller. Les parties les plus sensibles, la gorge et les aisselles. Les états de santé étaient terribles, et il mourrait de faim, de soif et de fatigue. Les tortures étaient pratiquées tous les jours, et il mourait de faim, de soif et de fatigue. Les tortures étaient pratiquées tous les jours, et il mourait de faim, de soif et de fatigue.

Advertisement for COPLAS, featuring a drawing of a car and the text 'COPLAS', 'J'AIME SORTIR S SENTIERS BATTUS', and 'CITROËN'.

Advertisement for 'LE MONDE' magazine, featuring the text 'LE MONDE' and 'LES BUREAUX'.

POLITIQUE

M. BARRE: il n'a jamais été dans l'intention du gouvernement de mettre le couteau sous la gorge de Paris

M. Raymond Barre entend se donner le temps de la réflexion avant de s'entretenir avec les dirigeants de la majorité et ceux de l'opposition des trois projets sur lesquels M. Giscard d'Estaing souhaite fonder ses nouvelles tentatives d'ouverture politique : la limitation du cumul des mandats, la réglementation du financement des partis et le retour à un scrutin de type proportionnel pour les élections munici-

ales dans les villes de plus de trente mille habitants. Le premier ministre, qui était samedi 17 juin l'invité du « Journal inattendu » de R.T.L., a indiqué que le gouvernement étudiera, au préalable, chacun de ces sujets afin de « se faire une idée de ce qui pourrait être envisagé ». Le calendrier des entretiens que M. Barre aura avec les représentants de la

majorité et de l'opposition sera publié « en temps opportun ». Interrogé sur le contentieux entre l'Etat et la capitale, le premier ministre a réitéré l'accusation de « mauvaise foi » portée par M. Jacques Chirac contre le gouvernement et affirmé que la responsabilité de la querelle incombe entièrement au maire de Paris, lequel a pris unilatéralement, selon M. Barre, la décision

de contrevioler aux règles en vigueur, alors qu'il était « entendu » depuis le mois d'octobre que celles-ci devraient s'appliquer en 1978 à la Ville de Paris. Le chef du gouvernement estime, au demeurant, que ses relations avec M. Chirac sont « tout à fait bonnes ». Mais l'« espère-t-il ». Il est difficile, en effet, de ne pas en douter. — A. B.

Pour M. Raymond Barre, « tout ne peut pas changer brusquement, par un coup de baguette magique » dans les rapports entre l'opposition et la majorité. « J'ai bon espoir, personnellement, parce que je suis un démocrate, que les relations entre le gouvernement et l'opposition s'établiront sur une base aussi objective et loyale que possible, dit-il.

A propos du conflit opposant la Ville de Paris à l'Etat, le premier ministre a déclaré : « Il n'y a pas d'arrière-pensée. Il n'y a aucun désir de mener un combat contre Paris et la municipalité de Paris (...)

« A partir du moment où Paris est devenue une grande ville comme les autres, elle doit entrer en contact avec l'Etat dans les domaines les plus divers des relations de même nature que Lille, Bordeaux, Lyon ou Marseille. Seulement, le problème est difficile, parce que dans des domaines très divers il y a des relations particulières qui se sont établies dans le passé, en matière de police, de transports, d'affaires culturelles ou pour les pompiers et laide sociale. Tout ceci devait faire l'objet d'études approfondies, et en octobre dernier je me suis

entretenu avec M. Chirac, maire de Paris, et nous avons ensemble considéré qu'il était bon d'instituer une commission d'étude présidée par le préfet de la région Ile-de-France, qui comprend des représentants de la Ville de Paris et des représentants de l'Etat. Cette commission avait pour but de mettre à plat toutes les relations entre Paris et l'Etat et de voir comment harmoniser ces relations de manière qu'elles puissent être analogues à celles qui existent entre l'Etat et les autres grandes villes. Et j'avais indiqué, dans une lettre adressée à M. Chirac, que cet examen ne pouvait pas déboucher sur des suites concrètes avant 1979 et que, d'autre part, le budget de la Ville devait être établi selon les règles en vigueur et en concertation avec l'Etat.

« Là-dessus, on a appliqué le vieux principe qui était celui du partage des dépenses de fonctionnement en matière de police, sur la base : 75 % Etat, 25 % Ville. Ce partage a été confirmé par la loi de finances du 31 décembre 1977, qui a toujours été appliquée rigoureusement par tous les gouvernements de la IV^e et de la V^e République, et notamment par mon prédécesseur. Il a été expres-

sément prévu par le projet de loi de finances pour 1978, qui a été voté par l'Assemblée nationale et par le Sénat, que ce principe serait respecté. Or, un mois et demi après la lettre très claire que j'avais adressée au maire de Paris, celui-ci a, les 12 et 13 décembre 1977, pris d'autorité la décision unilatérale de ramener de 292 millions de francs, qui représentaient les 25 % de contribution de la Ville, à 190 millions de francs la somme des crédits de police dans le budget primitif de la Ville de Paris. Et il a été dit clairement que pas un sou de plus ne serait mis pour la contribution de la Ville. Le gouvernement a un devoir qui est celui d'assurer l'application des lois, et il a demandé au Conseil municipal de Paris d'inscrire à son budget les 142 millions de francs qui manquent. Devant le refus du maire et du Conseil municipal, le gouvernement a recouru à une procédure qui est une procédure classique, que l'on applique à toutes les municipalités : la procédure de l'inscription d'office. Et comme le budget de 1978 de la Ville de Paris dépassait un excédent de recettes qui permettait de ne pas recourir à une augmentation d'impôts pour

financer le respect de la loi, un arrêté préfectoral a prélevé ces 142 millions de francs sur l'excédent du budget de la Ville de Paris. Il ne devait donc, en conséquence, en résulter aucun résultat dommageable pour les contribuables parisiens ni pour la Ville.

Pas de quoi faire un « drame »

« J'ajoute, a poursuivi M. Barre, que puisque la Ville est en suréquilibre de 71 millions de francs après ce prélèvement, il n'y a pas de raison de faire un drame de cette affaire (...). Le gouvernement n'a agressé ni la Ville de Paris ni son maire (...). Il n'a jamais eu dans l'intention du gouvernement, et plus particulièrement du ministre de l'Intérieur, qui est responsable de tout cela, de mettre le couteau sous la gorge de Paris (...). Mais, comme il avait été entendu qu'en 1978 le système ancien demeurerait, alors appliquons le système ancien. Je ne vois pas pourquoi nous serions obligés de renoncer à l'application du système ancien par décision unilatérale. Je n'ai, en ce qui me concerne, jamais cherché à enrayer les relations de gou-

vernement avec n'importe quelle ville, quelle qu'elle soit, et à plus forte raison avec la Ville de Paris.

Invité à expliquer « l'état » de ses relations avec M. Jacques Chirac, le premier ministre a répondu : « Ce sont des relations tout à fait bonnes. Je l'espère. En ce qui me concerne, je considère que ces relations sont celles qui doivent normalement exister entre le premier ministre et le maire de Paris, et à plus forte raison entre le premier ministre et le président d'une formation politique qui a déclaré qu'elle appartenait à la majorité, qu'elle soutenait l'action du gouvernement (...). Je n'ai pas eu l'occasion au cours de ces dernières semaines d'avoir un entretien personnel avec M. Chirac, mais nous nous rencontrons à de multiples occasions, et si M. Chirac souhaite avoir un entretien avec moi, croyez bien que ce n'est pas moi qui souhaite de ne pas avoir d'entretien avec lui.

Le premier ministre a également expliqué dans quelles circonstances il avait accepté la démission de Mme Jacqueline Nonon, déléguée à la condition féminine :

« Mme Nonon est venue me voir et m'a dit que pour des raisons de convenance personnelle, et parce qu'elle ne se sentait pas tout à fait à l'aise dans l'exercice de ses fonctions, elle désirait reprendre son activité à Bruxelles. J'ai un principe qui est de ne jamais forcer les gens à faire ce qu'ils ne souhaitent pas faire. (...) Au 30 juin, des mesures interviendront pour assurer la poursuite de l'action du gouvernement en ce qui concerne la condition féminine.

« Dans les mois qui vont venir, la preuve sera donnée non seulement que la volonté politique du gouvernement existe en la matière, mais aussi que les moyens sont mis à la disposition de la délégation à la condition féminine.

A propos des conflits sociaux, M. Barre a notamment commenté le grève des ouvriers des arsenaux, soulignant que « les salaires sont mis à la disposition de la garantie de l'emploi, de rémunérations qui ne sont pas négligeables » et que, « par conséquent, dans la conjoncture actuelle les mouvements qui se produisent ne sont pas toujours explicables ».

LE MOURRE: LA MEMOIRE DE L'HISTOIRE.

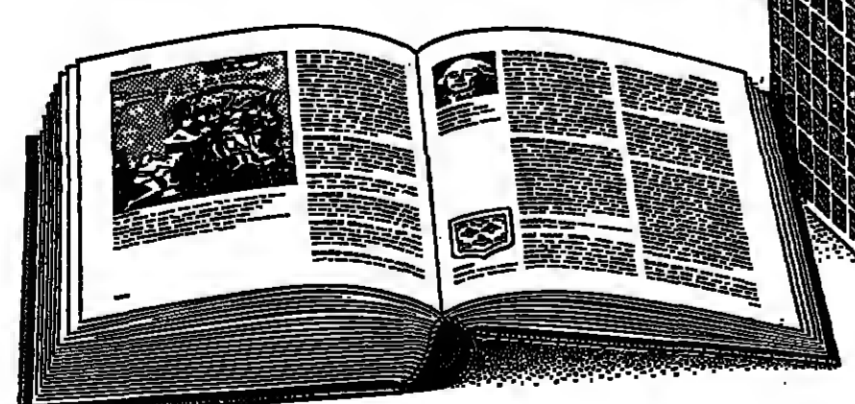
Le Mourre, Dictionnaire Encyclopédique d'Histoire, est le premier dictionnaire d'Histoire universelle en langue française publié depuis 1857.

Dictionnaire clair et précis, le Mourre, permet au lecteur d'accéder aisément à une information qui se trouvait jusqu'alors dispersée dans quantité d'ouvrages spécialisés. Encyclopédique par sa conception et la diversité des thèmes qu'il développe, le Mourre correspond à l'idée que nous nous faisons aujourd'hui de l'Histoire: une Histoire non plus limitée aux hommes célèbres et aux événements, mais prenant en compte les facteurs économiques, sociaux et idéologiques.

L'iconographie exceptionnelle - 6.000 illustrations en noir et 384 pages en couleur - porte témoignage de l'Histoire telle qu'elle a été vécue par ses acteurs ou ses spectateurs.

Nouvel instrument de travail au service des historiens mais aussi ouvrage indispensable à tous les amateurs d'Histoire, le Mourre, publié par les Editions Bordas, comprend 8 volumes, dont la parution s'échelonne de mai 1978 à janvier 1979.

EN SOUSCRIPTION
Chez votre libraire, jusqu'au 30 juin
1184 F au lieu de 1480 F la collection.



**LE MOURRE: DICTIONNAIRE
ENCYCLOPEDIQUE D'HISTOIRE.**
Bordas

Compta-Paris-Bordeaux

مكتبة من الأصل

كذا من الأصل

POLITIQUE

sous la gorge de Paris

révenir aux règles en vigueur, alors qu'il est attendu depuis le mois d'octobre...

« Mme Monon est venue me voir et m'a dit que pour des raisons de convenance personnelle, et pour qu'elle ne se sentait pas tout à fait à l'aise dans l'exercice de ses fonctions... »

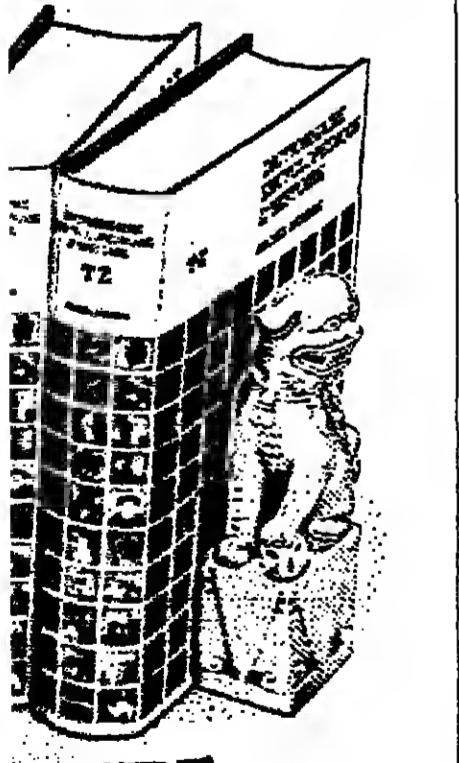
« Dans les mois qui vont venir, la presse sera gonflée non seulement par la volonté politique du gouvernement... »

« A propos des conflits sociaux, M. Barre a notamment commencé la grève des couvreurs des usines... »

STOIRE.

taire d'Histoire... sement à une es spécialisés. pe, le Maître toire non plus te les facteurs

es en couleur - es spectateurs. rage indispensable, comprend



NAIRE STOIRE.

A la veille du débat sur la réforme des collectivités locales

La Fédération des élus républicains estime que l'attitude du chef de l'Etat n'est pas « encourageante »

Les associations d'élus se montraient circonspectes, voire sceptiques, à la veille de la déclaration que devait faire mardi 20 juin, au Sénat, le ministre de l'Intérieur sur les orientations qui seront retenues par le gouvernement lors de l'élaboration du projet de loi-cadre portant réforme des collectivités locales.

Le scepticisme des élus n'a pas été dissipé par l'échange de vues du vendredi 16 juin à l'Élysée entre M. Giscard d'Estaing et les dirigeants de l'Association des maires de France...

« Rigoureusement impossible » La gravité de la situation financière de nombreuses communes a également été soulignée par une délégation de l'Association des maires de grandes villes...

Plusieurs problèmes financiers et fiscaux ne paraissent pas encore tranchés. Convient-il de « spécialiser » la fiscalité ? Faut-il percevoir les mêmes impôts à des niveaux différents ?

M. GISCARD D'ESTAING : la situation est difficile aussi pour l'Etat. La Fédération des élus républicains a noté que M. Giscard d'Estaing prend ses distances avec le rapport Guichard...

« Il serait naïf de penser que toute « solution » regroupement est « évidente », déclare M. Camille Vallin. La seule solution aux difficultés financières des communes est que l'Etat prête des crédits sur son budget pour les transférer aux collectivités locales... »

C.C.A. BORDEAUX-BORGOGNES CHAMPAGNES ET ALCOOLS. PRIX HEUREUX... 72

Sept élections municipales...

AINSE: Soissons (1^{er} tour). Inscr. 17 822; vot. 5 974; suff. expr. 5 861... M. Jean-Marie Graindorge, P.S., candidat de l'union de la gauche, 3 032 voix; Pierre Lécouf, R.P.R., 1 980; Robert Charpentier, sans étiqu., 624; Roland Menoc, sans étiqu., 224.

BOUCHES-DU-RHÔNE: Aix-en-Provence (1^{er} tour). Inscr. 63 220; vot. 35 346; suff. expr. 34 827... M. Alain Joissains, rad., 17 060 voix; liste P.S., conduite par M. Jean-Claude Marty, 12 131; liste P.C., conduite par M. Jean-Claude Marty, 12 131.

HAUTES-ALPES: Briançon (1^{er} tour). Inscr. 5 300; vot. 3 583; suff. expr. 3 443... M. Robert de Camont, 285 voix en moyenne; liste P.C., conduite par M. Jean Chevrel, 661; il y a ballottage pour deux sièges.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE: canton de Noyers-sur-Jabron (1^{er} tour). Inscr. 670; vot. 478; suff. expr. 473... M. Edmond Marin, P.S., 141 voix; Paul Bernard, sans étiqu., 112; René Cahil, P.C., 84; Marcel Blanc, sans étiqu., 54; Elhan Baric, sans étiqu., 25; Marcel Blanc, sans étiqu., 15. Il y a ballottage.

HAUTE-GARONNE: canton de Toulouse-14 (1^{er} tour). Inscr. 18 784; vot. 6 878; suff. expr. 6 503... M. Claude Cornac, P.S., 1 812 voix; Jacques Rolland, P.S., 1 268; Jean-Claude Marty, M.R.G., 1 269; Paul Rey, P.C., 1 247; Gérard Mercier, R.P.R., 825; Jean Barraud, écol., 148; Mme Lucre Denise-Monpeysson, P.S., 148; Mme Guye, sans étiqu., 148; Vieugue, soc. ind., 0. Il y a ballottage.

LOT: canton de Cahors (2^e tour). Inscr. 2 462; vot. 2 030; suff. expr. 1 928... M. Guye, sans étiqu., 1 070 voix; ELU; Roméo Masbou, maj., 839.

SAVOIE: canton d'Aiguebelle (1^{er} tour). Inscr. 3 917; vot. 2 627; suff. expr. 2 587... M. Alain Bourvier, P.C., 1 430 voix; ELU; Jean Bois, maj. prés., 895; Jean Rico, P.S., 401; Franck Carenni, sans étiqu., 58.

GUADELOUPE: canton de Sainte-Anne-2 (1^{er} tour). Inscr. 2 990; vot. 1 783; suff. expr. 1 744... M. Hermann Sogno, P.C.G., 805 voix; ELU; Mlle Marlene Ceptant, R.P.R., 838; M. Paul Yoyotte, sans étiqu., 9.

« Tout en proclamant avec force l'indépendance du C.N.I.P., le conseil national a néanmoins pris soin de réaffirmer son attachement à « ses réserves » à l'égard de l'Union de la gauche... »

« Mais sont-ils vraiment certains, ceux qui cherchent ainsi à rapprocher le C.N.I.P. de l'Union de la gauche... »

plus sur la liste de la majorité (dont M. Emile Halbout), et sur la liste d'union de la gauche. En mars 1977, au premier tour, la liste de la majorité, conduite par M. Van der Gucht, maire sortant, 4 041 voix en moyenne...

PAS-DE-CALAIS: Wimereux (1^{er} tour). Inscr. 3 954; vot. 2 706; suff. expr. 2 596... M. Georges Caus (P.S.), 1 299 voix en moyenne; liste P.C., conduite par M. Maurice Chaus, 846 voix en moyenne.

COTES-DU-NORD: Piéris (1^{er} tour). Inscr. 6 878; vot. 3 315; suff. expr. 3 251... M. Jean-Dominique Leroir, P.S., 836. Il y a ballottage.

BAS-RHIN: Obernai (1^{er} tour). Inscr. 4 872; vot. 3 407; suff. expr. 3 246... M. Hubert Beck, maire sortant, 2 027 voix en moyenne; liste P.C., conduite par M. Patry, 846 voix en moyenne.

ORNE: Flers (1^{er} tour). Inscr. 11 692; vot. 6 502; suff. expr. 6 383... M. Emile Halbout, anc. dép. réf., maire sortant, 3 112 voix en moyenne; liste P.S., conduite par M. Jean-Claude Marty, 3 229 voix en moyenne.

LE CONSEIL NATIONAL DU C.N.I.P. Les indépendants et paysans veulent jouer leur propre carte dans l'entente majoritaire. De notre correspondant régional.

« Plaidant pour l'alliance avec le R.P.R., M. Bourgeois a condamné ceux qui, à l'intérieur de l'U.D.F., sont partisans de tout autre choix que de l'Union de la gauche... »

« A contre-courant de la tendance générale — la fidélité à l'identité et à la personnalité indépendante du C.N.I.P. — les propos de M. Maurice Ligoit, ancien ministre, député de Maine-et-Loire, visant à « tirer » le C.N.I.P. vers l'U.D.F. (il est le vice-président du groupe parlementaire U.D.F.), ont suscité réserves et protestations... »

« On a eu droit aussi aux traditionnelles attaques — parfois très vives — contre les « juges rouges » et les tirades à l'adresse de « certains syndicats » ou des « travailleurs immigrés » qu'on n'a qu'à tout simplement renvoyer chez eux quand ils sont en chômage... »

« Mais sont-ils vraiment certains, ceux qui cherchent ainsi à rapprocher le C.N.I.P. de l'Union de la gauche... »

« Tout en proclamant avec force l'indépendance du C.N.I.P., le conseil national a néanmoins pris soin de réaffirmer son attachement à « ses réserves » à l'égard de l'Union de la gauche... »

« Mais sont-ils vraiment certains, ceux qui cherchent ainsi à rapprocher le C.N.I.P. de l'Union de la gauche... »

...et cinq cantonales

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE: canton de Noyers-sur-Jabron (1^{er} tour). Inscr. 670; vot. 478; suff. expr. 473... M. Edmond Marin, P.S., 141 voix; Paul Bernard, sans étiqu., 112; René Cahil, P.C., 84; Marcel Blanc, sans étiqu., 54; Elhan Baric, sans étiqu., 25; Marcel Blanc, sans étiqu., 15. Il y a ballottage.

HAUTE-GARONNE: canton de Toulouse-14 (1^{er} tour). Inscr. 18 784; vot. 6 878; suff. expr. 6 503... M. Claude Cornac, P.S., 1 812 voix; Jacques Rolland, P.S., 1 268; Jean-Claude Marty, M.R.G., 1 269; Paul Rey, P.C., 1 247; Gérard Mercier, R.P.R., 825; Jean Barraud, écol., 148; Mme Lucre Denise-Monpeysson, P.S., 148; Mme Guye, sans étiqu., 148; Vieugue, soc. ind., 0. Il y a ballottage.

LOT: canton de Cahors (2^e tour). Inscr. 2 462; vot. 2 030; suff. expr. 1 928... M. Guye, sans étiqu., 1 070 voix; ELU; Roméo Masbou, maj., 839.

SAVOIE: canton d'Aiguebelle (1^{er} tour). Inscr. 3 917; vot. 2 627; suff. expr. 2 587... M. Alain Bourvier, P.C., 1 430 voix; ELU; Jean Bois, maj. prés., 895; Jean Rico, P.S., 401; Franck Carenni, sans étiqu., 58.

GUADELOUPE: canton de Sainte-Anne-2 (1^{er} tour). Inscr. 2 990; vot. 1 783; suff. expr. 1 744... M. Hermann Sogno, P.C.G., 805 voix; ELU; Mlle Marlene Ceptant, R.P.R., 838; M. Paul Yoyotte, sans étiqu., 9.

« Tout en proclamant avec force l'indépendance du C.N.I.P., le conseil national a néanmoins pris soin de réaffirmer son attachement à « ses réserves » à l'égard de l'Union de la gauche... »

« Mais sont-ils vraiment certains, ceux qui cherchent ainsi à rapprocher le C.N.I.P. de l'Union de la gauche... »

« Tout en proclamant avec force l'indépendance du C.N.I.P., le conseil national a néanmoins pris soin de réaffirmer son attachement à « ses réserves » à l'égard de l'Union de la gauche... »

« un témoin-clef » DOMINIQUE LECA LA RUPTURE DE 1940 FAYARD. « J'ai ouvert le livre de Dominique Leca presque par hasard. Je ne l'ai pas quitté sans l'avoir lu jusqu'au bout, annexes comprises... C'est la voix d'un homme, le témoignage d'un acteur, l'expression d'une fidélité indestructible qui me prirent à la gorge. » Raymond Aron - L'Express

LE REMEMBREMENT EN QUESTION

Les pommiers de la discorde

Trébrivan. — Le champ n'est pas grand — une trentaine d'ares environ — sur lequel prospéraient une bonne vingtaine de pommiers. Aujourd'hui, les arbres ont disparu, remplacés par des berceaux. Les pommiers, ça n'intéresse pas le nouveau maître des lieux, devenu propriétaire par la grâce du remembrement. Mais le dépossédé, lui, n'est pas d'accord. Il s'appelle Joseph Le Coënt. Il a soixante-cinq ans. Là-bas, au Nézet, petit hameau de quelques fermes, situé à proximité de Trébrivan (Côtes-du-Nord), tout le monde l'appelle « Jop ». Il est Breton et têtu.

Le 29 septembre dernier, quand le bulldozer arrive pour arracher le talus et arracher les pommiers, Gildas, qui travaille depuis plusieurs années à Paris comme peintre à l'école industrielle et commerciale Saint-Nicolas, s'empare d'un couteau, d'une bouteille de white spirit, d'allumettes, et s'interpose. Les gardarmes sont appelés. Les opposants au remembrement, les contestataires, comme on les nomme, accourent, ainsi que le

médecin de M&I-Carhaix, le docteur René Simon, alerté par le maire. Car Gildas semble très excité. Dans la région, il est connu pour avoir provoqué quelques incidents, notamment avec une jeune fille de la clinique de Gonria qu'il poursuivait de ses assiduités. Pas méchant, pas fou, mais un peu bizarre. A deux reprises déjà, il a été soigné à l'hôpital de Maison-Blanche, à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis). Ce jour-là encore, après un entretien avec le médecin, tout s'arrange. Chacun rentre chez soi, et le bulldozer repart. Mais la décision est prise, Gildas doit être soigné, et cela d'autant plus qu'il perturbe le bon déroulement du

remembrement. Alors, on va l'interner. Le maire, M. Maurice Le Guet (P.C.), instituteur à Trébrivan, informe le préfet. Et quand, dans l'après-midi, Gildas Le Coënt se présente à la gendarmerie de M&I-Carhaix, le docteur Simon rédige un certificat médical, et le fauteur de trouble, qui, depuis les événements du matin, a retrouvé son calme, est emmené à l'hôpital psychiatrique de Plougarnvel. L'arrêté préfectoral d'internement d'office est signé le jour même. L'état de Gildas nécessite sans aucun doute des soins, mais l'internement était-il nécessaire ? Aujourd'hui, le docteur Simon reconnaît que, « dans ces situations délicates, les erreurs sont toujours possibles » et que, peut-être, il aurait « dû demander l'avis de confrères ».

« Ça peut vous arriver »

Après trois mois d'hospitalisation, deux tentatives d'évasion, le docteur Guy Robert envisage de laisser sortir le malade, car « les

troubles mentaux de type hallucinatoire » se sont atténués. Il demande alors à son père de transformer le placement d'office en placement volontaire, ce qui permettrait à Gildas d'obtenir des permissions de sortie et, à plus ou moins long terme, sa réinsertion dans la vie sociale. Mais celui qui refuse, car il a un effet, évolué à Trébrivan. M. Lousouarn a porté plainte.

Les opposants au remembrement ont pris fait et cause pour la famille Le Coënt. Des militants radicaux et socialistes se sont emparés de l'affaire. Un comité de libération est créé. On parle de goulag breton, de l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques, de lettres de cachet modernes. L'affaire Gildas Le Coënt est née et, avec elle, un nouvel épisode de la bataille bretonne contre le remembrement.

Trébrivan, petite commune perdue dans le bocage, la frontière de la Finistère, avait depuis longtemps défrayé la chronique. Un jour, ce sont les bulldozers qui arrivent, escortés par les chars et les camions. Un autre jour, ce sont deux charrettes pleines des bornes du remembrement qui sont déversées dans la cour de l'école où habite le maire. Les vieillards qui ne sont pas nés avec la politique s'en est mêlent.

Même les enfants à l'école se divisent entre « contestataires » et « non-contestataires ». M. Raymond Fourrier, président du syndicat de défense, dénonce les « propriétaires » et « paysans qui ont eu la possibilité de garder ce qu'ils avaient et d'acquiescer ce qu'ils connaissent ». Deux experts agricoles et fondateurs de Saint-Brieuc, MM. Hervé-Jean Nicol et Jean de Franceville, sont venus appuyer ses dires en écrivant qu'il s'agissait de « véritable spoliation organisée qui résulte de l'abus de pouvoir des commissions, en particulier au stade communal » et d'« irrégularités importantes, incompatibles avec les fondements du remembrement », sans parler des erreurs pour l'écriture écologique du secteur.

Les tribunaux ont été saisis, certaines terres sont en friche, les voisins s'évitent. Un Clochemerle à l'échelle bretonne, avec tout ce que cela comporte de passions et de tensions, est l'internement de Gildas Le Coënt n'en est qu'une péripétie. Un épisode qui n'est pas unique, disent les « contestataires ». Et ce sont les autres victimes à qui le remembrement aurait tourné la tête. « On a profité des faibles, de ceux qui ne savent pas se défendre », dit M. Fourrier.

Le 17 février dernier, un avocat d'Argentan est saisi. Une expertise est ordonnée. Deux médecins de Rennes se réunissent en raison « des vibrations quasi passionnelles » que soulève l'affaire. Le tribunal de Guingamp en nomme deux autres, les docteurs Berton et Delacroix-Herpin, de Lorient. Ils examinent Gildas Le Coënt le 29 mai. Leur rapport est remis le 15 juin. La conclusion est claire : « L'état de santé de Gildas Le Coënt ne nécessite pas la maintien dans le régime de l'internement d'office. Il ne nous paraît pas actuellement susceptible d'être dangereux pour lui-même et pour autrui ».

Le tribunal de grande instance se réunit le lendemain et ordonne sa sortie immédiate. Le soir même, Gildas Le Coënt franchit l'air un peu étonné, les grilles de l'hôpital de Plougarnvel, où il a passé sept cents autres malades. Neuf mois de trop ? Comme le reconnaît le procureur de la République de Guingamp, M. Pierre Soumireu-Mourat, en évoquant une autre affaire : « L'internement abusif, ça existe. La mécanique administrative est mal fichue. Les contrôles sont théoriques, ça peut vous arriver à vous et à moi ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

LISEZ

« le Monde des philatélistes »

JUSTICE

M. Hubert Bonaldi écarté de ses fonctions de directeur de la Santé

Directeur de la maison d'arrêt de la Santé depuis le 3 janvier 1977, M. Hubert Bonaldi s'apprête à quitter cet établissement. On s'attend qu'il soit nommé à une fonction créée pour lui, chargée de mission auprès du nouveau directeur de l'administration pénitentiaire. Cette mutation devrait intervenir au mois de septembre, mais le principe en est déjà décidé.

Les meurs administratives reprennent ainsi leurs droits. L'éclat du limogeage de M. Pierre Aymard, victime épluchée sur l'antel de l'opinion publique après l'évasion de Jacques Mesrine, est suivi d'une décision plus discrète, plus furtive, mais moins inattendue.

Naturellement, M. Bonaldi, qui est aussi secrétaire fédéral du syndicat F.O. de l'administration pénitentiaire, en a dit pas expressément qu'il subit une injustice, indique clairement qu'il ne saurait être tenu pour responsable de cette évasion. Il dit nettement, au cours de l'entretien qui nous a accordé, que la responsabilité ne peut en être recherchée qu'auprès de l'avocate présente dans le parloir lorsque Jacques Mesrine prit la fuite. Ph. B.

ENTRETIEN

L'homme à deux voix ?

Quand M. Hubert Bonaldi y pénètre comme sous-directeur en 1967, le délégué vététaire maison d'arrêt de la Santé boucle son premier centenaire Tirani on nom d'une Maison de la Santé bâtie sur cet emplacement au treizième siècle par Marguerite de Provence, belle-sœur de Saint-Louis. L'actuelle prison a été construite sous Napoléon III pour remplacer les Madelonnettes, vieille de trois siècles et demi, « maison de détention pour les filles de mauvaise vie », et Mazas, dont la destruction permit d'édifier la gare de Lyon.

La Santé, qui compte jusqu'à 3700 prisonniers (en 1967), « prison politique » qui e vu défiler Léon Daudet, Ahmed Ben Bella, les maosistes de 1970-1971, abrite aujourd'hui 1789 détenus (pour 850 places théoriques), donne un emploi à 341 surveillants et à 50 autres personnes chargées de fonctions diverses. De nombreux vols sont tombés, celles des malfaiteurs de Clivalvaux, Claude Buffet et Roger Bontems, en novembre 1972, pour ne citer que les plus célèbres des années récentes. (Cela ne se produit plus, la Santé n'est plus classée lieu d'exécution).

Des épisodes moins étonnants s'y sont aussi produits, voire rocambolesques, comme l'évasion de Léon Daudet en 1927 sur un faux coup de téléphone officiel au directeur de la prison, ordonnant l'élargissement du célèbre amoureux de l'Action française, Jacques Mesrine. « Pas, lui, pris la fuite grâce à un encadrement (comme toute) coup de téléphone... »

Cette dernière évasion est évidemment à l'origine de la sanction-promotion — chargée de mission auprès du directeur de l'administration pénitentiaire — qui va tomber sur M. Bonaldi ; ce « limogeage promotionnel » comme il l'appelle. Non sans avoir été précédée d'entretiens au plus haut niveau, mettant en jeu jusqu'au secrétaire général de F.O., M. André Bergeron. Le directeur de la Santé est en même temps un des secrétaires fédéraux de F.O. et reconnaît : « On m'a reproché de faire deux choses à la fois ». D'où les « tractations évidentes » qu'il mentionne lui-même pour négocier un « personnel cheufté à blanc ».

M. Bonaldi ne rassure pas l'évasion de Jacques Mesrine qui lui a porté un coup décisif. Mais il e sa petite idée. Pour lui, ce fameux panneau d'aération que le prisonnier e « arraché » ne contenait pas les armes dont il e ensuite servi, comme l'affirme l'unique témoin des faits, M. Glietti. Car le vendredi précédent l'évasion du lundi 8 mai, « le panneau e été fouillé et rien n'e été remarqué ». Or pour « arracher » ce panneau cachant une bouche d'aération qu'on e dévisé les quatre vis qui le tenaient ». Mais quand ? Qui ?

Selon M. Bonaldi, c'est entre 9 h. 55 et 10 h. 2 ou 10 h. 3 que se déroulent les premières opérations : neutralisation des personnes (plus d'une dizaine) qui se trouvent e proximité, transport de Jacques Mesrine et de ses deux complices en surveillance. L'un d'eux, Camran Rives, est tué à l'extérieur à 10 h. 30, alors que la fuite du quartier de sécurité renforcé (à présent sous scellés) au ur d'en-cadrement n'e pu durer plus de cinq minutes. « Que s'est-il passé en-

tre 10 h. 5 et 10 h. 25 dans le O.S.R. ? », demande Hubert Bonaldi. Pourquoi M. Glietti n'e-t-elle pas appuyé sur l'énorme alarme située en face du parloir ? « Pourquoi, demande-t-il encore, e-t-elle fourni comme seule explication, : « Je n'allais pas donner mon client, il allait être repris ? ». Que signifie, ajoute M. Bonaldi, ce propos de Mesrine rapporté aux policiers par M. Glietti lors de sa perche e vue : « On devait l'attaquer. On n'a pas le temps. Démerde-toi ! »

« Un navire dématé »

Le directeur de la Santé s'étonne aussi de la gestion des fonds qu'a valu à Jacques Mesrine son livre l'Instinct de mort cille les uns, cite les autres, parle de « réputation générale ». Bref, sa religion est celle e la culpabilité de cette évasion n'est pas à rechercher parmi les outilles dont il a encore le charge, ses quelque quatre cents collaborateurs.

En contrepoint de ce passé difficile, il parle de son avenir, rappelle son livre D'une prison e l'autre (1) et où l'on peut lire : « On ne s'intéresse aux prisons que lorsqu'elles brûlent ou lorsqu'elles concernent directement des personnes de l'entourage immédiat. C'est uniquement dans ces cas-là que l'opinion publique se penche sur le sort des détenus. Le reste du temps, elle eère d'une indifférence totale, parfois méprisante, e l'égard de ce monde inconnu qui, de temps e autre, la fascine, l'effrite et qu'elle rejette cependant ». Et conclut : « La seule chose qui e intéressée (l'opinion publique), c'est qu'elle e pu essouffir ses instincts les plus méchants et tenté de raporter de la description des crimes et de la vengeance de la société, tantôt donner libre cours e sa sensiblerie et à une mansuétude excessive ».

Le même homme écrit ailleurs : « Buffet et Bontems ont eglé avec une froide détermination et de propos délibérés (...) il était nécessaire de les neutraliser définitivement ». Libéral ou pas, Hubert Bonaldi e sincère ou malin ? Homme d'une seule croyance ou homme à deux voix ?

Aujourd'hui l'orage s'attendait sur lui, M. Bonaldi affirme : « L'administration pénitentiaire e un navire dématé. Il faut reconstruire les services centraux (le ministère) et les services extérieurs (les prisons). Or le casus est nette entre l'administration pénitentiaire et la justice. Le moment est venu d'une rationalisation fofosse entre prison et ministère. Les jeunes surveillants, les jeunes sous-directeurs souhaitent participer mieux et pas en C.R.S. Beaucoup de ces derniers ont choisi cela alors qu'ils auraient pu aller e l'École de la magistrature ».

Réussira-t-il dans sa nouvelle mission avec les buts qu'il e assigné ? La réponse est nette : « Si l'échoue, le tale le bordel ». Si de plus graves décisions interviennent e son econtre ? Hubert Bonaldi, « Corse pied-noir », comme le dit le « pointeur », e « insérer » de son livre, écrit : « Moi, j'ai un métier. Je euis le merl de l'institutrice ». Hubert Bonaldi songerait-il soudain e s'en remettre e d'autres du soin de lui-même et de son image ? PHILIPPE BOUCHER.

(1) Gramet éditeur, 254 pages.

• Cinq détenus du quartier de sécurité renforcée de la prison de Fresnes ont entamé, le 8 juin, une grève d'action des prisonniers, le 13 juin selon l'administration pénitentiaire, une nouvelle grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. Les grévistes n'absorbent plus aucun aliment solide. Ils s'étaient en particulier contre leur isolement.

Le Monde DE L'EDUCATION

100.000 exemplaires vendus en dix jours
Le numéro de juin sur
LES DÉBOUCHÉS DU BAC
présente
les chances de réussite selon les études

UN DOSSIER DE VINGT-SIX PAGES

- Les dix principes de base de l'orientation.
- Les sept bacs et leurs débouchés.
- Les principes filières.
- Les probabilités de succès par discipline.

Sciences

Plus les notes au bac sont élevées, plus les chances de réussite sont bonnes. Les bacheliers D réussissent deux fois moins bien que les C.

Médecine

Un étudiant sur deux franchit le barrage du concours. Les bacheliers C, jeunes, de milieu oisé, ont le plus de chance d'être reçus.

Sciences économiques

Très forte sélection en première année. Les éliminés se reconver-tissent assez mal. Fortes chances de réussite pour les bacheliers C, moyennes pour les B et les D, très faibles pour les A et les G.

Droit

Chances égales pour tous les bacs (sauf G). Débauchés modestes mais nombreux.

Lettres

Près d'une chance sur deux d'obtenir le DEUG. Très faibles possibilités de reconversion. Peu de débouchés dans l'enseignement.

I.U.T.

La filière la plus avantageuse pour les bacheliers F et G.

Mensuel : 6 F.

Le Monde DE L'EDUCATION

Jean-Marie Desjard... de l'Union syndica... La chute des cheveux c'est un fait... La volonté de fendre c'est une décision... Cette semaine dans le point... Ce numéro spécial du Point...

مكتبة من الأصل

مگذا من الاصل

JUSTICE

M. Jean-Marie Desjardins est élu président de l'Union syndicale des magistrats

M. Jean-Marie Desjardins, quarante et un ans, juge au tribunal de grande instance de Paris, a été élu, samedi 17 juin, à une très forte majorité, président de l'Union syndicale des magistrats (U.S.M.). Il était l'unique candi-

Le commissariat d'Evian est attaqué par un groupe de malfaiteurs.

Quatre malfaiteurs dotés d'un armement très important se sont introduits, dimanche 18 juin, à 1 h 30, dans le commissariat d'Evian (Haute-Savoie) et ont tenté de maîtriser les trois gardiens de la paix de permanence, blessant l'un d'eux à la jambe. Selon les premiers éléments fournis par les enquêteurs, les quatre hommes désiraient s'emparer des tenues des gardiens de la paix et neutraliser les policiers pour réaliser leur coup — probablement au casino d'Evian situé à 500 mètres du commissariat.

FAITS ET JUGEMENTS

Quatre morts et onze blessés dans une explosion à La Courneuve.

L'explosion qui a complètement détruit samedi 17 juin, vers 14 h 50, un bar et un salon de coiffure, 116 avenue Paul-Vaillant-Couturier, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), a provoqué la mort de quatre personnes : MM. Germain Russo, cinquante-sept ans, propriétaire du salon ; Arthur Lecyne, cinquante-trois ans, un client ; Noël Dagorn, vingt-huit ans, un passant domicilié à Paris (20^e), et un enfant âgé de treize ans, Marc Elbaz, fils des tenanciers du bar. Onze personnes ont également été blessées, dont sept grièvement.

Rassemblement néo-nazi interdit.

Un rassemblement international prévu pour fêter le solstice d'été, du 16 au 18 juin, au château de Blandy-les-Tours (Seine-et-Marne) a pris fin précipitamment le 17 juin, vers 21 heures. Le maire de la commune, M. Antoine Gueldry (sans étiqu.), devant un rassemblement apparaissant à tous ses concitoyens comme néo-nazi, a pris un arrêté interdisant la réunion. Cet arrêté, aussitôt ratifié par le sous-préfet de Melun, a été exécuté par la gendarmerie.

Écarté de ses fonctions de la Santé

d'arrêt de la Santé depuis le 3 janvier s'apprête à quitter cet établissement. M. Desjardins a demandé Hubert Bonaldi pour qu'il lui soit nommé directeur de l'administration de la Santé. M. Desjardins a demandé Hubert Bonaldi pour qu'il lui soit nommé directeur de l'administration de la Santé.

Hubert Bonaldi, victime expiatoire des erreurs de Jacques Mesrine, a été écarté de ses fonctions de la Santé.

à deux voix ?

Le 10 h 5 et 10 h 25 dans le Q.S.R.P., demande Hubert Bonaldi pour qu'il lui soit nommé directeur de l'administration de la Santé.

« Un navire démanté »

Le directeur de la Santé a demandé aussi de la gestion des fonds qui a valu à Jacques Mesrine son surnom de « l'homme qui a volé le monde ».



La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision.

Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement « asphyxié » par les poussières et les impuretés qui viennent se mêler à des sécrétions anormales. Le crâne vous démange. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir.

EUROCAP jeune certes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité. Écrivez, téléphonez ou présentez-vous pour prendre rendez-vous (L'institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h).

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES 4, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.84

LILLE : 16, rue Faldoutba Tél. : 51.24.19
BORDEAUX : 24, place Gambetta Tél. : 48.06.34
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme Tél. : 23.29.84
METZ : 2-4, rue Chapuis Tél. : 75.00.11
NANCY : 4, rue Fricot Immeuble "Les Titiers" Tél. : 35-91-88

LYON : 20, rue de la République Tél. : 38.02.19
MARSEILLE : 58, rue Saint-Ferréol Tél. : 33.07.50
NICE : 1, Promenade des Anglais Immeuble "La Rivié" Tél. : 88.25.44
NANTES : 3 bis, place Napoléon Tél. : 47.63.73
REIMS : 3, place Drouot d'Érion Tél. : 88.05.74

LE NOUVEAU BUREAU

Avec M. Jean-Marie Desjardins, président élu directement par les congressistes, par 589 voix sur 638 votants, un nouveau bureau — émanation du conseil syndical — a été élu. En voici la composition : Vice-président, M. Marc Riolo ; Secrétaire général, M. Pierre Dubois de Frisque ; Secrétaire général adjoint, M. Jean-Jacques Gomez ; Trésorier général, M. Gabriel Khannouch ; Trésorier général adjoint, M. Michel Brard ; Secrétaires, Mlle Odile Vigneau, MM. Jean-Paul Berardo, Francis Casoria et Paul Maubert ; Assesseurs, MM. Cousteaux, Dominique Matagrin et Jean Pascal.

LE MENSUEL « DEMAIN L'AFRIQUE » CAMBRIOLÉ ET MIS A SAC

Le mensuel panafricain *Demain l'Afrique* a été victime d'un cambriolage vendredi 18 juin dans la nuit ; les bureaux de la rédaction ont été saccagés. Plusieurs des journalistes de ce mensuel avaient reçu des menaces téléphoniques après l'attentat commis le 26 mai contre la revue *Jeune Afrique* (*Le Monde* des 27 et 28-29 mai).

UN SUPPLEMENT EXCEPTIONNEL LA CARTE ROUTIERE DE LA FRANCE AVEC LES ITINERAIRES BIS DE BISON FUTÉ

Le Point vous offre en supplément gratuit dans son numéro de cette semaine, une carte routière de la France sur laquelle sont signalés les itinéraires bis de Bison Futé. Cette carte IGN du réseau routier français, publiée en avant-première par le Point, vous permettra de savoir à l'avance où se trouveront cette année les bouchons sur les routes et comment les éviter. Elle indique pour toute la France, en vert, les itinéraires bis et en jaune les voies de déstape pour contourner les grandes villes.

Cette carte détachable, pliée en 24 volets au milieu du Point, vous signalera en plus les 55 points d'accueil de Bison Futé où vous pourrez vous reposer et être informés sur les encombrements du moment, le tourisme local, les lieux d'hébergement, les permanences médicales, etc...

Document indispensable pour votre départ et vos déplacements en vacances, la carte complète des routes de France que vous trouverez dans *Le Point* vous permettra de situer très vite les points chauds de la circulation routière pour préparer votre itinéraire et rallier en toute tranquillité votre lieu de villégiature.

La carte Bison Futé établie par la Direction des Routes du Ministère des Transports, est un document à conserver par tous ceux qui partent en vacances et vont rouler cet été.

le point

Ce numéro spécial du Point est en vente chez tous les marchands de journaux.

Cette semaine dans le point

Philippe Boucher

RELIGION

UNE BRASSÉE DE CONFESSIONS DE FOI

Indélébile

par XAVIER TILLIETTE

Si loin que je remonte dans mon passé, j'y trouve ma foi d'aujourd'hui, ma foi intacte. Elle m'impose le sentiment de l'indélébile. Rigoureuse ce qu'est, l'intérieur, une foi d'enfant, je me demande ce qu'est la foi adulte dont certains se targuent. Ma croyance fut sans doute naïve, lorsque, par exemple, au collège, je calligraphiais en bleu et rouge mes résumés de Boulangier ; et il se peut qu'elle soit encore insuffisamment éclairée et lucide. Mais dans mon souvenir je n'ai jamais éprouvé, sauf très fugitivement aux alentours de la vingtième année, l'opposition entre les connaissances profanes et la foi, qui tracasse bien des chrétiens et des clercs, ni le décalage rumeux qui provoque les apostasies tardives.

Ma foi et ma réflexion se sont exercées mutuellement. Vous parlez au travail intellectuel, et principalement à l'étude des philosophes modernes, je suis resté indigne de la tentation philosophique, l'épreuve du doute m'a été épargnée. Je tiens que les énigmes de la philosophie sont elles-mêmes prises dans un englobement des dogmes et des mystères. L'intelligence est moins enivrée dans la foi que dans la science. Rien d'absurde n'est proposé à notre assentiment. De cette conviction millénaire du croyant philosophe il résulte chez moi une sorte d'imperméabilité aux objections. Elles me semblent presque toujours hors de saison, voire dérisoires, fleches lancées au ciel. J'ai du mal à entendre les raisons de l'incroyant, les leçons de l'agnosticisme. Je ne vois nullement comment l'athéisme serait le sel de la pensée de Dieu. Au regard de la révélation merveilleuse et du visage poignant du Christ, le refus, la rétraction me déconcertent. Je me garde néanmoins de juger.

Mais cet amiante intellectuel de ma foi n'est pas partout également résistant. Je ne suis pas immunisé contre tous les assauts. A mon tour j'implore : je crois, Seigneur ! Venez au secours de mon incroyant ! Car mon incrédulement est parfois bien sombre, privé d'étoiles. Ma lenteur à croire ne porte pas sur les objets proprement dits de la foi, les dogmes, les préceptes. Si les difficultés me guettent, c'est à la lumière de la vie, dans ce que je

vois, plutôt que dans ce que je ne vois pas. Je peut-être tout être humain, le plus déjeté et vil comme le plus haïeux et cruel, soit baigné de tendresse infinie ? Comment croire à l'amour de Dieu envers ses créatures misérables et surtout envers celle dont l'indignité ne saurait m'échapper, moi-même ? Comment le péché toujours recommencé serait-il pardonné ? Comment Dieu s'y prendra-t-il pour essayer tant d'yeux gonflés de larmes, pour effacer tant de crimes, pour fonder la glace et la pierre de tant de cœurs ? Ma foi est faible, fragile, pressentant par le bord où elle touche l'espérance et davantage la charité. C'est bien ceci qui m'inquiète, tant est nécessaire la communion de ces vertus théologiques : la crainte de perdre « la clef du festin », du destin, la charité.

Un aveu insolite

Il fut un temps où ma foi était plus vibrante, étonnée, assurée. L'inquiétude, elle, est sans âge ; devant la mort affreuse, le mal, le péché, une anxiété vaine et du fond d'une frayeur inépuisable engourdissement ma conscience, l'enferme dans l'indélébile et dans l'idée que toutes ces années additionnées, stagnantes, ne ont ni qu'un pur délai de grâce, une remise de peine, que seule compte l'échéance. Il faut faire la part d'une disposition atavique ; le bonheur m'a fui enfant alors que rien en somme ne m'intéressait de le cueillir. A quelques signes cependant, j'ai su ou cru reconnaître que Dieu était l'autre nom de mon tourment ; et la direction que j'ai choisie, très jeune, quoique renforcée et protégée par le triple rempart de la famille, de l'éducation et de la vocation, m'est apparue tout d'abord comme la conséquence inexorable d'un tempérament, d'une manière d'être.

C'est avouer aussi que ma foi est, tout compte fait, indépendante de l'environnement. Non que je sois insensible à l'événement et indifférent à la marche du temps, au contraire ; puis-je un solitaire est quelqu'un que l'entourage obsède et incantent. Si j'ai réagi assez mal aux mutations récentes, c'est que, probablement du fait de ma limitation subjective, j'en perçois rarement le bien-fondé, et parce que la disparition soudaine d'un style de vie engendre forcément une nostalgie chez ceux qui l'ont aimé. Je n'y attache pas toutefois une importance exorbitante. Il reste qu'après de tel et tel qui attendent du monde tout et plus, il manque à ma vie croyante l'aspect social ou, comme on dit, la dimen-

siou communautaire. Je ne suis pas un homme de dialogue. Mais parce qu'elle n'espère rien du monde, ma foi ne sera pas déçue, ni déçue. C'est pourquoi, nonobstant le combat intérieur, aux courtes trêves, elle repose dans la paix. Elle est une certitude imméritée et pourtant

Continuant la série des confessions de foi chrétiennes (1), « le Monde » publie aujourd'hui les témoignages de France Quéré, écrivain, et de Xavier Tilliette, jésuite, professeur à l'Institut catholique de Paris.

Prochains textes : Marcel Légant, André Frossard, Marc Oraison et Bernard Follot.

(1) Voir le Monde des 14 et 17 juin.

nécessaire, la promesse qui peut être tenue. Elle commande ma vision de l'Église. J'éprouve une gêne à entendre critiquer l'Église, même quand le comportement des hommes d'Église est irritant. Mon Église est celle maternelle et grandiose, des Hymnen an die Kirche de Gertrud von Le Fort, ou plus simplement, avec Barres, « ma maison où tout est prêt pour moi ». Je crois à la sainte Église catholique. En elle j'ai tout trouvé : le pain, la table, le foyer, la guérison. D'elle j'ai tout reçu, tout y satisfaisait mon esprit. A Rome, durant mes longs séjours, je respire dans mon élément. Je n'ai aucune honte à signer sur cet

Socialisme et démocratie ne sont-ils pas plus complémentaires qu'opposés ?

se demande Mgr Matagrín

De notre correspondant

Grenoble. — Dans un article intitulé « L'épiscopat et les problèmes politiques » publié par le journal *Épiscopat* de Grenoble, Mgr Matagrín, vice-président de la Conférence de l'épiscopat français et évêque de Grenoble, s'interroge sur le débat qui a précédé aux élections législatives de mars 1978 et se propose de faire comprendre comment les évêques et les prêtres ont abordé les problèmes politiques. Nombre d'entre eux s'étant à l'époque du silence de l'épiscopat français « avant les élections législatives ».

A propos de la dernière campagne électorale, l'évêque de Grenoble déclare notamment : « L'accoutumance n'a pas été mis trop exclusivement sur les problèmes

Le miracle de l'amour

par FRANCE QUÉRE

C'est ce balancement qu'il faudrait méditer : pourquoi Dieu m'est-il donné dans deux mots qui se lèvent, le doute et la beauté ? A son lever, le visage des corps tributants dans le monde, je ne découvre pas Jésus. Quand je regarde la terre déchirée d'injustices et d'obstacles, je ne trouve pas le tracé d'un dieu et les religions, impuissantes ou complètes, ne méritent que le refus.

Longtemps les hommes ont pensé qu'ils héritaient le royaume annoncé par le Christ ; ils se sont fiés au désir de puissance et de vérité qui agitait leurs cœurs, et qu'ils prenaient pour les accomplissements de la justice. Mais, qui a perçu Dieu dans l'intelligence des habiles, la triomphe des forts, et même le bonheur sans mémoire des multitudes ? Il n'est plus dans ces volon-

Compassion et émerveillement

Peut-être est-ce pour cela que l'âme des églises, alternance d'assemblées en rumeur, et de silence, où chuchotent des fraternités indicibles. Dans l'ombre, le Dieu unique, mais nombreux d'hommes, m'accompagne ; il me répète que, sans l'amour, tout est absurde, tout est inutile, et que la monde n'a pas même de chair. Il m'apprend à dévisager les vivants et, depuis que je le connais, j'ai peut-être acquis une autre façon de considérer le jour. Il m'a enseigné la beauté du monde, et le ravissement est venu par les voies de la plume. L'émotion, je la perçois dans l'insistant en fuite ; elle en devient plus éternelle ; la joie dans ce battement plus vite du cœur qui sent déjà sa blessure, la plénitude dans ces ardeurs effluées du cœur et de la douleur. Même le plus beau de la vie, les gerbes d'étoiles, le premier aube de l'amour, l'invulnérable douceur de la nuit, m'invoquent à cette célébration grave, parce que cela aussi participe à l'aventure de la solitude et de la fragilité, qui sont les propres chemins de Dieu.

Changer le cœur

Tel Jésus en moi : conscience tragique, conscience heureuse, m'achemine vers les êtres. Sans l'accord de la détresse et de la beauté, l'amour déjà s'est nommé. Mais pourquoi parler de lui, quand la justice n'est pas faite ? Parce que la justice, même incomplète, cherche à rejoindre l'amour dont elle est issue. L'âme réclame des droits, et son droit fondamental est d'aimer et d'être aimé. Croire en Dieu, c'est croire en l'amour. Il me plait qu'une religion ait prêché cette toile, au point de secourir son dieu. Dieu y meurt, car quel amour ne meurt d'aimer ?

Mais l'Évangile annonce de plus grandes toiles encore : il pose la vie, comme il ferait du courant d'un fleuve. Quand la sagesse des Grecs considérait la destinée humaine au mieux comme une prospérité interrompue, lui pose la joie dans le rebond de nos existences. A la vie, il réserve le dernier mot. Au sacrifice, il nous son espérance. Ce bouleversement nous lue dans les Béatitudes, écrites dans le mort et la résurrection du Christ, repris chez saint Paul, dans un texte fondateur : « s'ensuit-il lui-même, prenant condition d'esclave. Il s'humilia la mort et la mort sur une croix. Aussi Dieu l'a-t-il exalté et lui e-t-il donné le nom qui est au-dessus de tout nom (1). »

Mais dans l'aube il pousse encore plus loin que la résurrection d'un dieu : le volci qui parle maintenant sur la conversion de l'homme. L'exigence première de l'Évangile n'est pas la foi, mais le changement du cœur, rendu flexible à la grâce, c'est-à-dire capable de compatir à la douleur et de célébrer la beauté ; à chacun de faire grâce et rendre grâce. Quand Jésus appelle l'homme

à sa divinité, il l'invite à se faire plus humain que tout homme. Son culte veut des volontés et des actes. Son Église s'appelle une multitude d'hommes, changés en hommes ; devant cette métamorphose téméraire, me foi d'effraie : l'homme réclame de l'homme improbable, l'homme transformé ? Je doute de lui (raisons à l'appui), mais comment douter de l'amour ? Que peut-il être prêt ? Voyez-le l'œuvre déjà chez un seul être : il lui met des lueurs dans les yeux, de la douceur dans les mains. Le plus abstrait, per lui, s'entend extasier. Et cette convergence d'anges, cette imagination vaine de quel n'est-elle capable, portée par des épaules plus nombreuses ? L'amour rend tout possible. Telle est sa force, et sa vérité : instaurer. Il crée mondes et mots, éteint la chair et le poésies. Il rend vivants ceux qui étaient condamnés. Il transfigure celui qui n'avait plus de visage.

Il porte l'espérance au-delà de l'insupportable, la loi plus lointain que croyable. Il ferait crier le silence et, sur la mort, il a déjà jeté la vivacité du jour. Le seul miracle auquel je puisse croire est le miracle de l'amour : est-ce d'ailleurs son miracle ? Plutôt sa logique, et son accomplissement.

(1) Philippiens 2-7A.

La Véritable Anisette des Frères Grus
Elle revient à la mode.

la fonction texte dans votre entreprise

Les alternateurs Stamford sont en France

RENSEIGNEZ-VOUS A
NEWAGE FRANCE S.A.
95, BOULEVARD BERTHIER, 75017 PARIS. TEL.: 755.84.68 - TÉLEX: 640 364

Premier constructeur en Europe, Newage France vous offre :

- Sécurité de stock
- Toute une gamme de puissances de 2 à 1.000 KVA
- Un service après-vente dans 120 agences en France.

Newage France

la fonction fiche dans votre entreprise

la fonction fiche dans votre entreprise

Préparation à l'entrée en Médecine (et PHARMACIE-DENTAIRE)

Stage scientifique de pré-entrée en septembre ou janvier préparatoire NEUILLY ou QUARTIER LATIN

CEPES Compagnon libre de professeurs 57, rue Cl.-Lullin, 92 Neuilly

TÉL. 72.94.94 ou 74.08.15

مكتبة من الأصل

مگذا من الاصل

MÉDECINE

FOI

l'amour

Si tel n'était Dieu, le mal retomberait dans la catégorie de l'incident. Il serait le déchet de l'histoire, non l'élément du jeu.

on et émerveillement

est le cœur de la créature. Secrétaire, et presque toujours perdue, car la conscience, elle, est assise sur le trône.

changer le cœur

à sa qualité, il s'agit de se transformer. C'est un processus qui ne se fait pas en un jour.

Préparation à l'entrée en Médecine (et PHARMACIE-DENTAIRE) avec des professeurs expérimentés.

Cher prise d'exploitation. Tout ce qui est nécessaire pour réussir.

Cher prise d'exploitation. Tout ce qui est nécessaire pour réussir.

Cher prise d'exploitation. Tout ce qui est nécessaire pour réussir.

A la Réunion

Un psychiatre continue à exercer malgré une suspension de six mois décidée par le conseil de l'ordre

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Le 1^{er} février dernier le conseil national de l'ordre des médecins siégeant en appel, suspendait pour six mois le docteur André Buisson, neuro-psychiatre à Saint-Pierre (Réunion). Il atténuait ainsi une mesure de radiation prise en octobre 1977 par le conseil départemental de l'ordre.

docteur Buisson veut continuer son combat contre l'ordre. Depuis le début de cette affaire il a reçu de nombreux appuis. Le 21 novembre 1977, dans une lettre adressée au professeur Lortat-Jacob, président de l'ordre national des médecins, le Syndicat des psychiatres français écrivait :

chées, ce sont peut-être les méthodes de soins que le docteur Buisson a utilisées avec succès qui sont à l'origine de sa condamnation. Spécialisé dans l'enfance inadaptée, le docteur Buisson avait été amené à accueillir chez lui des jeunes rejetés partout ailleurs.

Mais, convaincu de son bon droit, le docteur Buisson a demandé au conseil de l'ordre de réviser sa décision. Le conseil de l'ordre a refusé de s'y plier. Le 18 mai le conseil départemental de l'ordre portait alors plainte contre lui pour exercice illégal de la médecine.

Mais au-delà des « tendances profondes » qui lui sont officiellement reprochées, ce sont peut-être les méthodes de soins que le docteur Buisson a utilisées avec succès qui sont à l'origine de sa condamnation.

« L'homosexualité ne peut pas, en tant que telle, être considérée comme une faute, au regard de l'éthique professionnelle, pas plus que ne le seraient l'adultère ou l'abstinence. »

De notre correspondant

L'instituteur qui demande au jeune Réunionnais : « Qu'est-ce que tu fais ? » n'est guère surpris quand celui-ci lui répond dans un créole français : « Il travaille chômeur » ou « Il gagne l'indemnité ». Ainsi étonnantes que puissent paraître ces réponses, elles reflètent une réalité locale précise.

« L'homosexualité ne peut pas, en tant que telle, être considérée comme une faute, au regard de l'éthique professionnelle, pas plus que ne le seraient l'adultère ou l'abstinence. »

« L'homosexualité ne peut pas, en tant que telle, être considérée comme une faute, au regard de l'éthique professionnelle, pas plus que ne le seraient l'adultère ou l'abstinence. »

« C'est dire que ceux qui, à La Réunion, sont chargés des problèmes de l'enfance et de l'adolescence inadaptée, se heurtent à une réalité sociale totalement différente de celle de la métropole. Pourtant, ce sont les mêmes méthodes qu'on emploie à La Réunion comme à Paris, Bordeaux ou Bar-le-Duc. En 1978, plus de 56 millions de francs ont été dépensés par la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) pour près de quatre mille enfants inadaptés. Avec des résultats dérisoires. »

« C'est dire que ceux qui, à La Réunion, sont chargés des problèmes de l'enfance et de l'adolescence inadaptée, se heurtent à une réalité sociale totalement différente de celle de la métropole. Pourtant, ce sont les mêmes méthodes qu'on emploie à La Réunion comme à Paris, Bordeaux ou Bar-le-Duc. En 1978, plus de 56 millions de francs ont été dépensés par la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) pour près de quatre mille enfants inadaptés. Avec des résultats dérisoires. »

« C'est dire que ceux qui, à La Réunion, sont chargés des problèmes de l'enfance et de l'adolescence inadaptée, se heurtent à une réalité sociale totalement différente de celle de la métropole. Pourtant, ce sont les mêmes méthodes qu'on emploie à La Réunion comme à Paris, Bordeaux ou Bar-le-Duc. En 1978, plus de 56 millions de francs ont été dépensés par la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) pour près de quatre mille enfants inadaptés. Avec des résultats dérisoires. »

SUR ANTENNE 2

Le cœur a ses raisons...

« Un homme, un jour », dimanche, sur Antenne 2, c'était Chris Bernard, le 4 décembre 1967 : la première greffe de cœur au Cap, en Afrique du Sud. On n'attendait plus guère parler, ces derniers temps, de celui qu'on a surnommé le play-boy du bistouri.

« Un homme, un jour », dimanche, sur Antenne 2, c'était Chris Bernard, le 4 décembre 1967 : la première greffe de cœur au Cap, en Afrique du Sud. On n'attendait plus guère parler, ces derniers temps, de celui qu'on a surnommé le play-boy du bistouri.

Due à des objections religieuses à la vaccination

Une «petite épidémie» de poliomyélite se développe aux Pays-Bas

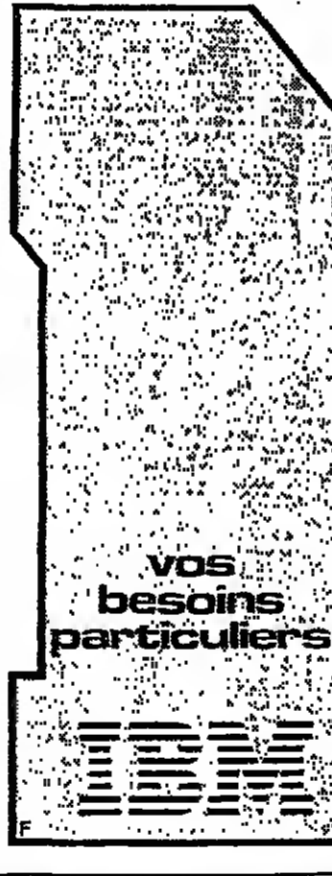
Amsterdam. — Le nombre de poliovirus croissant de cas de poliomyélite aux Pays-Bas commence à inquiéter l'opinion publique et les services médicaux du gouvernement : le secrétaire d'Etat de la santé, Mme Veder a précisé que trois-trois cas ont été constatés depuis à peu près un mois.

« Les causes de cette « petite épidémie » n'ont rien à voir avec la situation de la santé publique aux Pays-Bas où aucun cas de poliomyélite n'avait été noté depuis environ vingt ans. L'origine de la maladie est due au refus des parents de tous les enfants affectés de faire vacciner pour des raisons religieuses. »

Des réactions politiques. Il n'a jamais été envisagé aux Pays-Bas de rendre la vaccination des enfants contre la poliomyélite obligatoire.

Une structure sociale mise en cause

Il est vrai qu'à travers les problèmes de l'enfance inadaptée, le rapport du C.R.E.A.I. met en cause toute la structure de la société réunionnaise. Au-delà des facteurs socio-économiques, dont la dégradation est certaine (augmentation du taux de chômage : 80 % d'inactifs en 1974, contre 40 % en 1954), c'est bien souvent l'école qui joue un rôle important dans l'inadaptation des enfants.



pour le traitement des textes systèmes de bureau IBM

IBM, une gamme de produits pour répondre à des besoins multiples. Pour obtenir une documentation ou des informations complémentaires, téléphoner ou écrire à :

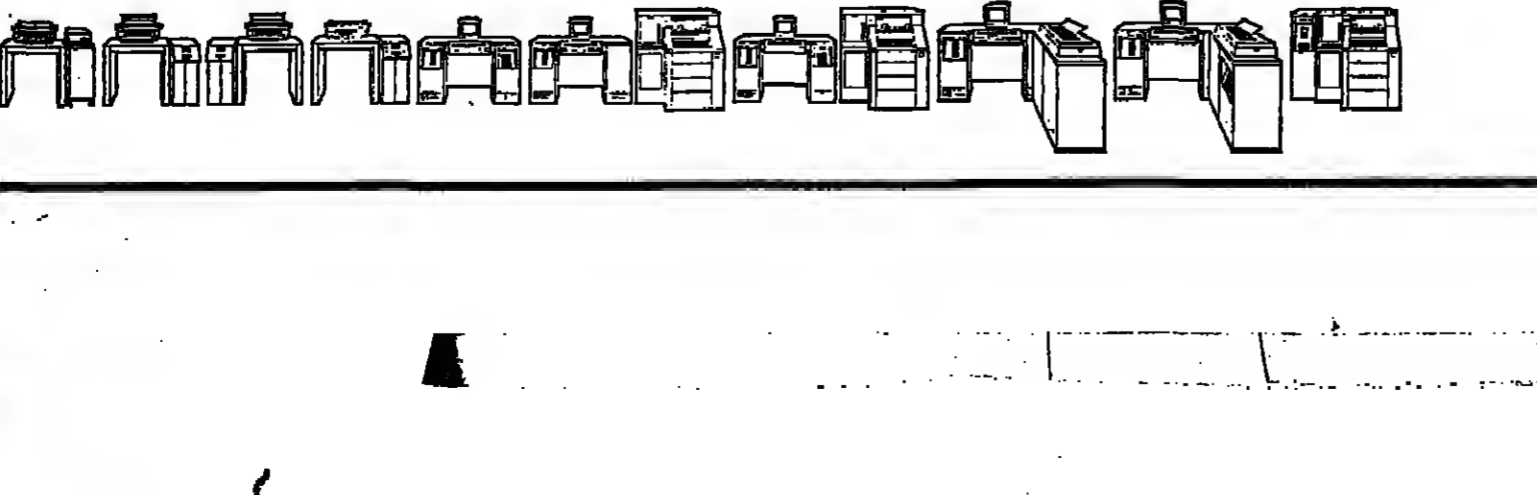
Compagnie IBM France - Division Matériel de Bureau - Tour Générale, Quartier Villois, 5, place de la Pyramide, 92220 Puteaux - Tél. : (1) 776.41.32. Promotelec Commerciale Postale : 4092.

Nom Société Adresse

IBM

IBM toute une gamme de systèmes de bureau

Advertisement for IBM systems with text: 'la fonction texte dans votre entreprise', 'vos besoins', 'la fonction fichier dans votre entreprise'. Includes IBM logo and list of features.



ÉDUCATION

LA FIN DU CONGRÈS DU SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Hierarchie et blocage des carrières

Poitiers. — Le congrès d'étude du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup, affilié à la Fédération de l'éducation nationale), qui a eu lieu à Poitiers le 18 au 19 juin, a été l'occasion d'amorcer — à travers des débats sur l'emploi et les carrières des enseignants — des réflexions nouvelles pour ce syndicat, comme la remise en cause par certains membres de la liaison entre compétences et hiérarchie.

La participation au congrès a été finalement plus importante que l'on pouvait en juger d'après la première journée (le Monde daté 18-19 juin). Au total, cent soixante-quatre délégués ont « pointé », même si leur « taux de rotation » n'en faisait apparaître qu'une centaine à la fois. Cette participation n'a pas empêché certains délégués de faire part de leur inquiétude face au retard observé dans les rentrées de cotisations : neuf mille contre dix mille il y a deux ans, ce qui est un chiffre en baisse par rapport à des années antérieures où le nombre de cotisations atteignait jusqu'à quinze mille. Malgré ces déceptions, la commission administrative du SNE-Sup a appelé, au terme du congrès, à « lutter contre toutes les formes de

De notre envoyé spécial

De notre envoyé spécial. D'autres ont préféré aborder cette question en passant par l'étape des collèges électoraux. Actuellement un nombre de trois (A : professeurs et maîtres de conférences, B : maîtres-assistants et assistants agrégés, C : autres enseignants), ils aboutissent à une sur-représentation des professeurs par rapport aux autres enseignants dans les conseils d'unités d'enseignement et de recherche et dans les instances de recrutement et de titularisation des enseignants (commission des spécialistes, comité consultatif des universités). Un collège unique permettrait une représentation plus équilibrée.

Les délégués qui ont appuyé sur ces thèmes ne correspondant guère à ceux des diverses tendances politiques présentes au SNE-Sup, mais les traversent. Nombreux sont cependant ceux qui estiment encore que des « responsabilités différentes », justifient des collèges et des corps distincts « pour éviter la magma », selon la formule d'un participant. Les tendances minoritaires d'extrême gauche se sont opposées, comme prévu, au principe de l'élaboration d'une proposition, par le syndicat, d'un « plan pharaonique » de créations ou de transformations d'emplois. Ces minorités estiment que l'imposer des restrictions en attendant dans le temps les revendications ne permettrait pas de contrôler davantage les décisions du gouvernement qui dépendent, selon elles, de rapports de forces. Pour contourner cette opposition, M. Duharcourt a proposé « d'exprimer plus fortement une exigence d'une solution immédiate des problèmes de stocks (intégration et titularisation des non-titulaires, déblocage des carrières par transformation d'emplois) en les distinguant mieux des problèmes de flux et de créations véritablement nouvelles d'emplois pour lesquelles il est possible d'envisager un étalement.

Les fédérations de parents d'élèves commentent les décisions de M. Beullac

Les deux principales fédérations de parents d'élèves ont commenté les récentes déclarations de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, au cours de sa conférence de presse du 15 juin (le Monde) du 17 juin.

● CORNEC : GESTION DE LA PÉNURIE

« Faire des économies sur l'éducation quand on est dans les crises, comme celle que nous connaissons, c'est lâcher son blé en herbe », a déclaré M. Jean Cornec, président de la Fédération des conseils d'élèves des écoles publiques (F.C.E.P.), en commentant au cours d'une conférence de presse les mesures annoncées par M. Beullac. « Il serait déraisonnable d'affirmer que certaines décisions du ministre de l'éducation ne sont pas positives, a ajouté M. Cornec, puisque nous les réclamions. » Ainsi la Fédération approuve-t-elle l'abandon du dossier scolaire, la mutation des C.A.P. en trois ans, la possibilité de mettre en place des « groupes élargis » en sixième et en cinquième destinés à assurer un soutien aux élèves en difficulté à sous-reconstituer les filières. Elle note également que le ministre de l'éducation a tenu compte de l'avis du Conseil supérieur de l'éducation nationale (« nous en avions perdu l'habitude », observe M. Cornec) à propos du projet de scinder en deux zones la région parisienne à l'occasion des vacances de février 1979. Enfin, son porte-parole a souligné que M. Beullac ses propos sur l'importance de

la rénovation de l'enseignement primaire et sa confiance dans les enseignants. Mais la colonne des mesures négatives n'est pas moins remplie. La Fédération regrette que le ministre ne rétablisse ni les dédoublements des classes de sixième ni les horaires antérieurs dans les trois matières principales. Elle relève le silence de M. Beullac sur la gratuité des transports, sur le remplacement des maîtres, sur les carences de la santé scolaire et de l'éducation physique et sportive. Elle s'inquiète d'avoir entendu le ministre affirmer que la promesse de limiter les cours élémentaires première année à vingt-cinq élèves n'était qu'indicative. Les mesures prises, estime-t-elle, sont partielles et ne touchent qu'un petit nombre d'élèves. « Le ministre gère sa pénurie, a conclu M. Cornec. Dans la comparaison entre ses idées et ses décisions le bilan se solde par une paralysie de fait due à l'absence de moyens budgétaires mis à sa disposition. » Pour la prochaine rentrée, la Fédération Cornec prévoit de réunir, le 21 octobre, à Paris, ses présidents départementaux afin de rendre publiques les préoccupations des parents.

● LAGARDE : UN LANGAGE RÉALISTE

La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.P.E.P.), que préside M. Antoine Lagarde, a constaté avec satisfaction que le ministre tient un langage réaliste des enseignants s'adressant à des responsables : enseignants et parents. La Fédération estime que « des propositions essentielles faites par la F.P.E.P. ont été retenues. » 1) Poursuite de la réforme avec des aménagements. 2) Reconnaissance de la participation des parents dans la communauté scolaire. 3) Autonomie des établissements par l'organisation diversifiée de l'enseignement de soutien. 4) Importance reconnue des rythmes scolaires et de l'aménagement du temps. Cependant, la Fédération regrette vivement que la rénovation de la fonction enseignante, pierre d'angle de la réussite de la réforme, ne soit pas encore reconnue comme discipline essentielle dans tous les cycles. Enfin, la F.P.E.P. a attendu des mesures

concrètes pour l'accueil des élèves en difficulté en fin de cours moyen deuxième année et craint que les moyens dégagés ne soient pas à la mesure d'une bonne application de la réforme. Pour la prochaine rentrée, la Fédération Cornec prévoit de réunir, le 21 octobre, à Paris, ses présidents départementaux afin de rendre publiques les préoccupations des parents.

M. Denis Marais, membre du bureau national de la Jeunesse communiste et Derrère un période technique et des promesses intemporelles, le propos de M. Beullac réaffirme clairement la volonté du pouvoir de poursuivre l'entreprise lancée par René Haby, et donc de faire de l'austérité et de la ségrégation sociale les deux piliers du système éducatif français.

LA SITUATION DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Les universités françaises recueillent le trop-plein du tiers-monde déclare Mme Saunier-Seïté

De notre correspondant

Brest. — Prenant la parole à Brignogan-Plage (Finistère-Nord), le vendredi 18 juin, devant le cercle universitaire de Brest, Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, a annoncé des mesures plus sévères pour le recrutement des étudiants étrangers, en particulier d'Afrique, qui s'inscrivent dans les universités françaises.

« Les universités françaises recueillent, a dit le ministre, le trop-plein du tiers-monde. Les étudiants étrangers viennent pour la plupart en France faire des études qui n'ont d'intérêt ni pour eux ni pour leur pays. » Mme Saunier-Seïté a souhaité en conséquence que ne soient accueillis dans les universités françaises que les étudiants étrangers qui ont fait leurs preuves.

Le gouvernement a fixé pour objectif à la France d'exporter l'une de ses principales ressources : la matière grise. Mme Saunier-Seïté interprète cette consigne comme le refus d'accueillir en France des étudiants étrangers qui ne sont pas des spécialistes. Les propos qu'elle a tenus à Brignogan donnent de la France la pire image qu'il soit. Comment concilier la xenophobie dont les syndicats français ont fait preuve d'un mépris inquiétant, en agissant du membre d'un gouvernement qui proclame les vertus du « mondialisme » ? Il est à souhaiter que Mme Saunier-Seïté, dont le ruse de la rague est notoire, exprime prochainement à ce sujet une pensée plus élaborée. — Br. F.

La rentabilité — est évidemment compensée, à terme et pour long temps, par la connaissance de notre pays qu'ils auront acquise sur les bancs des universités françaises. Quantifier de « trop plein du tiers-monde » les dizaines de milliers de jeunes Africains, Asiatiques et Latino-Américains qui sont inscrits dans les universités françaises est faire preuve d'un mépris inquiétant, en agissant du membre d'un gouvernement qui proclame les vertus du « mondialisme ». Il est à souhaiter que Mme Saunier-Seïté, dont le ruse de la rague est notoire, exprime prochainement à ce sujet une pensée plus élaborée. — Br. F.

Deux expulsions à Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. — La circulaire du ministre de l'Intérieur, du 12 décembre 1977, adressée aux préfets et à propos de l'inscription des étudiants étrangers dans les universités (le Monde du 24 mai) continue à provoquer des réactions de la part des organisations de défense des étudiants étrangers et de l'Union nationale des étudiants de France (proche des communistes) soulignant « le caractère grave de cette offensive contre les étudiants étrangers et sa violation de la politique de sélection sociale et d'autoritarisme appliquée à l'université. »

Le second affaire, qui concerne un élève du lycée Champollion, M. Mongi Ben Hariz, lui aussi de nationalité tunisienne, est plus embrouillée. L'intéressé prétend avoir été arrêté le 31 mai puis le 4 juin par des policiers qu'il accuse de l'avoir malmené. Les policiers grenoblois s'estiment « diffamés » par les propos du lycéen ; une information a été ouverte, mercredi 14 juin, par le procureur de la République. — C. F.

DÉFENSE

M. Galley : la France répond à la moitié des demandes de formation de stagiaires étrangers dans ses écoles militaires

Devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, qui s'est réunie jeudi matin 15 juin au Palais-Bourbon, le ministre de la coopération a donné des précisions sur le volume de l'assistance militaire et technique de la France en Afrique et à Madagascar.

En réponse à une question d'un député, M. Galley a précisé que le budget de la coopération militaire s'élevait, en 1976, à 380 millions de francs, à 412 millions en 1977 et à 390 millions en 1978, soit 13 % du budget total de la coopération.

« La France est l'un des pays les plus sollicités pour cette formation, a indiqué le ministre de la coopération, et elle ne peut répondre qu'à la moitié, environ, des demandes qui lui sont présentées. »

Advertisement for ISTH (Institut Supérieur des Sciences et Techniques Humaines) and SC.P.O. (Centre de Préparation pour l'Enseignement Supérieur). Includes contact information for Paris and other cities.

La condamnation d'une institutrice pour « refus de témoigner »

LA MUNICIPALITÉ DE CHOLET RETIRE SA PLAINTE APRÈS UN VOL DANS UNE MATERNELLE

La municipalité de Cholet (Maine-et-Loire) vient de retirer la plainte qu'elle avait déposée en mai dernier pour vol de matériel dans une école maternelle de la ville (le Monde daté 18-19 juin). La décision du maire, M. Maurice Ligot, a été prise à la suite d'une manifestation organisée par la Fédération de l'éducation nationale pour soutenir une institutrice condamnée à 800 francs d'amende par le Tribunal de grande instance d'Angers. Celle-ci avait refusé de témoigner contre les enfants auteurs du larcin. Les parents ayant restitué le matériel, l'institutrice a fait appel.

Les épreuves du baccalauréat de technicien ont commencé ce lundi 19 juin, pour la philosophie, dans les académies de Nantes et de Rennes. Pour les bacheliers de technicien dans ces deux académies et pour le baccalauréat général les épreuves de philosophie auront lieu mercredi 21 juin. Les dates des épreuves ont été avancées dans ces deux académies où les élèves venant de l'enseignement privé sont nombreux afin de permettre aux jurys (composés de professeurs du public) d'avoir plus de temps pour corriger les copies. Chaque correcteur a en effet un nombre de copies à examiner plus élevé qu'ailleurs.

La commission administrative de la Fédération de l'éducation nationale appelle ses quarante-quatre syndicats à se mobiliser pour la rentrée et à organiser dans leur secteur propre les formes d'action appropriées. M. André Henry, secrétaire général de la FEN, a précisé qu'« aucune action de grève n'est prévue pour septembre ». « Nous ne signerons pas de chèques en blanc », a, d'autre part, déclaré M. Henry à propos des négociations salariales dans la fonction publique prévues pour le 26 juin.

Advertisement for OSFB (Organisation Scolaire Franco-Britannique) celebrating its 50th anniversary. Promotes language courses and exchange programs for France, Scotland, and Spain.

Advertisement for ISP (Institut Supérieur de Pédagogie) offering pedagogical sessions in July and September 1978. Contact information for Paris.

Advertisement for MEDECINE PHARMACIE, offering stages of preparation in September and annual renewal for medicine.

Large advertisement for Cinema featuring the movie 'Pour un homme' and other promotional text.

كندا من الأصل

سكذ من الأصل

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

L'orgne aujourd'hui.

Pier de ses orgues, le Sud-Ouest peut être aussi de l'action menée à Toulouse par Xavier Darasse en faveur du renouvellement du répertoire de l'instrument. La Semaine internationale, du 20 juin au 1er juillet, dont il a été l'inspirateur, bénéficiera de la présence des compositeurs Xenakis, Boucourechiev, Jolas, Amy, venus faire une analyse publique de leurs œuvres exécutées par de jeunes virtuoses: Bernard Forcroulle, Françoise Buisson, Willem Jansen. Des colloques, des cours d'interprétation, des concerts sur les orgues de Saint-Sernin, de Saint-Étienne et du couvent des Dominicains ne laisseront aux participants que le temps d'apaiser un sandwich en rêvant à la sortie pique-nique en pays cathare prévue le 2 juillet...

En attendant le prix.

Certaines compétitions internationales, comme le prix Tchakovski à Moscou, comportent non seulement des épreuves en solistes, mais également l'exécution d'un concerto avec orchestre. Jusqu'à présent, faute d'avoir pu s'y préparer, les candidats français se joignent à leur bonne étoile avec, pour toute expérience, les précieux conseils de leurs professeurs, tandis que, dans d'autres pays, leurs camarades s'exercent plus sérieusement.

Mais cette année, sous l'égide des affaires culturelles, l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire — dont le chef, Pierre Dervaux, vient de faire savoir qu'il ne renouvellera pas son contrat — vient d'offrir trois concerts à François Kerdouff et à Pascal Devoyon qui ont interprété le premier concerto de Tchaikovski en public, sous la direction de Marc Soustrot (qui succède à Pierre Dervaux en septembre). Fins de cette initiative, et sans attendre les résultats du concours, l'O.P.P.L. a décidé d'accueillir désormais les candidats français aux prix internationaux.

Pour les amateurs.

Eloignés des conservatoires et, de plus en plus, par la limite d'âge, en marge de la vie musicale officielle, ignorant bien souvent l'effort qui se fait vers lui, l'amateur reste un isolé. S'il joue en cachette, ses voisins viennent lui rappeler qu'il fait encore trop de bruit... Le petit guide réalisé par Marie-Noëlle Sauguet en supplément au numéro 4 des Cahiers de l'animation musicale du CEN.A.M., ne prétend pas être complet, pourtant, depuis les adresses des conservatoires, des écoles de musique, des bibliothèques et des discothèques de prêt, des maisons d'édition (avec un aperçu du répertoire) jusqu'à l'initiation du joueur des instruments à l'achat ou en location, des moyens de se faire connaître à la radio ou à la télévision, c'est en 80 pages, la plus importante, mais une demi-douzaine de « major companies » américaines interviennent à un niveau multinational en tant que producteurs-distributeurs européens. Les « majors » réalisent des bénéfices considérables avec leurs films, mais, en outre, distribuent des films européens, opération très rentable, qui accroît encore la dépendance du cinéma européen. Le rapport souligne le danger d'une orientation qui diviserait la distribution en deux: la diffusion internationale de grands films « commerciaux », assurés par les « majors », et celle d'œuvres plus difficiles, pour un public restreint, essentiellement financées par l'aide publique.

Chantez maintenant.

A huis clos, Salle Favart, depuis mardi dernier, septante-sept chanteurs venus de vingt-deux pays subissent les épreuves du troisième concours international de chant de Paris. Pour la finale publique, le mardi 20 juin, à 20 heures, le nouveau Orchestre philharmonique de Radio-France prêteront son concours sous la direction de Paul Ethuin. Comme chaque année, l'accès est mis sur la méthode française — André Caplet et Darius Milhaud figurent obligatoirement au programme des éliminatoires — sans que ce soit là une mesure discriminatoire car l'expérience a prouvé que les chanteurs étrangers y excellaient tout particulièrement. Parmi les membres du jury international présidé par Bernard Lefort figurent les noms de Régine Crespin, Régine Resnik, Grazziella Ciutti et Pierre Bernac.

Cinéma

DEUX COLLOQUES A LIÈGE ET A LISBONNE

Pour une politique européenne des médias

A Lisbonne s'est achevé, vendredi 16 juin, un colloque sur le cinéma et l'état, organisé par la commission chargée, à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, des questions de culture et d'éducation. Les débats auront eu lieu essentiellement autour de deux rapports. Le premier est un bilan économique dressé par M. Claude Degand, du Centre national de la cinématographie française. Le second est une réflexion sur l'évolution de la culture cinématographique, menée par M. Nicolas Garnham, responsable des études de médias à l'université polytechnique de Londres (I.P.C.L.). Les deux experts se sont notamment attachés au rôle de la télévision qui modifie la nature et les structures du cinéma.

Du 5 au 8 juin, à Liège, un colloque de la C.L.R.C.M. (Coopération internationale de recherche et d'action en matière de communication) a devancé la réunion de Lisbonne en confrontant des représentants du cinéma et des télévisions européennes et canadiennes. Cette rencontre aura été l'occasion de dépasser certains conflits et de montrer que la concurrence prend déjà la forme d'une collaboration inéluctable. Unis, dont les programmes de télévision envahissent par ailleurs les chaînes européennes, car ils sont moins onéreux que les programmes nationaux, connaissent des relations privilégiées entre cinéma et télévision. Par exemple, les droits d'exploitation d'un film pour vingt ans à la chaîne, moyennant un versement de 20 millions de dollars! Comme le montre un article de Thomas H. Guback dans le dernier numéro de la revue Film Exchange, les deux industries sont de plus en plus étroitement imbriquées.

Les « major companies » américaines

Ce qui étonne ce marché, c'est une production européenne de qualité qui se vend mal. Les pays européens sont-ils fondés à produire au moins trois fois plus de films qu'Hollywood? demande M. Claude Degand, qui s'interroge également sur les disparités: les Allemands et les Britanniques ne produisant pas assez de films pour garantir l'existence de leur cinématographie, tandis que les Français et les Italiens en produisent trop. Aux prises avec des difficultés financières, la production souffre également d'un manque d'enthousiasme qui conduit certains à déclarer une crise de la créativité. En fait, on peut se demander si les entrepreneurs accordent autant d'attention que par exemple les Etats-Unis aux idées et aux sujets des films.

Intermédiaire décisif entre la production et le marché, le secteur de la distribution souffre d'un manque de fluidité de la circulation des films (d'où certaines situations de monopole et de pratiques restrictives). Non seulement le film américain occupe une position de plus en plus importante, mais une demi-douzaine de « major companies » américaines interviennent à un niveau multinational en tant que producteurs-distributeurs européens. Les « majors » réalisent des bénéfices considérables avec leurs films, mais, en outre, distribuent des films européens, opération très rentable, qui accroît encore la dépendance du cinéma européen. Le rapport souligne le danger d'une orientation qui diviserait la distribution en deux: la diffusion internationale de grands films « commerciaux », assurés par les « majors », et celle d'œuvres plus difficiles, pour un public restreint, essentiellement financées par l'aide publique.

Notes

Cinéma

« Chaussette surprise » de Jean-François Davy

Entre deux films érotiques (« Exhibition » et « Prostitution »), Jean-François Davy aida à financer des projets ambitieux: « L'Autre », de Jean-Daniel Pollet; « L'Autre chante, l'autre passe », d'Agathe Varda; « La Meilleure façon de marcher », de Claude Miller. Abscondant à la fois la pornographie et un métrage risqué, c'est sur la comédie burlesque qu'il mise aujourd'hui pour se réconcilier avec le grand public.

Dans la chambre d'hôtel où les a réunis une collation de voitures, quatre hommes profitent de ces vacances forcées pour satisfaire leurs fantasmes, leurs marottes, leurs caprices de vieux gosses. Pendant ce temps, leurs compagnes coorent la présentatrice et découvrent que la liberté a un goût savoureux... Intrigue-prétexte d'où suit une multitude de sketches, de gags, de plantations incongrues, de situations bouffonnes. Il serait exagéré d'écrire que « Chaussette surprise » nous transporte sur les chemins de l'innocence. Le « oui-oui » exige une vigueur qui fait souvent défaut à l'auteur.

Mais on trouve dans ce récit hétéroclite suffisamment d'idées amusantes et d'insinuations visuelles pour qu'on puisse le considérer comme un aimable divertissement. Divertissement qu'on aime avec une bonne humeur exemplaire quelques-uns de nos meilleurs comédiens: Michel Galabru et sa malice, Claude Piéplu et ses indignations, Rites et son flegme lunaire, Bernard Haller et ses métamorphoses. Sans oublier naturellement les épouses et petites amies de ces messieurs:

Notes

Cinéma

« Les survivants de la fin du monde » de Jack Smight

Que va-t-il se passer après la troisième guerre mondiale, après l'explosion atomique qui aura détruit tout ou partie de la planète? Sur ce thème, de nombreux auteurs de romans ou de films de science-fiction ont laissé gonfler leur imagination.

Dans « Damsation Alley », Roger Zelazny raconte l'aventure de trois anciens officiers de l'armée américaine partis à la recherche de mystérieux survivants dont ils avaient capté les messages. L'adaptation cinématographique de Jack Smight comme les éléments psychologiques et « scientifiques » du livre et s'en tient au pur spectacle. A bord d'un véhicule ultra-sophistiqué, les Rohlan de l'Apocalypse traversent des paysages désolés, recensement dans les ruines de Las Vegas une séduisante jeune femme (Dominique Sanda), se heurtent à des fermiers agressifs, affrontent des cafards sanguinaires et une tempête cosmique. Le défilé-chémot et les conséquences de la catastrophe nous valent quelques images impressionnantes (sièges empourprés que balayent des ourages

Notes

Cinéma

« Les survivants de la fin du monde » de Jack Smight

Que va-t-il se passer après la troisième guerre mondiale, après l'explosion atomique qui aura détruit tout ou partie de la planète? Sur ce thème, de nombreux auteurs de romans ou de films de science-fiction ont laissé gonfler leur imagination.

Dans « Damsation Alley », Roger Zelazny raconte l'aventure de trois anciens officiers de l'armée américaine partis à la recherche de mystérieux survivants dont ils avaient capté les messages. L'adaptation cinématographique de Jack Smight comme les éléments psychologiques et « scientifiques » du livre et s'en tient au pur spectacle. A bord d'un véhicule ultra-sophistiqué, les Rohlan de l'Apocalypse traversent des paysages désolés, recensement dans les ruines de Las Vegas une séduisante jeune femme (Dominique Sanda), se heurtent à des fermiers agressifs, affrontent des cafards sanguinaires et une tempête cosmique. Le défilé-chémot et les conséquences de la catastrophe nous valent quelques images impressionnantes (sièges empourprés que balayent des ourages

Mais on trouve dans ce récit hétéroclite suffisamment d'idées amusantes et d'insinuations visuelles pour qu'on puisse le considérer comme un aimable divertissement. Divertissement qu'on aime avec une bonne humeur exemplaire quelques-uns de nos meilleurs comédiens: Michel Galabru et sa malice, Claude Piéplu et ses indignations, Rites et son flegme lunaire, Bernard Haller et ses métamorphoses. Sans oublier naturellement les épouses et petites amies de ces messieurs:

Festival

Carnaval pluvieux

En tête du cortège marchait un gentil monsieur qui crachait de la fumée. Autour de lui, Mickey, Minnie, Pluto et quelques autres évoquaient le monde de Walt Disney. Ensuite venaient ceux de Cologne, aux accents d'une valse lente, ceux de Ténériffe peillés de rouge, ceux étranges chepeaux, puis les Merocains, tout de blanc vêtus, dont les femmes poussaient leurs « youyou » joyeux, et les Polonais, paysannes en fleurs et soldes d'opérette. C'était samedi après-midi, tout le long de la rue de Rivoli, dans une atmosphère plutôt triste et froide, le Carnaval des Carnivals. Les animateurs d'Europe 1 tenaient de réchauffer l'enthousiasme de la foule, nombreuse malgré la pluie. En vain. Le détail manquant de rythme et de fête d'allégresse, il faut attendre les Togoïens, leurs sorciers grimés sur échasses, leurs masques grimaçants, leurs danses incantatoires, et surtout les Brésiliens, avec leurs costumes éclatants, leurs plumes multicolores, leurs samba irrésistibles, pour que le public manifeste un peu d'ardeur. Mention particulière doit être faite des Suisses:

CLAIRE DEVARRIEUX.

Variétés

La tournée européenne de Bob Dylan

« Ma musique », dit Dylan, elle vient de la hillbilly music et de la musique noire. Mais parfois elle penche plus d'un côté que de l'autre. Cette fois-ci, elle a une couleur franchement noire. C'est le cas bien sûr des dernières compositions, mais aussi des anciennes, qui ont reçu de nouveaux arrangements, une nouvelle forme musicale: ainsi ne reconnaît-on pas tout de suite « Blowin' in the wind », que Dylan traite maintenant comme un blues très lent, ni « Just like a woman », qui a une allure très « gospel ». D'une manière générale, l'orchestration appuie les mots, leur donne une force supplémentaire, le rythme est plus puissant avec Jerry Scheff à la basse, Ion Wolcott aux drums et Bobby Holt aux percussions, et l'ensemble des musiciens (Billy Cross et Steven Soles à la guitare, Alan Pasqua aux keyboards, David Mansfield au pedal steel et au violon, Steve Douglas au saxophone), ont une extraordinaire volonté d'efficacité et de force, sans négliger pour autant ni la sensibilité ni la spontanéité, comme le démontre brillamment le violoniste David Mansfield dans un délirant solo sur « All along the watchtower ».

Notes

Cinéma

« Les survivants de la fin du monde » de Jack Smight

Que va-t-il se passer après la troisième guerre mondiale, après l'explosion atomique qui aura détruit tout ou partie de la planète? Sur ce thème, de nombreux auteurs de romans ou de films de science-fiction ont laissé gonfler leur imagination.

Dans « Damsation Alley », Roger Zelazny raconte l'aventure de trois anciens officiers de l'armée américaine partis à la recherche de mystérieux survivants dont ils avaient capté les messages. L'adaptation cinématographique de Jack Smight comme les éléments psychologiques et « scientifiques » du livre et s'en tient au pur spectacle. A bord d'un véhicule ultra-sophistiqué, les Rohlan de l'Apocalypse traversent des paysages désolés, recensement dans les ruines de Las Vegas une séduisante jeune femme (Dominique Sanda), se heurtent à des fermiers agressifs, affrontent des cafards sanguinaires et une tempête cosmique. Le défilé-chémot et les conséquences de la catastrophe nous valent quelques images impressionnantes (sièges empourprés que balayent des ourages

Mais on trouve dans ce récit hétéroclite suffisamment d'idées amusantes et d'insinuations visuelles pour qu'on puisse le considérer comme un aimable divertissement. Divertissement qu'on aime avec une bonne humeur exemplaire quelques-uns de nos meilleurs comédiens: Michel Galabru et sa malice, Claude Piéplu et ses indignations, Rites et son flegme lunaire, Bernard Haller et ses métamorphoses. Sans oublier naturellement les épouses et petites amies de ces messieurs:

La condamnation d'une institutrice pour « refus de témoigner »

LA MUNICIPALITÉ DE CHOLET RETIRE SA PLAINTE APRÈS UN VOL DANS UNE MATERNELLE.

Les épreuves du baccalauréat de philosophie ont commencé le 19 juin, pour le philosophe dans les académies de Nantes et de Rennes. Pour les baccalauréats de techniciens dans les autres académies et pour le baccalauréat général des épreuves de philosophie auront lieu mercredi 21 juin. Les dates des épreuves ont été arrêtées dans ces deux académies où les élèves venant de l'enseignement privé sont nombreux afin de permettre aux jurys (composés de professeurs du public d'abord, puis de temps pour corriger, puis de temps pour corriger) de faire un nombre de copies à examiner plus élevé qu'ailleurs.

La commission administrative de la Fédération de l'éducation nationale appelle les quatre-vingt-cinq syndicats à se réunir pour la rentrée scolaire à organiser dans leur région par les quatre-vingt-cinq syndicats de la région. M. André Henry, secrétaire général de la FEN, a précisé qu'il a accepté d'initier une « semaine pour la rentrée ».

France répond à la moitié andes de formation

France répond à la moitié andes de formation. Les épreuves du baccalauréat de philosophie ont commencé le 19 juin, pour le philosophe dans les académies de Nantes et de Rennes. Pour les baccalauréats de techniciens dans les autres académies et pour le baccalauréat général des épreuves de philosophie auront lieu mercredi 21 juin. Les dates des épreuves ont été arrêtées dans ces deux académies où les élèves venant de l'enseignement privé sont nombreux afin de permettre aux jurys (composés de professeurs du public d'abord, puis de temps pour corriger, puis de temps pour corriger) de faire un nombre de copies à examiner plus élevé qu'ailleurs.

PHARMACIE

INSTITUT SUPÉRIEUR DE PÉDAGOGIE

pédagogiques

1 septembre 1978

* Album Sheet Legal (J.C.B. 33 L). 1) Traduction française parue dans Ecrits et Dessins de Bob Dylan (Beggars éd.).

مركزنا من الأصل

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Les films nouveaux

LE MORT DE SEBASTIEN ARABE ET SON FAUVRE EN...
LE MORT DE SEBASTIEN ARABE ET SON FAUVRE EN...
LE MORT DE SEBASTIEN ARABE ET SON FAUVRE EN...

UN ESPION ON TROP (A. v.o.) :
Cléry-Palaco, 5 (033-07-78) ; Am-
bassade, 2 (320-19-08) ; (v.l.) ; Ru-
chard, 2 (323-56-70) ; Fracchia,
8 (170-32-88) ; Montparnasse -
Pathe, 14 (326-65-13) ; Gaumont-
Sud, 14 (331-51-16) ; Gaumont-
15 (124-45-09) ; Wepler, 18 (387-
50-70) ; Gaumont-Cambetta, 20
(797-02-74).

AU FIL DU TEMPS (AII, v.o.) : Ma-
ria, 4 (128-47-38)
LE BAL DES VAMPIRES (A, v.o.) :
v.l. ; Escorial, 13 (707-28-04)
BILLY'S (F, v.o.) : Copli, 2 (308-
14-30) ; Fracchia, 8 (170-32-88) ;
7-11) ; Natoo, 12 (343-04-67) ;
Paramount-Gobelins, 13 (707-12-
28) ; Paramount-Malliot, 17 (758-
24-21).

Les festivals
P. MAZURSKY (v.o.) : Saint-Ger-
main-Village, 6 (332-87-59) ;
Harry et Tonio.
CINEMA ITALIEN (v.o.) : Grands-
Augustins, 6 (332-22-13) ; Au-delà
du bien et du mal.
ORGOUE ET CINEMA (v.o.) : La
Seine, 5 (325-95-99) ; L. ; Ferni-
More ; IL 15 h 30 ; L'Étranger de
triangles d'or ; 17 h 30 ; Benne ;
18 h 30 ; Histoires ; 20 h ;
le Manège (af. J. S.) ; 22 h 30 ;
Froch Connexion.

Les grandes reprises

APPELUX, SALES ET MERCHANTS
(AI, v.o.) : Bilboquet, 6 (222-
87-23) ; v.l. ; Athéna, 13 (343-
07-48)
AMERICAN GRAPFITT (A, v.o.) :
H. ; Luxembourg, 6 (633-87-71)
H. ; Elysees Point-Show, 8
(225-87-17) ; M. ;
ARSENIC ET VIEILLES GENTILLES
(A, v.o.) : Elysees-Licolas, 6 (329-
26-11).



le choix de vos vacances avec REPUBLIQUE TOURS en TUNISIE une terre, des hommes en juin et septembre profitez des meilleures conditions!

HOTEL CLUB SANGHO au cœur d'une palmeraie à Zarzis
● Animation et loisirs à gogo
● Tennis, sports nautiques
● Équitation avec moniteurs chevronnés

CLUB CALYPSO BEACH le charme enchanteur de Djerba
● Animation sportive dans la journée
● Spectacles de jazz le soir
● Tennis, ski nautique, équitation
● Piscine-saunarium

FESTIVAL DE TABARKA Nous organisons Vous disposez en matière de
● logement : paillettes au hôtel traditionnel, LES MIMOSAS,
● sports : voile, équitation, volley ball, football, ping pong, tennis
● programme du Festival : grands venètes de spectacles, ateliers de toutes sortes, université d'été

CLUB EL KANTAQUI au cœur d'une forêt d'oliviers à Sousse
● Animation et spectacles de haut niveau
● Village Western - Équitation - Tennis
● Ecole de voile
● Vin à discrétion à table
8 jours TOUT COMPRIS au départ de Paris :
1415 F en juin et septembre
1715 F en juillet et août

la TUNISIE avec REPUBLIQUE TOURS vous aide à voyager
Renseignements - Réservations : REPUBLIQUE TOURS 8 bis, place de la République - 75011 PARIS Téléphone 355.39.30 ou votre Agent de Voyages

LUNDI 19 JUIN

CHAÎNE I : TF 1
18 h. 25. Pour les jeunes ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Ces animaux qu'on appelle des bêtes ; le cheval ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 40. Eh bien... raconte ! 20 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3
En raison d'une grève lancée par les syndicats des personnels techniques et administratifs et les syndicats de réalisateurs, le programme minimum est appliqué sur FR 3.
20 h. Les jeux.
20 h. 30. FILM (cinéma public) : BIG GUNS (LES GRANDS FUSILS), de D. Tessari (1973), avec A. Delon, R. Conté, C. Gravina, U. Orsini, R. Cutié, M. Porel.

CHAÎNE II : A 2
18 h. 25. Dessins animés ; 18 h. 40. C'est la vie ; l'adoption ; 18 h. 55. Jeu ; Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top club (avec Ch. Aznavour) ; 20 h. Journal.
20 h. 30. Spécial Coupe du monde ; 20 h. 40. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 45. Concert ; Bob Dylan.

FRANCE-CULTURE
18 h. 30. Feuilleté : « La Guerre des sauterelles de Solozas », de M. Schlovisky, J.-B. Aulin, J.-H. Baucry ; 19 h. 25. Prémices des arts ;
20 h. « Les écrits de Laura », par Garance ; 21 h. L'après-midi en littérature : « Les lettres de Bernard et le cantique », avec Dom Jean Leclerc et E. Martindale ; 22 h. 30. Nuits magiques... Une biographie ; Fernand Arrabal.

MARDI 20 JUIN

CHAÎNE I : TF 1
12 h. 15. Jeu ; Réponses à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. Journal ; 13 h. 45. Restez donc avec nous ; 18 h. 10. L'homme et la mer ; 18 h. 15. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les jeunes ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Ces animaux qu'on appelle des bêtes ; le cheval ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 40. Eh bien... raconte ! ; 20 h. Journal.
20 h. 30. Variétés ; Musique et tête (avec Adamo) ; 21 h. 30. Série ; Contes à vivre de bout (A. Chagnac ses vacances), de J. Chollet et A. Volcic.

FRANCE-MUSIQUE
18 h. 2. Musiques magazine ; 19 h. Jazz time : « Jeu de pièces » ; 19 h. 40. Concerts International de guitare ;
20 h. 30. En direct de Colmar, journal de l'Alsace ; 21 h. 30. En direct de Colmar, Orchestre symphonique de l'O.R.F., direction T. Ousshibaut ; « Der Spiegelritze », fragments d'opéra, et « Die Freunde Salomons » (opéra) ; 22 h. 30. Nuits magiques ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2
13 h. 50. Feuilleté : La folie des bêtes ; 14 h. 10. Au cœur du monde (les animaux en péril) ; 15 h. Magazine ; Question de temps ; le Cambodge (rediffusion de l'émission « Spécial Cambodge », présentée le 19 avril dernier) ; 18 h. Au jour'hui magazine ; les spectacles de l'été en France ; 17 h. 55. Feuille sur la météo de la semaine ; 18 h. 25. Dessins animés ; 18 h. 40. C'est la vie ; l'adoption (suite) ; 18 h. 55. Jeu ; Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top club (avec Ch. Aznavour et Sacha Distel) ; 20 h. Journal.
20 h. 30. Spécial Coupe du monde ; 20 h. 45. Les dossiers de l'écran : DOUZE JOURS POUR ENTRER DANS L'HISTOIRE, d'après « Mémoires de guerre » du général de Gaulle. Choix des textes et adapt. P. Lefranc. Réal. Y.-A. Hubert.

FRANCE-CULTURE
20 h. Dialogues : la haute société des immigrés ; avec Tabar Ben Jeloun et Daniel Karlin ; 21 h. 15. Musique de notre temps ; 22 h. 30. Nuits magiques ; redécouverte de Toulouse, par B. Delvaux.
FRANCE-MUSIQUE
13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. Divertimento ; C. Müllocker, K. Messner, R. Strauss ; 14 h. 30. Triptyque... ; 15 h. 30. Nouveaux talents, premières d'aujourd'hui ; Prokofiev, Roberdy, Gilles ; 17 h. Postlude ; Debussy, Chostakovitch ; 18 h. 2. Musiques magazine ; 18 h. 45. Jazz time ; « Les Défricheurs » ; 19 h. 45. Jeu à la musique ;
20 h. 30. En direct de Colmar, « Fêtes Schubert » ; 22 h. France-Musique le nuit ; 23 h. Jazz « J » de la musique ; 23 h. 15. Nouveaux talents, premières stitons ; Kurtag, Y. Prin ; O h. 5. Des voyages de l'amour, de l'absence, de la nostalgie, du fantastique, de la nuit... ; Beethoven, Schubert, Schumann, Brahms, Wolf.

RADIOS LIBRES : L'APPEL DE LONDRES
Sur l'initiative du bureau de liaison des radios locales et indépendantes créé par l'Association pour la libération des ondes et le Consensus liberté-radio, un appel a été dressé de Londres, dimanche 18 juin, sur l'antenne de London Broadcasting service, et retransmis par les radios libres françaises. Ce texte disait : « On croit, on s'imagine que les radios libres ont perdu une bataille. En réalité, il n'en est rien, la vie continue, tout continue et les radios locales et indépendantes, liberté, liberté d'expression, volonté de nous défendre. A entendre la législation, les radios libres ont dépassé les bornes. Depuis quand le législateur ordonne-t-il la répression ? Réuni à Paris, le bureau de liaison a décidé de multiplier les émissions et une étroite coordination technique et juridique pour parer aux risques nouveaux ».

D'une chaîne à l'autre
C.E.S.P. : RTL ENTÊTE
Le deuxième vague annuelle (avril-mai) des sondages d'opinion du Centre d'étude des supports de publicité confirme la première place de RTL, qui obtient 28,8 % à l'indice « en cumulé » (addition du nombre d'auditeurs différents à l'écoute pendant une journée) et 3,3 % à l'indice de « quart d'heure moyen » (nombre d'auditeurs à l'écoute en moyenne pendant un quart d'heure). RTL devance Europe 1 (22,9 % et 2,8 %), France-Inter (18,9 % et 1,8 %) et R.M.C. (12 % et 1,8 %).
R.M.C. : M. J.-L. GALLINI RÉDACTEUR EN CHEF UNIQUE
Après la nomination de M. Jacques Paoli comme chef du service des informations de Radio-Monte-Carlo (le Monde du 8 juin) et la suppression du poste de rédacteur en chef de la rédaction parisienne qu'occupait M. Pierre Péllissier (le Monde du 13 juin), M. Jean-Luc Gallini vient d'être confirmé dans ses fonctions de rédacteur en chef, en poste à Monte-Carlo, avec pour adjoints MM. Jean-Robert Chervin et Bernard S. P. d'ier. MM. Jean-Pierre Defrain et Olivier Mazzerolis demeurent rédacteurs en chef adjoints de la rédaction parisienne. Mme Jacqueline Chabridon devient chef du service public.
TRIBUNES ET DEBATS MARDI 20 JUIN
Mme Françoise Gaspard, maire de Dreux, membre du bureau exécutif du P.S., parle du comant animé par des femmes du P.S. sur R.-M.-C., à 8 h. 30.
M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., est l'invité du journal de 20 heures sur Antenne 2.

NOUVEAU: LES GOLFA EMPORTER TOUT DE SUITE. Choisissez, payez et partez immédiatement avec votre Golf essence 6 CV ou 8 CV. Avec la Location Longue Durée, vous aurez une Golf essence 6 CV pour 850 F sans dépôt de garantie. Puis, vous pourrez 850 F par mois pendant 47 mois. Volkswagen Golf. L'intelligence automobile.

STUDIO CUIJAS LA CHAMBRE VERTE UN FILM DE FRANCOIS TRUFFAUT

promenade de la pailleuse

22 JUIN, à 21 heures ET EXCEPTIONNEL LA CHAPELLE DE LA SALTETIERRE Renseignements : ZART QUIET AND Anne BARTHELEON JEAC Jacques BONA JEANNE BOLENEC et Dominique de Miret 180 avenue Pierre MELE-PORTALES



DIRECTEUR COMMERCIAL

200.000 F

Gros équipements industriels électromécaniques — La filiale d'un très important groupe international, recherche, pour son siège situé en région parisienne, son Directeur Commercial. Sous l'autorité du Président-Directeur Général et en étroite liaison avec le groupe, il sera responsable de l'élaboration et de l'application d'une stratégie commerciale visant au développement des ventes d'équipements industriels diversifiés et de grande qualité sur le marché français. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école, âgé d'au moins 35 ans, possédant de solides connaissances du marketing industriel et introduit dans le monde industriel français. Il justifiera d'une expérience réussie de la vente de biens d'équipements industriels et de l'animation d'équipes commerciales. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Des informations complémentaires seront données au cours d'un entretien strictement confidentiel. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2622DM

DIRECTION DES ACHATS

160.000 F

Région Ouest — Un des tout premiers groupes industriels français recherche le Responsable des Achats d'une de ses plus importantes usines (2.000 personnes). Rattaché au Directeur de Production sa mission sera de promouvoir la fonction Achats tant auprès des services internes que vis-à-vis des fournisseurs et d'animer le service employant une cinquantaine de personnes et gérant un budget de l'ordre de 80 millions de francs. Pour cela il continuera et renforcera les réformes de structure en cours, axées sur la mise en place de nouveaux moyens tant sur le plan commercial que de la gestion et accentuera l'esprit professionnel de son équipe. Il sera assisté d'un adjoint et de plusieurs ingénieurs. Ce poste convient à un candidat âgé de 38 ans minimum, de formation supérieure technique ou commerciale, véritable professionnel des achats, sachant négocier à haut niveau, gérer les budgets et animer les hommes au travers d'une conception moderne et dynamique de sa fonction. Son expérience aura été acquise dans l'industrie électronique, électrique, électro-mécanique ou mécanique. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le salaire annuel de départ, fonction des compétences, pourra atteindre 160.000 francs. L'importance du groupe garantit une évolution pour un candidat de valeur. Écrire à G. MINIS à Nantes. Réf. A/1010M

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

120.000 F

Production — PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A. fait partie d'un groupe multinational de Consultants de Direction (1.000 consultants dans 23 pays) intervenant dans tous les domaines de la gestion des entreprises. Pour faire face au développement de ses activités, PA recherche plusieurs Consultants « Production ». Ils interviendront au niveau des Directions des sociétés clientes dans les domaines suivants : contrôle de production, gestion des stocks, ordonnancement, structures, méthodes et gestion de l'Entretien et Travaux Neufs, formation cadres, techniciens, maîtrise et ouvriers, analyse de la valeur et « value engineering », analyse des coûts dont ceux d'énergie. Ces postes conviendront à des candidats âgés d'au moins 30 ans, diplômés d'enseignement supérieur et ayant acquis une expérience pratique de plusieurs années au sein d'entreprises industrielles ou en cabinet d'organisation. Ils requièrent une grande mobilité, et des missions à l'étranger sont envisageables. La connaissance de l'anglais constitue donc un atout supplémentaire. Leur sera offerte une formation théorique et pratique continue, un plan de carrière comportant des responsabilités croissantes et, dans le cadre des activités du groupe, une grande autonomie professionnelle. Le salaire, de l'ordre de 120.000 francs, auquel s'ajoutera après un an de présence un intéressement aux bénéfices de la société, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/062M

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

115.000 F

Nettoyage industriel — Le département « Nettoyage Industriel » (chiffre d'affaires en expansion de 30 % par an) d'un important groupe multinational, recherche, pour la Normandie, un Responsable d'exploitation. Dépendant d'un District Manager, et bénéficiant de l'assistance fonctionnelle d'un ingénieur technico-commercial, il aura pour mission essentielle d'animer une équipe d'ingénieurs-chimistes et techniciens, de coordonner les activités des divers chantiers répartis sur la quasi totalité du territoire français (centrales thermiques, papeteries, raffineries, usines de pétrochimie ou de produits chimiques...) ainsi que de gérer son « entité de production » (responsabilité d'un budget, gestion du parc matériel et des stocks...). Ce poste conviendrait à un ingénieur (INSA, ETP, AM... ou équivalence), âgé de 28 ans minimum, ayant acquis soit une expérience de la direction de chantiers bâtiment et/ou T.P. soit une expérience d'ingénieur entretien dans une entreprise industrielle où des problèmes de nettoyage industriel se posent. Des connaissances approfondies en chimie et en mécanique générale sont nécessaires. Une période initiale de formation aux techniques utilisées est prévue. La pratique de l'anglais est souhaitée. Le poste implique une grande disponibilité personnelle ainsi qu'une large mobilité (3 jours/semaine environ). La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience du candidat, est de l'ordre de 115.000 francs. Une voiture est fournie. Écrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2705M

RESPONSABLE INSTALLATION ET MAINTENANCE

110.000 F

Systèmes de détection électronique - Europe — Une société internationale spécialisée dans les systèmes électroniques de détection contre le vol dans les magasins (75 % du marché mondial, croissance annuelle 40 %) recherche, pour son siège européen situé à Paris, un Responsable installation et maintenance. Rendant compte au Directeur Général Europe, il aura pour mission d'organiser, de contrôler et de gérer budgétairement cette activité en liaison avec les responsables installation des filiales et distributeurs européens qu'il animera fonctionnellement (10 sociétés ou distributeurs - 20 techniciens environ). Il sera copable d'intervenir personnellement en clientèle et d'assurer un appui ponctuel aux commerciaux. Ce poste convient à un candidat âgé de 28 ans minimum, très familiarisé avec les systèmes électroniques du type radio-communication ou télécommunication de préférence. Il possèdera une solide expérience de l'installation et de la maintenance (prévention, diagnostic, gestion) de ce genre d'équipements ainsi que de l'animation d'équipes de techniciens. L'environnement international du poste implique une très bonne pratique de l'anglais ainsi qu'une disponibilité pour les déplacements (60 % du temps au départ). Des qualités de « leader », de gestionnaire ainsi qu'un très bon sens du client sont nécessaires. Le poste, basé à Paris, offre de sérieuses perspectives dans un secteur en expansion. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2703M

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Rhône-Alpes

Une entreprise métallurgique (chiffre d'affaires 530 millions de francs) pratiquant des méthodes modernes de gestion, filiale d'un groupe français de premier plan recherche pour faire face à son expansion régulière deux jeunes ingénieurs.

Ingénieur procédé métallurgique

Rattaché au responsable de l'acier, il aura pour mission d'exploiter un nouveau procédé d'élaboration de l'acier dans le cadre d'une augmentation de capacité de l'outil de production. Ce poste convient à un candidat âgé de 27 ans minimum, diplômé d'une grande école (Mines, Centrale, AM) possédant une spécialisation métallurgique. Une première expérience de deux à trois ans en outillage électrique serait appréciée. La pratique courante de l'anglais est impérative.

Ingénieur laminoir

Rattaché à l'ingénieur de production, il participera à la mise au point d'un nouveau laminoir fabriquant des ronds en semi-continu. Ce poste convient à un ingénieur mécanicien (AM ou équivalent) possédant une expérience d'au moins trois ans de laminage de rond en continu ou semi-continu. La pratique de l'anglais constitue un atout supplémentaire. Ces deux postes présentent de réelles perspectives d'évolution dans d'autres unités compte tenu du développement régulier du groupe. Les rémunérations annuelles de départ seront liées au niveau d'expérience atteint. Écrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/3463M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otoges, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-52-12

9, rue Jacques-Mayron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

CONTROLLER

Lyon

Génie Civil, matériaux de construction — Pour sa filiale française (société de moyenne importance, siège à Lyon), un puissant groupe britannique recherche un « Controller ». Rattaché à la Direction Générale France, il doit proposer et mettre en œuvre la politique financière de cette société. Assurant la gestion de la filiale sous ses aspects financiers, comptables, juridiques, administratifs et fiscaux, il se donnera comme mission immédiate la conception et la mise en place d'un système d'analyse, de contrôle et de communication de données de gestion concernant l'entreprise. Il veillera à la rentabilité de façon permanente, véritable conseil de la Direction Générale et des opérationnels, il devra assister dans l'élaboration du plan, des budgets et des stratégies dont il assurera le suivi. Ce poste convient à un homme de formations comptables et financières supérieures, âgé de 32 ans, en tant que Directeur Financier et Administratif, il maîtrise suffisamment les techniques et pratiques comptables anglo-saxonnes pour pouvoir les utiliser au sein de cette structure internationale. Bien entendu, la maîtrise de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle, de l'ordre de 180.000 francs, reposera sur l'expérience réelle du candidat retenu. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/3463M

RESPONSABLE SERVICE INFORMATIQUE

125.000 F

Informatique d'application technique — Une société française d'ingénierie, de renommée mondiale, située dans la région parisienne, recherche le Responsable de son service informatique. Dépendant du Directeur Général, il a pour mission essentielle de gérer, d'animer et de développer le service informatique et de mettre à la disposition des divisions opérationnelles, avec lesquelles il a des relations fonctionnelles privilégiées, des études et des réalisations de logiciels d'application. Pour ce, il aura à négocier et gérer les contrats de location, à évoluer le matériel, à assurer la gestion analytique du centre ainsi qu'à encadrer et animer des analystes. Il sera, en outre, personnellement responsable de l'exploitation rationnelle des programmes mis au point et de la direction d'études informatiques complexes. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école (SUPELEC, IEG Grenoble, IDN ou équivalence, option informatique), âgé de 30 ans minimum, et possédant une première expérience de 5 ans environ acquise dans un service technique utilisant l'informatique. Des qualités d'animateur et de gestionnaire sont indispensables. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience du candidat, sera de l'ordre de 125.000 francs. Écrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2706M

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

120.000 F

Traitement des Eaux — Une société exploitant les marchés de l'assainissement et l'aménagement de l'environnement, connaissant une forte notoriété et possédant un important capital technique, recherche un ingénieur d'affaires, pour une de ses filiales, société d'ingénierie spécialisée dans le traitement des eaux usées et résiduaires. Dépendant du Président, sa mission sera de promouvoir un nouveau procédé particulièrement performant s'adressant au domaine industriel. Pour cela, il définira sa stratégie de développement sur ce marché et mènera personnellement les contacts, de la négociation à la réalisation. Il s'appuiera sur les services techniques et le centre de recherche du Groupe. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum de formation ingénieur et possédant une connaissance du marché et des techniques acquises, soit dans un organisme traitant des problèmes de l'eau, soit au cours d'une expérience de la négociation chez un constructeur ou une société d'ingénierie. La connaissance de l'anglais serait appréciée. Ces fonctions requièrent esprit d'entreprise et sens des affaires. Le poste offre des développements de carrière. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences, sera de l'ordre de 120.000 francs. Écrire à J.-B. FOURNIER à Nantes. Réf. A/1009M

RESPONSABLE TECHNIQUE

110.000 F

Une société française fabriquant du matériel de précision, filiale d'un important groupe américain, recherche pour son usine (250 personnes) située au Sud-Ouest de la région parisienne, un ingénieur services techniques. Rattaché au Directeur de l'usine, il sera responsable du bureau des études (conception de nouveaux produits et conditionnements, amélioration des produits existants). Il interviendra également pour le développement des procédés de fabrication et pour toute mission d'assistance ou étude ponctuelle confiée par la Direction (études d'investissements, d'équipements, de rentabilité, etc.). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, ingénieur diplômé, ayant une expérience des services techniques, acquise si possible dans l'industrie mécanique de précision. La connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération de départ, de l'ordre de 110.000 francs, sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat. Écrire à P. PDUGNET à Paris. Réf. A/2708M

CHARGÉS D'AFFAIRES

100.000 F

Constructions industrialisées — Une société française de constructions industrialisées et de manutention métallique de vocation d'assemblage, recherche deux Chargés d'Affaires. Rendant compte au Directeur de Division, ils seront, l'un sur la région Nord, l'autre sur Paris, responsables de la réalisation et de la gestion des contrats en conformité avec les marchés passés avec les clients. En liaison avec le bureau d'études et la fabrication, ils participeront à la mise au point des produits. Ils assureront le coordination des équipes de réalisation, le contrôle et le suivi de la sous-traitance et la gestion budgétaire des opérations. Ces deux créations de postes intéressent des ingénieurs diplômés (ETP ou ingénieurs option Génie Civil) âgés de 28 ans minimum, pouvant justifier d'une expérience d'au moins trois ans le cas échéant de chantiers et de travaux acquis ou au sein d'une entreprise générale de travaux publics ou bâtiment. La possibilité de participer à des missions à l'étranger rend souhaitable la pratique de l'anglais. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 100.000 francs. Prière d'indiquer la région souhaitée. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2707M

CHEF DE PRODUIT

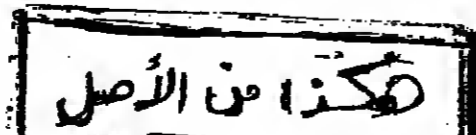
Une société française de VPC du secteur loisirs et culture, en forte expansion, membre d'un puissant groupe international, recherche, pour son siège situé en banlieue Sud de Paris, un Chef de Produit. Rendant compte au Directeur Général des services commerciaux et en étroite relation avec les services d'exploitation, il sera responsable de la promotion, de l'animation et de la gestion d'une gamme de produits Musique. Il interviendra notamment pour la définition et le lancement de nouveaux produits, l'élaboration de la politique promotionnelle, l'établissement des prévisions et le suivi de la réalisation des objectifs de vente... Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'enseignement supérieur commercial et possédant une première expérience de préférence dans les produits de grande consommation. Des notions en informatique ainsi qu'une sensibilité importante à la musique classique sont nécessaires. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération de départ sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat. Écrire à P. PDUGNET à Paris. Réf. A/2704M

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

90.000 F

Grenoble — Filiale d'un puissant groupe français de dimension internationale, une société (140 millions de francs de chiffre d'affaires), fabrique selon une technologie avancée, des petites pièces mécaniques de grande série destinées principalement aux secteurs automobile et ménager. Le Directeur de l'usine de Grenoble recherche, pour conforter la structure technique, un jeune ingénieur mécanicien. Responsable devant la Direction de l'usine, il se verra confier dans un premier temps, à titre de formation, le coordination des actions entreprises pour la rationalisation du montage et de la mise en œuvre d'outillages sur les machines de production. Après cette période d'intégration, affecté aux services techniques, il prendra à terme la responsabilité de l'atelier d'outillage (40 personnes) et le gèrera de façon complète et autonome. Ce poste intéresse un ingénieur mécanicien de 28 ans, diplômé d'une grande école (AM, ECAM, IDN), spécialiste ESE ou outillages sera apprécié, il bénéficiera d'une première expérience en fabrication dans le domaine de la mécanique de précision, ou bien en bureau d'études d'outillage. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 90.000 francs selon le potentiel et l'expérience du candidat. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/3464M

Le Monde
Quels seraient
un relèvement
Trois hypothèses
LES ÉLÉMENTS DU SMIC DE 37,6%
ONT ÉTÉ ÉVALUÉS EN ACCORD
AVEC LA COMMISSION DE 7,5%
Les deux



مركزنا من الأصل

Le Monde DE L'ECONOMIE

Quels seraient les effets d'un relèvement du SMIC à 2400 F ?

Le relèvement du SMIC à 2400 F a été l'un des thèmes majeurs de la campagne électorale. Quelles conséquences aurait eu une telle progression du salaire minimum ? Avec un retard regrettable — mais mieux vaut tard que jamais — l'INSEE répond à la question, sous

la plume du directeur de sa division « Revenus », M. Jean Bégou (1). Une telle hausse, écrit-il, aurait probablement accru la masse salariale dans l'industrie et le commerce de 7,2 % par rapport à son niveau de janvier 1978 ; soit de 6,9 % par rapport à la situation d'avril, au

d'environ 6 % par rapport au montant actuel. Il s'agit là de l'hypothèse la plus vraisemblable, car tout dépend, bien entendu, des effets de contagion qu'aurait eus une telle augmentation sur les salaires compris auparavant entre 2 000 et 5 000 francs par mois.

UNE majoration du montant mensuel (ou annuel) du SMIC a toujours trois types d'incidences :

● Un relèvement des salaires d'ores et déjà inférieurs au SMIC à majorer ; c'est le cas notamment d'environ 9 % des salariés de l'industrie et du commerce, de chiffre concernant non seulement les apprentis, les jeunes travailleurs et les handicapés (payés au-dessous du SMIC, selon la loi), mais aussi les salariés ayant de faibles durées de travail (horaire réduit, absentéisme) et les travailleurs dont la petite rémunération est complétée par des avantages en nature (gardiens d'usine, par exemple au logement gratuit) ;

● Une hausse des salaires

compris entre le SMIC antérieur et son nouveau montant ; dans le cas d'un salaire minimum porté à 2 400 F (donc relevé de 37,6 % par rapport au niveau du 1^{er} janvier ; 1 744 F), cela aurait concerné environ 20 % des salariés ;

● Enfin, un « coup d'accroissement » fait monter de proche en proche toute une série de salaires plus ou moins proches des précédents, le patronat aussi bien que les syndicats — chacun à sa façon — voulant éviter que le relèvement du SMIC entraîne un trop gros écrasement de la hiérarchie des rémunérations. Jusqu'au point où cet effet indirect de contagion ? Et selon quelle dégressivité majeure ? Les salaires concernés ? C'est tout le problème.

3) Enfin, l'auteur a retenu comme dernier élément de calcul l'idée — soutenue dans de nombreux milieux syndicaux ou politiques de gauche — que

l'effet indirect du relèvement du SMIC ne devrait pas excéder 4 % de la masse salariale comptable (sans analyse d'un dérapage inflationniste).

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 22.)

Trois hypothèses

M. Bégou a retenu, pour ses calculs, trois séries d'hypothèses :

1) La première est fondée sur la répartition actuelle des salaires, assez bien connue dans l'industrie et le commerce grâce aux déclarations annuelles de rémunérations faites au fisc par les employeurs (voir page 22 la pyramide actuelle des salaires). Un fort relèvement du SMIC modifierait sensiblement la courbe de distribution des salaires dans sa partie basse ; mais le déplacement du pied de la courbe ne devrait pas faire bouger la tête de celle-ci, le point de raccrochement entre le nouveau bas et le haut restant évidemment incertain.

Dès lors qu'un bouleversement de fond en comble de l'allure de la courbe est impossible — elle

correspond à des habitudes nationales aussi bien qu'à des rapports de forces entre salaires de niveaux de qualification différents — on peut tracer deux esquisses extrêmes de courbes nouvelles ; ce sont elles qui correspondent aux hypothèses hautes et basses du graphique ci-dessous. L'hypothèse vraisemblable est entre les deux ; mais où ?

2) Pour la situer, M. Bégou a admis que le point de raccrochement entre l'ancienne et la nouvelle courbe se situerait à un niveau le préconisant les partis de gauche et les syndicats — à quatre fois le nouveau SMIC, soit 9 600 F. À partir de ce niveau, la hausse de salaire serait nulle ; 3 % des salariés seraient donc exclus du bénéfice de l'effet de contagion.

1) Economie et Statistique, Mai 1978.

L'exode des campagnes s'accélère

Les résultats définitifs du recensement qu'analyse Monique Gombert dans la revue de l'INSEE, « Economie et Statistiques » (mai 1978), mettent fin à des supputations contradictoires. Selon certains experts, la diminution du nombre des actifs devait se poursuivre et s'accroître. D'autres au contraire, s'appuyant sur des arguments d'ordre démographique, estimaient qu'elle devait se ralentir. A tort. Entre 1968 et 1975, en effet, le rythme de la diminution s'est accéléré : 5,7 % par année (au lieu

de 3,7 % pour la période 1954-1968). En sept ans, le tiers des emplois agricoles ont disparu. Les « entrées » dans l'agriculture sont de plus en plus faibles, plus particulièrement pour les femmes. A ces grandes tendances s'ajoutent deux phénomènes nouveaux, l'avancement des départs à la retraite (qui se traduit par un très léger rajeunissement de la population active masculine) et une forte baisse de l'activité agricole féminine.

DES mirailles douanières et les aides familiaux, comptait en 1968 plus de trois millions de personnes. Sept ans plus tard, elle en aura perdu un million et ne représentera plus que 9 % de l'ensemble de la population active au lieu de 14,9 % en 1968. Mais le rythme de disparition est très variable selon les départements. Les femmes représentent 33 % des actifs en 1968 et 30 % en 1975. Les exploitants agricoles passent, pour les mêmes années, de 46 % à 57 % de l'ensemble des actifs. Les agriculteurs volontiers dans la case « exploitant agricole ». Pour cette classe d'âge, enfin, s'ajoute une autre cause de raréfaction : le départ pur et simple hors de l'agriculture.

1968-1975 au lieu de 4 % entre 1962 et 1968 et 5 % entre 1954 et 1962. Comment expliquer cette hémorragie ? Essentiellement, pour les classes d'hommes de 1921 à 1945, par un changement de statut, les enfants prenant la succession de leurs parents. Pour les classes les plus jeunes (1946-1950), c'est effet du changement de statut s'accroissant avec, notamment, l'application de la loi du 13 juillet 1973 sur les associés d'exploitations. L'aide familiale de 1976 s'inscrit plus volontiers dans la case « exploitant agricole ». Pour cette classe d'âge, enfin, s'ajoute une autre cause de raréfaction : le départ pur et simple hors de l'agriculture.

respectivement 38 % et 36 % d'actifs dans l'agriculture, sont les plus « agricoles » en 1975. Les régions Bretagne et Pays de la Loire, avec une moyenne départementale de 53 000 et de 39 000 agriculteurs, arrivent en tête du classement par le peuplement.

Cette population active agricole reste vieillie, mais se renouvelle. Par rapport à la population active totale, on y trouve deux fois moins de jeunes de moins de trente ans (16,1 % contre 33,8 %) et deux fois plus de plus de cinquante-cinq ans (23,7 % contre 12,7 %). La tranche d'âge quarante-cinquante-quatre ans vient en tête. Le vieillissement est donc loin d'être stoppé, même si l'âge moyen des hommes diminue légèrement : 45,36 ans au lieu de 54,82 ans. Qui peut assurer le renouvellement ?

JACQUES GRALL.

Les retraités : 800 000 ménages

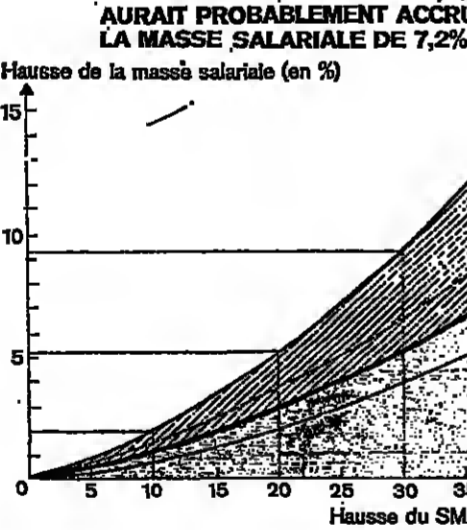
Si l'on considère maintenant l'ensemble des ménages dont le chef de famille est ou a été un actif agricole, la diminution est beaucoup plus lente. On passe de 7 251 400 personnes, à 1 913 905 ménages représentant 5 883 730 personnes, soit 11 % de la population, soit aussi moitié moins des anciens agriculteurs s'accroît de 4,7 % par an. Ils sont, en 1975, un peu moins de 800 000 ménages de retraités, contre un peu plus de 900 000 ménages d'exploitants en activité.

L'évolution varie également selon les régions. Ce sont les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, de la Savoie et de

l'Arrière qui enregistrent la plus forte diminution d'actifs agricoles. La Creuse et le Gers, avec

(Lire la suite page 22.)

UNE HAUSSE DU SMIC DE 37,6% AURAIT PROBABLEMENT ACCRU LA MASSE SALARIALE DE 7,2%



Les deux pauvretés

par RENÉ LENOIR (*)

DANS les pays dits riches, la pauvreté étonne ou fait scandale. Pour lutter contre elle il faut la connaître. Dans nos sociétés, deux types de pauvretés coexistent qui n'appellent pas toujours les mêmes remèdes : l'une tient seulement à la faiblesse des revenus, l'autre est le résultat d'un cumul de handicaps médicaux, culturels et sociaux.

La première forme de pauvreté, celle à laquelle on se réfère couramment, résulte de revenus insuffisants compte tenu du niveau moyen de vie. En France, six à huit millions de personnes sont concernées. Il s'agit de deux millions de personnes âgées au minimum social (actuellement 900 F par mois) et d'un certain nombre de familles dont le chef travaille ou, s'il est chômeur, a une formation professionnelle lui permettant d'accéder au travail, toutes personnes dont l'équilibre psychologique ou psychologique n'est ni plus ni moins perturbé que celui d'autres catégories sociales.

La seconde forme de pauvreté est moins connue. Pour environ cinq cent mille familles ou deux

millions de personnes, la faiblesse des revenus n'est pas la cause de la pauvreté elle est l'effet de handicaps multiples. Ces personnes sont à la fois mal logées, en mauvaise santé, sans formation professionnelle ; elles vivent dans des zones dépourvues de petits équipements sociaux et leurs enfants sont mal ou insuffisamment scolarisés.

Bien entendu, la frontière entre ces deux groupes défavorisés est incertaine, et l'on passe aisément de l'un à l'autre : une maladie, un veuvage, une expulsion, ont toujours des incidences importantes chez des familles ou des individus dépourvus de réserves et dont les arrières ne sont pas assurés. Il arrive même qu'on descende dans un troisième groupe, celui des marginaux — groupe composé de quelques centaines de milliers de personnes — pour qui le cumul des handicaps, ajouté à un complexe d'échec, rend la réinsertion sociale très difficile.

Pour lutter contre ces deux

formes de pauvreté, que fait-on ? Que faudrait-il faire ?


Pour ce qui concerne la première, la « pauvreté financière », les remèdes sont évidents, ce qui ne veut pas dire aisés à mettre en œuvre. Le minimum vieillesse a plus que doublé en quatre ans. Il représente — en masse globale — plus de 30 % de l'impôt sur le revenu. Il faut poursuivre son amélioration, ce qui n'ira pas sans sacrifice pour les actifs pendant encore une dizaine d'années, période au bout de laquelle le nombre des personnes n'ayant jamais ou peu cotisé pour une retraite diminuera fortement. En ce qui concerne les actifs, l'objectif évident est le relèvement des bas salaires ; c'est l'enjeu des négociations qui s'engagent actuellement. Les syndicats comprendront-ils l'importance de cet enjeu en restant attachés à une stricte hiérarchisation des salaires ? C'est le premier obstacle, d'ordre psychologique. Le second est

(*) Ancien ministre, président du Courroux social-démocrate.

d'ordre économique : ce relèvement est-il compatible avec la reconstruction des fonds propres des entreprises, condition des investissements futurs ? Partout en Europe, les bas salaires coexistent avec un taux satisfaisant d'autofinancement. Reste les branches en péril compte tenu de la situation internationale (le textile par exemple, les constructions navales, etc.) et tout un secteur de petites et moyennes entreprises incapables de supporter un relèvement significatif des bas salaires. Pour toutes ces entreprises, il faut compenser ce relèvement par une atténuation des charges sociales.

Cette façon de faire éliminerait les ressources du budget social de la nation, dont l'équilibre est tendu. On voit mal comment éviter une fiscalisation accrue de ce budget. Les derniers comptes européens connus montrent qu'il est financé par l'impôt à hauteur de 11,5 % en France, 21,5 % en Allemagne et 42 % en Grande-Bretagne. Il est possible d'avancer dans cette voie sans chercher une harmonisation illusoire avec nos voisins.

(Lire la suite page 24.)



Banque de France

La Banque de France recrute

● LE PERSONNEL DE DIRECTION
de ses services centraux et de ses comptoirs par le voie du

concours d'adjoint de direction

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

2^{ème} cycle d'études supérieures
ou du
diplôme d'une grande école

de niveau équivalent

Date des épreuves écrites :
Samedi 7 et dimanche 8 octobre 1978
Inscriptions reçues jusqu'au 31 août

● LE PERSONNEL D'ENCADREMENT
de ses comptoirs par le voie du

concours de rédacteur

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

1^{er} cycle d'études supérieures
ou du
diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.

Date des épreuves écrites :
Samedi 9 et dimanche 10 décembre 1978
Inscriptions reçues du 25 septembre au 17 octobre.

Ces deux concours s'adressent aux candidats de nationalité française, âgés de moins de 26 ans au 1^{er} janvier 1978 (limite susceptible d'être prorogée).
Documentation et inscriptions à la Banque de France
Direction Générale du Personnel
Service du Recrutement et des Concours
397 rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone : 261.56.72 postes : 35-43 et 35-44

Lyon
sa filiale française (société britannique) recherche un...
doit proposer et mettre en...
estimation de la filiale sous ses...
coup, il se donnera comme...
sème d'analyse, de contrôle...
prise. Il veillera à la rentabi...
lité et des opérationnels, les...
stratégies dont il assurera...
le et financière supérieures,...
offi, il maîtrise suffisamment...
pouvoir les utiliser au sein...
de l'anglais est impérative...
sera sur l'expérience réelle...
Réf. A/3463M

125.000 F
société française d'ingénierie, recherche le Responsable de...
il a pour mission essentielle...
et de mettre à la disposition...
fonctionnelles privilégiées...
se, il aura à négocier et gérer...
gestion analytique du centre...
tre, personnellement respon...
sable et de la direction d'études...
niveau diplômé d'une grande...
informaticienne, âgé de 30 ans...
niveau acquis dans un service...
et de gestionnaire sont indis...
pensables. L'expérience réelle...
Réf. A/2706M

120.000 F
société de l'assainissement et...
président et possédant un impor...
tant rôle de ses filiales, société...
et résidentielle. Dépendant du...
secteur particulièrement perfor...
mant en matière de développe...
ment, de la négociation à la réali...
sation de projets, de la réalis...
ation de l'investissement et possédant...
dans un organisme traitant...
de l'assainissement. Ces fonc...
tions seront exercées. Réf. A/1029M

110.000 F
société d'un important groupe...
de l'industrie chimique, recherche...
un ingénieur chimiste, diplômé...
de l'Université de Paris, il sera...
responsable de la direction des...
activités de développement des...
produits de la division chimie...
de la division chimie. Ce poste...
implique une grande expérience...
de la conception, de la réalis...
ation de projets, de la réalis...
ation de l'investissement et possédant...
dans un organisme traitant...
de l'assainissement. Ces fonc...
tions seront exercées. Réf. A/1029M

100.000 F
société de l'industrie chimique...
recherche un ingénieur chimiste...
diplômé de l'Université de Paris...
il sera responsable de la direc...
tion des activités de développe...
ment des produits de la divis...
ion chimie. Ce poste implique...
une grande expérience de la...
conception, de la réalisation...
de projets, de la réalisation...
de l'investissement et possédant...
dans un organisme traitant...
de l'assainissement. Réf. A/1029M

90.000 F
société de l'industrie chimique...
recherche un ingénieur chimiste...
diplômé de l'Université de Paris...
il sera responsable de la direc...
tion des activités de développe...
ment des produits de la divis...
ion chimie. Ce poste implique...
une grande expérience de la...
conception, de la réalisation...
de projets, de la réalisation...
de l'investissement et possédant...
dans un organisme traitant...
de l'assainissement. Réf. A/1029M

90.000 F
société de l'industrie chimique...
recherche un ingénieur chimiste...
diplômé de l'Université de Paris...
il sera responsable de la direc...
tion des activités de développe...
ment des produits de la divis...
ion chimie. Ce poste implique...
une grande expérience de la...
conception, de la réalisation...
de projets, de la réalisation...
de l'investissement et possédant...
dans un organisme traitant...
de l'assainissement. Réf. A/1029M

90.000 F
société de l'industrie chimique...
recherche un ingénieur chimiste...
diplômé de l'Université de Paris...
il sera responsable de la direc...
tion des activités de développe...
ment des produits de la divis...
ion chimie. Ce poste implique...
une grande expérience de la...
conception, de la réalisation...
de projets, de la réalisation...
de l'investissement et possédant...
dans un organisme traitant...
de l'assainissement. Réf. A/1029M

Quels seraient les effets d'un relèvement du SMIC à 2400F?

(Suite de la page 21.)

Sur ces bases, les calculs ont alors abouti à deux sortes de résultats.

● Le gonflement de la masse salariale par rapport au 1^{er} janvier aurait été de 7,2 % ; soit, compte tenu de la progression des salaires intervenue au premier trimestre de cette année, une augmentation de 6,9 % par rapport à la situation du 1^{er} avril. En termes annuels, cela aurait représenté une progression de la masse salariale de l'ordre de 6 % par rapport à ce qui est actuellement prévu pour 1978 par le ministère des finances (12 %).

● La dégressivité de l'augmentation aurait été à peu près la suivante (par rapport au 1^{er} janvier) :

Pour un salaire mensuel brut au 1 ^{er} janvier de :	Augmentation (en %)	Nouveau salaire
1 744 F (SMIC)	37,6	2 400 F
2 400 F	10	2 640 F
2 900 F	9	3 161 F
3 900 F	7,5	3 225 F
3 500 F	4	3 640 F
6 000 F	1	6 060 F
9 000 F	—	9 000 F

C'est cette situation que décrit la courbe intermédiaire de la page 21 intitulée « hypothèse vraisemblable ».

Une autre formule d'accord a été calculée par M. Bégué correspondant à une majoration deux fois plus rapide pour le salaire qui était de 2 400 F au 1^{er} janvier (20 % au lieu de 10 %). Ce schéma de répercussion s'est révélé beaucoup plus coûteux, vu le grand nombre de petites salaires gagnant moins de 2 400 F par mois. Même avec un resserrement hiérarchique plus prononcé, il aurait été difficile de ramener l'effet de contagion à moins de 5,5 % de la masse des salaires concernés (au lieu de 4 % dans l'hypothèse précédente). De sorte qu'un total cette formule, plus généreuse au

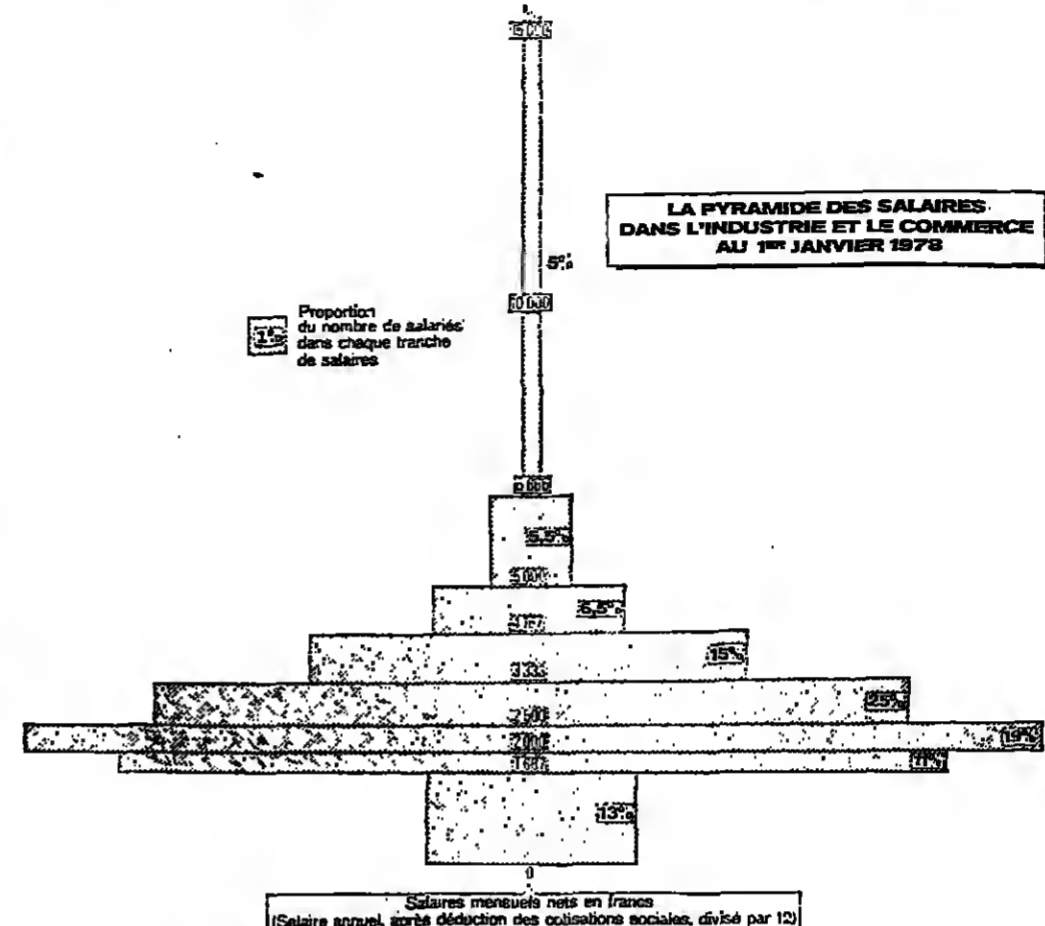
bas de l'échelle, aurait gonflé la masse salariale du commerce et de l'industrie de 9 % (au lieu de 7,2 % dans le cas précédent).

Tels sont les résultats de cet intéressant effort de prévision qui s'est déroulé en deux temps — cela ne dépendait pas de l'auteur — aurait permis de mieux cadrer le débat électoral sur la politique salariale à mener en France et évité bien des polémiques inutiles. Souhaitons qu'à l'avenir l'INSEE, conformément à sa vocation de service public, informe mieux l'opinion des enjeux et des conséquences des choix offerts.

Deux remarques

Deux remarques en terminant. Les calculs de M. Bégué ne portent que sur les salaires du commerce et de l'industrie. S'ils étaient étendus à l'ensemble des salaires, l'incidence d'un fort relèvement du SMIC apparaîtrait plus faible. Car si les salaires sont nombreux dans l'agriculture et les services domestiques, ils le sont beaucoup moins dans la fonction publique et le personnel munitaire locaux, secteurs sensiblement plus peuplés.

Seconde remarque : on ne peut, à partir de ces données, mesurer l'impact exact sur l'économie française d'un relèvement du SMIC à 2 400 F. Car l'incidence des 6 ou 7 % de masse salariale supplémentaire qui entraînerait dépendrait de la politique poursuivie. Au niveau des entreprises, la charge salariale supplémentaire entrant dans les prix de revient serait différente selon qu'une partie en serait — ou non — compensée par allègement de la fiscalité ou des cotisations sociales. L'auteur l'avait proposé le parti socialiste ; surtout si cet allègement était modéré pour être plus important dans les entreprises et les secteurs (2) où la proportion des petits salaires est plus grande. Au stade de la consommation,



l'incidence des revenus supplémentaires distribués varie et agit également selon que la politique des prix inciterait les salariés à acheter ce qu'ils gagnent, et selon que la politique fiscale encouragerait plus ou moins l'épargne. Il est donc souhaitable, pour compléter l'information des

Français, que l'INSEE aille au bout de sa démarche et cherche à mesurer les effets d'un SMIC à 2 400 F selon tel ou tel scénario de politique économique. On passerait ainsi du jeu intellectuel à la simulation sociale en grandeur presque nature. N'est-ce pas un objectif utile pour qui désire réconcilier les Français avec la statistique et, au-delà, avec l'économie, qui ne peut être, selon le mot d'un de ses inventeurs, que politique.

GILBERT MATHIEU.

(2) Habillement, cuir et peaux, bois, commerce agricole et alimentaire, hygiène, hôtellerie.

SPEEDWAY: un service d'urgence pour vos colis venant des USA.

24h un record ! pour venir des USA à Charles-de-Gaulle. 48 h pour livraison en province. Pièces détachées, plans, échantillons, maquettes, photos, films, documents... sont les clients favoris de SPEEDWAY. Demandez à votre correspondant aux USA l'expédition en SPEEDWAY SEABOARD et nous faisons le reste. Pour tous renseignements SPEEDWAY, appelez 862.41.74. SPEEDWAY est un nouveau service de la Seaboard World Airlines BP 10.319 - 95705 ROISSY - Aéroport Charles-de-Gaulle

vous êtes BACHELIER vous souhaitez vous orienter vers la GESTION D'ENTREPRISE

ipag Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion. Etablissement privé d'enseignement technologique supérieur reconnu par l'Etat (association loi 1901).

FORMATION EN 3 ANS alternant Stages en Entreprise et à l'Etranger - Etudes à l'Institut avec expérimentation active des techniques de gestion grâce à un corps enseignant issu de l'entreprise et à un matériel pédagogique adapté.

PROCHAINES SESSIONS D'ADMISSION : 30 Juin - 12 Septembre - 30 Octobre 1978

Information à l'IPAG - Mme PRIEUR 184, Boulevard Saint Germain 75006 Paris Téléphone 222.08.55

revue française de gestion

Désignés et cadres responsables des entreprises, hauts fonctionnaires et professeurs de gestion mettent en commun leurs expériences, recherchent sur les questions des entreprises et des organisations.

AU SOMMAIRE DU N° 15 (35 F) : — La petite entreprise aux Etats-Unis — Micro-informatique et gestion de la P.M.E. — La négociation sociale dans l'entreprise — De l'utilité du prix — Le sauvetage des entreprises en difficulté.

Numéro spécial : LE BILAN SOCIAL (240 pages : 50 F) Les recherches, les expériences, le dossier de la loi.

Abonnements : 5 numéros par an 170 F - Etranger 200 F Etudiants 120 F

ENSEIGNEMENT ET GESTION Les Cahiers de la FNEGE

Un instrument conçu pour les enseignants, chercheurs, responsables de formation d'entreprises spécialisé dans les différents domaines de gestion privée et publique.

AU SOMMAIRE DU N° 5 (15 F) : — Spécialité de marketing industriel — P.M.E. et universités aux Etats-Unis — L'enseignement de l'informatic dans les I.U.T. — Auxilières pédagogiques ou maîtres de conférences de travail.

Abonnements : 4 numéros 60 F - 10 numéros 300 F Etranger 100 F - 10 numéros 340 F

REVUE INTERNATIONALE PUBLIEE AVEC LE CONCORD DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

DEUX PUBLICATIONS DE LA FONDATION NATIONALE POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA GESTION DES ENTREPRISES FNEGE, 155, bd Haussmann - 75008 PARIS - Téléphone : 225 70 95

L'exode des campagnes s'accélère

(Suite de la page 21.)

Les vingt-vingt-neuf ans, classes pleines de l'après-guerre, qui bénéficient dans la catégorie des exploitants de la part des aides familiaux et qui sont, de ce fait, plus nombreux qu'en 1968. Grâce aux indemnités viagères de départ (374 000 distributions en 1977) et diverses subventions qui ont facilité environ 3 000 installations par an, les jeunes agriculteurs de dix-sept à dix-neuf ans, plus nombreux qu'en 1968, mais on peut s'attendre à voir leur nombre plus jointain. Dans les classes en deçà de vingt ans, les actifs agricoles sont aujourd'hui en

Les femmes changent de statut

Dans cette étude du recensement de 1975, l'auteur accorde un examen particulier à la population féminine. Les femmes sont en 1975 un peu plus nombreuses qu'en 1968. Elles ne sont plus que 610 000 en 1975 (— 8,8 % par an). A cela plusieurs explications : — Dans les ménages agricoles, elles sont plus nombreuses à exercer une activité dans un autre secteur de l'économie : 31 % en 1975, 19 % en 1968. — Le fort bataillon des aides familiales de 1968 (770 000) a fondu en 1975 (378 000) au rythme de 9,8 % l'an. Mais il s'agit plus d'une question de terminologie que d'une réelle disparition. Il y a en premier lieu des femmes de cinquante-cinq ans et plus qui sont plus volontiers en 1975 « inactives agricoles » qu'aides familiales. Il y a celles de vingt-cinq à cinquante-cinq ans qui prennent la tête de l'exploitation, leur époux ayant son activité principale en dehors de l'agriculture. Cette question de terminologie explique qu'en 1975 les deux recensements le nombre des exploitantes ait progressé. Elles représentent 16 % des

CAPELOU ELEMENTS

Le nombreuses combinaisons sont possibles avec nos éléments : photocopieurs, droits ou décalés, secrétaires, vitrines et étagères. La plupart de ces problèmes de place peuvent être facilement résolus. Nos éléments sont traités en VÉRITABLE BOIS (peint ou vernis) ou en CROQUIS ENCAUSTIQUES.

CAPELOU 37, AV. DE LA REPUBLIQUE - PARIS 11^e Centre Commercial de Paris - Téléphone : 567-46-36

LES DEMANDES D'EMPLOI ONT TRIPLÉ EN QUATRE ANS

DEPUIS 5 ANS, LES DEMANDES D'EMPLOI AUGMENTENT... ET LES OFFRES DIMINUMENT

JACQUES GRALL

Cette nouvelle présentation graphique des statistiques mensuelles de l'emploi ne tient désormais plus compte que des demandes et des offres non satisfaites en données observées, puisque le ministère du travail et de la participation a décidé de ne plus publier officiellement les chiffres en données corrigées des variations saisonnières. Mais ces nouvelles courbes permettent de mieux mesurer l'ampleur du chômage avant et après le début de la récession économique. On s'aperçoit ainsi que les demandes d'emploi ont presque triplé depuis juin 1974, tandis que les offres ont, dans le même laps de temps, diminué des deux tiers.

« La situation est préoccupante », reconnaissait le ministre du travail et de la participation, après la publication des statistiques de mai. Le nombre des demandes non satisfaites a baissé d'avril à mai, passant de 1 065 200 à 1 037 100. Mais, si cette évolution saisonnière, habituellement constatée à pareille époque, a été un peu plus favorable qu'en 1977 (— 2,6 % contre — 2,8 %), elle est restée, en mai 1978 (— 5,4 %), où l'on ne comptait que 848 300 chômeurs. En un an l'augmentation du nombre des demandes a été de 6,2 %, ce qui traduit une aggravation du chômage à un niveau inédit.

Même tendance pour ce qui concerne les offres d'emploi non satisfaites : hausse de 4,5 % d'avril à mai (94 600 contre 90 600), légèrement supérieure à celle d'avril à mai 1977 (+ 1,7 %), mais bien moindre que celle d'avril à mai 1976 (+ 9,8 %), où l'on recensait 134 400 offres.

A un millier près, le nombre des chômeurs secourus est resté stable : 648 300 en mai contre 649 200 en avril. Mais le nombre des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'attente (90 % du salaire brut) s'est encore accru, passant de 168 736 en avril à 171 973 en mai.

Les salaires

Le Monde collers et documents

CONTRACEPTION ET AVORTE

LA PRESSE QUOTIDIENNE EN M

COUN ECONO

THE CHAI

THE REQU

THE WOR

كوزا من الأصل

مگذا من الاصل

à 2400F?

Les salariés de Baccarat ont foi en l'avenir : ils sont devenus actionnaires

Lors de sa réunion de presse du 14 juin, le président de la République a relancé l'idée de l'actionnariat salarié. Peu auparavant, une usine de Lorraine, Baccarat, venait d'accomplir sa « révolution sociale » en offrant à ses employés la possibilité d'acquiescer des actions. Ceux-ci y ont souscrit pour un montant total de 656 000 francs, soit 7,1 % des parts du capital nouveau.

BACCARAT. Un nom qui sonne comme le cristal, bien sûr. Une ville bâtie autour de son usine comme d'autres autour de leur clocher. Une anomalie dans le climat social de la Lorraine : en 1978, au beau milieu des difficultés d'emploi que connaît la région, la Compagnie des cristalleries de Baccarat annonce que plus de la moitié de ses cadres et ouvriers sont devenus actionnaires. Certains vont même à l'achat d'actions d'une longue histoire, d'autres, au contraire, le point de départ d'une nouvelle étape. Dans un cas comme dans l'autre, on ne comprendrait rien à cette curieuse aventure si on n'avait en mémoire les origines et le passé de Baccarat.

C'est en 1864 que la « verrerie » fut fondée par Mgr de Montmorency-Laval, évêque de Metz. Il poursuivait un double but : redonner du travail aux milliers de Lorrains en chômage, freiner les importations des produits de Bohême. Si l'on ajoute que la verrerie sortit de terre en même temps que les logements des soixante-dix familles d'ouvriers, on aura pratiquement tout dit de Baccarat, ou, aujourd'hui comme hier, l'essor industriel s'est confondu avec le souci du progrès social.

Et bien entendu, on ne manquera pas de s'interroger sur la nature de ce progrès. Il fut un temps où l'on naissait et mourait à Baccarat, et aujourd'hui encore, les petites maisons dévolues aux ouvriers de la fabrique font penser à celles des corons avec tout ce que cela suppose d'attachement fidèle. Encore faut-il se méfier des comparaisons : une chose est de descendre dans la mine ; une autre de souffler le verre. Eloigné des grands centres urbains, Baccarat a, de tout temps, vécu en autarcie : l'assistance médicale et les écoles remontent à 1825, la caisse d'épargne mat-

son à 1820, la première caisse de retraite à 1859, le premier foyer d'enfants à 1869, la création d'un fonds de chômage à 1890. Comment voudrait-on, dans ces conditions, que les verriers ne se sentent pas chez eux de père en fils dans cette usine ? Et comment oublier qu'à Baccarat on ne peut faire autrement que d'aimer son métier. Métier d'art, d'artisan, d'artiste, métier où l'on travaille en équipe mais pas à la chaîne, où l'on profite de la pause pour aller voir ce qu'est devenu cet objet que l'on vous a retiré des mains encore tout chaud.

Aujourd'hui, les écoles et les crèches ont quitté l'usine « on ne se marie plus Baccarat », comme disent les ouvriers eux-mêmes, mais on n'en conserve pas moins un attachement viscéral au lieu

de travail. A la veille de la fin des congés payés, on voit les verriers par dizaines tourner autour des fours. Bon nombre d'entre eux ont la réaction type des fils de grandes familles : « Même si on critique notre entreprise, on n'admet pas que ceux de l'extérieur le fassent. »

Le sentiment de sécurité découlant de l'attachement à l'usine est attachement. Sécurité de l'emploi d'abord. Une politique commerciale dynamique permet à Baccarat d'être présent sur tous les grands marchés internationaux et la demande reste supérieure à l'offre. Si la cristallerie se garde d'y répondre en augmentant trop rapidement ses capacités de production, c'est qu'elle tient avant tout à sa renommée de perfection. Le visiteur ne manque pas d'être étonné par la légèreté apparente avec laquelle les verrières « balancent » les pièces de cristal dans la caisse aux rebuts. Environ 30 % de la production est quotidiennement sacrifiée au label perfection, le moindre défaut étant immédiatement dénoncé au cours d'un processus de fabrication qui fait intervenir entre vingt et soixante personnes.

descendant de La Fayette, voilà qui allait dans le droit fil des préoccupations sociales de Baccarat. Non sans lyrisme, il définissait ainsi la nouvelle étape devant ses employés : « Lorsqu'on apprendra, peu à peu, en France et dans les pays où nous exportons plus de la moitié de notre production, que les artisans du monde sont devenus, après deux siècles, les actionnaires de leur société, le nom de Baccarat sera auréolé d'une prestige nouveau. »

Au départ, les verriers étaient loin de partager l'enthousiasme de leur président, faute de bien comprendre ce qui leur arrivait : « Nous, pour mettre de l'argent

de côté, on ne connaissait ni la caisse d'épargne. On est d'origine rurale, méfiant, quoi ! Le patron voulait-il prendre notre argent ? Qu'est-ce que ça voulait dire souscrire une action ? »

Méfiance renforcée par l'intervention de la C.G.T., qui entendait ne pas s'en laisser conter par les beaux discours et qui réagit en ces termes : « Intéressant, mais pour qui ? Pour les patrons. Cela leur permet de disposer d'un certain capital non négligeable sans les moindres frais, et d'investir gratuitement sur le dos des ouvriers. » Et de mettre en garde les ouvriers contre une dépendance préjudiciable à leurs intérêts.

vingt. En second lieu, un certain nombre de salariés, surtout les jeunes qui se sont endettés d'autre part, ont dû regarder à la dépense.

Il reste que l'opération n'a pas entamé la confiance des milieux financiers. La preuve : l'action Baccarat est montée jusqu'à 304 francs, sans contrepartie véritable. Les actionnaires sont, en effet, pour la plupart, gens de Lorraine qui vendraient leurs meubles plutôt que de céder leurs titres. Si l'on ajoute que près de deux mille actions sont détenues par la Fondation de Chambrun (fonds social destiné aux retraités), on constate que 8,5 % du capital échappe aux actionnaires extérieurs.

Loin des villes et du bruit, Baccarat connaît peut-être une révolution silencieuse. Ses verriers et ses cristalliers n'en continuent pas moins de modeler avec fermeté la pâte vitrifiée. Nous les avons vus mettre la dernière main au service en décor d'art au chiffre du roi Hassan II, préparé les verres au monogramme d'Air France, comme ils avaient forgé les centaines de pièces commandées par l'empereur Bokassa. C'est avec la même fermeté qu'ils figent les enluminures des passe-papiers que le chef de place emboîtait de cristal en un geste ancestral.

S'ils sont devenus en partie propriétaires de leur entreprise, c'est presque par nature. Il leur paraît juste qu'après lui avoir appartenu, elle leur appartienne. FRANÇOIS SIMON.

Le four le plus moderne

Politique commerciale, qualité du produit, mais aussi investissements. C'est à Baccarat que l'on trouve le four le plus moderne et le plus sophistiqué du monde, construit sur les indications des techniciens de l'usine par un ingénieur travaillant pour la NASA. Mis en route en août 1977, il a nécessité un investissement de 5 500 000 francs. Un autre est en construction. La plupart des machines qui viennent diminuer la peine de l'ouvrier (chaîne de transports, des pièces, outils de manutention, etc) ont été conçues sur place. La mécanisation ne doit pas contredire la part manuelle et artistique qui revient à l'ouvrier.

Pour le reste, ce dernier a pris l'habitude de faire confiance, pas tellement par attachement, mais parce qu'il s'y retrouve. Les choses vont sans heurts et dans le même sens. Etre nommé meilleur ouvrier de France reste un honneur particulièrement envié.

Recevoir la médaille du travail compte toujours parmi les grandes heures de la vie. Et ce dans une entreprise où la moyenne d'âge est très jeune (vingt-sept ans).

Même l'émigré, celui qui arrive de Longwy où il ne voulait pas être miné, pour rejoindre sa femme et s'en félicite : le foyer des jeunes installés à l'extérieur de l'usine, la nature toute proche, les activités culturelles et sportives de la ville au conseil municipal de laquelle figurent six membres des cristalliers — l'aident à s'adapter rapidement.

Les revenus globaux annuels (tous avantages inclus) varient entre 44 000 francs pour un ouvrier verrier ayant son G.A.P. et 71 000 francs pour un chef de place verrier ayant quinze ans de service. Ils sont compris entre 63 000 et 83 000 francs pour un agent de maîtrise (quinze ans de service), entre 80 000 et 95 000 francs pour un cadre moyen et entre 103 000 et 108 000 francs pour un cadre supérieur. Le logement gratuit, fourni par l'usine ou par le patron, est un avantage maintenu depuis plus de deux siècles à la demande des intéressés. Le président du conseil d'administration, quant à lui, a tenu à ne jamais recevoir ni salaire ni frais de représentation.

On comprend dès lors que l'idée d'un actionnariat salarié soutenue par le président du conseil d'administration de la compagnie des cristalleries de Baccarat, M. René de Chambrun, et réalisée à la demande des cadres et du comité d'établissement n'ait pas eu de difficultés à s'imposer. Depuis 1968 — le joli mois de mai a eu aussi ses retombées en Lorraine — un accord d'entreprise, renouvelable tous les deux ans, a été signé par tous les partenaires sociaux, hormis la C.G.T. qui n'avait pas de délégué à l'époque et qui reste à ce jour minoritaire (à peine 10 % des voix aux dernières élections au comité d'entreprise). L'article de l'accord signé le 31 mai 1976 ouvrait aux salariés la perspective de devenir actionnaires.

Pour M. René de Chambrun,

Les garants de l'avenir

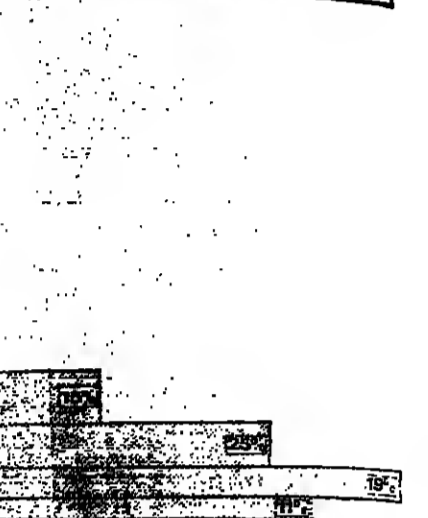
Cependant, dans la plupart des foyers, on avait fait ses comptes : un placement à 11 % exonéré d'impôts, dans une affaire qui marche — on est là pour le savoir — n'était pas à négliger. Progressivement l'idée s'imposait qu'on ne réalisait pas seulement un bon placement, mais que, selon le mot de plusieurs d'entre eux, « on aura notre mot à dire dans les grandes occasions : on devient les garants de l'avenir ».

Comment ? Nul ne le sait encore très bien et ce n'est pas ce qui a vraiment déterminé les souscripteurs. Leur confiance dans l'entreprise leur suffisait, de sorte que cinq cent soixante-cinq d'entre eux, soit près de

80 % de ceux qui pouvaient y prétendre, ont acheté cinq mille huit cent vingt parts sur les dix mille qui étaient libérées par augmentation de capital. Les actionnaires, unanimes, avaient renoncé à leur droit de préemption.

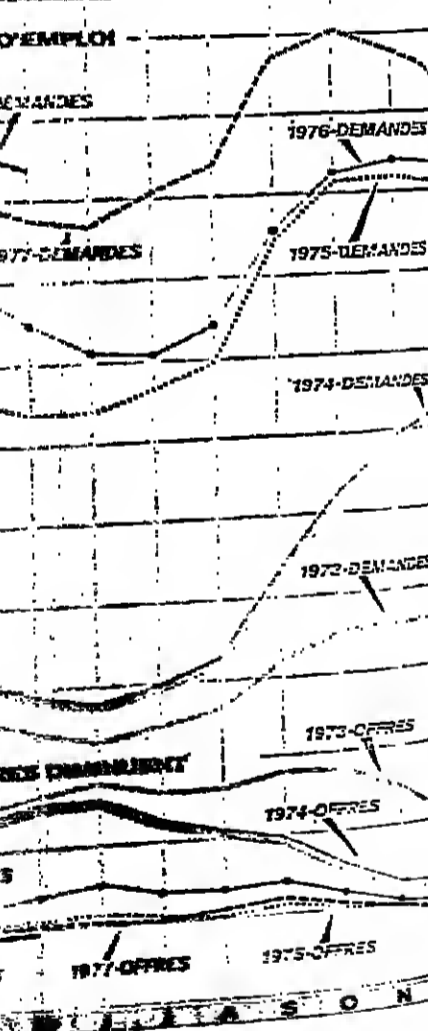
Le capital de la société, cotée à la Bourse de Nancy, est divisé en 81 420 actions. Au moment de l'opération, le cours des actions était de 280 francs, mais les membres de l'entreprise pouvaient les acquérir au prix de 190 francs. Si la totalité des dix mille actions libérées n'a pas été souscrite, cela tient tout d'abord au fait que plus de

LA PYRAMIDE DES SALAIRES L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE AU 1^{er} JANVIER 1978



Fransais avec la statistique... GILBERT MATHIEU.

ANDES D'EMPLOI EN QUATRE ANS



Le Monde dossiers et documents
Numéro de juin
CONTRACEPTION ET AVORTEMENT
LA PRESSE QUOTIDIENNE EN MUTATION
Le numéro : 3 F
Abonnement un on (10 numéros) : 30 F

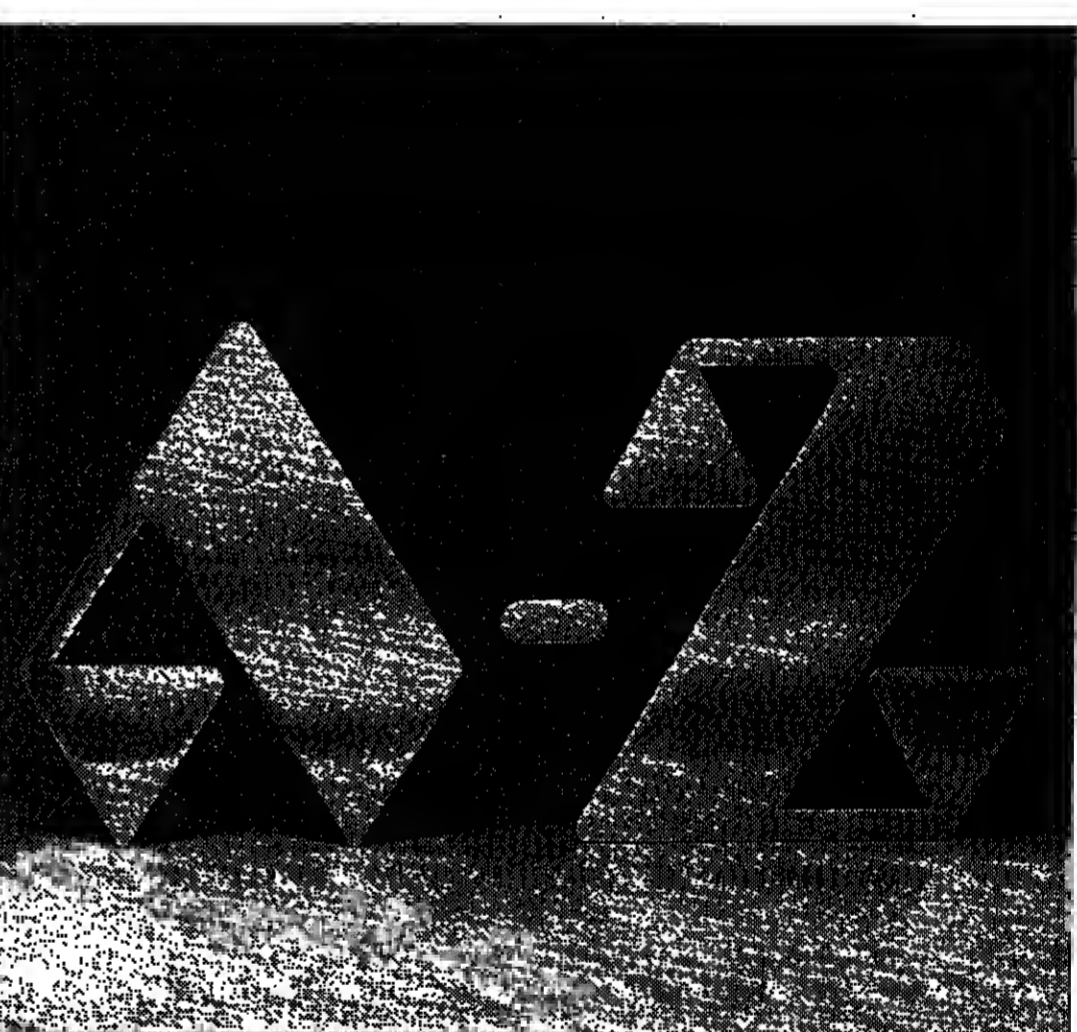
COUNTRY ECONOMISTS
THE CHALLENGE
The World Bank, the leading international institution in the field of economic development, promotes progress in developing countries through project financing and policy advice. To face this challenge the World Bank offers a unique working environment where highly qualified staff have wide ranging responsibilities from country and sector policy analysis to project evaluation and supervision. Staff reside in Washington, D.C., U.S.A. but work demands frequent international travel.

THE TASKS
Participate and eventually lead missions to borrowing countries to prepare in-depth reports analyzing their socio-economic developments and prospects, focusing particularly on: (1) macroeconomic issues involved in the mobilization and efficient use of resources to finance and accelerate development; (2) public sector operations and investments; (3) employment and poverty; and (4) sectoral issues and policies on agriculture, industry, etc. These reports are the basis of dialogue between the World Bank and the borrowing country on socioeconomic policy. Country economists also play a key role in designing the World Bank's country lending strategies and programs, and provide higher management with analysis and policy recommendations necessary for its lending decisions.

THE REQUIREMENTS
A postgraduate degree in economics (preferably a doctorate) with emphasis on macroeconomic fields. Experience and proven capability in analysis and policy advice on economic development and related issues as well as a good command of English are essential. Experience in developing countries and knowledge of French, Spanish, Portuguese or Arabic are highly desirable.

Salaries are based on qualifications and experience.

THE WORLD BANK
Please send detailed personal resume in English quoting ref. 78-1-00401 to:
The World Bank
Recruitment Division - 1818 H Street, N.W.
Washington, D.C., 20433 - U.S.A.



Abecor: les plus grandes banques d'Europe vous offrent un service international complet.

Avec des actifs supérieurs à 200 milliards de dollars auxquels s'ajoutent les compétences conquises de sept grandes banques européennes — dont le **BANQUE NATIONALE DE PARIS** en France — Abecor est devenu le plus important organe de coopération bancaire en Europe.

Un service complet : Les banques du groupe Abecor sont en mesure de vous offrir tous les services, depuis l'information économique ou le conseil financier jusqu'à n'importe quel type de prêt ou de crédit.

Une dimension internationale : Abecor est présent dans 120 pays répartis sur les 5 continents.

La volonté de vous aider : Abecor estime que ses services doivent être aussi simples et aussi rapides que possible. Il vous suffit, en France, de prendre contact avec l'agence de la **BANQUE NATIONALE DE PARIS** qui tient votre compte.

Dans les autres pays, adressez-vous à la banque Abecor du pays.

Banques membres d'Abecor :
Algemeene Bank Nederland
Banca Nazionale del Lavoro
Banque Bruxelles Lambert
Banque Nationale de Paris
Barclays Bank
Bayerische Hypothek- und Wechsel-Bank
Dresdner Bank
Membres associés :
Banque Internationale à Luxembourg
Osterreichische Länderbank
Membre associé spécial :
Banque de la Société Financière Européenne

La B.N.P. est la banque Abecor en France.

Le bond en avant de la sidérurgie chinoise

DANS leurs horizons 1984, les Chinois donnent à la sidérurgie un rôle central. La production devrait atteindre 60 millions de tonnes d'acier-lingot, objectif lié à la création de cent vingt grands projets industriels, dont dix nouveaux combinats sidérurgiques, neuf complexes de métaux non ferreux, huit nouvelles mines de charbon, sans parler de la modernisation des mines existantes, des gisements de pétrole et de gaz naturel, six grandes voies ferrées, cinq ports principaux. On imagine les énormes besoins en acier d'un pareil programme à côté de ceux de l'agriculture : mécanisation de la riziculture (tracteurs et pompes d'irrigation) et grands travaux hydrauliques.

Même si une part substantielle des nouveaux équipements est importée, la sidérurgie chinoise se trouve accrue à une rigou-

reuse expansion. Or, avant de s'accroître, la production doit rattraper le temps perdu au cours de ces dernières années où la production a reculé : grèves, dissensions provoquées par le « groupe des quatre » (ou attribuées à eux) dans les usines désordres dans les transports... Lors d'un entretien à Pékin, nos interlocuteurs chinois nous donnent les chiffres suivants : de 1973 à 1974, la production d'acier-lingot passe de 20 à 26 millions de tonnes ; dans les deux années qui suivent, elle dépasse à peine 20 millions de tonnes. De son côté, le président Hua Kuo-feng évoque devant l'Assemblée nationale chinoise une perte globale de 28 millions de tonnes pour la période 1974-1976. Quant aux importations d'acier laminé, elles augmentent d'une moyenne de 3 millions de tonnes par an en 1972 et 1973 à près de 5 millions en 1977, principalement du Japon.

Anshan, le plus grand combinat

Nous voici au cœur de la Ruhr chinoise avec ses villes industrielles dont le premier démarrage date de l'occupation japonaise avant 1945. Les anciens quartiers grossissent de vastes immeubles en briques rouges construits après 1949 autour des multiples usines : équipement électrique, machines, industrie automobile, biens de consommation depuis les bicyclettes jusqu'aux montres.

L'aciérie d'Anshan reste encore aujourd'hui, et de loin, le plus grand combinat sidérurgique de Chine. Ses débuts remontent à l'après-guerre, et la production

atteint un peu plus de 1 million de tonnes. Un gros programme d'expansion débute en 1959 avec la collaboration des Soviétiques. Au premier laminoir s'en ajoute un second et plusieurs autres unités de production.

L'œil vit la casquette en arrière, un des ingénieurs du laminoir n° 2 nous accorde un long entretien. La capacité initiale du laminoir est portée de 2,1 millions de tonnes d'acier laminé à plus de 3 millions grâce à diverses innovations techniques et à de nouveaux équipements chinois au cours des années 60. Ainsi, la production atteint

3,3 millions de tonnes en 1972 et 3,57 millions en 1973. La situation se gâte par la suite, et en 1974 le tonnage produit est ramené à 2,1 millions de tonnes, en 1975 à 2,94 millions, en 1976 il n'est encore que de 2,49 millions. L'an dernier, par contre, le laminoir retrouve le niveau de 1973, et en 1978 il devrait sortir 4 millions de tonnes.

Si l'on ajoute la production de l'autre laminoir (plus petit) on arrive à environ 5 millions de tonnes d'acier laminé pour 1973 et 1977, soit autour de 6 millions de tonnes d'acier-lingot.

Quels sont les problèmes majeurs d'Anshan ? Il s'agit tout d'abord de renouveler l'équipement devenu beaucoup trop vieux. Un nouveau haut fourneau (n° 7) a été inauguré à la fin de 1977 : capacité 2 580 mètres cubes, 3 500 tonnes de fonte par jour, deux heures quarante minutes par coulée. Le plus grand du pays il remplace deux anciens. Tout son équipement est chinois. Pour l'acier Anshan compte vingt-quatre fours

Martin en voie de remplacement par des fours à oxygène (procédé L.D.), dont deux ont été installés en 1975.

Autre priorité : la gestion de l'entreprise fortement ébranlée depuis quelques années. Le comité révolutionnaire a été supprimé pour revenir à l'ancien système où les directeurs, chefs d'atelier ou d'autres unités sont responsables des activités avec la supervision du comité du P.C. Du même coup, il faut rétablir une discipline plus stricte.

Une partie du personnel a bénéficié de hausses des salaires selon les directives générales appliquées à la fin de 1977. Quant aux primes à la production, elles ne sont pas encore réapparues dans le grand laminoir, où la question est à l'étude. Elles sont, en revanche, déjà introduites dans d'autres unités.

Pour terminer, notre hôte aborde la pollution qui prend des proportions inquiétantes, et le ciel bouché de fumées orange, grises ou blanches.

tes aciéries, dont Anshan qui devrait augmenter sa production de 1 million de tonnes. Le coût total des biens d'équipement importés se situe autour de 12,4 milliards de dollars, dont 3 à 4 milliards par nouveau combinat. De son côté, Nippon Kokan espère entreprendre la modernisation et l'expansion de l'aciérie de Shichangshan (production 1,6 million de tonnes en 1973).

Les Japonais sont en train de se tailler la part du lion. Les entreprises occidentales et amé-

Des délais très serrés

Nul ne contestera la rationalité de ce programme qui s'inscrit dans un effort en vue de stimuler et moderniser la production d'un pays de 950 millions d'habitants. Le point qui laisse perplexité tient à la brièveté des délais.

Entre 1972 et 1975, la Chine a importé pour 3 milliards de dollars d'usines clés en main ou de gros équipements comme les laminoirs de Wuhan. Or, dans maints cas, des retards d'un à deux ans sont survenus à la suite de difficultés qui n'étaient pas toutes d'ordre politique : niveau de la main-d'œuvre et des cadres aux prises avec des techniques très avancées, transports, électricité et autres questions toujours délicates à planifier.

Le programme actuel va beaucoup plus loin. La remise en ordre de l'économie et le

ricaines risquent de n'obtenir que des commandes pour quelques machines. D'une part, il existe une complémentarité bien plus efficiente entre le Japon et la Chine qu'entre celle-ci et les pays occidentaux. D'autre part, facteur majeur, les Japonais ont atteint une supériorité technologique écrasante en sidérurgie (très forte productivité, bas coûts de production) par rapport aux États-Unis et à l'Europe. Celle-ci doit surtout se contenter de modestes exportations d'acier vers la Chine.

sens pratique des dirigeants chinois devraient faciliter la réalisation des objectifs ; par contre un manque de cadres techniques risque de se faire sentir, surtout dans les premières années, avant que la remise en ordre des universités ne porte ses fruits. Souvenons-nous, en effet, que de 1968 à 1976 la formation universitaire a été très gravement perturbée. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles la modernisation de l'éducation et le renforcement des exigences représentent l'une des quatre grandes priorités nationales.

Deux autres groupes de facteurs vont se révéler délicats, au moins dans les premières années, ce sont les transports et l'énergie nécessaires aux nouvelles aciéries.

GILBERT ETIENNE.

Les nouvelles étapes

On peut aussi dresser (voir également l'article d'Alain Jacob, ci-dessous, sur Wuhan) l'inventaire des tâches qui attendent la quasi-totalité des aciéries existantes : remplacement des équipements anciens et modernisation des techniques, agrandissement des entreprises, renforcement de la gestion, accroissement de la productivité... La production d'acier peut ainsi gagner plusieurs millions de tonnes ; toutefois, il est évident que, pour

atteindre les 60 millions, il faut de nouveaux combinats. Dans cette perspective, les Chinois optent pour les techniques de pointe liées aux économies d'échelle.

Le ministère de l'acier est en pourparlers avec la Nippon Steel pour la création de trois aciéries de 6 millions de tonnes chacune à Changai (l'accord aurait été conclu en mai) dans le Hoppel et dans le Shanai, ainsi que pour la modernisation d'au-

Une aciérie saisie par la politique

« PLUS de 7 000 tonnes d'acier par jour » : c'est à peu près la seule indication précise que les responsables du vaste complexe sidérurgique de Wuhan — situé en Chine centrale, au bord du fleuve Yangtsé, — l'un des plus importants de Chine, consentent à livrer sur la production actuelle de leur entreprise. Le reste concerne presque uniquement le passé.

Les usines ont beaucoup souffert, nous dit-on, des troubles des dernières années et, de 1974 à 1976, les pertes enregistrées sur la production d'acier sont évaluées à 2 millions de tonnes. La situation s'est fortement améliorée depuis : en 1977, la production a été accrue de plus d'un tiers par rapport à 1976 ; pendant le premier trimestre de 1978, elle a été « beaucoup plus élevée » que pendant le même période l'an dernier.

Pour en savoir un peu plus, notamment quant à l'avenir, il faut s'adresser aux techniciens étrangers, japonais et allemands, qui travaillent non loin de là. Car tout à côté de l'écueil complexe, qui fonctionne depuis vingt ans, s'édifie un nouvel ensemble d'importance comparable. Aux quatre haute fourneaux existants viennent de s'en ajouter trois nouveaux. En aval, quatre unités sont en construction : une de coulée continue d'une capacité annuelle de 1,5 million de tonnes (équipement ouest-allemand), un laminoir à chaud d'une capacité de 3 millions de tonnes (japonais), un laminoir à froid pouvant traiter 1 million de tonnes en aciers minces (allemand), un électrolyseur de galvanoplastie (japonais).

L'ensemble de ces quatre unités représente un investissement de

l'ordre de 650 à 700 millions de dollars. Il est assez difficile, compte tenu de la discrétion des autorités, de se faire une idée précise des capacités globales du futur complexe. Bien que volantes, il semble, d'autre part, que les installations en cours et nouvelles soient destinées à fonctionner de manière relativement indépendante, l'acier produit par les premières n'étant pas adapté aux ateliers de traitement des aciers.

De façon très approximative, cependant, les chiffres de production possibles seraient de 2,5 à 3 millions de tonnes pour les installations anciennes — ce qui correspond, en gros, au chiffre de production journalière

Accidents du travail

De toute évidence — et ses responsables n'en font guère mystère, — le complexe sidérurgique de Wuhan se relève à peine, et difficilement, d'une longue période de désorganisation. Peu de détails sont donnés à ce sujet du côté chinois. Mais on apprend, par exemple, de sources japonaises, que l'atelier de galvanoplastie est en retard d'un an et que le nouveau laminoir à chaud, qui aurait dû commencer à fonctionner dès le mois de juillet 1977, n'est prêt que vers la fin de 1978.

Tous les problèmes sont-ils désormais réglés ? Les dirigeants qui nous reçoivent ont intégré le fait que la « bande des quatre » a la responsabilité des difficultés de ces dernières années et affirment qu'avec « un moral élevé » l'ensemble du personnel — quatre-vingt-dix mille salariés, dont plus de six mille ingénieurs et techniciens — « redoublent aujourd'hui d'énergie ».

De multiples indices font néanmoins penser que, si la production a

été plus haut, — dont les fabrications se limiteraient essentiellement à des produits tels que rails, matériaux de construction, etc. Les nouveaux haute fourneaux ne peuvent, pour leur part, produire plus de 2 millions de tonnes par an, ce qui est insuffisant pour alimenter la seule aciérie à chaud construite par les Japonais. La production locale doit donc être complétée par des apports extérieurs en acier brut, en provenance notamment de Changhaï. A la différence des premières, les nouvelles unités produiront essentiellement des aciers fins dont une partie pourrait être destinée aux constructions militaires et aéronautiques.

fortement augmenté, diverses questions restent en suspens : la santé du complexe laisse encore à désirer. Les réticences des responsables à parler du fonctionnement de l'entreprise sont un premier signe, surtout par contraste avec la clarté au moins relative avec laquelle, dans d'autres établissements, les dirigeants acceptent de répondre aux questions des visiteurs.

Sans être expert, il suffit, d'autre part, d'ouvrir les yeux pour comprendre que tout ne va pas pour le mieux dans les relations entre le personnel et la direction. Les installations des aciéries de Wuhan sont plus récentes que celles d'Anshan, que nous avons visitées au début de 1976. Le sérieux du travail y semble pourtant à peine mieux assuré, et parfois moins bien. Les vêtements protecteurs d'usage devant les hauts fourneaux sont en mauvais état, la part du casque est rare et l'on a même la surprise de voir un homme torse nu pousser une charrette à proximité

d'un four en cours de chargement. A en croire nos interlocuteurs officiels, le taux annuel d'accidents du travail — qualifiés de « mineurs » — ne dépasserait pas cependant « un à deux pour mille ».

Les mêmes responsables admettent que les conditions de travail ne sont pas bonnes, mais assurent qu'un ensemble de « mesures positives » sont prises pour y remédier : contrôle médical régulier et obligatoire, climatiseur, renforcement des rations alimentaires et surtout campagne d'éducation pour le respect des règles de sécurité. D'une manière générale, toutefois, la réponse la plus fréquente aux questions posées à ce sujet est que, et la situation n'est pas idéale, l'« enthousiasme socialiste » y remédie.

La direction elle-même semble encore en proie à diverses incertitudes, car des orbes déjà révolus dans d'autres entreprises

restent ici en suspens. En ce qui concerne, par exemple, la rémunération des travailleurs, on admet que les motivations « politiques » doivent être complétées par des « encouragements matériels ». Mais les mesures à prendre en ce sens ne sont pas encore à l'état de projet. Plus significatif peut-être est le fait que la complexité n'a pas encore remplacé son comité révolutionnaire par ce que M. Hua Kuo-feng appelait, dans son rapport à la cinquième Assemblée nationale populaire, « le système de responsabilité du directeur ». Des instructions sont attendues, nous dit-on, des autorités supérieures.

Cela veut signifier que le pouvoir n'a pas encore pris de décision sur la forme de gestion qui doit être appliquée dans une entreprise de cette taille et complexe d'Anshan. L'incertitude peut aussi résulter de délicates discussions concernant la

reconduction des dirigeants actuels ou la nomination d'hommes nouveaux. Qu'une sérieuse reprise en main ait, en tout cas, été nécessaire à ce niveau autant qu'à celui de la base ne saurait faire de doute : plus d'un en est le témoin après la chute de la « bande des quatre », la Quatrième du peuple annonçait le 16 avril, que l'ancien dirigeant du complexe sidérurgique de Wuhan venait de laisser l'objet d'une profonde « réorganisation » et que « trente-quatre camarades d'un haut niveau de conscience » avaient été sélectionnés pour en faire partie.

ALAIN JACOB.

(1) Dans son rapport à la cinquième Assemblée, M. Hua Kuo-feng avait indiqué que les comités révolutionnaires hérités de la révolution culturelle seraient supprimés dans les unités de production, « à l'exception des aciéries, des usines chimiques et minières qui justifient le pouvoir de l'échelon de base et la gestion économique ».

Les deux pauvretés

(Suite de la page 21.)

Pour ce qui est de la « pauvreté-cumul de handicaps », les remèdes ne sont pas simples. Multiplier les prestations sociales — qu'il s'agisse de prestations spécialisées ou de la définition de nouveaux minima sociaux, c'est créer ou perpétuer une mentalité d'assistés. C'est surtout appliquer un cadre sur une jambe de bois. Il faut agir sur les causes, non sur l'effet.

C'est à cet effet qu'a été créé le groupe interministériel Habitat et Vie sociale. Doté de moyens non négligeables, il a pour ambition de faire disparaître de la carte de France une cinquantaine de « zones grises » où ce

cumul de handicaps est flagrant. Il entend agir simultanément sur les conditions de logement, l'environnement, la formation de l'emploi. Sa structure permet en effet des actions coordonnées de cinq ou six administrations qui, habituellement, travaillent en ordre dispersé.

C'est dans ce même esprit de promotion et d'autonomie des individus et des familles que la Communauté a organisé une finance dans six pays des départements de lutte contre la pauvreté dont la leçon ne peut pas encore être tirée.

De même, les secrétariats d'état au logement, à l'action sociale et au travail ont signé l'an dernier, avec l'Union nationale des fédérations d'organismes d'H. L. M., une convention qui doit permettre de mieux loger des catégories exposées (personnes isolées, âgées, familles nombreuses, jeunes ménages, handicapés, etc.) et de coordonner les actions en leur faveur. Les praticiens de l'action sociale savent bien, par exemple, qu'une intervention précoce auprès d'une famille qui cesse de payer son loyer évite souvent une expulsion, donc l'éclatement et l'effondrement de cette famille. Encore faut-il être informé à temps, ce que la concertation entre services sociaux doit permettre.

Il est, enfin, un mode d'action contre la pauvreté commun aux deux formes qu'on vient de schématiser. Quand on regarde l'histoire ou les structures sociales des autres pays, on peut comprendre la pauvreté, voire l'admettre. Mais, ce qui est difficilement supportable, c'est le phénomène de reproduction sociale, c'est-à-dire qu'un homme soit condamné à la pauvreté parce qu'il est né pauvre. L'inégalité, en principe égale pour tous, est un moyen de rapprocher les caractères des enfants d'un même pays ; il en est un autre qui fait employer avec ténacité : c'est donner à tous les enfants un environnement à peu près semblable. Cela signifie des espaces verts, des aires de jeux, des équipements sportifs, culturels et sociaux à peu près identiques, quels que soient les quartiers. Une aide différenciée aux communes, inversement proportionnelle à leur richesse, peut contribuer à cette harmonisation de l'environnement des jeunes Français.

La lutte contre la pauvreté est-elle compatible avec la situation de la France, notamment avec les contraintes internationales actuelles ? La réponse est oui, pour quatre raisons. Les deux sont d'ordre moral et les deux autres d'ordre économique. Des sacrifices sont à demander à tous ; ils seront d'autant plus faciles que les conditions de travail seront plus équitablement partagées et que les plus défavorisés verront que leur condition est prise en considération.

Par ailleurs, dans ce contrat social qui lie entre elles les personnes qui vivent sur le même territoire, on trouve une clause implicite : celle de la solidarité qui va de l'homme en état de porter des armes vers celui qui ne peut se défendre, du bien portant vers le malade, de l'homme en âge de travailler vers le vieillard, des familles aisées vers les plus démunies. Au-delà d'un certain « écart social maximum », le contrat est rompu.

La première considération économique est la suivante : des secteurs entiers de la production nationale ne peuvent se maintenir ou progresser sans une demande du marché intérieur. Cette demande qui peut venir surtout des catégories sociales dont les besoins sont encore grands (1). La seconde considération économique tient au fait que, passé un certain seuil de pauvreté, une population défavorisée, loin de concourir au progrès général de la société, lui coûte cher. Elle fournit de gros contingents aux hôpitaux, aux centres d'hébergement, aux centres de post-cure, au prisonnier, des familles qui, en termes économiques, font des trous dans les comptes nationaux. Ces établissements coûteux dépasseraient les sommes consacrées à mieux faire participer les familles les plus défavorisées au « bon-être de l'ensemble de la population ».

Autrisme et égoïsme commandent donc de mener une action résolue dans ce domaine. Il peut être, tel doit être, l'ensemble d'une politique de rendre à la France, en même temps que sa vigueur, plus de cohésion et d'unité.

RENE LENOIR.

(1) C'est ce qu'indique par exemple le rapport Nora, page 44 : « Le testement des dépenses traditionnelles est en partie lié à une structure déterminée des patrimoines et des revenus... »

La CAECL est un établissement public national géré par la Caisse des Dépôts. L'emprunt Printemps 1978 a pour objet de permettre aux collectivités locales (régions, départements, communes, etc...) de financer leurs équipements publics et d'améliorer ainsi la qualité de l'environnement où vous vivez.

Caractéristiques : Obligations de 1.000 F nominal cotées à la Bourse de Paris. Amortissement : En 15 ans en 10 séries égales. Triple sécurité : - la garantie de la CAECL elle-même - la propre garantie des collectivités locales ; ce sont elles qui utilisent l'argent et le Code Communal leur fait obligation de rembourser le montant de leurs emprunts et d'assurer le paiement des intérêts. - le fait que la Caisse des Dépôts soit chargée de la gestion de la CAECL.

Souscription sans frais auprès des comptables du Trésor (trésoriers, receveurs, percepteurs), des Banques, des Caisses d'Epargne et dans les bureaux de poste.

les CAECL des collectivités locales

56, rue de Lille 75007 Paris

UN CONCOURS réservé aux **DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR** AGÉS DE 21 A 26 ANS

(Les candidats masculins devront être libérés de leurs obligations militaires)

aura lieu le LUNDI 2 OCTOBRE 1978 pour le recrutement de

INSPECTEURS DE LA **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

Renseignements et inscriptions : écrire avec curriculum vitae détaillé au

SERVICE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

2, rue Edouard-VII, PARIS (9^e) ou téléphone au 266-64-00 (postes 29-68 ou 22-67). Date de clôture des inscriptions : 8 septembre 1978.

CONCOURS DU MO... Tout re... Un dimanche pas... bops bellifontal... GYMNASIUM... Université...

مكتبة من الأصل

كندا من الأصل

SPORTS

LA XI^e COUPE DU MONDE DE FOOTBALL EN ARGENTINE

Tout reste possible

Il faudra attendre mercredi 21 juin pour savoir qui, dans la groupe A, des Pays-Bas, de l'Italie ou de la R.F.A. jouera la finale et qui, dans le groupe B, du Brésil ou de l'Argentine, sera le deuxième qualifié.

La partie s'équilibre car à une domination territoriale des Néerlandais les Allemands répondraient par des coups forts dangereux, notamment des coups francs de Bonhof qui, à chaque fois, mataient le gardien batave Schrivers en danger.

Quant à l'autre match du groupe A, l'Italie s'est défait de l'Autriche par la plus petite des marges : 1-0. Pour sa qualification pour la finale du 25 juin, l'Italie doit maintenant battre les Pays-Bas en raison du nombre de buts marqués inférieurs.

Un dimanche pas comme les autres à Rosario

Rosario. — Ce devait être le sommet de cette Coupe du monde, l'opposition entre les deux champions du continent américain, l'Argentine et le Brésil. Ça ne fut qu'une triste illustration de ce Mondial du caillou et de la peur.

De mémoire d'habitant on n'avait, bien sûr, jamais vu ça. Un ami argentin nous racontait la tristesse des dimanches ordinaires. Rosario vit de son port, de ses petites industries et du commerce essentiellement tenu par des immigrants génois.

exagérée encore par le football : les Argentins font un complexe des trois victoires du Brésil en Coupe du monde. Les Argentins ont gagné les deux autres rencontres entre les deux pays resté favorable à l'Argentine, avec vingt-sept victoires pour vingt défaites et neuf matchs nuls.

Les habitants de Rosario ne sont pourtant pas prêts d'oublier ce dimanche pas comme les autres. A l'heure où les derniers tramways quittaient les abords de l'Hotel des Brésiliens, en plein centre ville où ils ont passé une partie de la nuit à crier « Argentina ! ».

Le stade de Rosario n'est pas aussi grand que celui de River-Plate. Avec ses quatre mille places, il est prêt à accueillir un match de football de niveau international.

Malgré la rentrée de leur avant-centre Leopoldo Luque, jamais les Argentins n'ont vraiment réussi à prendre le dessus sur les Brésiliens, bien remontés au centre du terrain pour enrayer les offensives brésiliennes.

Déjà, de toute la province de Santa-Fé, voitures et camions surchargés de personnes venues de bien et de blanc convergent vers la centre de Rosario. A midi, l'air est déjà saturé.

L'occasion était d'autant plus exceptionnelle, ce dimanche, que l'adversaire était le Brésil. Depuis leur création on sait que les deux États n'ont cessé de se combattre ouvertement ou sournoisement pour s'imposer en région politique et économique de l'Amérique latine.

Cette rivalité est peut-être plus exagérée encore par le football : les Argentins font un complexe des trois victoires du Brésil en Coupe du monde.

EQUITATION

Galops bellifontains

Disputé du 15 au 18 juin sur le terrain du Grand Parcquet, le concours hippique international de Fontainebleau a gravement manqué de temps abominable, les chevaux, besogneux samedi, la journée la plus arrosée, dans ce bourg de marais cinq heures d'attente.

HAND-BALL

Coupe de France

STELLA SPORTS DE JUSTESSE

La finale de la Coupe de France masculine remportée de justesse par les joueurs de Stella Sports de Justesse, 16-15 samedi 17 juin à Troyes — a été le point de départ d'une série de succès pour les joueurs de Stella Sports de Justesse.

Associations à leur infirmité les cavaliers croisés jusqu'aux paupières, leur belle tunique rouge transformée en serpillère, leur moral sapé. Conséquence inévitable de la météo, il n'y eut pas grand monde dans les tribunes.

Pourant, la routine des compétitions nationales n'a pas fait oublier les modestes performances réalisées par l'équipe de France au cours des championnats du monde organisés du 21 janvier au 5 février derniers à Copenhague.

Cygnastique

Cinq mille gymnastes ont participé samedi et dimanche, à Dax (Landes), aux championnats de France de gymnastique.

Sport universitaire

M. J. Talbot, cinquante-sept ans, professeur à l'université Paris-VI et président du Paris University Club, a été élu samedi à la présidence de la nouvelle Fédération nationale du sport universitaire.

AUTOMOBILISME

La victoire de Lauda au Grand Prix de Suède de Formule 1

Les ventilateurs de Brabham sont-ils conformes à la réglementation ?

De notre envoyé spécial

Andarstorp. — Le Grand Prix de Suède, gagné le samedi 17 juin à Anderstorp par Niki Lauda sur une Brabham équipée d'un ventilateur aspirateur dont la double action est de refroidir le moteur et de créer une dépression sous le capot arrière — aux fins d'augmenter les qualités d'adhérence — marquée, à coup sûr, quoi qu'il arrive dans les prochains jours, une date dans les courses de formule 1.

Andarstorp. — Le Grand Prix de Suède, gagné le samedi 17 juin à Anderstorp par Niki Lauda sur une Brabham équipée d'un ventilateur aspirateur dont la double action est de refroidir le moteur et de créer une dépression sous le capot arrière — aux fins d'augmenter les qualités d'adhérence — marquée, à coup sûr, quoi qu'il arrive dans les prochains jours, une date dans les courses de formule 1.

Si d'aventure la Commission sportive internationale (C.S.I.) décidait d'interdire à l'avenir un tel dispositif, il n'en résulterait pas moins que l'équipe Brabham aura réussi un coup spectaculaire et, techniquement, extrêmement probant.

Andarstorp. — Le Grand Prix de Suède, gagné le samedi 17 juin à Anderstorp par Niki Lauda sur une Brabham équipée d'un ventilateur aspirateur dont la double action est de refroidir le moteur et de créer une dépression sous le capot arrière — aux fins d'augmenter les qualités d'adhérence — marquée, à coup sûr, quoi qu'il arrive dans les prochains jours, une date dans les courses de formule 1.

Si au contraire, faute d'arguments suffisants, cette décision d'interdire était impossible à prendre, il est sûr que la plupart des constructeurs seraient contraints d'imiter Brabham. En quelques semaines tout a bien changé en formule 1, précisément à cause du ventilateur-aspirateur mis au point par Brabham dans le plus grand secret. Alors que les constructeurs songent à suivre l'exemple de Lotus, dont les voitures semblaient imbattables, la mise en service des ventilateurs de Brabham a tout remis en question. C'est la raison pour laquelle la C.S.I. est dans l'obligation de rapidement se prononcer à propos du ventilateur-aspirateur.

Andarstorp. — Le Grand Prix de Suède, gagné le samedi 17 juin à Anderstorp par Niki Lauda sur une Brabham équipée d'un ventilateur aspirateur dont la double action est de refroidir le moteur et de créer une dépression sous le capot arrière — aux fins d'augmenter les qualités d'adhérence — marquée, à coup sûr, quoi qu'il arrive dans les prochains jours, une date dans les courses de formule 1.

Malgré la rentrée de leur avant-centre Leopoldo Luque, jamais les Argentins n'ont vraiment réussi à prendre le dessus sur les Brésiliens, bien remontés au centre du terrain pour enrayer les offensives brésiliennes.

Andarstorp. — Le Grand Prix de Suède, gagné le samedi 17 juin à Anderstorp par Niki Lauda sur une Brabham équipée d'un ventilateur aspirateur dont la double action est de refroidir le moteur et de créer une dépression sous le capot arrière — aux fins d'augmenter les qualités d'adhérence — marquée, à coup sûr, quoi qu'il arrive dans les prochains jours, une date dans les courses de formule 1.

livretés

La lutte contre la pollution est-elle compatible avec la production de la France, notre première puissance industrielle ? La réponse est non, pour quatre raisons.

livretés

La lutte contre la pollution est-elle compatible avec la production de la France, notre première puissance industrielle ? La réponse est non, pour quatre raisons.

BOXE

Parlov vainqueur de peu

Au stade de l'Etoile rouge, à Belgrade, samedi soir 17 juin, le Yougoslave Mate Parlov, vingt-trois ans, a conservé son titre de champion du monde poids mi-moyen (67,5 kg) en battant l'anglais John Conteh, vingt-sept ans. Celui-ci, extrêmement mobile et rapide, parvint, au sixième round, à ébranler Parlov, qui fut blessé à une arcade sourcilière.

CYCLISME

Bortolotto remporte le « Midi Libre »

Espagne. — L'italien Claudio Bortolotto a remporté, dans le Grand Prix du Midi Libre, un succès inattendu, que l'on destinait à Moser, de Munich ou Zoetemelk. Cette victoire, construite dès le premier jour, dans le port d'Esperanza, récom- pense l'auteur de sept « opportunités », mais aussi le courage, car le leader du classement général, victime d'une défaillance sur les pentes de l'Espérou, dimanche 18 juin, au cours de la quatrième étape Le Vigan-Espalion, a démontré qu'il savait sa tirer d'affaires dans les situations difficiles et se surpasser à l'occasion.

Surpris par l'offensive des outsiders et trop rapidement démotivés, les champions de premier plan ont été les grands battus d'une épreuve d'autant plus significative qu'elle empruntait un itinéraire fort accidenté. La dernière étape a travers les Cévennes et le Rouergue nous a toutefois restitué un Zoetemelk agressif comme à ses plus beaux jours et un Joseph de Mynckbeem conforme à l'image que l'on gardait de sa récente victoire au Tour d'Italie. Le premier s'élance dès le départ pour effectuer seul la montée de l'Espérou et reléguer le peloton à plus de trois minutes. Le second abandonne ses adversaires dans la côte des Vignes, un mur en surplomb des Gorges du Tarn (300 mètres d'élevation en 5 kilomètres), avant de rejoindre Zoetemelk et de le battre au sprint.

Le Midi Libre a donné lieu à une course intéressante mais n'a pas répondu à toutes les questions en suspens à deux semaines du Tour de France. Thévenet est resté dans les cols des Cévennes, réalisant en la circonstance sa meilleure course depuis longtemps. En revanche, Lucien Van Impe a tenu sur un terrain où il se montrait naguère très brillant, parfois même irrésistible.

Cent huit concurrents avaient pris le départ d'Andorre mercredi dernier. Quarante et un seulement ont terminé, quelques-uns des rescapés perdant dix minutes en l'espace de cent kilomètres. Le tracé était-il trop sévère ? Les coureurs qui le prétendent étaient-ils insuffisamment préparés ? La seconde hypothèse paraît la plus plausible.

JACQUES AUGENDRE.

TENNIS

Coupe Davis

TCHÉCOSLOVAQUIE, HONGRIE ET GRANDE-BRETAGNE QUALIFIÉES

La Tchécoslovaquie est parvenue dimanche 18 juin, à Prague, à l'emporter par 3 à 2 sur la Pologne, le match décisif ayant été à l'avantage de Erébre sur Drzymalek en quatre sets.

Enfin, à Budapest, l'équipe hongroise a eu pour héros Taroczy, égal à six l'Autrichien de la victoire par 3 à 2 sur l'Allemand fédérale représentée par Pinner et Elter.

— A Birmingham, sur gazon, Jimmy Connors, après s'être difficilement qualifié devant Tanner (7-5, 9-8) a vaincu facilement en finale Ramírez (6-3, 6-1, 6-2).

— Surprenante victoire à Bruxelles de l'Indien allemand Zingib sur l'Argentin Cano après qu'il eût éliminé le favori Panatta.

RENÉ LENOIR.

ROLAND MERLIN.

JACQUES AUGENDRE.

FRANÇOIS JANIN.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 43,00	La ligne T.C. 49,19	ANNONCES ENCADREES	Le m/m cot. 24,00	T.C. 27,45
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44	OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	34,32	DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
AUTOMOBILES	30,00	34,32	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52	AGENDA	20,00	22,88

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m cot. 24,00	T.C. 27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emploi internationaux emploi internationaux emploi internationaux

THE CLEM CORPORATION S.A.
recherche pour l'Afrique du Nord : Industrie Pétrolière et Pétrochimique

INGÉNIEURS DIPLOMÉS (min. 5 ans d'expér.)

INGÉNIEURS GÈME CIVIL
Spécialité : Etudes, Bâtiment et V.R.D.

INGÉNIEURS DE MATÉRIELS

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS
Spécialité : Etudes, Electrification de chantiers, Entretien.

INGÉNIEURS DE TRANSPORTS

INGÉNIEURS EN ORGANISATION
Spécialité : O.N.L., Ammoniac.

Rémunération élevée, nette d'impôts.
Logement ou indemnité de logement.

Ecrire à : **THE CLEM CORPORATION S.A.**
20, avenue Général-de-Longueville, Boîte 14, 1150 BRUXELLES (BELGIQUE)

PICANOL
IEPER-BELGIQUE

Une des plus importantes usines de machines textiles engage des

DIRECTEURS DE VENTE

En possession d'un diplôme d'ingénieur, de préférence spécialisation textile, pour prendre contact avec la clientèle étrangère, pour rechercher et amener de nouveaux clients, et pour fournir assistance technique et commerciale aux agents répartis à travers le monde.

Une situation d'avenir est réservée à des personnes qualifiées, dynamiques, aiment les voyages, ayant des dispositions commerciales et la connaissance de langues.

Les sollicitations, avec curriculum vitae, doivent parvenir à

N. V. PICANOL,
Direction des Ventes,
Polaksteen 3-7,
B. 8900 IEPER (BELGIQUE).

Booz, Allen & Hamilton
INTERNATIONAL
MANAGEMENT CONSULTANTS

Dans le cadre de ses activités Outre Mer, BDOZ, ALLEN & HAMILTON souhaite développer ses services de conseil en management et recherche

INGENIEUR D'ETUDE
LE POSTE

Le candidat retenu sera :

- intégré dans une équipe multidisciplinaire de consultants
- membre d'une équipe chargée de la préparation et de l'assistance à la mise en place des systèmes et procédures pour mener à bien l'organisation d'un bureau d'études d'engineering/construction.

QUALIFICATIONS et EXPERIENCE

Les candidats devront :

- être ingénieurs diplômés
- avoir une bonne expérience des opérations d'un bureau d'études engineering/construction dans une société multinationale
- avoir travaillé dans les pays du tiers-monde
- être de langue maternelle française.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé et, si possible, photo à :

Anne-Marie CHDMTDH
Directeur des Ressources Humaines
BDOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
58, avenue Kléber 75016 PARIS
NEW YORK - DUSSELDORF - LONDON - PARIS

GESTION 2000
POUR MOYEN-ORIENT

INGÉNIEURS
Pour toute en route installation - pompes.

INGÉNIEURS
Responsable maintenance unité traitement eaux.

INGÉNIEURS
Équipement électrique.

SUPERVISEURS
Turbines - Montage Charbonne métrique.

Env. C.V. GESTION 2000
102, rue Lafayette, 75010 Paris
Télex : 246-2461.

Cadres administratifs et comptables.

L'ENTREPRISE RAZEL FRERES est une grande entreprise française de Travaux Publics, elle est présente en France, en Afrique, et au Moyen-Orient. Elle garantit à son personnel expatrié des conditions de vie sûres et confortables, et des rémunérations particulièrement attractives, ainsi que de nombreux avantages. Elle recherche pour ses agences et ses importants chantiers à l'étranger des cadres administratifs et comptables de haut niveau.

Si vous êtes titulaire du D.E.C.S. ou équivalent, si vous disposez au minimum de 2 années d'expérience de comptable en cabinet ou en entreprise de Travaux Publics, si vous vous sentez capable de prendre rapidement l'entière responsabilité de la gestion administrative et comptable d'un ou plusieurs gros chantiers, alors adressez votre C.V. détaillé à :

ENTREPRISE RAZEL FRERES
Christ de Saclay, B.P. 109
91403 ORSAY Cedex
Discrétion assurée.

Razel.

DIRECTEUR D'USINE
BRÉSIL

Céramique Sanitaire

Le Groupe LAFARGE recherche un Directeur d'Usine pour sa filiale brésilienne de céramique sanitaire. Sous l'autorité du Directeur Général, il aura l'entière responsabilité de la production en quantité, qualité et prix de revient. Il définira, coordonnera et contrôlera les activités des services : approvisionnement - fabrication - entretien et laboratoire - placés sous son autorité. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation ingénieur, célibataire de préférence, possédera au minimum cinq ans d'expérience professionnelle acquise dans le même secteur dont il dominera parfaitement les techniques. A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation (logement...). Ecrire sous référence 1907/M à :

GRH Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TOULOUSAINE
recherche pour des contrats à durée déterminée pour MISSIONS A L'ÉTRANGER

- 5 INGÉNIEURS**
DIPLOMES ou AUTODIDACTES spécialité mécanique, machines tournantes spéciales du traitement de gaz, compresseurs, turbines, pompes centrifuges. Min. 5 ans expérience.
- 5 INGÉNIEURS**
DIPLOMES ou AUTODIDACTES spécialité électricité mécanique, 10 ans minimum exp. en engineering de mises en services d'unités pétrochimiques.
- 5 INGÉNIEURS**
DIPLOMES ou AUTODIDACTES spécialité mécanique, électricité, instrumentation, 10 ans minimum exp. en instrumentation électrique de préférence sur unités pétrochimiques.
- 5 INGÉNIEURS**
DIPLOMES ou AUTODIDACTES spécialité électrotechnique, 5 ans minimum expérience en instrumentation électrique de préférence sur unités pétrochimiques.
- 8 DIPLOMÉS ou AUTODIDACTES ou B.T.S.**
spécialité mécanique pour entretien et intervention sur turbines à gaz, compresseurs, pompes, changeurs thermiques.
- 8 TECHNICIENS INSTRUMENTALISTES**
minimum 3 ans d'expérience en construction ou maintenance sur unités pétrochimiques et régulation électronique.

Envoyer curriculum vitae complet avec photo, à :
REGIE PRESSE, sous le numéro T. 6313 M,
85 bis, rue Beaumour - 75002 PARIS.

Nestlé

For our technological development center charged with the development and the improvement of food products and processes, we are looking for

BIOENGINEER or FERMENTATION TECHNOLOGIST

who will be responsible for the operations of our fermentation pilot plant. We want to trust this important job to a person having:

- a strong bioengineering or fermentation technology background;
- a minimum of 3 to 5 years experience in a pilot or production plant;
- entrepreneurial spirit and leadership skills;
- fluency in english and if possible in french.

If you feel capable of meeting the challenge that this position represents, please write to us with your curriculum vitae at the following address :

Nestlé Products Technical Assistance Co Ltd
Laboratoire Industriel
CH 1350 Orbe.

Nestlé

Booz, Allen & Hamilton
INTERNATIONAL
MANAGEMENT CONSULTANT

Dans le cadre de notre développement en Amérique Latine, nous recherchons des hommes ayant l'expérience de l'industrie sidérurgique dans les domaines suivants :

- PRODUCTION
- ENTRETIEN
- PLANIFICATION ET CONTRÔLE
- ANALYSE DES COUTS, ETUDES DE PRODUCTIVITE
- SYSTEMES INFORMATIQUES.

Les hommes que nous voulons voir venir travailler avec nous ont au moins 32 ans et possèdent une expérience approfondie de cette industrie. La connaissance de l'anglais et de l'espagnol est souhaitable.

Les salaires et avantages offerts sont importants compte tenu de l'importance des responsabilités et de l'expatriation au Venezuela. Les possibilités de carrière sont excellentes.

Envoyez votre curriculum-vitae à

M. J. L. ALPEYRIE,
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL,
58, Avenue Kléber 75016 PARIS.
NEW YORK - DUSSELDORF - LONDON - PARIS

COMPLEXE MINIER AU NIGER
recherche pour lui confier la responsabilité de ses unités d'acide sulfurique.

UN INGÉNIEUR
INDUSTRIE CHIMIQUE

Diplômé E.N.S.I., A.M., et possédant 3 ans au moins d'expérience professionnelle. Son engagement sera suivi d'une formation assurée par la société, avant sa prise de fonction.
Ve en famille. Logement gratuit. Ecole. Loisirs. Nombreux avantages sociaux. 2 mois de congés par an.

Ecrire avec C.V. sous référence : CONTACT A

CETAGEP
30, AVENUE CENTRAL LEMONNIER 76150 MARLY-LE-ROI

OUTRE-MER
Chef Département Mine

Rattaché au Directeur du Siège d'Exploitation d'un important groupe industriel et minier, ce cadre supérieur dirige l'exploitation et les études s'y rapportant.

Il devra assurer une production d'environ 10 millions de tonnes/an de minerai au moindre coût.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (Centrale, Mines) ayant une expérience d'au moins 10 ans dans l'exploitation des mines à ciel ouvert.

Nous offrons une rémunération très motivante et les avantages habituels d'expatriation.

Adresser candidat à **B. SAILLANT**, 43, rue Bleuet, 75019 Paris, en rappelant la référence 1.028/M.

Soutenances de thèses

— Doctorat d'Etat Université de Paris - IV, mardi 20 juin 1976, à 14 heures, salle Louis Liard, M. Jean-Yves Chappelier : La pensée religieuse de Lacordaire.

— Université de Paris - III, mardi 22 juin 1976, à 18 heures, salle Louis Liard, Mlle Françoise Rivet : Les romans de M. de La Fayette.

— Université de Paris - IV, mardi 22 juin 1976, à 14 heures, salle Théâtre Guinet, M. Jean Sarrailh : Les romans de M. de La Fayette.

Communications diverses

— Mardi 20 juin, 15 h. 30, Ecole centrale des arts et manufactures, Grande-Vue-des-Vignes, Châtenay-Malabry (92290), hommage à la mémoire de **Louis MENARD**, M. Keriel, ancien président de Comité international de mécanique des sols, M. l'Écriteau, président de Comité français de mécanique des sols, M. Abu, secrétaire général de Comité français de mécanique des sols, retraceront la vie et l'œuvre de Louis Menard, son apport à la connaissance de la mécanique des sols et ses nombreuses initiatives techniques qui ont acquis une réputation internationale.

— L'Hôtel International, Paris, est désolé de devoir annoncer la mort de **M. J. L. ALPEYRIE**, le soir du 20 juin 1976.

Indian Tonic de SCHWEPPES
Le véritable Tonic depuis plus de cent ans.

Mardi 20, Mercredi 21, Jeudi 22 Juin et jours suivants
SOULES D'ÉTÉ
chez **HALPHEN Fils**
3, r. de la Pompe (Muech)
Tout l'habillement - Messieurs - Jeunes
Tél. : 647-66-71

A L'HOTEL DROUOT
Mardi

EXPOSITION
Tous les jours, de 10 heures à 18 heures, 100, rue de la Harpe, Paris 5^e.

VENTES
M. J. L. ALPEYRIE, 3, avenue de Ségur, 75007 Paris.

PALAIS D'ORSAY
VENTE
Objets art et d'ant. 100, rue de la Harpe, Paris 5^e.

VENTE à CHARTRES
M. J. L. ALPEYRIE, 3, avenue de Ségur, 75007 Paris.

Le Monde
Société des Abonnements, 10, rue de la Harpe, Paris 5^e.

ARGENTEMENTS
FRANCE - DÉPARTEMENT DE LA SEINE - PARIS - 1^{er} arrondissement - 10, rue de la Harpe, Paris 5^e.

BOUZY
M. J. L. ALPEYRIE, 3, avenue de Ségur, 75007 Paris.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	Le min col.	T.O.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	32,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

S.I. Société Internationale d'Etudes & d'Interventions

RECHERCHE POUR

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BOIS CONGO (Pointe-Noire)

UN CHEF D'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Il sera chargé :

- de la coordination des activités du chantier ;
- de l'administration ;
- de la création et de l'entretien du réseau routier.

Salaires importants - Nombreux avantages sociaux. Lieu de résidence : chantier forestier.

Adresseur C.V. manuscrit et photo à la S.I.E.I., 52, rue de Dunkerque - 75009 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

La Direction Financière de la filiale française d'un très important groupe (Équipements Mécaniques) recherche pour son siège social situé à 200 km au sud de Paris.

contrôleur de gestion

responsable de la mise en place et de l'animation de systèmes permettant un contrôle efficace de la production (inventaires et coûts standards) et de la Distribution (études de prix et de marges).

Âgé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (E.S.S.E.C., E.S.C. ou Ecole d'Ingénieurs), les candidats devront posséder une expérience réussie acquise dans une fonction identique dans l'industrie.

Certification de l'Anglais indispensable.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions, sous la réf. 44231 au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter rue de Valenciennes - 75015 Paris

MONTEUR D'AFFAIRES
60.000-80.000 F

Tourisme Centre

Une société ayant pour objet la mise en valeur de régions du Centre de la France recherche un « Monteur d'Affaires » pour sa division Aménagement et Développement. En contact direct avec le directeur de cette Division, il sera chargé de monter et conduire des opérations d'équipement concernant le tourisme, les loisirs, l'hôtellerie, le troisième âge, etc. (évaluation du programme, étude de faisabilité, montage juridique et financier, gestion des plannings, contrôle des coûts, relations avec les collectivités et administrations...). Il participera à des études générales d'aménagement régional. Il participera à l'animation et à la gestion générale de syndicats intercommunaux.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, possédant quelques années d'expérience professionnelle se rapportant à l'aménagement du territoire, en liaison avec l'administration et les collectivités locales.

Errata sans référence 191,31 n° :

GRH Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Importante Société Engineering recherche pour mission

EN AFRIQUE

d'une durée d'un an renouvelable

INGÉNIEUR EN ÉQUIPEMENTS HOSPITALIERS

Diplômé d'une école d'ingénieurs hospitaliers et ayant 5 ans d'expérience en équipements hospitaliers, médicaux, para-médicaux et utilitaires.

Adr. C.V. et prêt, sous le n° 69.210 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

Créer des dessins pour Gerflex

Ce dessinateur peut être un homme ou une femme. Il a du talent, une formation (acquise en France ou à l'étranger), mais pas forcément une grande expérience.

Selon les axes du marketing, il crée, il recherche des idées, les adapte, invente, conçoit : il dessine...

Mais cet artiste est un technicien qui parle technique et prix avec les graveurs et les spécialistes d'impression. Et cet artiste a l'âme industrielle et la fibre commerciale : il dessine, oui, mais pour fabriquer et pour vendre...

Il travaille dans l'usine GERFLOR de Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme) mais voyage (inspiration oblige).

SEFOP remercie les jeunes créateurs intéressés de lui adresser leurs dossiers (éventuellement illustrés) sous la référence GX 645 M.

SEFOP
7, rue Lincoln, 75008 PARIS.

Adjoint au Directeur Financier

La filiale française d'un groupe pharmaceutique mondial crée le poste de « Deputy Controller » avec comme première mission l'amélioration du contrôle budgétaire et du mode d'établissement des prix de revient production. Le titulaire devra rapidement apporter une contribution positive au fonctionnement de tous les aspects de la fonction (comptabilité, trésorerie, informatique - facturation).

Les exigences liées à la fonction sont :

- une expérience de comptabilité Anglo-Saxonne au sein d'un groupe international,
- une très bonne pratique de l'anglais écrit et parlé.

Une formation de type Grande Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESC) serait appréciée.

La société est située à 100 km à l'Ouest de Paris dans un cadre agréable.

Le poste pourra évoluer vers de plus amples responsabilités au sein de la filiale du groupe.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous Ref. 1066 M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DE L'ÉTAT DE QATAR recrute

UN COUPLE DE PROFESSEURS DE FRANÇAIS

disponible à partir de septembre 1978 et satisfaisant aux conditions suivantes :

- Être de nationalité française ;
- Justifier d'un diplôme sanctionnant des études de lettres ou de langues vivantes, avoir une connaissance de l'arabe, ou à défaut parler l'anglais couramment ;
- Disposer d'une expérience de l'enseignement du français à l'étranger et si possible en pays arabe (méthodes audio-visuelles).

Les professeurs seront logés et recevront un salaire mensuel de départ de 3.000 F français.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé seront adressées à la commission mixte de sélection : Ambassade de France P.O. Box 2669 - DOHA - Etat du Qatar.

Important Organisme Financier recherche des

ANALYSTES FINANCIERS

de formation Ecole Supérieure de Commerce, ayant une expérience, de 2 à 5 ans, de 38 mois minimum et une bonne connaissance des milieux industriels.

CEUX-CI SERONT CHARGÉS :

- des relations commerciales auprès des Entreprises ;
- des diagnostics, de la négociation et de l'étude de prêts à long terme ;
- du suivi et du contrôle de la clientèle.

BASES À DIJON, ils se verront confier la responsabilité des interventions de cet organisme dans un secteur de la Bourgogne dont ils auront l'entière responsabilité.

- Formation spécifique complémentaire et importants aspects logistiques assurés ;
- Ambiance dynamique ;
- Déplacements brèves mais fréquents.

Adr. C.V. en indiquant rémunération annuelle actuelle sous réf. 715 à :

JOUBLIN
CONSEIL D'ENTREPRISES
62, avenue de Wagram, 75017 Paris.
Réponse et distorsion assurées.

SAIT Groupe C.G.E. Leclanché

recherche pour POITIERS

2 chefs de produits

Ils prépareront et mettront en œuvre les lancements commerciaux. Ils contrôleront et dynamiseront la vie des produits lancés.

— L'un interviendra dans le canal de distribution

RADIO et APPLICATIONS ÉLECTRONIQUES

— l'autre dans celui de la PHOTOGRAPHIE et l'HORLOGERIE

Si vous avez une expérience commerciale et une compétence technique dans ces domaines, vous nous intéressez.

Adressez-nous votre candidature sous référence P7-29 en mentionnant la rémunération souhaitée à l'Direction des Relations Humaines 219, rue du Président Wilson 92300 Levallois-Perret.

BANQUE RÉGIONALE DE BOURGOGNE

à dimension humaine fortement implantée sur son marché et appartenant à un des premiers groupes bancaires français.

recherche

CADRE RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Il sera pour mission :

- D'optimiser le fonctionnement de l'établissement en proposant méthodes et procédures et en aidant à leur mise en œuvre.
- D'assurer les liaisons avec le Centre Informatique.

La fonction exige de son titulaire, outre une bonne expérience de l'organisation (expérience bancaire appréciée), des capacités à prendre des initiatives et des aptitudes à la négociation.

Adresseur C.V. et prétentions à : HAVAS DIJON - N° 43.500.

LA SOCIÉTÉ DU TÉLESCOPE CANADA - FRANCE HAWAII (C.F.T.) recherche pour son observatoire à MAUNA-KEA, HAWAII (U.S.A.)

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Formation : diplôme grande école ingénieur mécanicien

Expérience et connaissances : au moins 5 ans d'expérience dans la réalisation et/ou l'utilisation d'équipements de précision complexes. Bonnes connaissances en optique, électricité, électronique. Bonne connaissance de la langue anglaise.

Tâches assignées : collaborer à la surveillance du montage du télescope sur le site pendant la première année. Par la suite, assurer l'achèvement de sa mise au point mécanique, l'immobilisation continue de ses performances et l'utilisation optimale de son instrumentation.

Les candidatures détaillées devront être adressées avant le 5 juillet 1978, à :

CANADA - FRANCE - HAWAII TELESCOPE CORPORATION, à l'attention de M. Pierre BELT, KAMUKELA - HAWAII - 96743 U.S.A.

MATRA

recherche pour un établissement du Loir et Cher

L'INGÉNIEUR SECURITE

- Il a en charge la sécurité des biens et des personnes du Centre.
- Il assure les relations avec les administrations locales et centrales.
- Une formation technique de base et une expérience de la sécurité en matière de pyrotechnie seraient déterminantes.

Adresseur C.V. rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 338

MATRA Monsieur KORFAN B.P. N° 1 - 78140 VÉLIZY

Société Américaine s'installant à CARROS (Alpes-Maritimes) fin 1978 recherche :

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

Niveau B.T.S. - Bonnes connaissances anglaises, comptabilité analytique, poste convenant à Homme 25 ans minimum occupant depuis plusieurs années poste à responsabilité dans Service Comptabilité, ayant effectué tous travaux jusqu'au bilan, intéressé méthodes modernes de gestion. Poste libre de maintenance, à pourvoir au plus tard le 4 septembre. Lieu de travail LE MANS jusqu'à transfert à CARROS.

Envoyer C.V., prétentions, en indiquant détail pour disponibilité à AGENCIE HAVAS, B.P. 319, 72007 LE MANS - N° 3459.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Le groupe (530 personnes, 102 M. de C.A., 6 usines légères) file et tisse des draps de coton pour le linge de maison, les lissus d'ameublement, la confection, l'enduction.

Ses résultats sont bons grâce à une politique de modernisation régulièrement suivie depuis plusieurs années. La tâche du cadre à recruter consiste à rentabiliser les capacités de production ainsi dégagées en trouvant de nouveaux clients et de nouveaux débouchés. Le cadre aura plus de 25 ans, des connaissances textiles et l'habitude de la relation technico-commerciale auprès de clients industriels.

La rémunération ne sera pas inférieure à 90.000 F brut annuels.

Base : 25 km à l'Ouest de Belfort.

Ne pas envoyer de C.V.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 812 M.

POUR CONNAÎTRE TOUTES LES POSSIBILITÉS D'EMPLOIS OUTRE-MER, ÉTRANGER

Canada, Amérique du Nord et du Sud, Australie, Afrique, Europe, H. et P. toutes professions, avoir des titres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens, demandes notre revue spécialisée : Migrations (serv. T. 40), 3, r. de Montyon, 75429 Paris, Cedex 09.

direction financière

DIEPPE 130.000 F +

Société de Fabrication de Bâti d'Équipement (780 personnes, C.A. 105 M de BF) recherche un (e) Responsable ayant déjà collaboré à la Direction d'une entreprise industrielle pour prendre en charge :

- le contrôle de gestion,
- les finances,
- la comptabilité.

Dépendant directement du Président, ses fonctions seront :

- le contrôle des plans de financement et la révision et la liquidité et la préparation des budgets et le contrôle budgétaire et la comptabilité générale et la comptabilité intermédiaire et la comptabilité de gestion (efficacité des services 15 personnes).

Pour informations sur la poste écrire avec C.V. détaillé sous référence 3827-34 à :

CONSEIL EN RECRUTEMENT CNPS 109, av. Victor Hugo - 75116 Paris

vétérinaire ou pharmacien

Nous recherchons pour notre département vétérinaire à Laval (Mayenne) un responsable du service développement

Ses missions :

- Chercher et mettre au point des nouveaux produits.
- Améliorer les produits existants.
- Constituer les dossiers A.M.M. et suivre les essais cliniques.

Nous voyons à ce poste un vétérinaire de 28 ans minimum, H. ou F.

Ecrire sous référence 131 LM à M. Jacques TOXIER, B.P. 222, 31106 CASTRES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ELECTROMÉCANIQUE BASSE-NORMANDIE

recherche

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

possédant formation électromécanicien (cinq ans d'expérience minimum dans bureau d'études de composants électro-mécanique) pour occuper Chef du Département Composants.

Envoyer C.V. et prêt, sous référence 8933 à SPERAN, 12, rue J.-Jaurès 92807 PUTEAUX.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer étranger par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-mer Migrations, 40, rue Richer, Paris-9^e.

Importante société de contrôle recherche pour gros chantier en

IRAK UN SPECIALISTE CHARPENTE MÉTALLIQUE

ayant une bonne pratique de charnières et capable d'effectuer des travaux de soudure.

UN TECHNICIEN

ayant pratiqué essais sous pression de charnières.

Profils souhaités : charpentiers, minimum 30 ans et bonne connaissance de l'anglais écrit. Adr. C.V., prêt, sous réf. 168 à BUREAU VÉRITAS Service du Personnel, 31, rue Henri-Rochelandet - 75017 Paris.

groupe pierre fabre

3.000 personnes, dont 400 cadres, employés dans ses filiales françaises et étrangères, le Groupe Pierre Fabre est l'un des premiers laboratoires pharmaceutiques et cosmétologiques français.

Emploi et Carrière :

ESSO recherche

GÉOPHYSICIEN INTERPRÉTATEUR

Expérience de quelques années souhaitée

Ecrire avec curriculum vitae détaillé au :

SERVICE RELATIONS SOCIALES
ESSO REP. B.P. 158, 33321 BEGLÈS.

فكرنا من الأصل

سكزا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

DEBUTANTS	Le min. col.	T.C.
EMPLOIS	24,00	27,45
EMPLOIS	5,00	5,72
EMPLOIS	20,00	22,38
EMPLOIS	20,00	22,38
EMPLOIS	20,00	22,33

REPRODUCTION INTERDITE

Emplois régionaux

Tourisme
Centre
Objets de la mise en valeur de régions ou de zones à Monteur d'Affaires pour le Développement. Il sera chargé de monter des équipements concernant le tourisme, la troisième âge, etc. (définition de l'activité, montage juridique et financier, contrôle des coûts, relations administratives...). Il procédera à l'élaboration de projets et participera à l'élaboration de programmes d'intervention de plus de 30 ans, de formation (quelques années d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'aménagement de territoire, en action et les collectivités locales).

Paris, seront traités confidentiellement.

Adjoint au Directeur Financier

Le candidat crée le poste de Directeur Commercial et de Directeur de la Production et de la Distribution et assure une contribution positive au fonctionnement de l'entreprise (Administration - Comptabilité - Contrôle - Informatique - Marketing).

En cas de groupe international, (HEC, ESSEC, ESC) sont appréciés.

Adresser C.V. et prétentions à : KRIEF CONSULTANTS, 75283 Paris Cedex 06.

RUE REGIONALE DE BOURGOGNE

CADRE RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Le poste a pour mission de superviser le fonctionnement de l'établissement, d'assurer l'entretien des locaux, des équipements et de la sécurité.

Adresser C.V. et prétentions à : HAVAS DIJON - N° 6242.

INGENIEUR UNICO-COMMERCIAL

Le poste a pour mission de superviser le fonctionnement de l'établissement, d'assurer l'entretien des locaux, des équipements et de la sécurité.

Adresser C.V. et prétentions à : HAVAS DIJON - N° 6242.

INGENIEUR DIPLOME

Le poste a pour mission de superviser le fonctionnement de l'établissement, d'assurer l'entretien des locaux, des équipements et de la sécurité.

Adresser C.V. et prétentions à : HAVAS DIJON - N° 6242.

ESSO REP

GÉOPHYSICIEN INTERPRÉTEUR

Le poste a pour mission de superviser le fonctionnement de l'établissement, d'assurer l'entretien des locaux, des équipements et de la sécurité.

Adresser C.V. et prétentions à : HAVAS DIJON - N° 6242.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Une filiale française d'une société britannique avec des intérêts en Matériaux de Construction recherche un

Directeur Regional

pour contrôler ses activités sur une partie de la France. Il sera entièrement responsable de l'efficacité opérationnelle et de la rentabilité. On compte sur lui pour contribuer d'une manière significative au développement des activités de l'entreprise.

Le candidat idéal sera âgé de 35 ans environ, ayant une formation universitaire ou équivalente et une expérience solide d'un travail similaire. Il devra s'intéresser à l'aspect commercial et devra faire preuve d'une expérience réussie dans un poste similaire.

Une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée, mais non indispensable. La rémunération sera intéressante, et négociable individuellement.

PERSONNEL ADVERTISING LIMITED
Veuillez écrire à: David Macmillan, Personnel Advertising Limited, 22 Red Lion Street, London WC1 4PX en exposant brièvement votre carrière. Nous réexpédierons toutes les lettres à notre client sauf si vous nous précisez les sociétés auxquelles vous désirez ne pas vous présenter. Veuillez donner la référence suivant dans votre réponse: GR5 467.

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

un ingénieur

pour assurer le support d'IMS sur une IBM 370/168 fonctionnant sous MVS.

Il devra :

- Contrôler les applications mises en exploitation.
- Conseiller et assister les équipes d'études dans leurs développements.
- Définir des standards avec l'équipe système.
- Conseiller et aider les clients dans la mise en place de leurs applications.

Le candidat possèdera plusieurs années d'expérience sur IMS ou CICS, ainsi que des qualités propres à un rôle de coordination.

Adresser C.V. et prétentions, CISI, 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

Société française d'études et réalisations d'ensembles industriels recherche pour son siège proche banlieue Sud :

EMPLOYEE DE BUREAU OU AIDE-COMPTABLE

avant au moins 1 an expérience, 5 x 8, Restaurant d'entreprise, mutuelle. Adresser C.V. au n° 2015, à P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

Groupe financier Ch. H. ou F. pour contacts clients. Ecr. à 252, « Le Monde », P. 5, r. des Halles, 75427 Paris-9^e.

Etablissement d'enseignement secondaire et supérieur hors contrat recherche

PROFESSEUR

agrégé ou certifié. Sciences physiques, mathématiques. Non qualifié s'abstenir. Ecrire Publicité Masters sous n° 20, 13, rue de Reilly, PARIS-12^e, qui transmettra.

Ville de Saint-Denis 93400 recrute

UN ADJOINT TECHNIQUE

Titulaire d'un D.U.T. ou d'un B.T. spécialité chauffage uniquement. Salaires net début 2.800 F. Conditions satisfaisantes. Candidature à adresser Bureau du Personnel le plus rapidement possible.

Analystes-programmeurs pour Groupe de taille mondiale pratiquant les techniques de pointe — même en informatique —

Nous sommes en forte expansion (y compris pour l'informatique) : nous avons besoin de gens au-dessus de la moyenne, capables de créativité. Niveau : IUT, Institut de programmation, APFA, DEUG maths. Expérience professionnelle : 2 ans minimum.

Postes :

ANALYSTES-PROGRAMMEURS formés de présérence sur IBM 370 (batch ou temps réel), pour projets importants (gestion ou scientifique).

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROCESS CONTROL formés soit sur systèmes temps réel (calculateurs industriels) ; soit comme techniciens supérieurs en automatisation ou électronique (en ce cas, ils recevront chez nous une formation informatique complémentaire).

ANALYSTES-PROGRAMMEURS SYSTEME formés soit sur IBM 370 en OS, soit sur applications très étendues.

Adresser votre curriculum vitae à une lettre indiquant le niveau de salaire souhaité à M. ROVIER - 9 rue du Colonel Combes, 75007 Paris

Un des plus grands groupes français recherche

UN INGÉNIEUR CHEF DE SERVICE MÉTHODES ET ORDONNANCEMENT

Le candidat, ingénieur diplômé, devra avoir :

- une solide formation industrielle d'au moins 10 ans,
- une expérience axée vers la mise en place et l'exploitation de grands systèmes et ensembles modernes, de stockage et d'approvisionnement, à maintenance et informatique incorporées. Le lieu de travail se situe en grande banlieue parisienne.

La situation offerte, importante, sera en rapport avec le potentiel personnel du candidat même aussi avec la qualité et le hauteur des réalisations dans la spécialisation technique et fonctionnelle décrites.

Adresser dossier de candidature à No 6237 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son siège social PARIS SUD

Ingénieur bureau d'études

5 années d'expérience (allemand lu, parlé, écrit exigé)

Ecrire avec C.V. et prétentions sous No 68831, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON-CSF

Centre Electronique de Bordeaux

Pour ses Laboratoires d'études chargés de la conception de nouveaux matériels.

INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS OU EXPERIMENTES

Formation : X - ENSIC, ENSAE, ESE ou ECP

Adr. C.V. + photo Service du Personnel - B.P. 3, 33160 LE HAILLAN

COMMERCIAL CHEF DE DEPARTEMENT CENTRE

La Société (370 personnes - CA voisin de 100 M) connaît une croissance régulière et spectaculaire. Elle occupe la première place en Europe pour la production et la vente d'un produit préfabriqué à caractère technique.

Le Directeur Général veut confier à un commercial dynamique (HEC, ESSEC, ESC ou formation pratique équivalente) la responsabilité de l'un des départements. Expérience indispensable de la direction d'un réseau de vente de biens d'équipements.

Résidence petite ville du Centre.

29 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 842 M.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Leader sur son marché et en croissance constante recherche

CADRE SUPÉRIEUR

pour

DIRECTION DEVELOPPEMENT

Il travaillera en étroite collaboration avec le président, concevra et fera appliquer la politique de diversification permettant à l'entreprise de trouver de nouvelles voies de croissance.

Il devra :

- avoir une formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESC), une expérience de marketing de produits de grande consommation alimentaire ou pas.

Ecrire « Le Monde » Publicité, n° 7.488, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour sa Direction Informatique, un

Chef de Service Projets

Mission :

- définir avec les Directions des utilisateurs qu'il a en charge les besoins informatiques ; sur cette base, identifier et planifier les projets à développer.
- diriger une équipe d'une dizaine d'informaticiens pour réaliser et installer ces systèmes.

Profil :

- formation supérieure Grande Ecole,
- personnalité ayant une bonne aptitude au contact et à la négociation,
- expérience professionnelle de 5 à 7 ans dans la réalisation de projets et l'encadrement d'équipes d'analystes/programmeurs,
- anglais courant lu, écrit et parlé.

Merci d'adresser lettre de candidature C.V. et prétentions, sous Réf. 2572 à

MEDIA BA
5, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

et qui s'engage à répondre à toutes les candidatures.

SECRETARE GENERAL D.A.F. CENTRE

La Société (370 personnes - CA voisin de 100 M) connaît une croissance régulière et spectaculaire. Elle occupe la première place en Europe pour la production et la vente d'un produit préfabriqué à caractère technique.

Le poste fait face à son expansion, son Directeur Général veut s'adjointre un cadre de haut niveau qui sera son second et à qui il confiera les tâches de caractère financier, juridique, comptable et administratif. Formation HEC, ESSEC, ESC ou niveau équivalent. Résidence petite ville du centre.

29 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 841 M.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

Secteur Produits Grand Public en forte expansion

(C.A. consolidé 600 millions de F.F.) recherche

DIRECTEUR D'USINE

Ce poste localisé dans la Région Ouest recouvre l'ensemble des responsabilités suivantes :

- Production
- Approvisionnements
- Services Techniques
- Gestion du Personnel
- Gestion des Coûts de Production
- Gestion des Expéditions
- Relations avec l'étranger.

Il superviserait des effectifs d'environ 250 personnes. La croissance rapide de l'affaire laisse prévoir un fort développement des responsabilités.

Veuillez adresser votre C.V. à no 68944 Consoesse Publicité 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL REGION OUEST

recherche

UN CHEF GROUPE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

D.E.C.S. - B.T.S. - D.U.T.

Ce poste sera proposé à un homme jeune avec un minimum de 3 ans d'expérience dans une position similaire, il devra être dynamique, sans sens des responsabilités et son désir de se forger une carrière.

À la tête d'une équipe, le candidat retenu aura pour mission d'assister le Directeur Financier dans toutes les responsabilités de la comptabilité générale.

Bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions sous la référence n° T 06360 M à RECHES-PRESSES, 85 bis, rue Beaumour, - 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTOMOBILES

(1300 Personnes)

Banlieue Ouest, Recherche

CHEF COMPTABLE

EFFECTIF 15 PERSONNES

- Diplômé DEBS ou équivalent ;
- Age minimum 40 ans ;
- Connaissances informatiques nécessaires.

Adresser C.V. manuscrit très complet, photo et prétentions s/réf. 382, à CAMPBELL, B.P. 37, 75804 PARIS Cedex 17. Réponse assurée.

2 CONSEILS JURIDIQUES

Un spécialiste fiscal et collaborateur confirmé ayant au moins 3 ou 4 ans d'expérience professionnelle, acquise dans un cabinet similaire, une étude de notaire ou un cabinet d'avocats. Intéressantes perspectives d'évolution pour celui qui est méthodique et à la fois ouvert au travail et aux relations humaines. Il sera répondu à toute candidature indiquant prétentions et accompagnées du C.V. détaillé et d'une photo.

Notre Cabinet garantit le plus grand discrétion.

Société recherche très bons FORMISTES complets, pour valoir asseoir responsabilité d'un atelier de fabrication de formes de découpage. Ecrire MAYAS, 61, rue de la République, 69002 LYON, référence 8364.

Commune de Mions, 6209 habit. COMMUNAUTE URBAINE DE LYON

rech. urgente technicien niv. D.U.T. Génie civil ou B.T.S. en direction des serv. techniq. Adr. le dem. à M. le Maire de Mions, en Mairie, code p. 69780.

RECHERCHES POUR AGENCE NORD

INGENIEUR CONFIRME

ayant expérience des corps d'état d'équipement du BÂTIMENT pour assurer la Direction du Service Travaux. Le poste proposé pourra évoluer vers la position d'adjoint du Directeur d'Agence.

Adresser C.V. et prétentions à A.I.C., sous n° 1535, 22, rue des Martyrs, 75008 PARIS, qui transmettra.

Importante société mécanique, bordure Atlantique, recrute

Jne Sup. de Co ou Equiv.

Débutant ou presque

Après quelques missions ponctuelles dans le domaine de la gestion administrative et commerciale, il pourra évoluer vers des responsabilités plus larges à l'intérieur du groupe.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à MICHEL AUBRY C.P.A. 10 Impasse Pierre Loti 85000 La Roche sur Yon

SOCIÉTÉ D'ÉDITION

recherche

ADJOINT CHEF DE FABRICATION

pour réalisation livres scolaires et livres pour enfants.

Qualification et expérience souhaitées.

Envoyer C.V., photo et prétentions à J.-L. FABRE, 11, rue de Sévres, 75278 PARIS CEDEX 06.

Centre de recherches pharmaceutiques 100 km. Ouest Paris recherche

UN TOXICOLOGUE

de préférence vétérinaire UN ANATOMOPATHOLOGISTE Ecr. avec C.V. à SEP, n° 251, 9, P. 72, 2002 EVREUX, qui vr.

Centre de recherches NANCY recrute pour son laboratoire d'AÉROLOGIE

INGENIEUR OU DOCTEUR ES SCIENCES

- Chargé notamment de la conduite des études concernant les poussières.
- Bonnes connaissances en mécanique des fluides ou en génie chimique exigées.
- Expérience professionnelle de la conduite de la métrologie.
- Contrat à durée déterminée, avec perspective de contrat définitif.

Adresser C.V., prétentions et photo s/réf. 1319 à SWEERTS, s.p. 269, 75004 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

Ville de QUIMPER (Finistère) recrute par le serv. des finances un chef de bur. ou un rédacteur bien au courant des problèmes comptables et de la gestion financière communale. Candid. à adress. à M. le Secré. d'Etat, Maire de Quimper (bur. du personnel), avant le 1^{er} juillet 1978.

Rech. éducateur spécialisé prévention. Envoyer candidature à Equi. Préval. Maison de quartier Champfleury, 30000 Bourgneuf.

SOCIÉTÉ FABRICATION MÉTALLIQUE

300 PERSONNES

RÉGION PERIOUEUX

recherche

PROJETEUR CHEF DE GROUPE

connaissances serrurerie industrielle

Ecrire avec C.V. manuscrit + photo 28, rue de l'Arceade, Paris-9^e J.R.P. sous n° 6687, qui transmettra.

USINE DE PROVINCE GROUPE MULTINATIONAL

recherche

INGENIEUR de PRODUCTION

Ayant plusieurs années d'expérience dans le montage des composants électroniques actifs avec si possible connaissances manipulation plastique et (ou) montage circuits hybrides.

Env. C.V. man. avec prêt., photo s/réf. n° 68197 à CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLDI	43,00	48,19	OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
IMMOBILIER	10,00	11,44	DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
AUTOMOBILES	30,00	34,32	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52	AGENDA	20,00	22,88

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

BOUYGUES

Leader international implanté dans plus de 14 pays en progression constante, appliquant des techniques de management très avancées, aux activités diversifiées en Bâtiment, Travaux Publics, Offshore, Ouvrages industriels, 17000 collaborateurs dont 56% à l'étranger.

créé un NOUVEAU poste de

Manager gestion du personnel à l'étranger

Diplômé d'une grande école d'Ingénieur ou Commerciale, ou Docteur en Droit, il est âgé d'au moins 35 ans ; de nationalité indifférente, il parle l'anglais et le français couramment.

Il possède une expérience de plusieurs années de gestion de Personnel au siège d'une Société multinationale. Il est capable d'assumer rapidement des responsabilités autonomes.

Il aura la responsabilité de promouvoir sur tous nos chantiers étrangers une gestion du personnel très dynamique.

Il devra effectuer de fréquents voyages dans nos filiales et agences à l'étranger.

En fonction de ses résultats, il peut espérer une carrière rapide dans le Groupe.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Les candidats adresseront un dossier à M. Antonio GONZALEZ, Directeur - B.P. 204 - 92142 CLAMART Cedex.

Prestataire de services rech. dynamisme, apte à s'adapter à l'environnement de l'entreprise commerciale. Intégrité, esprit d'initiative, expérience. FRET ou TRANSIT suppr. C.V. et photo à T. 06.35.85.85. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Reaumur, Paris-2^e.

BANQUE INTERNATIONALE
PLACE DE PARIS
ÉLÉMENT
bonnes connaissances comptables, devises et portefeuilles, anglais lu et traduit, esprit d'initiative. Ecr. av. C.V. + photo T. 06.393.81.81 bis, r. Reaumur, 75002 Paris.

BANQUE INTERNATIONALE
Service Etudes Economiques
UN AIDE STATISTICIEN
Notions informatiques, STABLE. Tél. pour rend.-vs : 265-16-62.

Société Activité Internationale Paris-14^e, recherche

COMPTABLE
CONFIRME(ES) 10 à 15 ans expérience. Niveau actuel adhésif/actuel. Envoyer C.V. + prétentions à COPITEC, 214, rue de la Tour, 75014 PARIS.

Cadres retraités recherche
ASSISTANTE SOCIALE
Expérience Soins. Ecr. avec C.V. sv/rt. 1.207 à P. LICHOU S.A., 8, P. 220, 75002 Paris. Cochez 02 qui transmettra.

responsable organisation et informatique

ALSTHOM - UNELEC regroupe depuis peu sept départements, Industriels (8 usines, 7000 personnes). Chaque département se gère indépendamment sur un IBM 3 haut de gamme. C'est la raison pour laquelle le S.G. crée un siège (Paris) le poste de responsable organisation et informatique. Ce dernier se fait l'animateur d'une politique informatique cohérente, event de déboucher sur l'informatisation de la gestion de production et sur une refonte de l'organisation administrative et de son traitement; mais aussi il assiste, au jour le jour, les responsables de départements et les aide à coordonner et harmoniser leurs actions informatiques. Ce poste convient à un ingénieur, de 32 ans et plus, ayant acquis son expérience de l'organisation et de l'informatique chez un conseil et dans une entreprise industrielle de taille moyenne. Il faut prévoir de courts mais fréquents déplacements.

Ecrire à J. THILY, Carrières de l'Informatique, réf. 3393 LM.

responsable du groupe système - VM/DOS

Un organisme regroupant des caisses de retraite et de prévoyance, (Paris) disposent de deux gros 370/DOS-POWER basculant sur VM et sur lesquels sont implémentés CICS et DLI, prépare l'arrivée d'un 3032 et l'extension de son réseau. Cet organisme souhaite vous confier l'animation de sa jeune équipe système (3/4 p.) et, au-delà des missions quotidiennes, vous demande de surveiller et d'optimiser les performances du réseau et d'aider vos utilisateurs à mieux tirer parti des outils que vous mettez à leur disposition.

A terme, le passage à l'OS semble inéluctable.

Ecrire à J. THILY, Carrières de l'Informatique, réf. 3397 LM.

ingénieur électromécanicien

dirigeant le laboratoire de développement et d'essais

Nous sommes un fabricant de composants à l'implantation mondiale. Notre PDG cherche, pour notre siège à Paris, un ingénieur : ECP, ESE, AM par exemple.

Agé d'au moins 28 ans, il a travaillé aux études, aux essais, ou même en production, sur du petit matériel en grande série.

Il participe au développement des nouveaux produits, dirige une équipe qui réalise les essais mécaniques et électriques, assiste, comme expert, le commercial auprès de la clientèle. C'est un organisateur qui a le goût des responsabilités et aime prendre des initiatives. Il sait animer son équipe et n'hésite pas à "mettre la main à la pâte". Il travaille en étroite collaboration avec les autres départements de la société.

Anglais courant. Le succès dans ce poste ouvre de nombreuses possibilités de carrière dans le groupe.

Appointements négociables.

Ecrire à J.P. DOURY, Ingénieur ESE, réf. 3264 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX

parmi les diplômés d'enseignement supérieur en électronique, informatique, électrotechnique et automatique, qui souhaitent débiter ou poursuivre leur carrière professionnelle dans la vente, pour ses différentes divisions

- semi-conducteurs (à Paris - Lyon - Bordeaux)
- micro-informatique distribuée (à Paris)

La Société offre un fixe motivant auquel s'ajoute un intéressement en fonction des résultats.

Les candidats de valeur auront une évolution de carrière assurée, soit vers des responsabilités de secteurs commerciaux, de marketing, de planning, etc...

Ecrire avec C.V., photo prêt, de salaire, date de disponibilité sous Référence TIM/57B/510/511 à Madame LE GUET T.I.F. - Boite Postale 5 06270 Villeneuve-Loubet TEL : (93) 20.01.01.

MS SYSTEMES INFORMATIQUES
MDS France s.a.

600 unités centrales série 1200/2400
300 unités centrales série 21

Recherche :

INGENIEUR(S) SYSTEME

- formation école d'ingénieur ou maîtrise d'informatique
- débutants ou quelques années d'expérience
- connaissances de l'anglais

Rattaché au Chef du Service Système il prendra en charge des travaux de développement et de maintenance sur des systèmes d'exploitation temps réel.

INGENIEUR(S) et AGENT(S) TECHNICO-COMMERCIAUX

- formation écoles d'ingénieurs, maîtrises
- formation IUT
- débutants ou 2 ans d'expérience
- sens des contacts humains
- goût du travail varié
- aptitude aux déplacements
- basés à Paris ou en province

Rattachés à un Chef de District Technico-Commercial, ils participent à l'ensemble des actions de support direct au département commercial. A ce titre, ils interviennent à tous les niveaux de relation avec la clientèle.

Des postes équivalents sont à pourvoir dans les autres filiales européennes et à notre Siège Social de Bruxelles.

Les candidatures correspondantes peuvent être envoyées à la même adresse, rédigées en anglais en précisant le pays demandé.

Adresser C.V., manuscrit et photo à la Direction Technico-Commerciale MDS FRANCE S.A., 197, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12

Important Organisme socio-professionnel composé d'Associations d'Intérêts Publics (20.000 personnes) recherche pour l'un de ses centres de TRAITEMENT de L'INFORMATION

responsable bases de données

Chargé de la conception, de la mise en place et de la maintenance des systèmes de gestion de bases de données et de télétraitement en étroite relation avec les services Projets, Exploitation et Systèmes.

Ce poste ne peut convenir qu'à un Informaticien de haut niveau, âgé au minimum de 30 ans, ayant déjà pratiqué le SYSTEME I.M.S. et possédant de réelles qualités d'animateur et de coordinateur au sein d'une équipe informatique.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions, sous la référence 467 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter rue de Valenciennes - 75015 Paris

OFF GROUPE IMMOBILIER
d'importance nationale

cherche pour son Siège à PARIS

CHEFS de PROJETS

Au sein de la division de la construction, ils assureront la maîtrise d'ouvrages d'opérations locales et en accession.

Leur mission s'étendra de l'initiation de l'opération jusqu'à la livraison des logements.

Les candidats diplômés de l'Enseignement Supérieur auront acquis chez un promoteur, pendant 3 ans minimum, une expérience effective de la fonction dans tous ses aspects juridiques, financiers et techniques.

Envoyer C.V. détaillé à F.F.F. - 159, rue Nationale - 75640 PARIS CEDEX 13.

LE TRAITEMENT DE TEXTES

un marché en pleine expansion...

RANK XEROX
recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX ATTACHES COMMERCIAUX

Au sein d'une équipe dynamique disposant de supports importants, vous serez responsable de la commercialisation de la machine à écrire à mémoire "Marguerite" dont le marché en France est particulièrement porteur.

Nous offrons :

- un salaire élevé,
- une formation rémunérée et la possibilité, en fonction de vos résultats, d'une réelle évolution de carrière.

Ces postes conviendront à des professionnels ayant déjà l'expérience de ce marché ou à des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur attirés par une carrière commerciale.

Postes à pourvoir à PARIS et PROVINCE.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. (en précisant l'affectation désirée) sous réf. T.115 à

INFRAPLAN Tour de Lyon
185, rue de Bercy 75012 PARIS
qui traitera les candidatures.

Responsable d'une exploitation en temps réel

Dans notre groupe (2,8 milliards de CA, 10 000 personnes) l'organisation informatique est en pleine mutation (développement des activités, décentralisation, souci de cohérence, mise en place de matériels plus performants). Aujourd'hui le CHEF D'EXPLOITATION est responsable de toutes les activités de production (saisie, préparation, contrôle, exploitation en local et à distance).

Son équipe : 20 personnes.
Le matériel : IBM 370/138, 25 terminaux.
Les logiciels : système DOS/VS, DLI, CICS.
Demain le matériel sera encore plus puissant, les utilisateurs plus nombreux et plus exigeants.

L'homme que nous recherchons a donc une bonne compétence technique (formation d'ingénieur, connaissance du télétraitement) et une expérience d'au moins 4 ans en entreprise ou société de service.

Il doit être opérationnel en septembre.

Ce poste est à pourvoir à Neuilly.

Les personnes que ces fonctions intéressent sont invitées à adresser rapidement leur dossier sous référence RE646 M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP
7, rue Lincoln, 75008 PARIS.

GIXI

Filiale du groupe CISI, recherche

ingénieurs Débutants ou presque

pour des réalisations sur mini et micro-ordinateurs destinées à la conduite de procédés en temps réels industriels.

Affectation : banlieue Sud.
Déplacements à prévoir.

Adresser C.V., photo et prétentions GIXI Ingénierie Informatique ZA de Courtabœuf - Avenue de la Batique B.P. 11D - 91403 DRISAY CEDEX

ingénierie informatique

USINE D'EQUIPEMENT AUTOMOBILE
Sud Région Parisienne
recherche

INGENIEUR

ICAM - ENSAM - etc...

pour prendre responsabilité services méthodes et outillage

Expérience de plusieurs années dans poste similaire.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous no 58544 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

hb conseil

Conseil auprès des plus grandes entreprises nationales et multinationales, recherche

Des Ingénieurs

- Agés de 35 ans environ;
- Exclusivement Grandes Ecoles
- Ayant eu des responsabilités opérationnelles dans des sociétés importantes
- Parlant couramment l'allemand ou au moins l'anglais

Ecrire : HB Conseil 70, rue de Ponthieu 75008 - Paris

مكتبة من الأصل

LOGICIEL

Penser finan

Sirec

Directeur

BERNARD KRIEF

électraitement

Organisation et pub

VOUS RECHERCHER UN D'ANIMATEUR

UNE IMPORTANTE ENTREE DE BIENS DE GRANDE CONSOM

سكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	34,32

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

ADRESSES	La ligne col.	T.C.
EMPLOIS	24,00	27,45
D'EMPLOIS	5,00	5,72
ES	20,00	22,88
ES	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

organisation et

EC regroupe depuis peu sept sociétés (7000 personnes). Chaque semaine sur un IBM 3 haut de gamme le S.G. crée au siège une organisation et informatique, une politique informatique cohérente, la gestion de la production et administrative et de son traitement, les responsables de départements analysent leurs actions informatiques, de 32 ans et plus, ayant acquis une expérience de l'informatique chez un conseil et de taille moyenne. Il faut prévoir de l'informatique, réf. 3393 LM.

du

ème - VM/DOS

Classes de retraite et de prévoyance, 376/DOS-POWER basculant sur VM/CICS et DLI, prépare l'arrivée d'un eau. Cet organisme souhaite vous équipe système (3/4 p.) et, au-delà de la demande de surveillance et d'optimiser il d'offrir vos utilisateurs à mieux mettez à leur disposition, n'oubliez pas leur disponibilité.

l'informatique, réf. 3397 LM.

nicien

développement et d'essais

composants à l'implantation mondiale, au siège à Paris, un ingénieur : EC, diplômé aux études, aux essais, ou même en grande série, dirige un des nouveaux produits, assiste à la mécanique et électrique, assiste à la mise au point de la clientèle. C'est un responsable et aime prendre des décisions et n'hésite pas à "mettre la main à la pâte" en collaboration avec les autres dans ce poste ouvre de nombreuses perspectives.

ESSE, réf. 3284 LM.

NDRE TIC S.A.

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

COMMERCIAUX COMMERCIAUX

offres d'emploi

CAP SOGETI LOGICIEL

évalue ses besoins sur les dix-huit mois à venir à 100 INGENIEURS et TECHNICIENS

10 ANALYSTES PROGRAMMEURS (Réf. 825/1) 2 ans d'expérience sur mini-ordinateurs SOLAR, MITRA, POP 11 ou sur micro-processeurs.

30 INGENIEURS INFORMATIENS (Réf. 825/2) Débutants Ordres Ecoles ou EN 51. Option Informatique et Logiciel 2 à 4 ans d'expérience dans le réalisation de logiciel de base, de produits programmes ou de logiciel système temps réel.

6 CHEFS DE PROJET (Réf. 825/3) 6 ans minimum d'expérience en réalisation de logiciel dans une S.S.C.I. ou chez un constructeur.

Même si vous n'êtes pas candidat aujourd'hui ou si les postes à pourvoir dans l'immédiat ne correspondent pas à votre profil ou à vos aspirations, écrivez-nous.

Envoyer curriculum vitae, photo et présentations à CAP SOGETI LOGICIEL, 5, rue Louis-Léjeune, 92128 MONTROUGE CEDEX. Métro : PORTES-ORLEANS.

offres d'emploi

ROWNTREE MACKINTOSH

Group International de Chocolaterie Confiterie implanté sur le marché français avec Smarties, Nuts, Quality Street, After Eight, Kit Kat, Marier, Chocoréve, Lanvin...

directeur ingénierie et **chef de produits**

FONCTION : rattaché au Directeur Technique du Groupe, il sera responsable de la gestion des projets d'investissements (étude et réalisation) sur le plan technique et financier pour l'ensemble des usines françaises.

LE CANDIDAT RETENU : sera un Ingénieur Centreis, AM ou équivalent, devra justifier d'une expérience professionnelle de 8 à 10 ans et assurer effectivement la direction d'un bureau d'études ou de projets importants, de préférence dans l'industrie alimentaire.

FONCTION : proposer et assurer l'exécution de la politique marketing pour une gamme de produits assurer la gestion des budgets et la réalisation des objectifs de profit être l'interlocuteur des agences de publicité

LE CANDIDAT RETENU : sera diplômé d'une grande école commerciale ou l'équivalent devra justifier d'une expérience de 2 à 4 ans maximum dans la gestion de produits de grande consommation au sein d'un département marketing. Nous lui offrons de grandes opportunités d'évolution dans un Groupe international pratiquant un marketing élaboré.

La pratique courante de l'anglais est indispensable pour ces postes. Lieu de travail : MARNE LA VALLEE, 15mn Porte de Bercy par A4. Adresse C.V. détaillé, photo et présentations à J. HOUBERT, ROWNTREE MACKINTOSH S.A. - 77422 MARNE LA VALLEE CEDEX 2.

REPRODUCTION INTERDITE

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

réalisant une part importante de ses ventes à l'étranger

RECHERCHE RESPONSABLE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

DANS LE CAS DE MARCHÉS DE COMPENSATION

L'intéressé aura à acheter et revendre divers produits étrangers (textiles, métaux, minerais, etc...).

Ce poste requiert un cadre de haut niveau caractérisé notamment par :

- une formation supérieure (Grande Ecole de commerce ou d'ingénieur) ;
- une expérience des affaires de 10 ans au moins ;
- une grande faculté d'adaptation ;
- une grande disponibilité pour voyager à l'étranger ;
- la pratique de l'anglais.

Large possibilité de carrière dans un Groupe de premier plan.

Ecrire à : 756.798 M. REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Bézoumer, 75003 Paris, qui transmettra

Penser finance

Diplômé d'une grande école de gestion depuis trois ou quatre ans, vous avez déjà acquis une bonne pratique des états financiers dans une holding ou une grande entreprise. Et surtout vous avez appris à lire la réalité financière derrière les chiffres comptables.

Votre expérience peut s'enrichir encore dans notre grand établissement financier spécialisé. Dans le cadre de la Comptabilité Générale qui centralise une centaine de comptabilités rattachées, nous voulons vous confier le soin d'améliorer les états financiers périodiques de synthèse, de perfectionner nos tableaux de bord et de mieux analyser les flux engendrés par les fonds que nous gérons. Vous aurez à convaincre vos interlocuteurs de l'intérêt des outils d'information que vous créerez.

Nous avons demandé au cabinet de recrutement SIRCA de nous présenter votre candidature; écrivez-lui sous référence 782 123 M.

Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris.

EUREQUIP

Polyvalence et Qualité de nos Hommes sont les clés de notre stratégie de croissance.

Notre métier est difficile mais il passionne nos ingénieurs.

Notre produit, l'Aide à l'Evolution, est à l'échelle des problèmes mondiaux.

En octobre, nous accueillons une nouvelle équipe de

consultants

Vous êtes Ingénieur, psychologue, sociologue, économiste...

Vous avez au moins 3 années d'expérience dans l'industrie ou les conseils, le point d'entrée de votre carrière est de la mise en place de Nouvel Ordre Economique Mondial et du redéploiement de l'industrie française.

Peut être, serrez-vous un membre de cette nouvelle équipe.

Ecrivez sous réf. 10.55-M à EUREQUIP, Département Recrutement, B.P. 30, 92420 Voisins.

sema informatique

l'une des unités de SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour développer ses activités en informatique des ingénieurs diplômés de grandes écoles (X, Mines, E.C.P., Télécom...), pour les postes suivants :

ingénieurs informaticiens confirmés

Les candidats auront 3 à 6 ans d'expérience pour intervenir sur des contrats à l'étranger. Ils seront responsables de la mise en œuvre d'un important système informatique de gestion et en assureront la mise en place. (Réf. 10161M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à J. Hajage, Sema-Sélection : 92126 MONTROUGE - Centre Mètre, 16-18, rue Barbès.

sema selection

Montrouge - Lille - Lyon - Marseille

Directeur commercial

140 000 F

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES en progression continue recherchent pour leur division de SPECIALITES en voie de création :

un Directeur Commercial. Chargé de promouvoir une ligne de produits déjà bien implantés sur le marché, le nouveau collaborateur sera également responsable de la mise au point et du lancement des nouveaux produits.

Il sera directement rattaché au Directeur Général, Responsable de la Société et bénéficiera d'une large autonomie de Gestion pour atteindre les objectifs de développement fixés en commun.

Pour mener à bien cette mission, il faut avoir une solide formation commerciale, concrétisée par une expérience réussie de lancement de produits pharmaceutiques, acquise si possible dans une petite Entreprise. Lieu de Travail : banlieue Sud-Est de Paris. La connaissance de l'anglais sera un atout.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 80217 M (à mentionner sur l'envoi) à Christine MONTIEL.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKCC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

DIEBOLD FRANCE S.A.

recherche pour faire face à son expansion

INGENIEURS CONSEILS

pour ses départements : ORGANISATION et INFORMATIQUE MARKETING INDUSTRIEL (Réf. O.M.)

Notre choix se portera sur des candidats :

- Désireux de s'intégrer dans une équipe de grande qualité et d'y prendre des responsabilités dans le cadre d'interventions de haut niveau ;
- Et pouvant justifier d'une réelle expérience dans une fonction similaire acquise soit dans une société de conseil, soit chez un constructeur d'ordinateurs, soit dans une entreprise industrielle.

Pour ces deux postes, il faut être : Diplômé d'une grande école ; Bilingue français/anglais ; Avoir de solides connaissances en Informatique et en Gestion.

Envoyer curriculum vitae, photo et présentations à DIEBOLD FRANCE, 63, rue La Boétie, 75008 PARIS

LE CENTRE DE FORMATION DE L'ÉDITION L'ASFORÉD

propose une formation de 3 ans à temps plein (octobre 1978 à novembre 1980) préparant

au B.T.S. DE L'ÉDITION

et professionnaliseront à des activités orientées vers la coordination de différentes fonctions intervenant dans le processus des produits d'édition : fonction éditoriale, technique, commerciale, juridique, comptable et financière.

Pour tous renseignements, s'adresser à : ASFORÉD, 242 bis, bd St-Germain, 75007 PARIS Tél : 548-34-82

dgi LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

recrute

300 contrôleurs des Impôts

Formation rémunérée. Fonctions variées. Promotion interne. Stabilité de l'emploi.

CONCOURS : 22-23 novembre 1978. INSCRIPTIONS jusqu'au 10 août 1978.

Les candidats doivent être âgés de moins de 45 ans au 1er juillet 1978 et titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent.

Renseignements et inscriptions : pour les départements de la région Ile de France - Centre d'Etudes de Paris 166, Cl - M - 15, rue Scribe - 75436 PARIS CEDEX 08 - 742.42.88

postes 326 ou 873.180 en perceptions.

pour les autres départements : Direction des services fiscaux.

DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE SES CENTRAUX TÉLÉPHONIQUES PILOTÉS PAR ORDINATEURS CIT - ALCATEL

DÉPARTEMENT COMMUTATION VELEZY RECHERCHE

1 INGÉNIEUR SYSTÈMES TÉLÉPHONIQUES

En liaison avec les services de conception, il sera chargé :

- des études des performances « matériel et logiciel » sur des systèmes en cours de développement ;
- de la participation à l'établissement des cahiers des charges en liaison avec les clients ;
- de la définition des évolutions possibles du système.

Ce poste correspond à un ingénieur formation grande école ou équivalent possédant 3 à 6 ans d'expérience dans le développement de systèmes télégraphiques à programmes enregistrés.

À terme, des déplacements de courte durée en France et à l'étranger seront à envisager.

Envoyer curriculum vitae et présentations (avec photo) à CIT-ALCATEL, DÉPARTEMENT COMMUTATION - S.R.O. 10, rue Lavoisier, 78140 VELEZY

SINTRA DIVISION INFORMATIQUE

recherche pour

AGENTS TECHNIQ. ÉLECTRONIENS A.T. 2 - A.T. 3

2 à 3 années de pratique des circuits logiques et, si possible, connaissances des périphériques d'informatique.

AGENTS TECHNIQUES DE CONTRÔLE CONTRÔLEURS PROFESSIONNELS

connaissent circuits logiques et analogiques. Envoyer C.V. détaillé et présentations ou téléphoner

SINTRA
Direction du Personnel, 26, rue Malakoff - 92800 ANTIÈRES - 790-65-72

5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

SI VOUS RECHERCHER UN POSTE D'ANIMATEUR

et si vous possédez une expérience de la vente ou de la pédagogie des adultes, ainsi qu'une formation supérieure

UNE IMPORTANTE ENTREPRISE DE BIENS DE GRANDE CONSOMMATION

Vous propose de participer dans son Centre de Formation, près de Pontoise, au perfectionnement de ses équipes de vente.

À ce sein du groupe d'animateurs, vous contribuerez à la définition des besoins, à l'élaboration des programmes, à la préparation et à l'animation des sessions, ainsi qu'à la recherche de moyens pédagogiques.

Adresser C.V. et présentations à : CENTRE PUBLI-CITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

TECHNICO-COMMERCIAL CADRE POSITION II

pour Société d'équipement électrique industrielle

environ 40 ans. poss. méthodiques, ayant éprouvé des contacts avec les grandes administrations, sachant s'adapter à une gamme de produits spécialisés en évolution, sachant lire plans industriels. Sachant établir prix de revient.

PROFIL OUVRIER
Chef de Service ayant la responsabilité d'un tiers du C.A. de la Société.

POSTE TRÈS STABLE PROMOTION ASSURÉE
C.V. exigé. CARRIER-KRIBOPS 13, ville d'Este - 75 643 - PARIS Cedex 13

EQUIPEMENT AUTOMOBILE

et Région Parisienne

INGÉNIEUR

LM - ENSAM - etc...

grande responsabilité

méthodes et outillage

années dans poste

et présentations sous no 58544

KITE, 30, avenue de l'Opéra

01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	34,32

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



COMPAGNIE D'EXPLOITATION DES SERVICES AUXILIAIRES AERIENS
recherche

Un jeune ingénieur
Adjoint au Chef du Département Technique

La candidat retenu âgé de 25 ans minimum aura :

- une formation A et M ou équivalent ;
- une spécialisation ingénierie bâtiment ;
- une expérience dans le domaine de la réalisation d'installations de restauration ;
- d'excellentes connaissances en anglais.

Il participera à :

- la conception et à la réalisation de commissariats aériens ou d'installations importantes de restauration ;
- au suivi technique et à la maintenance d'installations existantes.

Lieu de travail : PARIS (14^e).
Déplacements à l'étranger en particulier Moyen-Orient, fréquents.
Poste à pourvoir très rapidement.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
SERVAIR - Direction du Personnel,
4, rue Ferrus, 75014 PARIS.

UN DES PREMIERS MONDIAUX EN APPAREILLAGES MEDICAUX
recherche pour son Laboratoire de Développement

INGENIEUR DE CONCEPTION
HARDWARE
De formation Sup Elec ou Grenoble
ayant 2 à 3 années d'expérience dans les systèmes en temps réel.
Connaissance en assembleurs indispensable.
La préférence sera donnée à un candidat ayant déjà travaillé sur du matériel DEC (PDP11).

ANALYSTE
ayant 2 à 3 années d'expérience dans les systèmes en temps réel.
Connaissance en assembleurs indispensable.
La préférence sera donnée à un candidat ayant déjà travaillé sur du matériel DEC (PDP11).

TECHNICIENS VI-V2
spécialistes en électronique digitale avec au moins 2 années d'expérience dans l'étude et la mise au point de systèmes numériques, logique rapide, électronique de calculateurs.

Lieu de travail : ISSY-LES MOULINEAUX.
Adresser C.V. à C.G.R., Service du Personnel B.P. No 3 - 93240 STAINS

BANQUE PRIVÉE
PARIS (8^e)
cherche à renforcer sa

DIRECTION DU PERSONNEL
par un

RESPONSABLE DE FORMATION

qui devra :

- participer à l'élaboration de la politique de formation ;
- détecter les besoins de formation et concevoir les moyens d'y répondre (notamment en liaison avec des organismes extérieurs) ;
- personnaliser la formation bancaire dispensée par le C.P.P.B. ;
- animer lui-même certaines actions de formation.

Ce poste peut convenir à un homme d'esprit concret, de formation supérieure, ouvert aux problèmes d'évolution de l'entreprise.

La préférence sera donnée à un candidat :

- pouvant justifier de plusieurs années d'expérience de la fonction dans un établissement bancaire ;
- ou ayant acquis l'expérience solide d'autres postes de la profession bancaire et éprouvant une forte motivation pour la fonction formation.

Possibilité d'évolution ultérieure soit dans le cadre de la Direction du Personnel, soit vers d'autres secteurs de la Banque.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 2988 à : PLAIN CHAMPS, 5, rue du Heider, 77009 PARIS.

Important groupe financier
Quartier Étoile
recherche

analystes-programmeurs

Intéressés par l'informatique de gestion.
De formation IUT, débutants ou à 2 ans d'expérience, ils s'intégreront à des équipes d'analystes-programmeurs, chargés de la maintenance des programmes.
Ils participeront ensuite au développement de nouvelles applications.

Nombreux avantages sociaux.
Restaurant d'entreprise.

Adresser votre CV sous réf. 516M au service orientation recrutant de la Compagnie Bancaire 25, avenue Kléber 75016 PARIS

compagnie bancaire

ETABLISSEMENT BANCAIRE
recherche

JURISTE CONTENTIEUX

LE CANDIDAT DEVRA POSSEDER :

- une formation supérieure et une pratique confirmée des procédures judiciaires.
- quelques années d'expérience acquise dans un Cabinet d'Avocat, d'Agée, de Syndic ou au sein du Service Juridique d'une importante Entreprise.

IL LUI SERA PROPOSE :

- de participer à la mise au point des dossiers judiciaires de haut niveau.
- d'assurer les relations avec les services de la Direction et les Conseils de l'établissement.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. M 38261 B à SLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 84300 VINCENNES O.T.

IMPORTANTE STÉ DISTRIBUTION ALIMENTAIRE
350 magasins Paris Province
recherche

SON DIRECTEUR DE PUBLICITÉ

Nous souhaitons :
Un homme de terrain qui devra avoir une parfaite connaissance des magasins.

Il sera en outre :
Responsable des Budgets Publicité

Ecrire en joignant C.V., photo et prétentions à Monsieur CLIGNÉRET VINIPRIX 1, rue des Transports, 94150 RUNGIS

la Société Française des Téléphones Ericsson

Vous êtes **INGENIEURS DIPLOMES EN ELECTRONIQUE** et vous possédez 2 à 3 années d'expérience dans la vente de biens d'équipement.

Votre dynamisme et votre sens des contacts vous permettent de négocier des contrats importants à des niveaux élevés.

Vous voulez vendre,
nous vous offrons la possibilité d'atteindre votre but en vous confiant au sein de notre Département des opérations par affaire, la responsabilité d'un secteur de vente.

Les candidats adresseront C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. DOA 781, Direction du Personnel 146, Boulevard de Valmy, 92707 COLOMBES CEDEX.

ANSWARE

Importante Société de Services et de Conseils en Informatique, Filiale de THOMSON C.S.F. dans le cadre de son expansion, recherche

futurs chefs de projets

- Vous êtes **JEUNES DIPLOMÉS** option INFORMATIQUE **INGENIEURS** (M.S.A., ENSEI, ENSIMAG, ISM, ...)
- ou **UNIVERSITAIRES** (M.A.S.E., DUT).

• Vous avez étudié le langage Avol (Cobol, PLI) ou Assembler (assemblé) ou IBM 370 ou IBM 3700.

• Notre activité vous permettra, après FORMATION, de pratiquer immédiatement les techniques de pointe (sans de données, temps réel), au sein d'équipes structurées.

Cette expérience diversifiée vous amènera à des fonctions de haut niveau.

Envoyer sous référence 61 600 votre CV détaillé, photo, prétentions et détail de disponibilité à M. Hout.

ANSWARE
135, Rue de la Pompe - 75116 Paris.
Discrétion assurée, réponse rapide.

LABOUSSE
recherche

pour 64/50 et applications télétraitement

PROGRAMMEURS-ANALYSTES

- DUT Informatique 1 ou expérience minimum.
- Connaissance COBOL

ou

- Plusieurs années d'expérience exigées.

Lieu de travail : PARIS (6^e).

Ne pas téléphoner - Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

Librairie LABOUSSE Services du Personnel 17, rue du Montparnasse 75288 PARIS CEDEX 06.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE
recherche

pour la France (PARIS) ou l'étranger (PAYS FRANCOPHONES)

INGÉNIEURS

Pour assurer le suivi technique et commercial de contrats de réalisation.

Les candidats devront avoir une expérience acquise dans les industries utilisant les hydrocarbures gazeux ou liquides.

Age indifférent (jeunes ayant une courte expérience comme anciens très expérimentés).

Ecrire avec C.V. + photo sous référence 8001 à : SPETAB, 12, rue Jean-Jaurès, 92897 PUTEAUX.

ENTREPRISE INSTALLATIONS ÉLECTRICITÉ - INSTRUMENTATION

Proche Banlieue Ouest - Paris.
Filiale Groupes Importants.

Fort expansion à l'étranger dans les domaines :

- pétrole, mines, aéroports, équipements portuaires ; grands travaux, etc.

recherche

JEUNE INGÉNIEUR
Grande École - Option électrotechnique.
Anglais courant exigé.

Sa formation sera assurée au siège de la Société et sur chantiers en France ou à l'étranger (Afrique, Moyen-Orient, etc.)
Les perspectives d'évolution sont larges pour un candidat ayant l'esprit d'entreprise, disponible et motivé.

Adresser C.V., photo sous le n° 27 à R.P. 56, rue Fontaine-au-Roi 75011 PARIS, qui transmettra.

FONCTION FINANCIERE CREDITS COMMERCIAUX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LEADER MONDIAL DANS SA BRANCHE recherche

Jeunes Diplômés

ESSEC - IEP (ECOPI) - EDHEC - ISG - DAUPHINE ESCAL - ESICA - CPA - ICG - DECS - IAE

Four postes à pourvoir à PARIS et en Province exigent :

- des qualités de contacts, de dynamisme et de bon sens ;
- le goût des responsabilités qui comportent l'appréhension des risques de crédits commerciaux et l'étude de la solvabilité des entreprises.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, présent, et photo récente sous le n° 89.000 à CONTRESS Publi, 20, avenue de l'Opéra - 75004 PARIS Cedex 01.

FISCALISTE

Vous êtes **EXPERT COMPTABLE** ou **LICENCIÉ EN DROIT**

Vous êtes déjà spécialisé en fiscalité ou votre expérience vous a appris à élimer cette discipline

Vous aimez le conseil plus que les fonctions hiérarchiques

Vous aimerez, à terme, devenir l'un des associés d'une importante société d'expertise comptable

Vous êtes alors concerné et vous pouvez nous écrire car

Nous recherchons un **FISCALISTE** pour PARIS
Jean Adrien - Hélio
7, rue de Cheillot - 75116 PARIS

Filiale d'une Société électronique Ouest de Paris recherche son

contrôleur de gestion

homme d'action à la fois théoricien et praticien, il doit maîtriser les solutions qu'il a élaborées conjointement avec le Directeur Financier dont il dépend directement.

De formation supérieure (expertise comptable, ESSEC, SUP de CO) il a environ 2 années d'expérience dans un Cabinet d'Audit et autant dans une Société industrielle.

Actuellement Adjoint, il souhaite assumer la totalité des fonctions et responsabilités dévolues à un contrôleur de gestion.

De caractère souple, il saura, si nécessaire, affirmer son caractère et sa volonté de réussir.

L'anglais est indispensable, l'allemand souhaité.

Adresser C.V., photo et lettre écrite au Cabinet Claude YITZ sous référence 7789 MIN 30, rue Croix des Petites Champs - 75001 PARIS. Discrétion assurée.

TRINDEL
(8.000 personnes)
Société d'installations électriques industrielles, d'automatismes et d'informatique industrielle recherche dans le cadre de l'expansion de son département « INSTRUMENTATION » basé à SAINT-OUEN (93400)

INGÉNIEUR DÉBUTANT
(SUPELEC, ENEL, ORENOBLE, ...)

INGÉNIEUR D'AFFAIRES INSTRUMENTATION CONFIRMÉ

- ayant minimum 5 à 8 ans d'expérience en tant qu'ingénieur d'affaires instrumentation, activité entreprise ;
- bonnes connaissances des matériels d'instrumentation et accessoires ;
- sens des responsabilités, du travail en équipe, des relations humaines. Souci de la gestion intégrée de ses affaires.

Envoyer C.V. + photo et prétentions sous la référence A 78/29 à : Société TRINDEL, DP/PS, 41, rue de Lisbonne - 75003 PARIS Cedex 08.

SOCIÉTÉ DE JOUETS EN EXPANSION
recherche

UN DIRECTEUR DE L'EXPORTATION
(voyages fréquents)

UN ADJOINT AU DIRECTEUR DE L'EXPORTATION
(voyages fréquents)

UN CHEF DE PRODUITS EXPORTATION
(poste plus sédentaire)

- 28 ans minimum ;
- expérience de la vente à l'exportation de produits de consommation ;
- parlant couramment anglais.

Les trois postes sont basés à Paris

Envoyer C.V. et photo à n° T 064 12 M : REGIS PRESS, 80 bis, rue Beaumou, 75003 PARIS.

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
Filiale d'un important groupe international recherche pour son Etablissement de POISSY (78) Siège et Usine 750 personnes

INGÉNIEUR
pour occuper le poste de CHEF DU SERVICE ENTRETIEN - SÉCURITÉ

La préférence sera donnée à un candidat de formation mécanique ou électromécanique, ayant une expérience de quelques années.

Le goût du commandement et des qualités de contacts sont nécessaires.

Ad. C.V. manuscrit avec photo et prêt, ss le n° 89.187, CONTRESS Publi, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

DEMANDES D'EMPLOI

INGENIEURS

PROGRAMMEUR

609.95.95

كندا من الأصل

سكنا من الاصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	6,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

OFFRES D'EMPLOI	Le m/m col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	24,00	27,45
IMMOBILIER	5,00	6,72
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

BANQUE PRIVEE
PARIS (9^e)
cherche à renforcer sa
DIRECTION DU PERSONNEL
par un
**RESPONSABLE
DE FORMATION**

per à l'élaboration de la politique de
de la formation et de concevoir
des programmes (notamment en liaison
avec les organismes extérieurs);
mettre la formation bancaire dispensée
C.F.P.B.;
participer à l'élaboration des programmes
à l'initiative de certaines sections de formation.
peut convenir à un homme d'esprit
de formation supérieure, ouvert aux pro-
blèmes de l'entreprise.
votre candidature à un candidat:
et justifier de plusieurs années d'expé-
rience de la fonction dans un établissement
de banque.
rante votre expérience solide d'entra-
votre motivation pour la fonction formation.
de formation supérieure soit dans le
de la Direction du Personnel, soit vers l'au-
de la Banque.
lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo
récente sous réf. 2885 à : ELAIN CHAMPEL
3, rue de Heider, 75009 PARIS.

**Société Française
Téléphones Ericsson**

êtes **INGENIEURS DIPLOMES EN
ELECTRONIQUE** et vous possédez 2 à
des d'expérience dans la vente de blanc
nement.
dynamisme et votre sens des contacts
permettent de négocier des contrats
tants à des niveaux élevés.

Tous voulez vendre,
vous offrons la possibilité d'atteindre
but en vous confiant au sein de notre
système des opérations par affaire,
responsabilité d'un secteur de vente.
candidats adresseront C.V. détaillé,
et prétentions sous réf. DOA 781,
Direction du Personnel
145, Boulevard de Valmy,
92707 COLOMBES CEDEX.

**ENTREPRISE INSTALLATIONS
ELECTRICITE - INSTRUMENTATION**
Projet Banlieue Ouest - Paris.
Nouveaux Groupes Industriels.
Une expérience à l'échelle
dans les domaines:
- travaux, mises, appareils, équipements
portables; grands travaux, etc.
recherche

JEUNE INGENIEUR
Bonne Ecole - Spécial électronique -
Paris - 19^e arr.
Sa formation sera assurée
au siège de la Société et sur chantier
en France ou à l'étranger
(Amérique, Moyen-Orient, etc.)
Les perspectives d'évolution
sont larges pour un candidat
ayant l'esprit d'initiative,
dynamisme et polyvalence.
Adresser C.V. photo sous réf. 107
à M. P. 50, rue Fontaine L. R.
75009 PARIS, par téléphone.

TRINDEL
Ses services sont destinés à l'installation
de systèmes électroniques, instrumentation
et d'informatique.
Ses services sont destinés à l'installation
de systèmes électroniques, instrumentation
et d'informatique.
INGENIEUR DEBUTANT
Ses services sont destinés à l'installation
de systèmes électroniques, instrumentation
et d'informatique.
INGENIEUR D'AFFAIRES
Ses services sont destinés à l'installation
de systèmes électroniques, instrumentation
et d'informatique.
Instrumentation confirmée

offres d'emploi

SOCIETE D'ENGINEERING MULTINATIONALE
recherche
POUR SA FILIALE FRANÇAISE

INGENIEUR CADRE COMMERCIAL
SOUS L'AUTORITE DU DIRECTEUR GENERAL

FORMATION ET EXPERIENCE :
- diplômé de l'Ecole nationale supérieure de
pétrole et des moteurs;
- expérience (4 à 5 ans min.) acquise dans une
société d'engineering principalement à vocation
pétrolière ou pétrochimique;
- anglais courant indispensable, autres langues
souhaitées;
- sens des contacts humains;
- connaissances des pays du Maghreb et des pays
francophones.

SES RESPONSABILITES SERONT :
- promotion des activités de la société auprès
des clients;
- participer à l'élaboration des offres et à la
négociation des contrats avec les clients;
- se tenir informé des possibilités du marché
international dans les domaines d'intérêt de la
société.

FORMATION ET CARRIERE ASSUREE
DANS UN GROUPE INTERNATIONAL

Envoyer C.V. et prétentions sous le n° TO 5450 M.
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumartin, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
PARIS

recherche pour son SERVICE
CONTROLE - QUALITÉ

**CONTROLEURS
SOUDURE**

3 à 5 ANS D'EXPERIENCE

Capables effectuer contrôle soudure sur équipe-
ments industriels par ressuage, magnétoscopie,
ultra-sons, radio et d'interpréter les résultats
selon les normes internationales.

BONNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS.

Déplacements courts et moyennes durée
en France et à l'étranger.

Revoir avec cur. vitae, photo sous réf. 9.030 à
RPERAR, 13, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

DISERTI
DEPARTEMENT ORGANISATION

recherche
INGENIEURS
CENTRALE, A et M, OU EQUIVALENT

ayant quelques années d'expérience acqui-
ses en milieu industriel ou dans un cabinet
d'organisation.

Ils seront progressivement associés à des
équipes de CONSULTANTS sur des projets
d'organisation industrielle ou administrative.
Une expérience de la fonction entretien et
de l'établissement de prix de revient de
fabrication constitueront un atout important.

Envoyer CV détaillé, prétentions et lettre
manuscrite sous référence OI à :

SERTI-ORGANISATION
49 avenue de l'Opéra 75002 Paris

BUTTONI
pour son département
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

recherche
INGENIEUR
CHEF DE PROJETS

Le candidat aura une première expérience profes-
sionnelle dans le domaine alimentaire.

Il devra être capable d'animer une équipe.

Env. lettre man. C.V. + photo à BUTTONI, Service
du Personnel, 78, rue Garibaldi, 94300 ST-MAUR.

Vous avez un DUT informatique
ou l'équivalent ou encore
une expérience dans la branche,
nous vous proposons de vous intégrer à
une jeune équipe d'informaticiens comme

PROGRAMMEUR
dans un des premiers groupes français.

Votre travail est déterminé en fonction de votre
expérience et de vos capacités, votre promotion
est assurée à l'intérieur même de l'entreprise. Des
votre entrée vous bénéficiez d'une bonne rémuné-
ration et de nombreux avantages.

Votre lieu de travail : CERGT-PONTOISE au siège
de 3M FRANCE.

Pour obtenir une information
complète et avoir un premier
contact avec le Service Infor-
matique appelez sous réf. 300
de 600 M du lundi au vendredi
de 8 heures à 19 heures.

EMPLOI INFORMATION 609.95.95

Vous pouvez également adresser CV photo pré. (réf. 600 M)
à M. FAUCONNET Service O.P. 3 bis de l'Osse 75002 CERGT.

Emploi Information
609.95.95

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE
recherche pour son Département
PROMOTION IMMOBILIERE
basé en Hauteurs Ouest Paris :

INGENIEUR
CHARGÉ D'AFFAIRES

Formation Grandes Ecoles + ICH
Age minimum : 35 ans

Expérience confirmée dans le montage d'opérations
de promotion en logements collectifs, groupements
de maisons, ensembles industriels.

Assisté d'une équipe de spécialistes, le titulaire
sera responsable :

- de la recherche foncière;
- du choix des programmes de la gestion et de la
commercialisation de ces opérations.

Adresser C.V., photo, prétent. sous le n° 88.156 à :
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

**RESPONSABLE
AU SERVICE DE VENTE**

de demi-produits (tôles, tubes etc.) pour chauf-
dronnerie et construction navale de la filiale de
vente en France d'un important groupe allemand
du secteur

METEAUX NON FERREUX.

- larges responsabilités
- rémunération motivante
- possibilités d'évolution

SONT DEMANDES :

- excellent vendeur
- de préf. diplômé ingénieur métallurgie ou
constr. d'appareils
- expérience chimie, pétrochimie, centrales,
désamiant et engineering correspondants
appréciés.
- bonnes connaissances langue allemande, sur-
tout parlé.

Adresser CV et lettre manuscrite s/réf. 8070 à
P.LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cedex 02
qui transmettra

Importante société, SECTEUR ALIMENTAIRE,
située dans la banlieue sud de Paris, recherche,
pour étoffer ses structures

CHEF DES VENTES

chargé de la gestion, de la coordination et de
l'animation d'une équipe de vendeurs dont il aura
à définir les objectifs et contrôler les activités.

Ce poste ne peut convenir qu'à un jeune cadre
(minimum 25 ans), de formation commerciale
supérieure et (ou) pouvant prouver une expérience
réussie d'au moins 3 années de l'animation des
ventes acquises, si possible, dans le secteur ali-
mentaire.

Anglais, allemand souhaités. Poste évolutif.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions, sous
la référence 488
Cabinet Jean-Claude MAURICQ,
Conseil en gestion du personnel,
397 ter, rue de Vaugrard - 75013 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL recherche
pour sa division AGRO-VETERINAIRE

**INGENIEUR
AGRO/AGRI**

Responsable de la promotion des additifs
pour l'alimentation du bétail en France.
La fonction implique d'assurer personnel-
lement la promotion et le suivi terrain
auprès des clients, prospecter et prescrip-
teurs, la participation à l'élaboration du
plan marketing et à ses moyens d'actions
(analyse du marché, positionnement du
produit, argumentaires, publicités...), l'a-
nimation d'une équipe de promoteurs.

Expérience d'une fonction technico-com-
merciale voisine, forte aptitude à la com-
munication; nombreux déplacements à
partir de Paris, Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et
préf. s/réf. 5056/JIN à A.M.P. 40, rue
Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui trans-
mettra).

**ingénieur
système**

DEBUTANT

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole (Mines, Centrale,
Télécom...)

Vous avez reçu une formation complémentaire informatique.

Vous avez un intérêt prononcé pour la fonction "Système".

Vous avez la volonté de réussir.

notre Groupe, un des leaders dans la branche des Assurances,
vous propose un poste d'INGENIEUR SYSTEME.

Une formation complémentaire sera assurée.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite sous la réf. 82.04/US/198
à ADEQUATION 94 Avenue de Versailles 75018 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour sa
DIRECTION INFORMATIQUE

INGENIEUR - CONCEPTEUR

- Grandes écoles,
- âge minimum 30 ans,
- expérience production continue (verre,
papier, métal).

pour participer à la définition du :
SYSTEME D'INFORMATION ET GESTION
DES CENTRES DE PRODUCTION.

- Evolution ultérieure vers un poste opé-
rationnel.

Adresser C.V. et prêt. à n° 6239
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

SOCIETE DE CONSEIL
dans le cadre de son expansion

- **INGENIEURS**
en **GESTION** et **ORGANISATION**
diplômés grandes écoles, X, Centrale, Mines,
INSA, ENSIC et IRE.
- désir de s'élancer dans une organisation dans
des secteurs les plus fondamentaux (stratégie,
structure, contrôle de gestion, marketing...);
- ouvert aux études générales et techniques;
- personnalité très dynamique, esprit d'ap-
pâtisme prouvé.

- **INGENIEURS INFORMATIENS**
formation supérieure universitaire ou grandes
écoles.
- pour prendre en charge l'étude et la réalisa-
tion d'applications complètes;
- expérience des systèmes OS/VS, SIMIS 3 et
du TS serait appréciée.

Adr. C.V., prêt., photo, date de disponibilité, à :
180, rue de Bagnolet - 75020 PARIS.

Importante Société Industrielle
Quartier St Lazare - C.A. 250.000.000 F
recherche

ANALYSTE ORGANIQUE

(poste évolutif)

Fonction : *dans un premier temps, maintenance
et animation des chaînes existantes dans
un deuxième temps, participation à la mise
en place d'un système intégré.*

Profil : *formation de type IUT informatique
niveau; connaissances approfondies Ocol-ANS
et système d'exploitation George II; expérience
de 5 ans min. dans la gestion financière et
la gestion commerciale.*

Son activité de conseiller technique spécialiste
l'amènera à de fréquents déplacements de courte
durée en province et à l'étranger, mais il résidera
à Paris.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions
sous référence 9996 à L.T.F.,
31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui tr.

**Un très important
groupe pétrolier**

recherche

1 INGENIEUR-THERMICIEN
CONFIRME

possédant une solide expérience des fours et
chaudières et raffinerie ou pétrochimie (concep-
tion, conduite, entretien) et une connaissance
approfondie des problèmes de combustion.
Son activité de conseiller technique spécialiste
l'amènera à de fréquents déplacements de courte
durée en province et à l'étranger, mais il résidera
à Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 88.996,
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

**radar
super**

recherche pour
**SUPERMARCHÉS
RÉGION PARISIENNE**

**DIRECTEURS
DE MAGASIN**

Possèdent expérience professionnelle
dans la gestion des rayons alimentaires et
pâtisseries ou formation scolaire équivalente.

Adresser C.V., photo, prétentions
Société Française de Supermarchés
Recrutement M.A.
11, av. de la Division Leclerc - 94230 CACHAN

BANQUE A PARIS
Equipe I.B.M. 3/15 - 32 réseaux T.P.
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR
CONFIRME

Poste stable dans équipe dynamique.
NE PAS SE PRESENTER

Envoyer C.V. complet et prétentions à :
BANCO DI ROMA FRANCE, Service du Personnel,
B.P. 5502, 75089 PARIS CEDEX 02

offres d'emploi

IMPORTANT CABINET
AUDIT - COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche

CHEFS DE MISSION
Expérience audit 4-8 ans
Diplômés enseignement supérieur.

RÉVISEURS CONFIRMÉS
Expérience audit 2-4 ans
D.E.C.S. - Enseignement supérieur.

Adresser cur. vitae et prétentions sous n° 7494,
« Le Monde » Publ., 3, rue des Saussaies, 75007 Paris.

FILIALE SOCIETE AMERICAINE
viale par correspondance
recherche

ASSISTANT DIRECTEUR FINANCIER

en liaison directe avec le Directeur Général
français et le contrôleur européen.
Il aura la responsabilité du fiscal et du juridique,
pour les différentes sociétés du groupe. Formation
supérieure juridique ou fiscale. Anglais courant.
Expériences préalable indispensables dans un poste
similaire.

Lieu de travail : Paris et ville littoral nord
Possibilité de développement de carrière rapide
au sein d'une équipe de direction dynamique
(âge moyen : 35 ans).

Envoyer curriculum vitae et prétentions à F.C.P.,
7, rue Nicolas-Roret, 75005 PARIS.

**CGE GÉNÉRALE DE CONSERVE
D'AUCY**

POUR NOTRE DÉPARTEMENT MARKETING
nous recherchons
JEUNES

CHEF DE PRODUITS

VOUS ÊTES :

- diplômé d'une école de commerce ou équivalent;
- attiré par la gestion d'une gamme de produits
déjà bien introduits sur le marché.

NOUS OFFRONS DE VOUS INTÉGRER
DANS UNE ÉQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE

Adresser C.V., photo et prétentions
au Service Relations Sociales
225, rue Saint Honoré, 75009 Paris Cedex 01.

ASSIGRAPH

Société de Conseil et de Services Informatiques
conception assistée par ordinateur

recherche pour PARIS

INGENIEURS COMMERCIAUX

- L'électronique, l'électromécanique
- Les instruments et la commande numérique
- Trois ans d'expérience des bureaux d'études.

Adresser C.V. à : 123, rue de Beaulieu, Paris (12^e).
Tél : 340-80-46.

ENTREPRISE BATIMENT
ayant chantiers en France et au Moyen-Orient
recherche pour son siège à BAGNEUX (92)

CHEF COMPTABLE

- Comptabilité générale et de chantier;
- Service personnel;
- Minimum 10 ans d'expérience;
- Connaissances bâtiment exigées.

Envoyer C.V. et prétentions à n° T 06380 M,
Régie-Pressé, 85 bis, rue Beaumartin, 75002 Paris.

CERO recherche
**ANALYTES
ET PROGRAMMEURS**

IBM 370
OLI expertise
C.I.L. - R.S. 6446
I.B.S. - T.O.S. 6900
Adresser C.V. à CERO,
21 bis, avenue Saint-Marie,
91500 SAINT-MANGE.

Recherche pour service
Mobilier seul, cabinet,
**DAME EMPLOYÉE
DE MAISON**

ayant grande expérience, logée,
nourrie, bûche logée
dans studio excellent.
Rémunération à dis-
cuser. Quartier FOCH.
Préfér. écrite avec résumé et
photo : Mlle STEWART,
34, av. George-V, Paris (8^e).

Centre chirurgical
Paris-Lamouille
133, avenue de la Résistance,
92200 Le PLESSIS-ROBINSON
cherche

FABRICANT

ROBES

60.000 vêtements/an,
marque nationale,
recherche son

**HOMME
EXPORT**

- Possédant parfaitement
l'anglais parlé et écrit,
- Allemand souhaitable.
- Ce poste s'adresse à
UN HOMME DE TERRAIN
voyages 70 % du temps.
- UN TALENT VENDEUR
est indispensable pour
les nouveaux marchés.
- Le sens de l'organisation
et d'une grande psychologie
permettront la mise en place
de réseaux devant aboutir
à un service export
structuré et efficace.
- Situation d'avenir si
capable et persévérant.

Ecrire avec C.V. et photo
sous n° 7493 à :
JRP 29, rue de l'Arcade (8^e),
qui transmettra.

**INGENIEUR
ELECTRONIEN**
(CONFIRME)

Pour études, devis et
suivi de réalisations
en automatique logique.
Adresser C.V., prétentions
et disponibilité, à n° 4.072,
PUBLICITES REUNIES
112, boulevard Voltaire, 75011 Paris
Maison de santé ban. Nord
recherche

**CHEF
DU PERSONNEL**

Adresser C.V. et références, à
n° 31.070 S. G.E.U. PUBLICITA,
17, rue Lebel, 94000 Vincennes.

Table with 2 columns: Category (OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc.) and values (La ligne, La ligne T.C.).

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: Category (ANNONCES ENGAGEES, OFFRES D'EMPLOIS, etc.) and values (La ligne, T.C.).

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Le Service immobilier d'un important groupe privé d'assurances recherche COLLABORATEUR RICE

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE recherche

INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL POUR EXPORTATION ENSEMBLES INDUSTRIELS

Ingénieur de bureau d'études

Prospection, préparation des offres commerciales, négociation des contrats

Anglais courant impératif, espagnol apprécié

Recherchers

DIV TECHNICIENS Niv. BT, DUT, BTS Electronique, 1 ou 2 ans d'exp. T.T.L. et C.A.D.S.

INGÉNIEUR DEBUTANT Connaissances mécaniques électriques et thermiques.

IMPORTANT GROUPE PRIVE SECTEUR TEXTILE

ANALYSTE Le candidat sera à minimum de niveau équivalent, sera diplômé d'une école d'ingénieurs

AFNOR recherche

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER La formation : maîtrise de gestion ou équivalente.

SOCIÉTÉ DE PUBLICITE recherche

J.H. DEBUTANT Formation supérieure pour laboration plans et graphisme

FILIALE GROUPE INTERNATIONAL recherche pour second

CADRE CCAL Expérience 5 à 10 ans, négoce produits chimiques

ANIMATEURS NIVEAUX CADRES ET EMPLOYES dans les domaines suivants :

animaux 200 CHIENS, Mast-chow, 184, av. d'Italie - 75013-79

offres d'emploi

BIS RECRUTE

INGÉNIEURS Position 2 Ingénieurs de bureau d'études

MISSIONS LONGUE DURÉE 92 - ISSY-LES-MOULINEAUX, PARIS SAINT-CHARLES (197)

Société Nouilly 1921 recherche

SON ACHETEUR

EU-SELEC

PROCHE BANLIEUE SUD

Vie secrétaire de Direction anglophone

75000 + / an - CADRE 28 ans minimum - bilingue Français ayant une réelle pratique du métier

SECRETARE TRILINGUE Néerlandais, Allemand, Français exigés

SECRETARE EXPERIMENTEE TELETYPE - STANDARD

SECRETARE DE DIRECTION

SECRETARE DE DIRECTION

POMA cherche

SA SECRETARE

formation professionnelle

ANIMATEURS NIVEAUX CADRES ET EMPLOYES

animaux

animaux

animaux

animaux

demandes d'emploi

Commerce moderne - Grande distribution PROFIL « DIRIGEANT 1980 » - 38 ans

RELATIONS SOCIALES CUMULANT

DANS :

CADRE SUPERIEUR - 38 ANS - Treize ans d'expérience automobile

DOMAINES FINANCIERS COMMERCIAUX ou ADMINISTRATIFS

représentation offres

UN IMPORTANT LABORATOIRE propose

4 postes de Représentants Exclusifs

information divers

POUR PARIS ET REGION PARISIENNE recherches d'urgence

UN ANIMATEUR DE VENUE

ING. DIPLOME BATIMENT

INGENIEUR D'ETUDES

Edouardo P.A.

SECRETARE DIRECTION

SURVEILLANT DE MAGASIN

JEUNE JOURNALISTE

capitaux ou proposit. comm.

Partenaires

annonces classees TELEPHONEES 296-15-01

annonces classees

demandes d'emploi

INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL, 26 ans

PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER

JEUNE INGENIEUR (27 ans)

JEUNE HOMME, 29 ANS, 4 ANS EXPERIENCE BANCAIRE

CADRE COMMERCIAL ÉDITION

40 ANS

DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

HOMME 36 ANS

CADRE, 48 ANS

INGENIEUR D'ETUDES

SECRETARE DIRECTION

SURVEILLANT DE MAGASIN

JEUNE JOURNALISTE

capitaux ou proposit. comm.

Partenaires

annonces classees TELEPHONEES 296-15-01

annonces classees

annonces classees

annonces classees

annonces classees

annonces classees

Large vertical advertisement for 'Immobilier' with various text and graphics.

كندا من الأصل

régions

Le Monde

EN ILE-DE-FRANCE

H.L.M. : Habitations à Logements Médiocres

Il existe en Ile-de-France quatre millions de logements, parmi lesquels sept cent mille H.L.M. Deux cent soixante-dix mille ont été construits entre 1950 et 1960. En 1977, seize mille huit cents logements sociaux ont été construits sur les soixante-quinze mille mis en chantier dans la région parisienne.

Le parc des logements sociaux est donc relativement ancien et se dégrade rapidement. Physiquement d'abord : non seulement les ensembles vieillissent mal, car la qualité de la construction laisse à désirer, mais les dégradations de toutes sortes se multiplient. Sociale ensuite : les cités H.L.M. deviennent progressivement des refuges des exclus. Une récente étude de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France a montré que les familles relativement

aisées qui logent dans une H.L.M. n'ont qu'un seul objectif : déménager (« le Monde » du 21 juin 1977). Elles sont immédiatement remplacées par des marginaux... car la société marginalise les familles nombreuses, dont le père est smicard, chômeur ou immigré. Et ce n'est pas à cet égard l'aide personnalisée au logement qui résoudra la difficulté puisque les familles aisées verront leur loyer et charges augmenter, ce qui les poussera à quitter les cités.

Lors de la préparation du VII^e Plan, un groupe interministériel, « Habitat et vie sociale », a été créé pour analyser le phénomène et proposer des solutions. Trente-six opérations de réhabilitation physique et sociale portant sur soixante-dix mille logements furent ainsi recensées, mais quatre seulement ont dépassé

le stade des études. Le Conseil régional n'ayant aucune compétence en matière de logement, c'est avec des subventions des pouvoirs publics que sont réalisées ces opérations.

Les H.L.M. sont dans des situations difficiles : trop chères pour beaucoup de ceux qui y logent, fuies par ceux qui franchissent le cap financier de l'aisance, même relative. Et l'urgence et la pénurie des années 50 suffisent-elles à justifier ces tours, ces barres, cette absence d'équipements collectifs, d'espaces verts, d'animation, cet isolement dont souffrent les habitants de H.L.M. ? Exemple parmi cent : il a fallu attendre quatre ans pour que ceux de Chanteloup-les-Vignes, dans les Yvelines, aient une gare...

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

RECHERCHES DANS LES YVELINES

Un peu d'air dans le béton

Le comité départemental d'H.L.M. des Yvelines organise récemment une tournée de visites et d'études pour montrer au terrain qu'il faut en finir avec une certaine image des H.L.M. ghetto, relevant, désormais plus de l'image d'Épinal que de la réalité.

De fait, les assemblées présentées en différents points du département témoignent d'un authentique effort d'originalité et d'humanisation. Architecture plus diversifiée, soin plus grand apporté à l'environnement ; une tendance nouvelle se dessine.

Les réalisations d'Élancourt tiennent ici une place particulière, avec l'ambitieuse définition d'un « habitat service » destiné, disent les urbanistes, à « favoriser, par une architecture adaptée, les pratiques sociales correspondant aux transitions entre la vie publique et la vie privée, entre la rue et le logement ». On a ainsi créé des sous-unités de trente logements, reliés entre elles par un mail et couvert autour duquel s'articulent les activités socioculturelles et les fonctions associative.

Il fallait aussi chercher à remédier aux trois grands maux dont souffrait traditionnellement la construction H.L.M. : la ségrégation, la marginalisation, l'anonymat.

C'est à Maurepas que les expériences dans ce sens ont été les plus poussées. Les H.L.M. et les I.L.N. en accession à la propriété sont réunies dans le même ensemble architectural. Les appartements spécialement conçus pour les handi-

capés physiques et les personnes âgées ont été aménagés près des équipements réservés aux jeunes travailleurs. Un effort particulier a été fait pour les équipements collectifs, groupés le long de la voie piétonne centrale : palais des sports, maison sociale, foyer pour les personnes du troisième âge, « maison pour tous » avec salles polyvalentes, restaurant, etc. La maison de quartier de Tommeré à Sartrouville, gérée par les associations, remplit le même rôle d'animation au cœur de la cité nouvelle.

Malgré tous ces progrès significatifs, il subsiste un certain nombre de points sombres. Ainsi, le financement des équipements collectifs, source constante de difficultés et de retard qui grève chaque jour davantage les budgets des municipalités ; le gigantisme surtout de ces cités qui rend souvent illusoire les efforts entrepris pour lutter contre l'« univers de béton ».

Force enfin est de constater que les progrès sont demeurés assez limités dans la réalisation des appartements : pièces exiguës, cloisons trop minces, accessoires de médiocre qualité... Mais on se hâte ici à une difficulté majeure : comment, à moins d'une modification du mode de financement, construire des logements plus confortables sans augmenter le prix des loyers qui s'échelonnent déjà de 500 à plus de 1 000 francs par mois et tendent à devenir prohibitifs pour les familles à qui s'adressent ces logements ? — B. L.

EXPÉRIENCE DANS LE VAL-D'OISE

Les Brouillards se débrouillent

Les Brouillards : quel autre nom conviendrait mieux pour cette cité-dortoir du Val-d'Oise, à l'extrémité de Saint-Ouen-l'Aumône, où de hauts immeubles de briques rouges enserment un centre commercial qui ne fonctionne que pour les seuls habitants du quartier de Chennevières ? Quatre mille huit cents résidents, dont 40 % ont moins de vingt ans, qui vivent tout horizon qu'une autoroute avec une ligne de chemin de fer et qui ressentent durement les lois de l'isolement dans lequel les plongent aussi bien l'éloignement de la cité que cette insécurité légendaire, « pourtant pas plus importante qu'ailleurs », affirme M. Gérard Roth, adjoint au maire (P.S.) et président de l'A.R.Q.C. (Association des résidents du quartier de Chennevières).

Conçus dès 1956 pour reloger les locataires des cités d'urgence de la région parisienne, les mille deux cent quatre-vingt-dix logements de la cité des Brouillards sont occupés aujourd'hui par une majorité de fonctionnaires, à laquelle viennent s'ajouter quelque 30 % de travailleurs immigrés. Conscients du discrédit qui pèse sur leur cité en raison de ces trois facteurs — isolement, aspect rebutant des immeubles, forte proportion de travailleurs étrangers, les résidents des Brouillards ont décidé de travailler eux-mêmes à la réhabilitation de leur quartier avec deux objectifs : créer une véritable animation dans la cité, régler les différends qui les opposent à l'office H.L.M. gestionnaire de l'ensemble.

L'animation devrait commencer par une meilleure connaissance des besoins des habitants ; une étude est en cours. D'autre part, sous la houlette d'une animatrice, plusieurs dizaines d'enfants de trois groupes scolaires du quartier de Chennevières ont entrepris de peindre quatre fresques sur les murs en béton de la place du Bourdonnais, au centre des Brouillards. D'autres projets sont envisagés.

Locaux pour tous

Les conflits qui opposent l'association des résidents à l'office H.L.M. ne seront pas réglés facilement. Outre la prise en charge de l'entretien de la cité par les résidents eux-mêmes, deux sujets sont actuellement à l'ordre du jour des discussions entre les associations et l'office : les locaux collectifs résidentiels et le projet de construction de deux cent dix-huit nouveaux logements dans le périmètre des Brouillards.

Dix locaux collectifs sont utilisés épisodiquement par des services administratifs. Leur aménagement, qui permettrait enfin aux résidents de s'en servir, coûterait 365 000 francs financés par la direction départementale de l'équipement, la municipalité et l'office H.L.M.

Seul ce dernier a manifesté à ce jour quelque réticence, et un dossier rédigé par l'association des résidents doit être soumis à la direction de l'office pour justifier les besoins d'aménagement des locaux.

Autre point de dissension : le projet de construction de deux cent dix-huit nouveaux logements en accession à la propriété dans le périmètre des Brouillards. Cette opération permettrait à l'office, qui rétrocederait ainsi le terrain de la S.C.I.C. (Société centrale immobilière, filiale de la Caisse des dépôts et consignations) de combler son déficit. La municipalité de gauche quant à elle préférerait l'abandon d'un tel projet et la prise en compte du déficit de l'office par le FAU (Fonds d'aménagement urbain).

On commence à prendre en considération nos besoins d'écologie M. Gérard Roth. Peut-être serait-il plus juste de dire que les résidents des Brouillards commencent à être pris au sérieux depuis qu'ils ont décidé de prendre leurs affaires en main.

JACQUELINE MEILLON.

RÉACTIONS :

Victor Hugo l'avait déjà dit...

« A Paris, le vandalisme fleurit, et prospère sous nos yeux. Le vandalisme est architecte. Le vandalisme se carre et se prélassé. Le vandalisme est fêté, applaudi, encouragé, admiré, caressé, protégé, consigné, subventionné, défriqué, naturalisé. Le vandalisme est entrepreneur de travaux pour le compte du gouvernement. Il s'est installé sournoisement dans le budget, et il grignote à petit bruit, comme le rat son fromage. Et certes, il gagne bien son argent. Tous les jours il démolit quelque chose du peu qui nous reste de cet admirable vieux Paris... »

Il faut le dire et le dire haut,

cette démolition de la vieille France que nous avons dénoncée plusieurs fois, se continue avec plus d'acharnement et de barbarie que jamais. Nous posons donc en fait qu'il n'y a peut-être pas en France, à l'heure qu'il est, une seule ville, pas un seul chef-lieu d'arrondissement, pas un seul chef-lieu de canton où il ne se médite, où il ne se commencent, où il ne s'achève la destruction de quelque monument historique national soit par le fait de l'autorité centrale, soit par le fait des particuliers sous les yeux et avec la tolérance de l'autorité locale.

Qui a dressé ce frémissant ré-

quisitoire ? Est-ce Yvan Christ, l'infatigable ? Non, Georges Pillement, le sarcasme ? Non, Henri-Paul Eyraud, l'idéologue ? Pas davantage. C'est un certain Victor Hugo qui publia ces textes, écrits en 1825 et 1832, dans le second des passionnément vœux intimes : Littérature et philosophie méditée.

Depuis cent cinquante ans, malgré tant de cris d'alarme et d'indignation poussés par les voix les plus compétentes ou les plus éloquentes, la situation, il faut bien le dire, ne s'est guère améliorée.

JACQUES DE RICAUMONT.

Cages vertes

Tout a fait d'accord avec la description que donne M. Yves Bolleau du « sort peu enviable » des enfants, ces « mal-aimés de la capitale » (Le Monde du 24 mai). Je voudrais ajouter mon témoignage au sien.

Comme tout enfant de son âge (huit ans), mon fils tourne dans son petit appartement comme un lion en cage et réclame par-

fois, oubliant ce qui l'attend, « d'aller s'amuser un peu place des Vosges » (pris de laquelle nous habitons). Il en revient bien vite, amèrement déçu, et moi des larmes de rage dans les yeux. Interdit, en effet, le vélo, le ballon autrement qu'à la main (!), etc.

Mieux : le gardien, consterné lui-même du rôle qu'on lui fait jouer, m'a conseillé de lire le règlement affiché à l'une des entrées de la place des Vosges — comme dans tous les squares, — et je ne l'ai pas regretté.

Dans cet interminable document, d'une lecture hautement comique si tout cela n'était révoltant, on découvre que sont également interdits... tous les jeux de cartes et de hasard. Autrement dit, si vous arrivez à calmer votre enfant en lui proposant une petite belote sur un banc, vous risquez un procès-verbal.

La situation faite aux enfants à Paris n'est « pas brillante ».

dit M. Bolleau ? C'est peu dire : elle est scandaleuse. Et je ne sache pas que les responsables municipaux s'en préoccupent. Les enfants, il est vrai, ne voient pas. Et les parents, réagissant à cela comme à tant d'autres contraintes, essaient de supporter l'énervement croissant, les cris, les « jeux en cage » du moment, des fins d'après-midi et des week-ends. Tout cela se paie, d'une manière ou d'une autre — nerveusement, psychologiquement, moralement — dans les rapports parents-enfants, et d'abord dans l'équilibre de ceux-ci, bien sûr. Et tout cela risque d'exposer un jour, de manière plus violente, nos courbons pas l'échine, parents. Si nous sommes nombreux, très nombreux à l'exiger, nous avons peut-être une chance d'obtenir de nouveaux espaces de jeu pour les enfants dans Paris et, en attendant, un assouplissement de l'odieuse réglementation des squares et jardins.

SYLVIE DE NUSSAC.

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR
4, rue de l'Étoile, Paris 8^e
320 74 93 et 44 89
31 06 78 02 10 - 31 06 78 02 11
321 76 25 31 20 22

BANGKOK 1.850 F
aller et retour
même en août

DELHI 2.350 F
même en août

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE
préparation au
D.E.C.S.
L'ÉCOLE CHEZ SOI
enseignement privé à distance
1, rue Théard
75240 PARIS CEDEX 05
Tél : 329 21 99

PARIS-CHANTIERS

Marché de dupes à Saint-Quentin

Qui se souciait du marché Saint-Quentin, si noir et si creusé qu'on le remarque à peine, entre les rues de Chabrol et des Petits-Hôtels, au coin du boulevard de Magenta ? Un terrain bisornu, un quartier ancré, vieillot, et mangé par les voitures. Une bataille perdue d'avance ?

Et pourtant... Le marché Saint-Quentin mérite mieux. Même si on ignore le nom de l'ingénieur ou de l'architecte qui le construisait, en 1866, il n'est pas moins intéressant que les autres marchés métalliques qui furent construits en grand nombre sous le Second Empire. La forme triangulaire du terrain a même obligé

des trente-cinq marchés métalliques du dix-neuvième siècle : le marché Sacréntin (20^e), de Baltard, mériterait d'être un peu bichonné, puisqu'il n'est pas — pour l'instant — menacé ; le marché Saint-Martin, rue du Château-d'Eau, ou le marché aux fleurs résistent à peu près. Les autres qu'il va cacheter ! Ils risquent de tenter l'administration parisienne, si avide de terrains faciles. Car c'est bien la question de fond.

La Villa e horreur du vide. A justia tura. Mais elle a tort de se jeter sur les marchés pour y faire du remplissage à bon compte. On voit l'effrayant résultat de cette politique place du



les constructeurs à certaines astuces qui augmentent son originalité. Mais, surtout, il est bientôt le dernier témoin de ce genre de construction.

Les Halles de Baltard ont fait grand bruit en tombant, mais elles sont tombées. Depuis, on a inauguré en grande pompe la reconstruction, en banlieue, d'un des pavillons ; et on expose, au musée, les dessins de Baltard (la Mondo du 14 juin). Les Balgnolles ont été rasées, malgré les vigoureuses campagnes menées par les associations de quartier. Ces dernières années, d'autres petits marchés ont été « achetés » plus discrètement, comme le marché Nicola, boulevard de Port-Royal, celui des Termes ou de la place d'Italie. Seul le carreau du Temple a survécu son élégante charpente grâce à l'acharnement des commerçants du lieu, soutenus par les historiens de l'architecture et les associations.

Mais tout le monde se moque du marché Saint-Quentin. Découragés par trop d'échecs, les connaisseurs de l'architecture métallique du dix-neuvième siècle ont baissé les bras. Les commerçants vivent mal dans cet édifice privé d'entretien depuis trop d'années. Ils attendent un nouveau marché, sans penser aux miracles ça peut faire un coup de peinture.

Si l'on rase le marché Saint-Quentin, il ne restera plus à Paris que quelques exemples — dont certains transformés —

Marché-Saint-Honoré. On le verra malheureusement aussi au marché des Batignolles et au marché Saint-Germain, où l'on veut anéantir tellement d'équipements publics que le résultat ne peut être que catastrophique.

Même scénario, boulevard de Magenta. Sous prétexte que le marché est vétuste, on profite de l'occasion pour empiéter des garages souterrains, un nouveau marché, un gymnase, des salles de sport, une crèche au quatrième étage, etc. Au total, on triple la surface du terrain (2 400 mètres carrés). La programmation du concours lancé par la Ville de Paris auprès des architectes — et qui devrait être jugé au début de juillet — est tellement précise et le terrain si étroit qu'on voit mal où pourra se nichar leur imagination si ce n'est dans le dessin des façades. Certains proposent sans doute de conserver des éléments de la construction, comme les piliers et les arcades en fonte ouvragée. D'autres laissent-ils tomber ?

Le marché Saint-Quentin est un des derniers témoins d'un mode de construction techniquement passionnant et esthétiquement réussi. C'est aussi un espace « différent » dans un quartier qui manque d'événements, d'accidents dans le paysage urbain. En cherchant un peu, on trouverait certainement dans les parages d'autres terrains pour les équipements. Pitié pour le marché.

MICHELLE CHAMPENOIS.

Paris Protection
vous propose sur porte existante

offre exceptionnelle **1600 F TTC** POSE ET DÉPLACEMENT COMPLÈTS
336.44.55 MATÉRIEL GARANTI 5 ANS
PARIS-BANLIEUE DEVIS GRATUIT 97, RUE BROCCA, PARIS 13^e

ENVIRONNEMENT
Petition hors frontière

SAINT LAUREN
SOLDES

GRANDE de la CHARENTE-M
DEUX-SEVRES
2 X 400 kv GRANZAY - LE BLA
ETUDE D'IMPACT

مكتبة من الأصل

TRANSPORTS

IL Y A TROIS MOIS L'« AMOCO-CADIZ » Les nouvelles règles de navigation accroissent-elles les risques d'abordage ?

Trois mois après le naufrage de l'« Amoco-Cadiz », l'heure des premiers bilans est venue. Réunissant une conférence de presse à Landéda (Nord-Finistère), M. Marc Becam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, s'est estimé que le coût total de l'opération de nettoyage ne pourra être établi qu'une fois toutes les actions menées à terme, à condition que les sommes avancées par la marine nationale (21,7 millions) et l'armée de terre (75 millions) constituent des dépenses de fonctionnement et ne sauraient donc être incluses dans les indemnités prévues par le gouvernement pour le dédom-

Cherbourg. — Trois mois après le naufrage de l'« Amoco-Cadiz », qui a plus fait pour la prise de conscience des dangers que représente la circulation excessive des navires que les mises en garde annuelles du préfet maritime de la 1^{re} région (Manche centrale à Manche-Est), les seules conclusions pratiques auxquelles sont arrivés les experts officiels ont consisté à rejeter vers le large les « coutils de navigation ». On a aussi décidé d'installer un bateau-lau et une bouée « intelligente » au large des dangereux récifs de Casquets, au nord-ouest de la presqu'île du Cotentin.

Encore peut-on remarquer que ce bateau-lau arborera le pavillon britannique et que sa mise en place n'aura lieu qu'en 1979. Mais, réglementation mise à part, on n'a pas encore décidé de mettre en place les moyens de balisage et de surveillance que les marins réclament depuis des années. Il est question de baser un remorqueur de 18 000 chevaux à Brest, où, par concession d'Etat, une société elle-même spécialisée est déjà installée. Un grand chantier offre ses services pour construire, aux frais de l'Etat, un navire dépollueur, alors que chacun sait qu'en cas de mauvais temps — principale cause de sinistres maritimes — aucun système n'a encore donné satisfaction. Et rien de nouveau n'a été enregistré pour ce qui est de la partie la plus délicate de l'« entonnoir » à navires et à pétrole que constitue la Manche : du Cotentin au pas de Calice.

Les autorités côtières responsables et les usagers, en revanche, sont en train de se mettre d'accord sur un point : la réglementation en cours de définition, sous prétexte de diminuer les risques de pollution, augmentera certainement les risques d'abordage. Trinity House, qui est, en quelque sorte, l'équivalent d'un service public de pilotage et des phares et balises outre-Manche, a mis les pieds dans le plat — à l'issue de la dernière réunion d'experts franco-britanniques. Ses responsables, qui sont des marins chevronnés, ont dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas de ce côté-ci de la Manche. La réglementation en vigueur avait atteint son but pour l'essentiel, alors que les nouvelles routes obligatoires, telles qu'elles paraissent définies, obligeront les pétroliers à couper les « ralle », notamment en baie de Seine.

Il ne leur restait tout de même pas que l'effolement provoqué par un « sinistre majeur », prévisible sinon probable, conduise les Etats riverains à vouloir tout régler à court

terme. La sagesse consisterait à envisager sans tarder des installations d'aide et de contrôle de la navigation importantes, et coûteuses, mais valables pour plusieurs décennies, seule façon de les amortir. Car dans la Manche les navires sont de plus en plus nombreux, de plus en plus gros, vont de plus en plus vite, et l'évolution paraît irréversible. C'est une mer en outre particulièrement dangereuse à cause de ses hauts fonds, des récifs qui bordent les côtes anglaises et françaises, de ses brouillards et de ses violents courants de marée.

L'effort pour une meilleure sécurité de la navigation doit s'accompagner d'une réflexion sur le risque, qui ne disparaîtra pas, en évitant de tout mettre sur le dos des pavillons de complaisance. Les marins français ont remarqué que plus d'un port fait fi de la sécurité lorsqu'il permet l'embarquement de n'importe quelle marchandise, ou l'arrimage « bâclé » de certains frets. Les responsables des eaux côtières notent que les pétroliers ne sont pas forcément leurs propres victimes. L'« Elen » s'est fait couper en deux par un cargo français moderne et bien équipé.

On peut également remarquer que le pétrole « navigant » sur cette mer représente des tonnages considérables. Les porte-conteneurs rapides en service aujourd'hui transportent au départ d'Europe de 10 à 15 000 tonnes de fuel. Les transbordeurs, de plus en plus nombreux dans la Manche, coupent et récupèrent leurs routes avec des centaines de milliers de passagers dont les vies sont plus souvent en danger qu'on ne le pense.

Prendre en charge les navires comme le contrôle aérien le fait pour les avions ? En l'air, ce contrôle est individuel alors qu'en mer on ne pourra faire que du contrôle de masse. Eloigner les navires de la terre ? C'est oublier que tous les navigateurs sont formés, sur les passerelles, pour se « positionner » par rapport aux côtes. Les caboteurs qui se font surprendre trop près du rivage breton sont là précisément pour vérifier leur position. Seul un balisage de haute mer pourrait éviter leur démerchage.

A la préfecture maritime de Cherbourg, on a lancé l'idée de mettre en place un réseau d'« îles flottantes ». Equipées d'hélicoptères, avec des petits commandos de spécialistes susceptibles d'intervenir sur les navires en difficulté — avaries de barre ou de moteur, — ces moyens flottants

proprement des victimes (hôteliers, pêcheurs, notamment). De leur côté, les ostréiculteurs de l'Aber-Wrac'h ont exprimé leurs vives inquiétudes, car, selon eux, la prochaine saison dans l'Aber-Wrac'h et l'Aber-Benoît est définitivement perdue. Enfin, dans la Manche, où de nouvelles règles de navigation ont été décidées à l'instigation de la France, les spécialistes s'interrogent sur les risques de collision qui restent très nombreux, à cause des croisements des routes maritimes.

Toutes ces questions devraient être examinées par le conseil des ministres du 21 juin. De leur côté, les ostréiculteurs de l'Aber-Wrac'h ont exprimé leurs vives inquiétudes, car, selon eux, la prochaine saison dans l'Aber-Wrac'h et l'Aber-Benoît est définitivement perdue. Enfin, dans la Manche, où de nouvelles règles de navigation ont été décidées à l'instigation de la France, les spécialistes s'interrogent sur les risques de collision qui restent très nombreux, à cause des croisements des routes maritimes.

Toutes ces questions devraient être examinées par le conseil des ministres du 21 juin.

TRAVAIL TEMPORAIRE

Un code déontologique

UNETT

1976 : Création de l'UNETT, membre CNPF

Une sécurité financière

1977 : Création de la SOCAMETT, délivrance des premières cautions
1978 : Création d'ASCOBATT, délivrance des premières cautions garantissant salaires et charges sociales

Prêts conventionnés de la Caisse d'Epargne "Ecoreuil"

DES TAUX VRAIMENT COMPETITIFS

11,60% sur 20 ans

Pour la construction ou l'achat de votre résidence principale (neuf ou ancien à rénover)

Profitez de taux d'intérêt vraiment compétitifs :

- 11% pour un prêt de moins de 15 ans (taux proportionnel : 10,57%)
- 11,25% pour un prêt de 15 ans (taux proportionnel : 10,80%)
- 11,60% pour un prêt de 16 à 20 ans (taux proportionnel : 11,13%)

Financez 80% de votre logement... et même davantage dans certains cas. Vous pouvez cumuler, par exemple, Prêt Conventionné et prêt principal d'Epargne Logement, pour réduire au minimum votre apport personnel.

Adaptez les remboursements à vos ressources. Non seulement les taux d'intérêt varient en fonction de la durée du crédit, mais vous êtes libre d'opter pour des échéances progressives qui diminuent vos charges en début de remboursement.

Et si vous bénéficiez de l'aide personnalisée au logement, celle-ci vient en déduction de vos échéances et allège d'autant vos remboursements.

Caisse d'Epargne

La Côte de Granit rose reprend des couleurs

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Les militaires quitteront le 28 juin les Côtes-du-Nord, et, d'ici là, tous les chantiers vont s'activer à l'ultime toilette des plages avant le retour espéré des estivants.

Dans les Côtes-du-Nord, la Côte de Granit rose et ses 120 kilomètres de littoral pollué reprennent des couleurs. « On peut considérer qu'en trois mois nous sommes arrivés à un point satisfaisant, compte tenu de la situation de départ », a indiqué, vendredi 16 juin à Saint-Brieuc, M. Georges Esdalet, préfet des Côtes-du-Nord, en présentant un bilan de santé du littoral par plage. Les points noirs restent encore se situent dans quatre secteurs de la côte. Deux ont connu un degré de pollution très élevé : les berges de la rivière du Leguer, près de Lannion, où sera maintenu le seul chantier d'épuration, et le secteur de Plozevet, où il y a eu avec un chantier d'été avec une compagnie servant d'unité de réserve, et surtout, les îles et rochers de Trebeurden et Plozevet-Est, dont le marais de 70 hectares était devenu une « éponge à pétrole ». Si on y pompe encore aujourd'hui des résidus pétroliers, le marais commence à se remettre à pousser, à reverdir par endroits. Les deux autres secteurs en cause tiennent de leur configuration rocheuse et de l'attitude de la population locale leur situation actuelle. A Trebeurden-Loquevalet et à Plozevet-Est, les marins-pêcheurs se sont opposés à toute utilisation des dispersants, même à faible dose. Dans ce dernier secteur de Penvenanz-Plozevet-Est, la présence de nombreux îlots constituait autant de « pièges » à pétrole laissent aussi planer la menace de pollution au gré des marées.

C'est pourquoi un dispositif technique d'intervention sera maintenu à Lannion. Pour le reste, les plages passées en revue une à une par M. Esdalet seront

propres pour l'été : les plages, mais aussi leur environnement immédiat, roches, accès, cales ou quais.

Cela ne signifie pas, à toutes-foies souligné le préfet, qu'en dehors de ces zones il n'y aura pas de sites encore mal nettoyés en raison des difficultés d'accès, mais ceux-là feront l'objet d'une signalisation.

A ce jour, 35 000 tonnes de résidus ont été pompées. En 1967, après le naufrage du *Torrey-Canyon*, il y en avait eu 4 000. Les multiples laborages de sable en profondeur, l'utilisation d'un dispersant, le *Finasol* SOR-5, à dose homéopathique (0,5 %), associée à l'action des pompes à vapeur et des maillots, semblent donc avoir porté leurs fruits.

Les mois de mai et de juin ont durement ressenti la désaffection des touristes étrangers généralement amateurs des avant et arrière-saisons bretonnes : les hôtels ont travaillé à 40, à 50 % de leur activité, les restaurants (1). Mais on note, cependant, depuis ces derniers jours, une reprise des demandes de renseignements (1), qui avaient totalement cessé avec le naufrage du pétrolier. M. Boutbain, président de la fédération régionale des syndicats d'initiative, espère voir revenir avec juillet au moins la plus grande part des 120 000 personnes composant la population estivale habituelle de ce secteur : « Il est possible que l'on assiste à un tourisme beaucoup plus itinérant que l'on dernier et que le mouvement d'intérêt pour la Bretagne intérieure s'amplifie considérablement. »

JEAN VIDEAU.
(1) L'Office du tourisme de Perros-Guirec centralise les renseignements sur l'état des plages du secteur touché de Plozevet à Saint-Michel-en-Grève. (Téléphone : 96-26-21-15).

URBANISME

Les élus reprennent en main les SEM

Les élus reprennent en main les sociétés d'économie mixte de construction, d'aménagement et de rénovation. M. Maurice Ligot, maire de Cholet et député U.D.F. du Maine-et-Loire, vient d'être élu président de la Fédération nationale des SEM.

Les principaux partis politiques sont représentés au sein du nouveau conseil d'administration de quarante-deux membres, qui ne compte plus que quelques techniciens. Ce « changement profond d'hommes et d'orientation » est la conséquence directe, a indiqué M. Ligot au cours d'une conférence de presse réunie à Paris, du « trouble » exprimé au congrès de Strasbourg en septembre dernier, et du sentiment que « les grands problèmes ne trouvaient ni expression ni débouché dans les structures existantes ».

Les sociétés d'économie mixte (la fédération en groupe trois cents) ont édifié depuis vingt-cinq ans plus de 300 000 logements. Elles ont, en outre, aménagé environ 18 000 hectares pour la construction de 480 000 loge-

ments, créé 3 700 hectares de zones industrielles, auxquels s'ajoutent divers équipements collectifs. En ville, elles ont rénové environ 780 hectares, permettant la construction de 100 000 logements. Allant le surlendemain d'une entreprise privée à la sécurité des organismes publics, les SEM se sont développées parallèlement au grand mouvement d'équipement du pays. Elles ont été l'instrument, le bras armé, de grands organismes publics, comme le Ceseis des députés, ou privés, comme le Banque de Paris et des Pays-Bas / le Monde du 29 septembre 1971.

Mais la belle époque est finie. La crise immobilière a frappé de plein fouet certaines SEM de construction qui avaient investi sans discernement, comptant sur la pénurie pour écouler leur importe quels stocks. La contestation de l'urbanisme répétitif et de la rénovation-bulldozer ébranle d'autre part la belle assurance des aménageurs « urbanocrates ». Les élus qui avaient accordé leur caution financière aux SEM, même privées, bien contents de se retrancher derrière les techniciens pour aménager leur ville, ont été « découverts ». On leur a présenté la note et il faut la payer.

La reprise en main de la fédération des SEM par les élus, oubliant pour l'occasion leurs différences politiques, est le signe d'une lucidité un peu tardive. N'ayez pas su, ou pas voulu, exercer pleinement leurs responsabilités et leur contrôle quand il était temps, ils vont maintenant gérer la crise, éponger les débordements.

En redonnant aux élus la première place qui aurait toujours dû être la leur, les techniciens font peut-être aussi un autre calcul. Face à l'administration, qui a depuis quelque temps des velléités de mettre au pas ce réseau trop puissant, les élus seront mieux placés pour défendre un « outil » qu'il faut — ils pensent comme les techniciens — améliorer et non briser.

MICHELE CHAMPENOIS.

كندا من الأصل

مركزنا من الأصل

Le Monde

économie

ME

Le gel du prix du pétrole est prolongé jusqu'à la fin de l'année

La réunion des ministres du pétrole des treize pays membres de l'OPEP, à Genève, s'est achevée lundi 19 juin en fin de nuit. Un accord a été trouvé sur le prix du pétrole qui sera maintenu jusqu'à la fin de l'année 1978.

La reprise en main de la situation des SEM par les autorités nationales est en cours. Les SEM sont des sociétés d'économie mixte de droit public, créées par la loi de décentralisation de 1963.

En redonnant aux SEM la place qui leur revient, les autorités nationales ont pour objectif de permettre à ces sociétés de jouer un rôle plus actif dans le développement économique de leur région.

MICHELLE CHAMPENOIS

ÉNERGIE LA RÉUNION DE L'OPEP A GENÈVE

Le gel du prix du pétrole est prolongé jusqu'à la fin de l'année

La réunion des ministres du pétrole des treize pays membres de l'OPEP, à Genève, s'est achevée lundi 19 juin en fin de nuit. Un accord a été trouvé sur le prix du pétrole qui sera maintenu jusqu'à la fin de l'année 1978.

De notre envoyé spécial

Genève. — Sorties improvisées et parfois prolongées du cheikh Yamani de la salle de conférences, service d'ordre abondant, informations distillées par bribes entre le hall et les ascenseurs. L'arrivée inopinée à Genève du prince héritier Fahd d'Arabie Saoudite, présence dans les couloirs de l'hôtel Intercontinental du président de l'Agence internationale de l'énergie M. Lantier, qui affirme être là « par hasard ».

En dollars constants, le prix du baril est désormais en dessous de son niveau de janvier 1974, date à laquelle il avait été calculé. En termes de pouvoir d'achat, les 12,70 dollars actuels du baril de référence équivalent à environ 7 dollars de 1974. Il était donc logique que la conférence de Genève fût consacrée exclusivement au dollar, à l'inflation, et donc aux prix du pétrole.

BRUNO DETHOMAS.

ÉTRANGER Au Maroc

Trois cents produits sont interdits à l'importation

De notre correspondant

Rabat. — Plus de trois cents produits figurant à la nomenclature douanière sont, à partir de lundi 19 juin, interdits à l'importation. Ils s'ajoutent à un nombre sensiblement égal d'interdictions déjà existantes.

Les nouvelles interdictions affectent des produits dont l'importation jusqu'à présent était libre ou soumise à autorisation. Elles s'étendent aux produits d'alimentation tels que les fromages, les bananes, les chocolats, les produits à base de céréales ou bien d'entretien, comme les produits de toilette et de parfumerie et les savons. Les bières et les sauts minéraux ne pourront plus être importés, ainsi que divers objets ayant un caractère de luxe ou de fantaisie.

En Algérie

Les investissements augmenteront de 30 % cette année

De notre correspondant

Alger. — M. Mohamed Seddik Ban Yahia, ministre algérien des finances, vient de présenter à l'Assemblée populaire nationale le programme des investissements planifiés pour 1978.

Année charnière entre la fin théorique du deuxième plan quadriennal 1974-1977 et le lancement en 1978 du troisième plan, 1978 doit permettre, a indiqué le ministre, l'achèvement des projets engagés antérieurement.

Dressant le bilan de 1977, M. Ban Yahia a indiqué que le secteur industriel, y compris les hydrocarbures, a investi 25,6 milliards de dinars, dont 12,3 milliards pour le Sahara (hydrocarbures) et 2,4 milliards pour le S.N.S. (sidérurgie) ; 1,3 milliard pour la Sonacome (construction mécanique) ; 1,1 milliard pour la Sonelgaz (électricité), autant pour la Sonelme (matériel électrique et électronique) et la Sonelgaz et 1 milliard pour la Sonel (industrie chimique). L'année dernière a aussi été marquée par le lancement de créations d'emplois non agricoles (140 000), le relèvement des salaires et l'accroissement de la consommation (+ 15 % par rapport à 1976).

PAUL BALTA.

LOGEMENT A Castres

L'ancien directeur d'une entreprise de construction de construction est inculpé d'abus de biens sociaux

De notre envoyée spéciale

Castres. — L'entreprise de construction « Le Toit familial » financée par les 1 % collectés par le C.I.L. du Tarn, fut longtemps le plus gros employeur de Castres. Quatre mille logements construits en vingt-cinq ans.

Le conseil municipal, élu à une faible majorité sur une liste d'union de la gauche aux dernières élections, n'entend pas quant à lui assumer la responsabilité de faits et comptes qui ne lui sont pas imputables et qui auront des conséquences financières pour la population.

CONJONCTURE

LES FRANÇAIS SONT DEVENUS PLUS PESSIMISTES SUR L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ET DES PRIX

Selon l'INSEE

Les Français sont plus pessimistes quant aux perspectives économiques, notamment en matière d'emploi et de prix, indique l'INSEE dans son enquête de conjoncture, réalisée au mois de mai 1978.

En même temps, les perspectives des ménages sur l'évolution de leur situation financière ou du niveau de vie général revêtent un caractère optimiste, marquant ainsi un net revirement. Les réponses paraissent marquées par une réaction des ressources qui affecterait non seulement les intentions d'épargne, mais surtout les intentions d'achat.

Candidats admissibles ESCAE ou ayant obtenu des résultats jugés équivalents aux écrits HEC, ESSEC, ESCP, EDHEC, ICG. vous avez la possibilité d'intégrer une grande Ecole de Gestion Parisienne en participant au concours sur dossier de l'Institut Commercial Supérieur de Gestion

1978 sera marquée par l'entrée en fonctionnement de nombreuses unités industrielles, et par un accroissement de la production agricole, pétrolière (57 millions de tonnes prévues) et passée, le ministre des Finances a admis que « l'équilibre commercial extérieur sera plus tendu que celui de l'année écoulée ».

TRAVAIL TEMPORAIRE Le risque financier disparaît faites confiance à UNETT et de l'un des organismes suivants ASCOBATT, SOCAMETT. 2 garanties reconnues par l'Union Nationale des Entreprises de Travail Temporaire. UNETT est l'une des 85 branches professionnelles adhérentes au C.N.P.F.

TRAVAIL TEMPORAIRE Avant de s'adresser à une entreprise de travail temporaire, le chef d'entreprise doit s'assurer qu'elle est membre de UNETT et de l'un des organismes suivants. Votre Entreprise de Travail Temporaire de l'UNETT, peut, le cas échéant, présenter des garanties financières équivalentes.

tre résidence (à nover)

petitifs : 10.57

ge dans certains cas.

sources.

au logement.

SOCIAL

L'hebdomadaire C.G.T. « La Vie ouvrière » publie la lettre de neuf dirigeants cégétistes critiquant la centrale

Divergences au grand jour : L'hebdomadaire cégétiste la Vie ouvrière publie, dans son numéro du 15 au 25 juin, une longue lettre très critique à l'égard de la direction de la C.G.T., signée par neuf responsables cégétistes (1), appartenant au parti socialiste, dont MM. Claude Germon et Pierre Carassus, membres de la commission exécutive. Ce texte dénonce « l'escalade antisocialiste de la confédération sur la base d'attaques grossièrement contraires à la vérité » et critique la politique de la centrale en insistant sur le « lente érosion ». Il est temps, affirment les signataires, d'apporter des correctifs décisifs à notre stratégie actuelle (...). Seul un sursaut saintaire peut donner à la C.G.T. une dimension de masse conforme aux exigences de la lutte des classes. D'ailleurs, ce sont les principes mêmes de la C.G.T. qui sont en cause. « Les neuf estiment, notamment, qu'il serait préjudiciable pour tout le mouvement ouvrier que l'un de ses courants, le courant du socialisme autogestionnaire, s'y annule ».

La réponse de la direction de la C.G.T. prend la forme d'un dossier, publié par le même numéro de la Vie ouvrière, sous le titre : « Démocratie syndicale, oui. Fractions, non ! ». Le bureau confédéral (qui) avait toute raison de ne pas donner suite à la demande de publication de la lettre, dans la mesure où, au cours d'entretiens avec M. Georges Ségué et d'autres responsables, les neuf signataires n'ont pas exclu, affirme la direction cégétiste, « la constitution d'une tendance (...) si tous les autres [moyens] seraient inopérants », et « décidé d'informer publiquement les militants et adhérents » et d'ouvrir « un vaste débat ».

Dans le commentaire qui suit la lettre des neuf, un article non signé rejette leurs critiques et dénonce leur appel, en estimant qu'il s'agit là de « l'organisation en tendances à partir de clivages d'appartenance politique » ou tout au moins de « prémices d'une tendance organisée ». Ce débat a d'ailleurs eu, samedi, à Lille, des retombées qui confirment l'existence d'un malaise.

De notre correspondant

Lille. — Le congrès de l'union départementale C.G.T. du Nord, qui s'est achevé le samedi 17 juin à Lille, a été marqué par quelques affrontements lors de l'élection des membres de la commission exécutive. Le secrétaire des dockers, M. Roger Gouverat, a reproché à l'union locale de Dunkerque d'avoir publié un tract pour torpiller le mouvement de grève sur le port. Les dockers ont d'ailleurs créé leur propre union locale. Selon M. Gouverat, l'union locale maritime restera coupée en deux tant que les autres membres dirigeants de la C.G.T. locale ne reviendront pas sur leurs positions.

Autre intervention percutante, celle de M. Pierre Valesant, représentant des municipaux de Lille, qui a condamné l'attitude de la municipalité d'union de la gauche de cette ville.

Il a aussi condamné l'attitude de l'union départementale dans cette affaire. Résultat : la candidature de M. Pierre Valesant à la commission exécutive de l'union départementale étant discutée, il faut procéder à un nouveau vote séparé : le député de la ville de Lille a cependant été élu avec 166 voix pour, 121 contre 20 abstentions.

Au cours de son intervention M. Michel Warcholak, secrétaire confédéral, a d'autre part admis l'existence de divergences au sein de la C.G.T. et « Divergences normales et démocratiques », dit-il.

VOIX ET EXPRESSION
parties avec aisance
se faire écouter,
valider l'efficacité
convaincre, décider.
Tous renseignements :
C.E.S.D.S.L. de 16 h. 30 à 19 h.
24, rue Henri-Berthouze - 75008
Téléphone : 322-15-10 - 322-15-42.

à condition qu'elles ne traduisent pas une activité de tendances... Or selon M. Warcholak on se trouve en ce moment en présence d'une tentative d'organisation d'une tendance : l'état de la lettre « de neuf camarades ». Il a déclaré : « Il est très clair qu'il s'agit de tendances qui se créent sur la base d'une regroupement politique. » — G.S.

(1) Outre MM. Germon et Carassus, les autres signataires sont : M. Alain Buehel (commission exécutive de la Fédération des métaux), Mme Janine Farant (commission exécutive de l'U.C.M.), M. Gérard Desseigne (bureau S.N.J.-C.G.T.), M. Jean-Louis Lamey (bureau S.N.C.I.M.-C.G.T.), Michel Bourbouze (bureau de l'union locale C.G.T. 19), Jacques Buge (commission exécutive du syndicat des bureaux-gares P.T.T. Paris).

AGRICULTURE

LES JEUNES AGRICULTEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE DÉNONCENT UN TRAFIC D'ABRICOTS ENTRE L'ESPAGNE ET L'ITALIE

Les Jeunes Agriculteurs des Bouches-du-Rhône ont dénoncé, samedi 17 juin, un vaste trafic de fruits entre l'Espagne et l'Italie. Ils auraient établi que des abricots espagnols passent la frontière italienne pour être ensuite réexportés dans d'autres pays de la Communauté européenne comme produits italiens.

Jeddi, une trentaine de producteurs du Gard, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône avaient intercepté, sur l'autoroute Narbonne-Orange, un camion espagnol transportant 20 tonnes d'abricots, et qui se rendait en Italie.

Indemnisation du chômage

- Le C.N.P.F. engage les discussions avec les syndicats
- Quarante rendez-vous sur les salaires avec les fédérations

Plusieurs rendez-vous sociaux sont prévus cette semaine dans le secteur public (Charbonnages de France, lundi 19 juin, et S.N.C.F., mercredi 21 juin) et surtout dans le secteur privé.

Les cinq confédérations de salariés devaient rencontrer deux fois le C.N.P.F. ce lundi 19 juin : le matin, pour poursuivre les discussions sur l'aménagement des retraites complémentaires (débat qui avait été engagé avant les élections législatives) ; l'après-midi, pour commencer l'une des négociations prévues par le C.N.P.F. dans sa lettre du 24 mai aux syndicats, celle qui concerne la réforme

de l'indemnisation du chômage. Une deuxième série de pourparlers — d'ordre technique — sur la mise en place d'une formule de durée annuelle du travail doit commencer vendredi 23 juin.

Le projet du C.N.P.F. en matière d'assurance complémentaire — géré conjointement au sein de l'UNEDIC — est d'aboutir à une réduction des inégalités entre des chômeurs qui, selon les cas, reçoivent 35 %, 40 % et 90 % de leur salaire antérieur. Alors que les syndicats n'entendent pas remettre en cause l'allocation de 90 % (dite allocation supplémentaire d'attente), le patronat souhaiterait, sans rechercher

d'économie, réexaminer, voire réduire ladite indemnisation. Sujet délicat qui exigera de nombreuses réunions.

Si le C.N.P.F. ne s'attend pas à déboucher rapidement sur ce point, en revanche il espère que les autres sujets de discussion (garantie annuelle de ressources, bas salaires et conditions de travail) donneront lieu à d'importantes discussions et à des accords au niveau des branches. Le C.N.P.F. a choisi délibérément ce terrain, en demandant à ses fédérations d'engager des négociations. Quarante rendez-vous sont prévus dans les trente jours à venir.

L'insistance avec laquelle M. Ceyrac a voulu que les négociations sociales se déroulent branche par branche, à l'échelon des fédérations professionnelles, prête à plusieurs interprétations. L'une consiste à observer que c'est là une démarche plus réaliste qu'une procédure globale suivie à l'échelon national, puisque les situations varient effectivement d'une profession à l'autre. Ce serait donc un moyen de libérer et de décentraliser le dialogue engagé. D'autres remarquent, en sens inverse, que c'est une bonne manière de se décharger de la responsabilité de l'issue de la négociation que de la diluer, et que rien ne pouvait en fait, être plus sage que de s'en débarrasser auprès d'organisations sectorielles qui sont réputées avoir des négociateurs plus durs que ceux du C.N.P.F., surtout si la possibilité d'un échec était à envisager.

On ne peut présager de rien. D'autant moins qu'il faut observer les efforts continus accomplis par le C.N.P.F. pour tenter de sortir des cercles vicieux classiques des relations avec les syndicats en développant l'objectif du dialogue sur certaines questions épineuses. C'est le cas en ce qui concerne, par exemple, la revalorisation des bas salaires. Alors qu'une augmentation plus importante du SMIC était réclamée, M. François Ceyrac engage la discussion sur le notion de minimum annuel de ressources et l'instauration d'un « capital-travail » annuel de mille neuf cent vingt heures « que l'on pourrait gérer au mieux pour bénéficier d'un meilleur capital-labour ». C'est une manière d'écartier de la querelle du SMIC ceux qui déclarent des revenus effectivement très bas, mais ne disent pas qu'ils correspondent à un nombre d'heures de travail effectif peu élevé. C'est aussi une façon de substituer l'opinion des salariés, qui, dans l'ensemble, sont friands de salaires et d'horaires souples.

Le C.N.P.F. se montre, en effet, résolument favorable aux horaires variables, alors que les syndicats s'en méfient, et voyent un moyen de désorganiser les habitudes de travail sur lesquelles se greffe leur propre activité. Allant plus loin, le C.N.P.F. fait aussi étudier, d'une manière originale, la prospective de l'emploi. A l'Institut de l'entreprise notamment, on admet clairement qu'il faut s'at-

tendre à une diminution du nombre des emplois dans le secteur secondaire (base principale de recrutement pour les syndicats) au profit du tertiaire, où la décentralisation des activités va bon train, grâce à la micro-informatique. En même temps, l'on découvre que « la notion de plein emploi cède le pas à celle d'emploi du temps », comme le dit M. Michel Drancourt. Le travail régulier du futur s'apparenterait en quelque sorte à ce qu'est aujourd'hui le travail noir ou le travail à temps partiel.

Un rôle offensif

Sans en avoir l'air, le patronat passe aussi du rôle durablement défensif qui a été le sien, et dont il est acquiescé avec une assez extraordinaire efficacité, à un rôle offensif nouveau. Et de prétendre pratiquer, au-delà même de la politique contractuelle, une « gestion concurrentielle du progrès social » dans laquelle c'est lui qui fait les propositions, et non les syndicats. C'est dans ce contexte que les expériences d'entreprise peuvent être utilisées comme exemple et, en particulier, celles que le C.J.D. a rendues publi-

ques à Strasbourg, autour de trois thèmes : la création d'entreprises, la présentation d'un bilan social par firme, l'expérimentation sociale et l'expérimentation financière. Déjà, en octobre dernier, le C.N.P.F. avait organisé lui-même des assemblées nationales des entreprises françaises au cours desquelles avaient été présentées un certain nombre d'expériences originales dans une opération « portes ouvertes ». En fait, si le contrat devient à la mode dans les congrès, c'est non seulement en raison de la lassitude manifestée par leurs participants habituels envers les réunions « verbales », mais aussi parce que la réalité devient l'antidote le plus sûr de l'idéologie.

Ainsi, le président du C.N.P.F. parvient-il plus ou moins à dépasser les contradictions qui l'entourent. Une opération en cours pourrait l'y aider, qui consiste à prendre prétexte de la nécessaire décentralisation des entreprises, ainsi que des besoins de l'aménagement du territoire, pour rendre un appel plus solidaire sur les organisations professionnelles interprofessionnelles régionales qu'on les rattache à des fédérations nationales. Deux domaines

permettent de démontrer facilement au monde patronal dans son ensemble l'utilité de la démarche. Il est apparu plus clairement que jamais au cours de la dernière période électorale que l'Etat ne mesure de la puissance des patrons locaux dans leur région. Force est bien de reconnaître aujourd'hui que « l'our s'est passé au niveau local ». Car, si traditionnellement les fédérations professionnelles entretiennent des relations (financières notamment) avec les parisiens, en revanche les élus cherchent leurs soutiens localement. Finalement, les besoins électoraux étant devenus ce qu'ils sont, on estime que les financements se font pour plus de deux tiers à l'échelon régional.

La politique de l'emploi, également, est déterminée à cet échelon, car il est plus facile de faire passer un employé de la construction navale dans le tourisme que du Midi à la Bretagne. Une fluidité du marché local du travail peut s'établir avec l'aide des unions patronales, départementales et régionales qui elles-mêmes sont adhérentes au C.N.P.F. Une amélioration de ses liens est en cours, qui peut apparaître à la fois comme un moyen d'équilibrer les puissances patronales établies à Paris, et comme une forme utile de récupération des mécontents, dans la mesure où, les organisations patronales régionales étant moins peuplées que les fédérations nationales, il est plus facile de s'y faire entendre.

A la limite même, on peut imaginer que le C.N.P.F. fasse remonter jour après jour son régime des fédérations professionnelles nationales ne serait pas un luxe. Inutiles ou trop coûteuses, nombreuses sont celles dont les activités doublent avec d'autres, ou qui rassemblent à grands frais un si petit nombre d'entreprises qu'on les imagine facilement remplacées par un simple réseau téléphonique. Certaines confinent à la monotonie, avec leur « sonnet pléthorique, leurs vaines imitations et leurs banquets effilés. Mais si l'impossible nui n'est venu alors que c'est le C.N.P.F. qui assurera plus ou moins le financement des unions interprofessionnelles régionales, ce sont les grandes fédérations professionnelles parisiennes qui financent le C.N.P.F.

JACQUELINE GRAPIN.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à bas	à haut	à bas	à haut	à bas	à haut	à bas	à haut
\$ E.-D.	4,9996	4,9999	- 35	- 15	- 40	- 20	- 130	- 75
\$ can.	4,9996	4,9999	- 35	- 15	- 40	- 20	- 130	- 75
Yen (100) ..	2,3300	2,3330	+ 55	+ 80	+ 130	+ 150	+ 430	+ 520
D. M.	2,3300	2,3330	+ 55	+ 80	+ 130	+ 150	+ 430	+ 520
Florin	2,3300	2,3330	+ 55	+ 80	+ 130	+ 150	+ 430	+ 520
F. B. (100) ..	14,015	14,040	+ 18	+ 98	+ 180	+ 190	+ 250	+ 230
F. S.	2,4220	2,4250	+ 110	+ 140	+ 265	+ 300	+ 785	+ 835
L. (100) ..	5,3250	5,3400	+ 35	+ 100	+ 130	+ 150	+ 430	+ 520
E.	8,4150	8,4300	- 325	- 230	- 670	- 495	- 1550	- 1365

TAUX DES EURO - MONNAIES

	31/4	31/8	31/4	31/2	31/4	31/2	31/8	31/8
D. M.	31/4	31/8	31/4	31/2	31/4	31/2	31/8	31/8
S. E.-U.	75/8	7/8	93/8	93/4	91/4	91/2	87/8	87/8
F. B. (100) ..	4	4 1/2	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
F. S.	3/8	3/4	1 1/2	1 5/8	1 1/2	1 3/8	1 7/8	2 1/8
L. (100) ..	10	10 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/8	12 1/2	12 1/2	12 1/2
E.	11 3/4	12 1/4	12 9/16	13 1/16	12 1/2	12 7/16	12 1/16	12 7/16
Fr. franc. ..	10 5/8	10 7/8	10 3/8	10 5/8	10 3/8	10 5/8	10 3/4	11 1/8

Notes données et-donnees les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de marché par une grande banque de la place.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DU MALAWI

SOCIÉTÉ DES EAUX DE BLANTYRE Travaux d'extension de la Phase V - Contrat n° 5 MATÉRIEL MÉCANIQUE ET ÉLECTRIQUE POUR LES STATIONS DE POMPAGE

PRÉQUALIFICATION DES SOUMISSIONNAIRES

La République du Malawi a reçu un crédit de l'Association Internationale de Développement (I.D.A.) pour financer l'achat et l'installation du matériel mécanique et électrique des stations de pompage faisant partie du programme d'extension de la Phase V de la Société des Eaux de Blantyre.

La préqualification sera faite sur la base des capacités financières et techniques des candidats et de leur expérience de projets similaires. Toutes les exigences et conditions spéciales de l'I.D.A. seront également prises en considération. Parmi ces conditions spéciales, il y aura l'admissibilité du candidat à participer aux contrats financés par l'I.D.A.

Le contrat comprend la fourniture, le livraison et l'installation d'environ vingt groupes motopompes, y compris pompes entraînées par moteurs de 3,3 kV, ainsi que le matériel de commande, les conduites, etc. Les motopompes seront installées à la fois dans des extensions de stations de pompage existantes et dans de nouvelles stations.

Les sociétés désirent faire partie des soumissionnaires sélectionnés sont priées de demander le questionnaire de pré-qualification à :

Sir Alexander Gibb & Partners (Malawi)
PO Box 1196
Blantyre
MALAWI.

Les demandes devront être accompagnées d'une avance de cent Kwacha Malawis ou de l'équivalent en devises étrangères payables à « the Blantyre Water Board ».

Les questionnaires dûment remplis devront parvenir à l'adresse ci-dessus ou plus tard le 4 août 1978.

Le cahier des charges sera soumis aux seuls entrepreneurs préqualifiés. Aucune raison ne sera donnée en cas de disqualification. Il est prévu que ce cahier des charges sera émis vers le 15 septembre 1978.

L'avance sera remboursée aux entrepreneurs n'ayant pas été retenus, ainsi qu'à ceux ayant été retenus dès réception d'une offre en bonne et due forme.

Une multinationale peut-elle recruter un V.R.P.?

Après l'enquête réalisée en 1977 sur les attitudes des cadres face aux annonces, HAVAS CONTACT poursuit ses investigations en vue d'apporter aux annonceurs des moyens d'appréhender rationnellement leurs recrutements : en réalisant une nouvelle enquête (avril 1978) sur les options, les comportements et les attentes des vendeurs de la région parisienne (vendeurs, représentants, attachés et délégués commerciaux, technico-commerciaux...).

Statistiquement représentatives de cette population, les réponses apportées par cette étude permettent aux entreprises de mieux préciser les types de vendeurs dont elles ont besoin, de mieux connaître leurs attentes, de mieux y adapter leurs offres d'emploi et leurs procédures de recrutement.

Une présentation des résultats est prévue pour les entreprises qui en formuleraient la demande.

Pour cela, contacter :
Danièle Blomuth (poste 227)
Département Marketing
HAVAS CONTACT
156, boulevard Haussmann
75008 PARIS
Téléphone : 622.06.96
622.07.90



هكذا من الأصل

Le rendement de votre prêt Ville de Blantyre

juin 1978

de rendement de votre prêt Ville de Blantyre à partir du 19 juin

مركزنا من الأصل

hommage syndicats et les fédérations

économique, réexaminer, voire redéfinir dite indemnisation. Sujet délicat qui digera de nombreuses réunions. Si le C.N.P.F. ne s'attend pas à débousser rapidement sur ce point, en revanche espère que les autres suites de discussion (garantie annuelle de ressources, salaires et conditions de travail) donneront lieu à d'importantes discussions et des accords au niveau des branches.

Le C.N.P.F. a choisi délibérément d'engager les négociations. Quarante ententes-vous sont prévus dans les trois prochains mois. Le C.N.P.F. a choisi délibérément d'engager les négociations. Quarante ententes-vous sont prévus dans les trois prochains mois. Le C.N.P.F. a choisi délibérément d'engager les négociations. Quarante ententes-vous sont prévus dans les trois prochains mois.

Table with 2 columns: ISES, MENS. Rows include various categories and values.

JACQUELINE GRAPH.

AFFAIRES

DES BENDRES ENCORE CHAUDES

M. Jean Rott, président du Comité de la Compagnie des Bénévoles de Paris et de la Région parisienne, a été élu président de la Commission nationale de la Compagnie des Bénévoles de Paris et de la Région parisienne.

APRÈS QUINZE JOURS DE GRÈVE, LE TRAVAIL A REPRIS AUX JERSEYS DE CAMBRAI

Le difficile combat des ouvrières du textile

Le travail a repris, vendredi 16 juin, à la Lainière de Cambrai (l'entreprise Jerseys diminuée du Combrésis), après quinze jours de conflit émaillés d'incidents. Une lutte menée durement par de jeunes ouvrières, une grève minoritaire, selon la direction qui a finalement accepté de négocier: versement d'une prime de 150 F en juin, augmentation de salaire d'un mois 100 F en juillet — compte tenu des prochaines négociations régionales, paiement de deux jours et demi de grève et retrait des tableaux qui, aux yeux de tous, signalaient les absences. A peine un demi-succès, reconnaît un délégué syndical.

De notre envoyé spécial

Cambrai. — « Une grève dure et majoritaire », déclaraient les syndicats. « Une grève minoritaire et donc forcée », répondait la direction. Une grève qui, en tout cas, a largement débordé l'enceinte de l'usine.

Le conflit a débuté le lundi 29 mai aux Jerseys diminués du Combrésis (J.D.C.), « la Lainière » comme l'on dit ici par référence à la maison mère de Roubaix. Les syndicats du personnel — C.F.D.T. majoritaire (70 % des voix) et la C.G.T. — présentent alors à la direction un cahier de revendications: 300 F d'augmentation par mois pour tous, transports gratuits ou indemnités, une cinquième semaine de congés payés, la suppression des abatements pour absence, et aussi de l'affichage de l'absentéisme dans les salles: rien de très classique donc. La direction refuse, les syndicats en rendent compte à leurs mandants après avoir appelé à un débrayage de deux heures. Et là, surprise, le débrayage déboucha sur une décision de « grève illimitée avec occupation ».

Devant ce conflit, le plus sérieux connu par les J.D.C. depuis 1968, Cambrai s'interroge. Cambrai se divise: manifestation, contre-manifestation, communiqué, contre-communicé, chiffres, contre-chiffres. Aux syndicats, qui font état de deux mille grévistes sur deux mille huit cent cinquante salariés (mille grévistes environ en fin de conflit), la direction rétorque que la liberté n'est pas assurée et que la grève n'est suivie réellement que par quatre cents personnes. Elle incite d'ailleurs les non-grévistes à déposer plainte pour entrave à la liberté de travail. Le commissaire de police enregistre huit cent quarante plaintes. Après quelques incidents mineurs, de la bataille à la lance à incendie, à la fin de l'insulte à la menace, les piquets de grève sont exposés le jeudi 6 juin à l'aube, à la suite d'une ordonnance rendue la veille en référé. Depuis, le mouvement s'est éteint, mais jusqu'au bout, y compris vendredi matin, des grévistes ont quasiment bloqué le directeur pour obtenir en plus des mesures négociées jeudi, le paiement de jours de grève.

La durée de cette grève, à quelques semaines des congés payés, et dans une région où le chômage est quasi endémique, constitue la plus sûre arme de dissuasion contre les conflits prolongés, montre bien que les arguments avancés par la direction — la recherche d'une « grève électroale » — n'expliquent pas tout. Une affaire de salaires, bien sûr. On peut se battre sur les chiffres, affirmer, côté syndicats, que la moyenne des salaires nets des ouvrières et des ouvriers (plus de 70 % ne dépasse pas 1 900 F par mois, ou soutenir, côté direction, que le salaire brut

UNE ENQUÊTE DU B.I.T.

Les organismes chargés de la promotion des travailleuses rencontrent partout les mêmes difficultés

Le Plan d'action pour l'égalité des chances et de traitement des travailleuses, adopté en juin 1975 par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), recommandait, entre autres, la création, dans chaque pays, d'un organisme central chargé de la promotion des travailleuses. Aujourd'hui, il en reste vingt-huit: seize dans des pays industrialisés, douze dans des pays en voie de développement. Une enquête par questionnaire, dont les résultats viennent d'être publiés, a permis au Bureau international du travail (B.I.T.) de mieux connaître les difficultés rencontrées par les responsables de ces organismes.

Le bureau japonais pour les femmes créé en 1946 pour s'occuper des travailleuses à domicile aux toutes récentes commissions de l'Irlande et de l'Iran, les différences sont grandes. Par exemple, le bureau iranien pour la promotion des travailleuses n'est composé que de fonctionnaires nommés par le gouvernement. Les commissions suédoise et finlandaise pour l'égalité sont formées de parlementaires. Ce sont des organismes indépendants qui peuvent faire pression sur le gouvernement et les parlementaires sociaux. Les résultats obtenus en Suède attestent de la validité d'une telle formule. Ainsi la commission de ce pays a pu donner son avis sur les budgets de tous les départements ministériels pour l'exercice 1978-1979. Certains organismes sont à base tripartite (gouvernement, patronat, syndicats), mais s'ajoutent des représentants des associations féminines, familiales ou des personnalités indépendantes. C'est le cas du Comité du travail féminin en France, à Haïti et à Cuba, c'est à la Fédération des femmes que revient la responsabilité de conseiller le gouvernement et de prendre des initiatives au niveau national ou local.

Des objectifs similaires

Ces commissions ont, dans leur grande majorité, un rôle purement consultatif. S'il s'agit d'Opportunity Commission (S.O.C.) britannique, aussi, une fonction contentieuse: elle peut recevoir des plaintes ou en formuler, procéder à des enquêtes et à des conciliations. Malgré la diversité de leurs structures, ces commissions se sont assignées des objectifs similaires. Le premier consiste à informer le public et les parlementaires sociaux de tout ce qui a trait au travail des femmes et à susciter des recherches dans ce domaine encore mal connu: de simples statistiques font souvent défaut. Aussi est-il question de mettre en place des indicateurs statistiques internationaux qui devraient permettre de mesurer les progrès accomplis en matière de promotion des travailleuses.

Le second objectif de ces commissions est d'élaborer, puis de faire accepter, une politique. Selon M. Gubbels, professeur à l'Institut du travail de l'université libre de Bruxelles, deux voies sont possibles: l'une qu'il appelle le « lent mûrissement » et qui implique des mesures tendant à faciliter le double rôle des femmes: travail temps partiel, recyclage des femmes ayant élevé leurs enfants, etc., et l'autre qui vise une évolution accélérée pour intégrer les femmes à tous les niveaux, en

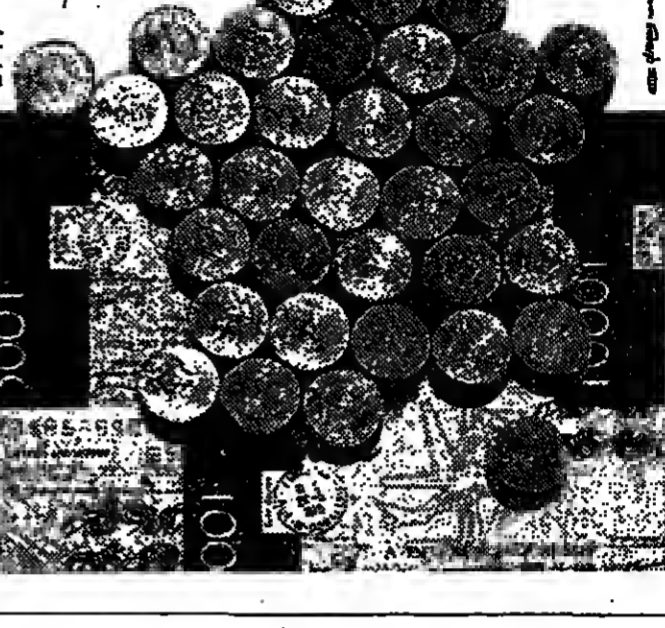
rendant obligatoire l'accès des deux sexes à tous les emplois. Dans la pratique, ces commissions rencontrent de nombreuses difficultés et ce sont les représentants des pays industrialisés qui se plaignent le plus de l'indifférence ou de l'hostilité rencontrée. La faible féminisation des organismes avec lesquels doivent traiter les commissions est fréquemment invoquée. Les commissions des pays en voie de développement rencontrent, apparemment, moins d'oppositions. Au Kenya, le bureau des femmes s'occupe de la formation des agricultrices: sous son impulsion, on enseigne aux femmes la pêche, l'apiculture, les techniques de la culture maraîchère et l'utilisation du four solaire (pour empêcher le pourrissement des légumes). Aux Philippines, le bureau des affaires féminines cherche à décharger les femmes du travail ménager, en créant des « conseils de ménage » qui procèdent à la répartition des tâches domestiques entre les membres de la famille et des « centres de voisinage » qui fournissent à une vingtaine de familles des services allant de la plomberie aux réparations. A la Jamaïque, le bureau des femmes organise des programmes de formation professionnelle pour orienter les femmes adultes vers autre chose que les tâches ménagères et les maternités successives et donner un métier à toutes les jeunes filles qui quittent l'école pour cause de maternité. Développement du pays et limitation du nombre d'enfants à la ce double titre, la promotion du travail féminin apparaît dans ces pays comme un facteur de progrès. Ce qui n'est pas toujours le cas dans les pays industrialisés où le ralentissement de l'économie et la chute de la natalité plaideraient plutôt dans le sens contraire.

KATIE BREEN.

SOCIAL BONS DU TRESOR

Un placement sûr, rémunérateur et disponible à tout moment.
(à partir du quatrième mois)

Taux de rendement actuariel brut jusqu'à 9,75%



(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
OFFICE NATIONAL DES SUBSTANCES EXPLOSIVES
O. N. E. X.

5, BOULEVARD MUSTAPHA-BEN-BOULAID - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

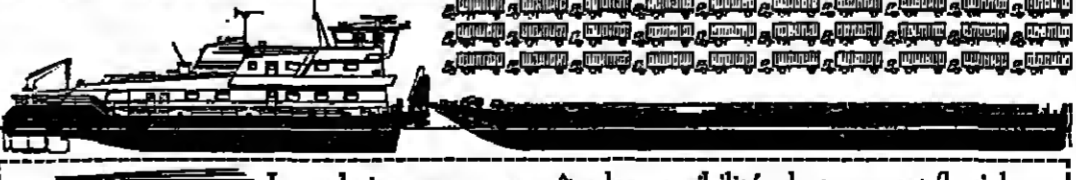
L'OFFICE NATIONAL DES SUBSTANCES EXPLOSIVES lance un Avis d'Appel d'Offres International pour l'étude, la conception et la fourniture d'équipements de production pour la réalisation d'une unité de fabrication de Cartouches de Scellement. Les offres devront être adressées à M. le Directeur Général de l'OFFICE NATIONAL DES SUBSTANCES EXPLOSIVES (O.N.E.X.), 5, boulevard Mustapha-BEN-BOULAID - ALGER - sous double enveloppe cachetée, celle de l'intérieur portant la mention « Offre pour la réalisation d'une unité de Cartouches de Scellement » « A NE PAS OUVRIR ». Le présent avis reste ouvert pendant soixante (60) jours délai de rigueur dès la première parution dans la presse. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la période de quatre-vingt-dix (90) jours.

KATIE BREEN.

Le canal des économies: le transport fluvial

La Voie Navigable est le mode de transport le plus silencieux et le plus économique en énergie; elle consomme 5 fois moins de carburant que la Route.

Un seul convoi fluvial transporte l'équivalent de 22 km de camions.



Je souhaite mieux connaître les possibilités du transport fluvial:

Nom:	Prénom:
Société:	Secteur économique:
Fonction:	Adresse:
Code postal:	Ville:
Tél.:	

Pour réaliser des économies de transports permettant d'améliorer vos coûts de production et de distribution, retournez ce coupon dès aujourd'hui sans aucun engagement de votre part:

Office National de la Navigation

2, boulevard de Latour Maubourg - 75007 Paris - Tél. : 550.32.24

emprunt Ville de Paris

juin 1978



taux de rendement actuariel brut 10,67 %
émission à partir du 19 juin - clôture sans préavis

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

crédit coopératif

GARANTI PAR L'ÉTAT

emprunt 10,70%
200 millions de francs. Juin 1978
200 000 obligations de 1 000 francs nominal

Pour financer le développement de ses sociétaires :

- Coopératives : de production, de consommateurs, de commerçants, d'artisans, de professions libérales, de transporteurs, de pêche, d'habitation.
- Secteur social : associations, fondations, sociétés mutualistes, comités d'entreprises et tous organismes d'investissement social : logement, santé, formation permanente, tourisme et loisirs.
- Groupements professionnels : professions industrielles, commerciales, artisanales et libérales qui, par la coopération du crédit, renforcent l'action de leur groupement.

Taux de rendement : **10,68%**
actuariel brut à l'émission :

*** Rapport annuel sur demande :
18 bis, av. Hoche, 75008 Paris, tél. 766.51.30

AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION

L'assemblée générale ordinaire de la société, réunie sous la présidence de M. G. Claude Vallières le 15 juin 1978, a approuvé les comptes et les résolutions présentées par le conseil.

Le total des commandes signées au cours de l'année 1977 s'élève à 12.278 milliards de francs contre 7.224 milliards de francs en 1976, soit une progression de 70,27 %.

Le montant des contrats signés à l'exportation est passé de 10,927 milliards de francs en 1976 à 12,278 milliards de francs en 1977.

Les perspectives d'avenir de la société au plan commercial peuvent se résumer ainsi :

- Dans le domaine militaire, les ventes à venir sont essentiellement axées sur les programmes Mirage F1 et Alpha-Jet.
- Dans le domaine civil, les pro-

grammes Mystère-10 et Mystère-20 poursuivent leur pénétration du marché, et les premiers succès remportés par le Mystère-20 sont prometteurs ; l'année 1978 devrait également voir la confirmation de ventes sur le vaste marché pour le version Gardian de surveillance maritime, et la décision de nombreux États de passer à l'achat.

La complémentarité des trois programmes Mystère plus le Gardian devrait assurer à la société une notoriété de force sur le marché.

Au plan financier, le chiffre d'affaires global hors taxes de la société a atteint 12.278 milliards de francs en 1977, soit une progression de 3,90 % par rapport à 1976. Ce chiffre d'affaires est comparé aux cinq dernières années dans le tableau ci-dessous :

Année	Chiffre d'affaires total		Chiffre d'affaires exportation		Chiffre d'affaires métropole	
	Civil	Militaire	Civil	Militaire	Civil	Militaire
1973	3 482	228	2 156	53	1 027	1 027
1974	3 855	337	1 563	521	1 192	1 192
1975	4 258	409	2 153	360	1 338	1 338
1976	4 287	429	2 120	111	1 287	1 287
1977	5 697	447	3 943	88	1 319	1 319

D'où il ressort :

- Une légère pause dans l'expansion du chiffre d'affaires 1977 ; du fait du cycle long de fabrication de l'industrie aéronautique, les commandes enregistrées par les prises de commandes de 1977 ne se concrétiseront

que dans le chiffre d'affaires qu'au cours des années à venir ;

- Que le chiffre d'affaires à l'exportation représente plus de 10 % de l'activité ;
- Que si l'on ajoute les ventes civiles métropolitaines, la dépendance des commandes de l'exportation est de 24 % au titre de l'année 1977.

Pendant la même période, les résultats nets de la société rapportés aux chiffres d'affaires ont évolué de la manière suivante :

85 704 296,77 F en 1974, soit 2,34 % du chiffre d'affaires ;
170 778 284 F en 1976, soit 3,98 % du chiffre d'affaires ;
207 886 978,04 F en 1977, soit 3,63 % du chiffre d'affaires.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Les comptes consolidés font ressortir un bénéfice d'exploitation de 230,25 millions de francs contre 158,17 millions de francs en 1976 et une marge brute d'autofinancement de 209,82 millions de francs, en progression de 27,5 %.

Avant incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

Après incidence de la participation des salariés pour un montant de 15,9 millions de francs et des plus-values hors exploitation de 10,8 millions de francs, le bénéfice consolidé atteint 23,38 millions de francs contre 20,84 millions de francs en 1976, marquant une progression de 12,2 %.

DART

L'assemblée générale ordinaire qui s'est réunie le 4 mai 1978 à Los Angeles, sous la présidence de M. Justin Dart, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

L'exercice écoulé a enregistré, pour la septième année consécutive, des résultats records. Le bénéfice net consolidé et le bénéfice par action ont atteint 109,2 millions de dollars et 4,48 dollars respectivement, contre 101,6 millions de dollars et 4,14 dollars en 1976.

Les ventes du groupe se sont élevées à 1 802 millions de dollars contre 1 476 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Ces nouveaux progrès sont dus principalement à la progression des ventes de la division Supporeware et à la remarquable performance de la rentabilité dans le secteur produits chimiques et en plastique, qui ont compensé la baisse sensible des activités produits chimiques et récipients en verre.

Conformément à la politique de restructuration qui a été adoptée d'assurer une meilleure rentabilité des investissements, il a été décidé de limiter la production de certains produits de vente directe de cosmétiques en Australie et au Mexique.

Les activités hors des États-Unis ont représenté 29 % du bénéfice global en 1977 et les ventes concernant ces activités se sont élevées à 480 millions de dollars contre 364 millions de dollars en 1976.

En 1977, les dépenses d'investissements ont totalisé 94,6 millions de dollars, les provisions pour 1978 étant de 115 millions de dollars.

Les amortissements et les provisions pour dépréciation ont atteint 59 millions de dollars contre 52 millions de dollars en 1976.

Le capital et les réserves attribuables aux actionnaires ordinaires se chiffrent à fin 1977 à 693 millions de dollars, soit l'équivalent de 30,20 dollars par action ordinaire.

La rentabilité de l'ensemble du capital, qui s'est élevée à 10,1 % en moyenne au cours de la période de cinq années se terminant en 1977, s'est élevée à 11 % à la fin de cet exercice contre 10,3 % à la fin 1976.

Cette situation financière, d'une solidité exceptionnelle, a permis au conseil d'administration, de ré-examiner la politique globale de la société en matière de distribution de dividendes, dont le paiement de 25 cents pour le quatrième trimestre 1977 à 40 cents pour le premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la politique de distribution de dividendes à 25 cents par action ordinaire au quatrième trimestre 1977 et à 40 cents par action ordinaire au premier trimestre 1978.

CÉRABATI

- Premier producteur français de carreaux céramiques.
- Produits sanitaires, porcelaines de luxe.
- Extraction de matières premières (feldspath, argile).
- Principales filiales et participations : Carotex, Haviland Limoges, Haviland Inc.
- Effectifs du groupe : 3 300.

L'assemblée générale ordinaire réunie le 13 juin 1978, sous la présidence de Mme de Vogüé, président-directeur général, a approuvé à l'unanimité toutes les résolutions proposées par le conseil.

Le rapport du conseil souligne que, malgré une conjoncture difficile, notamment dans le secteur du bâtiment, la société a réussi à préserver ses positions en maintenant son chiffre d'affaires à un niveau remarquablement comparable à celui réalisé en 1976. Pour 1978, une certaine progression du chiffre d'affaires est attendue.

Dans son allocution, Mme de Vogüé exprime l'espoir que des mesures seront prises pour protéger le professionnalisme et les pratiques irréprochables de la part de certains pers du Marché commun, ainsi que cela a été mis au point dans le domaine de l'acier.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

COMPAGNIE DU NORD

Réunis en assemblée générale ordinaire le 13 juin 1978, sous la présidence de M. Alain de Rothschild, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1977, et décidé la répartition d'un dividende net de 1,50 F par action fait 2,25 F avec l'avenant à l'accord de participation, il a été inscrit à la réserve spéciale de participation un montant de 440 000 F, et le report à nouveau s'établit à 2 156 298 F.

Le rapport du conseil souligne que, malgré une conjoncture difficile, notamment dans le secteur du bâtiment, la société a réussi à préserver ses positions en maintenant son chiffre d'affaires à un niveau remarquablement comparable à celui réalisé en 1976. Pour 1978, une certaine progression du chiffre d'affaires est attendue.

Dans son allocution, Mme de Vogüé exprime l'espoir que des mesures seront prises pour protéger le professionnalisme et les pratiques irréprochables de la part de certains pers du Marché commun, ainsi que cela a été mis au point dans le domaine de l'acier.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

Le conseil a également approuvé le rapport de l'administrateur délégué, M. André Pédebon, qui a été élu administrateur en remplacement de M. André Pédebon.

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Réunie le 14 juin 1978, sous la présidence de M. Jacques Fourman, l'assemblée générale de la Société Foncière Lyonnaise a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Malgré une augmentation de près de 13 % des recettes locatives, les résultats d'exploitation

دکذا من الاصل

CIÉTÉS

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE
Présidence le 14 juin 1978, sous la présidence de M. Jacques Pons...

BUONALE RECE

la grande banque commerciale de Grèce

Central: 86, Rue Eolou, Athènes 121

de l'ensemble des activités

43 branches et bureaux

au sein international de branches,

et correspondantes, dans

et dans les pays suivants:

AT. CÔSSELDORF, ROTTERDAM,

YPRE (BOSNIA, LIMASSOL,

E CAIRE.

TORONTO, SYDNEY,

INVESTISSEMENT POUR LE

INSTRUMENT S.A. (N.B.E.D.), Athènes

RE, Athènes

EN YORK, New York

TRUST Co, Montreal

BANK OF ATHENS LTD,

at Durban, Pretoria

77 (en million F.F.)

PASSIF

Capital Social

1.602

1.239

Prévisions

32.103

26.253

Dépenses

4.641

Comptes d'ordre

8.293

1977

1978

1978: 801

ATIONALE DE GRECE S

OTRAPEZA

ÉHÉRAN

RE

S:

IRAN AIR

Plus vite que les autres

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Base 100 = 29 décembre 1972

Table with 3 columns: Index, 5 June 1978, 1977. Rows include: Indice général, Bourse de Paris, etc.

LONDRES

Calme et irrégulier

Peu d'affaires lundi, à l'ouverture, sur le marché de Londres, où les cours varient généralement de façon irrégulière, mais dans des limites étroites.

Table with 3 columns: Valeurs, CLOTURE, COURSE. Rows include: British Petroleum, etc.

B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces légales obligatoires, daté du 16 juin 1978, publie notamment les insertions suivantes:

Emission d'un emprunt d'un montant de 200 millions de francs, représentés par 200 000 obligations de 1 000 F, jouissance du 23 juin 1978.

Ces obligations rapporteront un intérêt annuel de 6,50 % et seront amorties en seize années maximum à partir du 23 juin 1978, soit par rachat en bourse, soit par rachat de la garantie de l'Etat.

Incertitude persistante

(Après) — Les taux d'intérêt à court terme sont une fois de plus, et à la hausse, à New York. Le taux de base (le prime rate) des grandes banques américaines a augmenté de 1/4 de point, de 5,75 % à 6,25 %.

EURO-OBLIGATIONS

Incertitude persistante

(Après) — Les taux d'intérêt à court terme sont une fois de plus, et à la hausse, à New York.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DUQUESNE-FURINA. — La situation provisoire du bilan au 28 février 1978 fait ressortir un bénéfice de 1,22 million de francs contre 1,28 million un an plus tôt.

ARTHUR MARTIN. — De façon à compenser les mauvais résultats de 1977, l'assemblée générale du 16 juin 1978 a décidé de procéder à une nouvelle augmentation de capital en 1978.

SIEMENS. — A l'issue de l'assemblée générale du 16 juin 1978, Siemens estime que la filiale Carim sera en mesure de distribuer un dividende. L'assemblée générale a décidé de procéder à une nouvelle augmentation de capital en 1978.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Cours, 16 juin 1978. Rows include: 1 dollar (en yen), etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: OPA Paris, etc.

BOURSE DE PARIS - 16 JUIN - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédé, Dernier cours, Valeurs, Cours précédé, Dernier cours. Rows include: 3 %, etc.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Précédé, Dernier cours, Valeurs, Précédé, Dernier cours. Rows include: 7 %, etc.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Précédé, Dernier cours, Valeurs, Précédé, Dernier cours. Rows include: 7 %, etc.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Précédé, Dernier cours, Valeurs, Précédé, Dernier cours. Rows include: 7 %, etc.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Précédé, Dernier cours, Valeurs, Précédé, Dernier cours. Rows include: 7 %, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Valeurs, Précédé, Dernier cours, Valeurs, Précédé, Dernier cours. Rows include: 7 %, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Valeurs, Précédé, Dernier cours, Valeurs, Précédé, Dernier cours. Rows include: 7 %, etc.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES
 - Progrès et régression dans l'histoire, par Dominique Karpell.
- 3. ETRANGER
 - Les événements au Proche-Orient.
- 4-5. EUROPE
 - La Yougoslavie sur les scènes mondiales (1), par Jacques Decary.
- 6. DIPLOMATIE
- 7. ASIE
 - Hôpital asiatique Pékin a ouvert un consulat général à Hô-Chi-Minh-Ville.
- 7-8. AMERIQUES
 - REPRESSION EN URUGUAY : deux côtés des méthodes de torture « classiques », des techniques pharmacologiques sont de plus en plus employées.
- 9 à 11. POLITIQUE
 - Les élections à l'Assemblée européenne.
 - LIBRE OPINION : « Sa guillemet », par Pierre Lefranc.
- 12. SOCIÉTÉ
- 13. JUSTICE
- 14. RELIGION
 - UNE BRASSÉE DE CONFESIONS DE FOI : l'indébitable par Xavier Trietta ; « La miracle de l'homme », par Françoise Quéfé.
- 15. MÉDECINE
- 16. ÉDUCATION
- 16. DÉFENSE
- 17 à 19. CULTURE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
Pages 21 à 24

- Quels seraient les effets d'un relèvement du S.M.I.C. à 2.400 francs ?
- Analyse des campagnes « accélérateur ».
- Les dix « pauvretés », par E. Lenoir.
- L'atomisme sur cristallisation de l'économie.
- Le bond en avant de la sidérurgie chinoise.

25-26. SPORTS
- La XI^e Coupe de monde de football.

36 à 38. RÉGIONS
- EN ÎLE-DE-FRANCE : H.L.M., Habitants à Logements Méditerranéens, dans les Yvelines et le Val-d'Oise.

39 à 41. ÉCONOMIE
- SOCIAL : l'indemnisation du chômage.

LIRE ÉGAGEMENT
RADIO-TÉLÉVISION (19)
Annonces classées (21 à 25) ; Annonces (26) ; Carnet (28) ; « Journal officiel » (29) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (32) ; Bourso (43).

EXPRESSION ORALE POUR RESPONSABLES DÉCIDÉS
Vous refusez les trucs et recettes habituellement proposés. Vous voulez un style d'expression à la mesure de votre personnalité. Demandez-nous une consultation particulière, à titre gratuit et sans engagement.

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE
20, cité Trévise, 75008 PARIS
Tél. 77-36-03

Nous recevons exclusivement sur rendez-vous, de 10 h. à 21 h. Les cours continuent en JUILLET-AOÛT



Le numéro du « Monde » daté 19 juin 1978 a été tiré à 514 256 exemplaires.

A B C D E F G

LES CONFLITS SOCIAUX

S.N.C.F. : les agents de conduite autonomes lancent un ordre de grève de 48 heures à partir du 24 juin

« A la S.N.C.F., alors que des négociations sont prévues cette semaine sur les salaires, la Fédération générale autonome des agents de conduite (F.G.A.A.C.) a décidé d'appeler les conducteurs de train à une grève de 48 heures, du samedi 24 juin à 0 heure au lundi 26 juin au matin, devant le refus de la direction d'aménager les horaires et d'améliorer les repos des agents de conduite.

« Chez RENAULT, le conflit des presses à Films était toujours dans l'impasse : bien que les ouvriers continuent à occuper l'atelier des presses, la direction qui a commencé, samedi, des négociations, a décidé de les reprendre, lundi, en fin de matinée. Dimanche, dans la soirée, la Régie avait exprimé « ses plus extrêmes réserves quant à la suite des discussions en raison de la persistance de l'occupation par les ouvriers des presses ».

« AUX ACIÉRIES DE POMPEY, les ouvriers des hauts fourneaux ont décidé, lundi matin, de reprendre le travail.

« L'ACTIVITÉ DE L'USINE MOULINEX D'ALENÇON, dans

l'Orne (trois mille salariés), était toujours paralysée, lundi 19 juin en fin de matinée, par la grève, avec occupation des locaux. Une partie des O.S., qui réclament une augmentation uniforme de 400 F par mois, la cinquième semaine de longue payée et le paiement des « points » ayant lieu dans l'année. Six à sept cents personnes, soit la moitié des O.S. d'Alençon, ont, selon les syndicats, cessé le travail depuis mercredi dernier et décidé, le lendemain, l'occupation de l'usine. Vendredi, le tribunal des référés d'Alençon a rendu un jugement similaire à celui du tribunal de Versailles dans l'affaire Renault-Films, en enjoignant aux grévistes de libérer les locaux des lieux ce lundi à 0 heure et à la direction de négocier. Un médiateur a été désigné.

Le tribunal d'Alençon a, dans le même temps, relaxé huit délégués et quatre ouvriers assignés par la direction pour entrave à la liberté du travail.

Le mouvement de grève des O.S., dont les plus bas salaires sont de 1.900 F net par mois (sans compter le troisième mois et une participation — variable — aux bénéfices), s'est étendu, depuis quelques jours, à d'autres usines de Moulinex, touchées par des débrayages.

La direction d'Alençon se refuse, pour l'instant, à toute négociation, affirmant les syndicats. La direction de Moulinex, dont le siège social est situé à Bagnolet (Seine-Saint-Denis), se refuse, elle, à donner toute information sur le conflit en cours. Le standard de l'usine (387 numéros), appelé ce lundi, « a ordre » de ne passer aucune communication à ce sujet : il était ainsi impossible de joindre un dirigeant de la firme.

Prime de fin d'année LA COUR D'APPEL DONNE RAISON A LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

La première chambre de la cour d'appel de Paris vient de confirmer le jugement de la première chambre civile du tribunal de grande instance qui, en février 1977, avait débouté les sections de Paris du Syndicat unifié des agents et cadres des caisses d'épargne (SUACCE) et du Syndicat national du personnel des caisses d'épargne (S.N.C.E.P.). Le SUACCE et le S.N.C.E.P. avaient intenté une action contre la direction de la Caisse d'épargne de Paris (CEP), pour obtenir le paiement intégral de la prime de fin d'année. La réduction de cette prime avait été à l'origine de la grève de trois mois déclenchée du 8 octobre 1976 au 6 janvier 1977 par les employés parisiens. Le tribunal d'appel a confirmé que le versement de cette prime ne peut avoir pour conséquence de rendre définitive la gestion principale d'une caisse d'épargne et que les syndicats n'ont pas fait la démonstration que cette prime, régulièrement attribuée depuis 1950, était due « même en cas d'activité déficitaire de la Caisse ».



NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" PRINTEMPS-ÉTÉ 1978

- Impressions soies exclusives.
- Lainages coordonnés originaux.
- Cotons guisseries imprimés.
- Tissus exotiques; bourrette.
- Jerseys « ultra mode » imprimés.
- Carrés, panneaux et laces.
- Cotons anglais depuis 12,95 F.
- Toiles écruces, batistes, crépons.
- Organdis brodés, dentelles.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS.

LA CAMPAGNE DE PROTESTATION DU P.S. CONTRE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

Le parti socialiste a fait le point, samedi 17 juin, de la « campagne nationale de protestation », qu'il a engagée depuis la fin mai contre les mesures économiques et sociales du gouvernement. Les premiers secrétaires fédéraux ont été réunis à cette occasion. Représentant de cette réunion, M. Jean Poperen, membre du secrétariat national, député du Rhône, a indiqué que cette campagne, qui s'est déroulée autour du mot d'ordre : « Ils ne vous l'avaient pas dit », a été axée sur trois thèmes : la hausse des tarifs publics, la libération des prix industriels, l'aggravation du chômage.

Cette campagne, a fait remarquer M. Poperen, a traduit la volonté du parti socialiste d'être présent dans les luttes sociales et d'exprimer les préoccupations du monde du travail.

Mardi 20 juin, la campagne devrait atteindre son point culminant avec l'envoi de délégations de militants et d'étus, munis de motions et de résolutions, dans les préfectures ou les sous-préfectures à Paris, une délégation devant se rendre en fin d'après-midi à l'hôtel Matignon.

ÉCOLE SUPÉRIEURE PRIVÉE DE TECHNOLOGIE FAX

Fondée en 1950

B.T.S. Technicien Supérieur

- INFORMATIQUE - GESTION
- SECRETARIAT

Régime étudiant

PROBATOIRE B.E.P. - C.A.P.

FORMATIONS PROFESSIONNELLES

- Steno-dactylo - Mécanographe - comptable - Dactylo-téléviste
 - Pâtisseries - Programmiste
 - Perfo-opératrice - Dactylo-comptable
- 8 rue d'Amsterdam, Tél. 744.26.25
84 rue St-Lazare, Tél. 874.76.49

SAINT LAURENT rive gauche

SOLDES

Femmes, Hommes.
38 rue du faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e

A Limoges

M. Marchais : l'union, on peut la reconstruire

De notre correspondant

Limoges. — M. Marchais, qui participait dimanche après-midi 18 juin à une fête organisée au Mazaud, près de Limoges, par la Fédération communiste de la Haute-Vienne et le journal l'Écho du Centre, a notamment déclaré : « Certains d'entre nous se disent peut-être : décidément, c'en est fini pour longtemps de l'union ; quand un changement, il est toujours plus tard... pour le « troisième millénaire », comme dirait Giscard d'Estaing. A tous ceux qui pourraient s'interroger dans ce sens, je veux dire : vous vous trompez. Il y a une issue à la situation d'aujourd'hui. L'union, on peut la reconstruire ; les conditions, on peut les trouver. Mais par le même moyen que celui qui peut nous permettre de faire reculer le pouvoir et le grand patronat, c'est-à-dire par la lutte, par l'intercession de tous ceux qui veulent l'union et le changement. Bien des travailleurs socialistes, bien des hommes de gauche, de gauche qui ne sont pas communistes ne se résignent ni à la division du mouvement populaire ni à l'orientation social-démocratique du parti socialiste... »

A propos du débat engagé au sein du P.C.F., le secrétaire général a ajouté : « S'il s'agit de mettre en cause la ligne politique du parti, elle est définitive par le vingt-deuxième congrès, s'il s'agit de réformer complètement l'organisation des structures de notre

parti pour en faire un pré carré où des dirigeants de tendances se battraient en duel — cela, personne n'y est jamais parvenu — nous nous y opposons et nous nous y opposerons de toutes nos forces. Pour une simple raison : parce qu'une telle transformation serait la liquidation de notre parti comme parti révolutionnaire, ce que nous ne voulons à aucun prix, non, à aucun prix.

« Cela dit, notre démarche ne se résume pas à cette ferme et indispensable riposte. Car cette démarche n'est pas essentiellement négative ; elle est avant tout constructive.

« Ce que nous voulons, c'est, comme l'a affirmé la dernière session de notre comité central, notre poursuite à notre parti son grand rôle dans la voie du vingt-deuxième congrès... »

Le conflit entre l'Etat et la capitale

LE CONSEIL DE PARIS TIENT UNE SÉANCE EXTRAORDINAIRE

Atout initial du chef du parti gaulliste, semble déjà avoir fait long feu.

LES PARISIENS SONT-ILS PLUS IMPOSÉS QUE LES PROVINCIAUX ?

Deux exemples

Les contribuables parisiens sont-ils plus imposés que ceux de province ? Cette question sous-jacente à la querelle entre Paris et l'Etat méritait une étude exhaustive et comparative de l'ensemble des charges fiscales, mais on peut, au moins sur deux sortes d'impôt (la taxe professionnelle, la taxe d'habitation), dresser une comparaison qui n'apparaît pas en défaveur de Paris.

« La taxe professionnelle. — Si l'on prend, par exemple, le collation global d'un boulanger employant deux salariés et faisant un chiffre d'affaires inférieur à 1 million de francs, et si l'on compare Paris aux principales villes de province, que constate-t-on ? Que le boulanger parisien, pour une base d'imposition de 160 000 francs, se verra imposer à un taux inférieur à 10 %, tandis que les boulangers de Marseille, de Strasbourg, de Lyon, de Lille, de Toulouse et de Rennes, pour des bases d'imposition comprises entre 10 000 et 24 000 francs, seront imposés au taux de 16 à 20 %.

« La taxe d'habitation. — Prenons pour élément de comparaison, la collation globale d'un ménage ayant deux personnes à charge et habitant dans un F 4 H.L.M.

A Paris, la valeur locative brute est d'environ 12 000 F, les abattements se situent autour de 7 000 F, ce qui donne une valeur nette locative d'environ 5 000 F. Le taux d'imposition tourne autour de 14 %.

Pour l'échantillon des villes de province mentionnées plus haut, les valeurs locatives brutes sont au niveau de 5 000 F environ, et les abattements varient de 1 000 à 3 000 F, ce qui donne une valeur nette de 2 000 à 4 000 F. Or la taxe d'imposition varie de 22 à 52 %.

« L'Union syndicale C.G.T. des services de police de la Ville et du département de Paris organisée, du 19 au 23 juin, une semaine d'action et de manifestations. La C.G.T. rappelle que depuis plusieurs mois des revendications, portant notamment sur le troisième mois, la durée du travail et l'augmentation des effectifs, ont été déposées et sont restées sans réponse.

En Argentine

TROIS MILITANTS COMMUNISTES ARRÊTÉS PAR LA POLICE

Trois communistes argentins, dont Francisco Berdic, membre du Conseil mondial de la paix, ont été emprisonnés le 9 juin par les autorités d'Argentine. Ces trois hommes, qui avaient disparu depuis le 1^{er} juin, ont été retrouvés le 7, ligotés et bâillonnés dans une voiture, à proximité de Buenos Aires, à la suite d'un coup de téléphone anonyme à la police.

Dans leurs poches, les policiers ont trouvé des documents compromettants, dont des plans de sabotage des stades de la Coupe du monde. Parmi les trois hommes se trouve M. Carlos Pablo Bergeldors, un ingénieur qui avait participé aux travaux de construction de certains stades. Le parti communiste argentin dénonce là une machination.

Une bombe à l'hôtel Bauer

En outre, la police argentine a fait exploser une bombe, le vendredi 16 juin, à 16 h. 30, dans le chantier de construction de la suite de l'hôtel Bauer à Buenos Aires. Pour cela, la circulation avait été coupée dans l'avenue Corrientes, l'une des plus importantes de la capitale argentine. La police se refuse à dire d'où provenait la bombe, mais a déclaré que certains membres de l'hôtel Bauer pensent qu'elle aurait pu être déposée. L'hôtel Bauer abrite la majorité des journalistes de la presse écrite française, italienne et suisse.

Le directeur de l'établissement ne veut pas faire de commentaires sur l'explosion de cette bombe. G. A.

Au Pérou

LA GAUCHE OBTIENT DE BONS RÉSULTATS AUX ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Lima (A.P.P., A.P., Reuters, UPI). — Les premiers résultats des élections du 18 juin à l'Assemblée constituante péruvienne donnaient, ce lundi 19 juin, une nette avance au parti populaire chrétien (P.P.C.) de l'ancien maire de Lima, M. Luis Bedoya. L'APRA (Alliance populaire pour la révolution américaine) de M. Victor Raúl Haya de la Torre arrivait en deuxième position. Le Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOPEP), extrême gauche, réussissait près de 15 % des suffrages. L'ensemble des six partis de gauche totalisait plus de 37 % des voix. Les premiers dépouillements, toutefois, reflètent essentiellement la situation à Lima. Les résultats définitifs ne devraient pas être connus avant le 25 juin. Ils seraient prononcés au début de juillet.

EP

ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Préparation simultanée ou non, aux diplômes d'état :

- D.E.C.S.
- B.T.S. de distribution
- MAÎTRISE DE GESTION

Une large ouverture sur la vie des entreprises (stages, séminaires, visites, jeux d'entreprises).

Documentation gratuite sur demande :
130, rue de Clignancourt
75018 PARIS - Tél. 252.27.27

-15%
sur toutes les
CHEMISES NICOLL
du 10 au 24 juin

la tradition anglaise du vêtement
29, rue Tronchet / Paris 8^e

هكذا من الأصل